



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LI^e Année

Tome II N^o 3 - Septembre 1976

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 Le franc belge et la politique monétaire.
- 15 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale - Résultats des mois de juillet et d'août 1976.
- 1 Statistiques.
- 137 Législation économique.
- 145 Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

LE FRANC BELGE ET LA POLITIQUE MONETAIRE

Les marchés européens des changes ont été agités à diverses reprises en 1976, lorsque des mouvements internationaux de capitaux ont affecté successivement la lire italienne, la livre sterling et le franc français et, en particulier, lorsque celui-ci a cessé de faire partie du groupe de monnaies européennes liées entre elles par des taux de change fixes, le « Serpent ». Les tensions ont été provoquées ou entretenues par des comportements anticipant un élargissement de fait ou de droit, en faveur du mark allemand, de l'écart entre celui-ci et d'autres monnaies. Dans chaque cas, ces « paris » ont provoqué des mouvements de fonds à court terme, en particulier vers le marché allemand. De tels déplacements ont affecté l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise dans les périodes — en février, en mars et en juillet-août — où a été escompté un changement, à bref délai, de la relation entre le franc belge et le mark allemand; ces déplacements ont pu s'effectuer par le marché réglementé des changes, lorsqu'ils étaient liés à des opérations commerciales ou lorsqu'ils consistaient dans une réduction des avoirs d'étrangers en francs belges convertibles.

La pression qui s'exerçait de la sorte, au marché réglementé, sur le cours du franc belge, a donné lieu à des interventions régulatrices de la Banque, en raison de la détermination du Gouvernement et de la Banque de maintenir inchangées les marges de fluctuation entre le franc et les autres monnaies du « Serpent ». Les réserves de change de la Banque ont été mises à contribution; entre le 1^{er} janvier 1976 et le 31 mars, elles ont diminué de 51,3 milliards; elles se sont ensuite reconstituées à concurrence de 29,3 milliards; depuis le 15 juillet, de nouvelles interventions ont eu lieu, de l'ordre de 34 milliards. Depuis le début de l'année, ces mouvements se sont donc soldés par une sortie nette de réserves; celle-ci ne s'explique pas seulement par les effets de la spéculation adverse au franc, mais également par l'apparition d'un déficit conjoncturel des opérations sur marchandises. Ce n'est d'ailleurs que dans la mesure où le recours aux réserves a servi à couvrir un tel déficit que l'on peut parler d'une perte — d'ailleurs provisoire — de moyens de paiements internationaux pour l'ensemble de l'économie belgo-luxembourgeoise. Pour le surplus, la diminution des avoirs officiels a pour contrepartie un accroissement des avoirs et des créances sur l'étranger détenus par le secteur privé, voire un désendettement à court terme vis-à-vis de l'étranger.

Quelle que soit son origine, la cession par la Banque de réserves de change au marché s'est accompagnée d'une destruction de liquidités qui nourrissaient auparavant l'offre sur les marchés intérieurs des fonds à court terme. Dans la mesure où elle a pour origine des mouvements spéculatifs, cette contraction de l'offre matérialise l'amenuisement des trésoreries en francs, qui a eu lieu parce que les résidents et les étrangers ont précipité leurs achats de devises contre francs belges ou parce que les résidents ont retardé le rapatriement de leurs créances sur l'étranger. Les ressources que les intermédiaires financiers et le Trésor trouvent sur le marché monétaire se sont raréfiées dans le moment même où la demande qui sollicite ce marché se faisait plus pressante, le Trésor manifestant des besoins de financement accrus, tandis que, globalement, les entreprises actives dans les relations avec l'étranger cherchaient à reconstituer, à l'aide de crédits, leurs trésoreries en francs belges qui n'étaient plus assez alimentées par des rapatriements de devises. Ainsi, les crises de change ont provoqué une hausse spontanée des taux sensibles du marché des fonds à court terme. Ce fut le cas notamment au cours des tout récents mois.

Cette réaction des taux est un des mécanismes automatiques de rééquilibre de la balance des paiements, en particulier dans un pays pratiquant le régime des cours de change fixes, comme c'est le cas de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise vis-à-vis des autres membres du « Serpent », pour les transactions courantes et pour ceux des mouvements de capitaux à court terme qui peuvent, en fait, s'effectuer par le marché réglé des changes.

Avec l'accord du Gouvernement, la Banque a laissé se produire cette réaction des taux; elle l'a même entretenue par des relèvements de ses propres barèmes, entraînant ceux de l'Institut de Réécompte et de Garantie.

L'expérience des dernières décennies indique que le renchérissement du crédit à court terme, s'il affecte incontestablement les comptes d'exploitation des entreprises — encore qu'en valeur réelle, la charge financière des taux élevés soit atténuée par le mouvement général de hausse des prix — n'exerce pas un effet notable de freinage sur la dépense intérieure et certainement pas sur l'investissement; au surplus, l'alourdissement du coût des capitaux empruntés n'agit que dans une mesure insignifiante comme facteur de hausse des prix de revient. Ainsi donc, du point de vue de la politique conjoncturelle, et plus précisément de l'action de relance, il n'y avait pas de contre-indication significative à ce manquement de l'instrument des taux. L'objectif de la politique n'était évidemment pas de réduire le déficit conjoncturel vrai des opérations sur biens et services avec l'étranger, en exerçant une pesée sur la dépense intérieure; c'est pour cette raison que la hausse des taux n'a pas été étendue aux fonds à long terme. L'objectif était de rendre plus coûteux les mouvements de capitaux à court terme vers l'étranger.

Pour appuyer la politique qui vient d'être décrite, la Banque a limité, dans la mesure du possible, ses interventions en direction du marché monétaire. Anémié par les sorties de fonds, celui-ci tendait à accroître son recours au prêteur en dernier ressort et à provoquer la création, par la Banque, de liquidités nou-

velles qui se fussent substituées à celles qui avaient été spontanément détruites. En quelque sorte, la Banque s'est efforcée d'éviter de refinancer ces sorties. A cette fin, elle a rendu plus restrictives les limitations qu'elle met à ses opérations d'escompte et d'avances; elle a également pris des mesures pour empêcher les intermédiaires financiers de réduire leur portefeuille d'effets publics et de forcer ainsi le Trésor à se procurer, à leur profit, des ressources nouvelles auprès d'elle.

L'action quantitative que la Banque a menée de la sorte s'est trouvée énermée par la situation de la Trésorerie; les besoins de financement de l'Etat s'accroissaient à mesure de l'exécution d'un budget dont le déficit excédait les prévisions, alors que le Trésor ne trouvait plus les ressources que lui procure normalement le marché monétaire. Contrainte de répondre à la demande incompressible de ressources venant du Trésor, la Banque a dû admettre de financer provisoirement celui-ci, par le truchement du Fonds des Rentes, au-delà de la marge contractuelle de 20,6 milliards. De la sorte, la Banque a choisi d'alimenter directement le Trésor, plutôt que d'élargir de façon générale ses interventions en faveur du marché monétaire, car, dans ce dernier cas, elle risquait de voir les ressources ainsi créées s'écouler vers l'étranger sans que le Trésor en puisse bénéficier. Il va de soi qu'une partie importante des liquidités créées au profit du Trésor est ensuite venue élargir l'offre de fonds sur le marché monétaire, ralentissant le mouvement de hausse des taux.

Au cours des dernières semaines, l'action de la Banque a donc atteint un double objectif. En premier lieu, par ses interventions sur le marché des changes, elle a maintenu inchangée la relation du franc belge avec les monnaies fortes de la Communauté Economique Européenne. En second lieu, par ses mesures intérieures, elle a rendu moins faciles les « paris » qui provoquaient les tensions sur le cours du franc, rendant ainsi moins agissante la cause de ses interventions.

Cette politique doit être interprétée comme une mesure conservatoire. Elle a évité que ne soit amputée la valeur extérieure du franc, alors que celle-ci n'était affectée par aucune cause immédiate de déséquilibre fondamental : le cours du franc n'apparaissait nullement comme surévalué.

En effet, si l'on corrige le solde des paiements courants en éliminant les mouvements de capitaux qui y sont formellement enregistrés, la détérioration de ce solde apparaît comme un effet de la reprise économique. Le déficit des transactions commerciales, qui a atteint 27,5 milliards au premier semestre de 1976, est de nature conjoncturelle; il s'explique principalement par la reconstitution des stocks en cours depuis les derniers mois de 1975 et par la hausse des prix à l'importation. Son ampleur relative n'est nullement anormale au regard de ce qui a été observé au cours de phases de reprise antérieures; sans doute l'expansion conjoncturelle des années 1972-1974 n'avait-elle pas empêché l'amélioration du solde commercial; mais il s'agissait d'une situation particulière : l'entrée en activité des sièges d'exploitation installés par des entreprises étrangères avait fait apparaître un surplus structurel dans le commerce extérieur de l'Union Economique; la crise pétrolière et la détérioration des termes de l'échange qu'elle

a provoquée devaient écrémer ce surplus structurel, ramenant les relations commerciales extérieures de l'Union à un profil plus conforme à la situation antérieure.

Il convient, par conséquent, de ne pas porter de jugements sommairement alarmistes sur l'évolution récente de la balance des paiements courants.

Mais il importe cependant d'analyser l'ensemble de données qui suscitent des appréhensions quant à la solidité de l'économie belge de demain, de placer ces problèmes sous un jour réaliste, de démontrer les enchaînements qui les relient, de révéler les altérations graves que les situations actuelles peuvent générer. C'est un devoir vis-à-vis de la collectivité pour tous ceux qui doivent savoir que si une mauvaise gestion de la monnaie peut être source de désorganisation économique, en sens inverse, la valeur de la monnaie reflète la qualité de la gestion de l'économie.

*
**

L'opinion publique n'est sans doute pas assez attentive à la nocivité de l'inflation, pas assez consciente des causes réelles du processus et pas assez préparée à accepter les redressements fondamentaux qu'il est indispensable d'opérer. L'inflation persiste au travers de la récession la plus profonde que l'économie belge a connue depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Sans doute la hausse des prix à la consommation n'atteint-elle plus 10 p.c. par an, contre un maximum de 16 p.c. dans les années 1973-1974; sans doute le gain moyen brut par heure prestée n'a-t-il progressé que de moins de 13 p.c. de juin 1975 à juin 1976, alors qu'il avait augmenté de plus de 26 p.c. de mars 1974 à mars 1975. Mais ces ralentissements, d'ailleurs favorisés par les mesures prises par le Gouvernement, notamment en application de la loi de redressement économique du 30 mars 1976, n'ont pas été suffisants : les taux actuels de hausse de prix et de revenus nominaux restent nettement plus élevés que ceux des années 1960 ou du début des années 1970.

De nombreux éléments autonomes de hausse des prix d'origine intérieure sont encore agissants. S'y ajoutent des facteurs d'origine extérieure; ceux-ci seraient exacerbés par une dépréciation du cours du franc belge. Or, dans les conditions actuelles, toute hausse autonome des prix est prolongée par des hausses subséquentes. Les mécanismes d'adaptation de tous les revenus à la hausse des prix forment courroie de transmission de l'inflation. Ces mécanismes, il faut le souligner, n'entraînent pas seulement les revenus qui bénéficient d'une liaison institutionnelle à l'indice des prix à la consommation — essentiellement les salaires et appointements — mais aussi, implicitement, presque toutes les autres catégories de revenus. A cet égard, on a prêté trop peu d'attention à l'évolution de la part relative des salaires et de celle des autres revenus dans le produit national brut : si l'on corrige les données brutes pour tenir compte de l'accroissement relatif du nombre des salariés, on constate que, en longue période, ces parts relatives ont peu varié. Ainsi, salaires et autres revenus se poussent mutuellement

dans l'escalade à la hausse, sans que, faute de données, l'on puisse attribuer la responsabilité permanente du mouvement à telle ou telle catégorie de revenus, sauf à verser dans un manichéisme facile, source de controverses paralysantes.

La cause profonde qui entretient l'inflation, en Belgique comme dans bien d'autres pays de même régime économique et politique, est le comportement de tous les agents économiques dont les exigences individuelles s'accumulent — qu'il s'agisse de dépenses privées, et peut-être encore davantage des dépenses dites « publiques », satisfactions gratuites pour l'individu, mais combien coûteuses pour la collectivité — en un crescendo qui excède le rythme de la croissance réelle. Freinée par des goulets d'étranglement sectoriels dont on perçoit trop peu les contraintes, limitée par les conditions extérieures qui s'imposent à une petite économie dominée, l'expansion réelle s'est révélée, globalement et surtout sectoriellement, insuffisante pour satisfaire la masse de ces exigences, bien qu'elle laisse cependant inemployée une partie des forces productives — humaines et matérielles — dont l'inactivité est le produit de circonstances spécifiques, structurelles ou internationales.

*

**

L'opinion publique n'est pas assez éclairée sur les conséquences possibles et les causes profondes de la détérioration de la gestion des finances publiques. Le déséquilibre des comptes de l'Etat est source de dégradations plus générales; il contribue puissamment à entretenir les pressions inflationnistes. Or, ce second problème est posé par le comportement de toute la collectivité.

Depuis nombre d'années, les dépenses globales de l'Etat — celles du pouvoir central, celles des pouvoirs locaux et surtout celles de la sécurité sociale — augmentent à un rythme qui dépasse celui de la croissance du produit national brut, au point que le rapport entre ces dépenses et ce produit est passé de 34 p.c. en 1960 à 50 p.c. cette année; si l'évolution passée, qui est allée en s'accéléralant, se poursuivait sans plus, ce pourcentage serait de 59 p.c. en 1985 et de 83 p.c. en l'an 2000. L'action expansionniste exercée par les dépenses publiques est en principe bénéfique lorsque la conjoncture est faiblissante ou déprimée, encore que la demande publique de consommation et d'investissement, fortement concentrée sur des secteurs d'activité où la productivité et/ou l'élasticité de l'offre sont faibles, ne soit pas exempte de risques d'inflation par les coûts. En période d'essor, la progression des dépenses publiques se poursuit, renforçant puissamment les facteurs d'inflation par la demande.

L'envolée des dépenses publiques a eu pour corollaire un alourdissement continu et de plus en plus rapide de la pression fiscale et parafiscale; mesurée par le rapport, au produit national brut, des recettes fiscales, celle-ci est passée de 26 p.c. en 1960 à 42 p.c. cette année; si la progression se poursuivait au même rythme, la proportion serait de 53 p.c. en 1985 et de 77 p.c. en l'an 2000. Certes, l'impôt et les cotisations à la sécurité sociale prélèvent une partie du revenu

des ménages et des entreprises et ils devraient, ainsi, en principe, exercer un impact déflationniste; mais ce dernier est généralement moins puissant que les effets expansionnistes de l'accroissement des dépenses publiques, car celui-ci, même lorsqu'il est correctement équilibré par des recettes, modifie le rapport entre consommation et épargne au profit de la première. En outre, et surtout, l'alourdissement accéléré des charges fiscales et parafiscales constitue un facteur puissant d'inflation par les coûts. Cela va de soi pour un relèvement des tarifs de l'impôt indirect. Mais c'est tout aussi vrai pour l'impôt direct et les cotisations de sécurité sociale, par le jeu de mécanismes clairement mis en lumière dans les rapports du Groupe de travail technique chargé par le Ministre des Finances de « formuler des suggestions en vue de freiner, dans l'immédiat, le déficit de financement de l'Etat ». L'aggravation du prélèvement des pouvoirs publics sur le revenu primaire, à moins qu'elle ne soit acceptée par de larges couches de la population — ce qui n'est pas le cas en Belgique — engendre, par les phénomènes de rejet qu'elle provoque, des hausses compensatoires des revenus nominaux, entraînant l'ensemble du système des coûts et des prix dans une spirale d'inflation.

Enfin, malgré l'augmentation toujours plus rapide du poids de la fiscalité et de la parafiscalité, le solde des opérations courantes est négatif : en 1976, l'écart se situera sans doute entre 60 et 80 milliards par rapport au solde d'épargne requis pour couvrir l'amortissement. Quant à l'impasse totale, elle s'est élargie, bien au-delà de ce que justifierait l'actuelle situation conjoncturelle.

Dominé par les citoyens et les multiples groupements par lesquels ceux-là expriment leurs exigences, aussi bien dans l'agencement de ses dépenses que dans ses facultés de taxer, limité en outre dans ces dernières par des impératifs économiques, le secteur « Etat » est sans cesse obligé de recourir largement à l'endettement. Il voit s'accroître constamment les charges d'intérêt, source de rigidité des dépenses courantes. Il soumet les marchés de fonds à des sollicitations constantes, y engendrant, en maintes circonstances, des tensions qui nuisent à l'alimentation normale des autres emprunteurs et interfèrent dans la politique monétaire, en particulier dans celle des taux d'intérêt. Il se trouve limité dans l'emploi du budget comme instrument d'action anticyclique. Enfin, il est forcé de faire appel à des procédés de financement qui, souvent, accentuent encore l'impact inflationniste des finances publiques sur l'économie.

*
**

L'opinion publique discerne mal la nature et les origines du phénomène « chômage » qu'elle ressent avec irritation. C'est le troisième des problèmes fondamentaux de l'économie belge — dont les difficultés à cet égard ne sont guère différentes de celles de beaucoup d'économies occidentales. L'aggravation du sous-emploi a persisté depuis le milieu de 1974 jusque dans le courant de 1976, malgré la reprise de l'activité. Sans doute celle-ci a-t-elle réduit substantiellement le chômage partiel; mais le nombre de chômeurs complets indemnisés à aptitude

normale, susceptibles d'être intégrés dans le processus de production, a atteint le niveau de 173.000 unités à la fin d'août 1976 (chiffre dessaisonnalisé), contre 79.000 à la fin de 1974 et ce, malgré les mesures de politique économique qui ont été prises en 1975 et 1976. Ce vaste sous-emploi ne peut plus être attribué que partiellement aux séquelles de la crise économique de 1975. Il trouve autant son origine dans certains développements fondamentaux qui se sont accentués depuis la fin des années 1960 : rationalisation de l'appareil de la production industrielle, offre croissante de main-d'œuvre féminine, dont une partie peut-être n'est pas vraiment désireuse d'être employée, inadaptation sectorielle de l'offre à la demande de travail et, sans doute aussi, essoufflement du dynamisme créateur des entreprises.

Ce chômage de type structurel constitue non loin de la moitié du nombre total des chômeurs indemnisés à aptitude normale; dans son effectif, la main-d'œuvre féminine intervient pour plus des deux tiers, et les moins de 25 ans pour près de la moitié.

L'importance prise par ce type de chômage pose un double problème. D'une part, dès à présent et pour un temps indéterminé, il faut imposer la charge d'une répartition de revenus importante qui résulte de l'octroi nécessaire d'une aide aux sans-emploi, alors que l'économie nationale est privée du produit dont la mise au travail de cet effectif permettrait de disposer. D'autre part, il faut découvrir les voies de la résorption de ce chômage structurel; ces voies sont difficiles, en raison de la nature même du phénomène : produit des conditions structurelles de l'organisation sociale ou de défauts de cette organisation qui agissent avec une intensité croissante, le mal n'est évidemment pas curable par des moyens conjoncturels. La doctrine est muette sur le chapitre de l'élimination d'un chômage qui ne provient pas d'une insuffisance de la demande globale. Or, la confusion s'installe dans les esprits : l'hétérogénéité des causes du chômage et de la nature de celui-ci n'est pas clairement aperçue et des pressions s'exercent de divers côtés de l'opinion, même chez certains théoriciens, pour que soient renforcées les mesures de relance et de soutien de la demande globale. Or, la marge de manœuvre dont les autorités disposent pour recourir à semblables mesures est étroite dans les circonstances actuelles : une stimulation trop puissante de la demande intérieure globale aboutirait rapidement à générer des goulets d'étranglement dans des secteurs importants et, partant, une recrudescence des comportements inflationnistes; un alourdissement des charges de l'Etat aurait le même effet; la hausse des prix se généraliserait fatalement et risquerait d'exercer un effet de freinage sur certaines catégories de la demande, particulièrement celle qui vient de l'étranger, annihilant ainsi les efforts de relance poursuivis par ailleurs. Ainsi, ce ne sont pas des recettes puisées dans des manuels devenus incomplets qui pourront inspirer l'action des autorités responsables de la résorption du chômage structurel. Des réorganisations plus profondes devront être entamées. Leur mise en œuvre requerra des délais assez longs. S'il faut bien s'accommoder de ceux-ci, il convient certes d'entreprendre sans atermoiements l'étude détaillée des causes du sous-emploi permanent et

celle des moyens d'y mettre progressivement fin. Rien ne sert de se leurrer de l'espoir de solutions « à portée de la main », dont les effets deviendraient simplement cause de nouvelles difficultés.

*
**

Enfin, l'expérience empirique révèle avec de plus en plus d'évidence l'existence d'un quatrième problème fondamental de l'économie nationale. En premier lieu, l'efficacité de la gestion des entreprises appelle réflexion critique. Il ne s'agit pas ici d'opposer les entreprises relevant du secteur public à celles du secteur privé. Il ne s'agit pas davantage de juger en bloc. Il s'agit de questions qu'amènent à formuler de nombreux cas individuels d'entreprises subissant des difficultés dont l'origine réside, en grande partie, dans des défauts de gestion. Ces questions touchent à la préparation, à la formation et au mode de sélection des dirigeants, à la répartition des pouvoirs de décision au sein de l'entreprise et aux sanctions des erreurs de gestion. En second lieu, l'efficacité de la politique industrielle — entendue au sens large d'activité — des pouvoirs publics et des grands groupes financiers appelle tout autant réflexion critique. Il s'agit de questions qu'amène à se formuler la constatation que le dossier des programmes de développement à moyen terme paraît bien ténu, même s'il contient des cas exceptionnels remarquables, au regard des transformations qu'imposent à l'activité de l'économie belge les mutations en cours dans la répartition des tâches entre les nations.

*
**

Certains ont pu nourrir l'illusion qu'une dévaluation du franc belge éviterait d'affronter la difficulté de résoudre les problèmes fondamentaux parce qu'elle effacerait leurs incidences immédiates. L'espoir, mal formulé, est qu'une modification de la valeur extérieure de l'unité monétaire, en abaissant le prix des exportations et en relevant le prix des importations, pallierait les effets nocifs pour la compétitivité des industries et, partant, pour l'emploi et pour les marges bénéficiaires, qu'exercent les facteurs intérieurs d'inflation ou les lenteurs de l'adaptation structurelle des activités. Ainsi, dans l'immédiat, la croissance pourrait être facilitée et les mesures restrictives gênantes de politique monétaire pourraient être assouplies. Ainsi, de façon plus fondamentale, les comportements ne devraient pas se modifier.

C'est oublier tout d'abord que la dépréciation d'une monnaie n'est pas une solution en soi. Car elle pose de nouveaux problèmes. Elle détériore les termes de l'échange et oblige ainsi l'économie à exporter un plus grand volume de biens pour un même volume d'importations. Ce transfert de ressources réelles vers l'étranger réduit, toutes autres choses étant égales, le volume que peut atteindre la dépense intérieure et le niveau de vie réel de la collectivité. Une telle amputation est toujours ressentie. La répartition du sacrifice donne lieu à contes-

tation, de même d'ailleurs que les mesures d'accompagnement qui doivent être prises pour contenir l'expansion de la demande intérieure et imposer la privation de consommer ou d'investir.

Sans doute, en principe, les choses ne sont-elles pas égales et la difficulté de la répartition du sacrifice est-elle atténuée si les ressources additionnelles transférées à l'étranger peuvent être fournies par un accroissement de la production nationale, rendu lui-même possible par la dépréciation. Mais cet accroissement lui-même n'aura lieu qu'à trois conditions, à savoir : qu'il existe des substitutions possibles de produits nationaux aux produits importés devenus plus coûteux, que la hausse des prix des importations ne se transmette pas à l'ensemble des coûts et prix intérieurs et qu'il y ait une élasticité suffisante de la demande extérieure aux prix, inchangés en monnaie nationale, des exportations du pays dévaluateur.

Or, dans le cas de l'économie belge, deux au moins de ces conditions de réussite ne sont pas satisfaites. En premier lieu, la Belgique est une économie essentiellement transformatrice qui importe en grande quantité les matières premières et autres biens de production et l'énergie dont elle ne dispose pas et pour lesquels il n'y a donc pas ou peu de substitution possible par la production nationale. En second lieu, les ajustements de salaires, traitements, honoraires, loyers, marges bénéficiaires et autres revenus aux hausses de prix, répercutent, en le multipliant, dans des délais très brefs, tout renchérissement des biens importés sur l'ensemble des prix des biens et services produits. Les faits l'ont démontré avec évidence lors des derniers grands mouvements de hausse des matières premières et du pétrole. L'argument peut être appuyé aussi par des calculs basés sur la réalité. Une dépréciation de 10 p.c. du franc belge qui laisserait inchangés, dans l'immédiat, les prix en francs belges des exportations, permettrait de baisser ces prix, exprimés en monnaies étrangères, de 10 p.c.; mais les produits importés verraient leurs prix exprimés en francs belges hausser de quelque 11 p.c. Les exportations comprennent quelque 45 p.c. de produits importés; au terme du processus de production, c. à d. en moyenne environ six mois après la dépréciation, la hausse de 11 p.c. des prix des importations aura entraîné une majoration mécanique du coût des exportations de près de 5 p.c., sans qu'il y ait eu un ajustement quelconque des salaires ou des autres revenus; près de la moitié de l'avantage apporté par la dépréciation serait ainsi déjà perdue pour les exportations. En outre, comme les importations fournissent, directement ou indirectement, environ un tiers des biens consommés en Belgique, leur renchérissement de 11 p.c. se traduirait par une hausse des prix à la consommation de quelque 3,5 p.c.; via l'indexation, les salaires et appointements hausseraient automatiquement du même pourcentage; or, ils interviennent à concurrence de quelque 35 p.c. dans les coûts à l'exportation; au bout d'un an environ, ceux-ci auraient ainsi subi une progression supplémentaire de plus de 1 p.c.; leur hausse totale équivaldrait à près des deux tiers de la dévaluation. Encore ce raisonnement mécanique pêche-t-il largement par défaut, car il néglige des éléments difficilement quantifiables. Il suppose, en effet, que les revenus autres que les salaires

ne s'adaptent pas à la hausse des prix des produits importés; or, on a souligné ci-avant que les revenus des diverses catégories socio-professionnelles ont tendance à évoluer pari passu avec les salaires; quant aux impôts, revenu de l'Etat, la progressivité les fait augmenter plus que proportionnellement. Ce raisonnement mécanique ne tient pas compte non plus que, dans les processus dynamiques réels, une diminution de la valeur extérieure de la monnaie renforce les anticipations de hausse de prix et facilite ainsi des majorations non justifiées au stade des producteurs et des distributeurs. En brève conclusion, on peut affirmer que, dans les circonstances actuelles, pour une économie transformatrice, dépendante et dominée, une dépréciation de l'unité monétaire se traduirait presque certainement, contrairement aux idées auparavant reçues, par un nouvel handicap pour la généralité des entreprises exportatrices et qu'elle accentuerait l'inflation intérieure.

*
**

Dans le régime international des changes actuel, la défense de la valeur extérieure de l'unité monétaire n'est plus assurée, comme elle l'était dans le système de Bretton Woods, par un refus de modifier la parité officielle.

Pour un pays membre du « Serpent » européen, la volonté de ne pas tolérer une dépréciation de sa monnaie implique tout d'abord qu'il ne prenne pas la décision de quitter le « Serpent » et de laisser glisser vers le bas le cours de change de son unité monétaire devenue « flottante ». Elle implique également que ce pays refuse une modification, soit de l'écart conventionnel, soit du taux pivot, entre le cours de son unité monétaire et ceux des monnaies fortes du « Serpent », même si cette modification était réalisée à l'initiative d'un pays partenaire qui apparaîtrait ainsi comme seul « réévaluateur ».

Il importe, en effet, de souligner ici un enchaînement qui n'est généralement pas aperçu avec évidence. A savoir qu'une modification du taux pivot ou de l'écart actuel entre le mark allemand et le franc belge, qu'elle s'opère à l'initiative de l'un ou de l'autre des deux pays, aboutirait en tout état de cause à une dépréciation du franc, non seulement vis-à-vis de la monnaie allemande, mais aussi de toutes les autres monnaies. En effet, cette monnaie d'un membre du « Serpent » dont le taux pivot serait changé dans le sens de la réévaluation vis-à-vis de ses partenaires, ne s'apprécierait que très peu vis-à-vis des monnaies tierces par rapport auxquelles elle flotte. Le mouvement serait d'autant plus faible que le pays « réévaluateur » prendrait une part importante dans les opérations de change de l'ensemble des pays du « Serpent ». Mais les autres monnaies de ce groupe se déprécieraient vis-à-vis de ces monnaies tierces, et d'autant plus qu'il s'agirait de monnaies de pays moins importants du point de vue du volume des opérations de change. En termes plus précis, la décision de réévaluer le mark allemand vis-à-vis du franc belge n'affecterait guère le cours du premier

par rapport au dollar, le cours « flottant » de celui-ci n'étant pas déterminé par les relations de change à l'intérieur du « Serpent »; la relation dollar-Deutsche mark s'imposerait, par le jeu des arbitrages, dans la fixation du cours du dollar sur le marché belge des changes. En effet, après la courte période où l'on verrait le cours du mark affecté par le dénouement des positions à la hausse et des opérations de couverture, la nouvelle relation franc belge-mark inciterait les arbitragistes allemands à se procurer des dollars sur le marché belge des changes et le poids de leur demande ferait monter le dollar à Bruxelles. Sur cette place, le même processus pousserait vers le haut les cours de toutes les monnaies flottantes. Ainsi, le cours du franc belge traduirait la dépréciation de celui-ci vis-à-vis de toutes les monnaies flottantes, du mark allemand et de celles des monnaies du « Serpent » qui auraient accompagné celui-ci dans sa « réévaluation ».

En fait, dans l'état actuel de flottement des changes dans le monde, le maintien de la stabilité absolue du cours de change d'une unité monétaire déterminée est impossible. Certes, il est possible, statistiquement, de calculer « après coup » le cours de change « effectif » d'une unité monétaire, c'est-à-dire son cours moyen, pondéré par l'importance des relations commerciales avec les divers pays des autres unités monétaires. Il serait techniquement extrêmement complexe de gérer le marché des changes — même dans un pays isolé — en prenant pour objectif de réaliser la stabilité de ce cours de change effectif. Mais, en outre, la manœuvre n'assurerait pas, pour autant, le maintien de la valeur extérieure de l'unité monétaire nationale. Il faut le souligner. Une telle gestion des cours aboutirait à ce que le franc s'affaiblisse en partie avec celle des monnaies dont les valeurs intérieure et extérieure s'effritent le plus et se renforce en partie avec celle des monnaies dont les valeurs intérieure et extérieure se maintiennent le mieux. Or, tout étant relatif en matière de cours de change, les mouvements de ces cours peuvent résulter de ce que certaines monnaies s'apprécient par rapport à d'autres parce que celles-là reflètent un excès de santé ou parce que celles-ci reflètent un excès de désordre. D'autres critères permettent d'apprécier, de façon absolue, la qualité d'une monnaie. Ces critères reposent sur l'analyse des situations économiques et monétaires intérieures des divers pays. Ils révèlent que la dépréciation de certaines monnaies, plutôt que d'apporter un avantage concurrentiel aux pays en cause, ne fait que compenser les désavantages qu'inflige à ceux-ci leur déséquilibre interne. Dès lors, stabiliser le cours « effectif », pondéré, d'une monnaie comme le franc belge, en tenant compte des relations de change avec ces pays, c'est affaiblir délibérément la valeur extérieure de l'unité monétaire nationale, en « important » partiellement l'inflation et les faiblesses intrinsèques de ces pays.

C'est un choix qu'il convient d'opérer en ce qui concerne le statut international du franc. Puisque la dépréciation de sa valeur extérieure ne serait qu'un palliatif très risqué et n'apporterait pas de solution, au contraire, aux problèmes fondamentaux de l'économie, le choix apparaît comme dicté.

Tout d'abord, il importe de continuer à adhérer aux règles du « Serpent ». Bien sûr, la zone de stabilité des cours de change que constituent les pays du

« Serpent » est limitée, mais elle représente en tout cas près de 45 p.c. du commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Mais les mécanismes du « Serpent » présentent néanmoins de nombreux avantages. Ils amènent à organiser efficacement la défense contre des spéculations temporaires, qui, sinon, conduiraient à une dépréciation de fait de la monnaie. Ils imposent une règle d'action concrète qui écarte les solutions de facilité. Enfin, ils s'inscrivent dans les efforts d'intégration européenne entrepris conformément au programme d'union économique et monétaire de la Communauté.

Ensuite, dans les circonstances présentes, il convient de préserver les rapports de change existant à l'intérieur du « Serpent », particulièrement vis-à-vis des monnaies fortes; c'est écarter le risque, pour le franc, de choisir désormais le sort des monnaies faibles; c'est refuser de déprécier le franc vis-à-vis des monnaies de l'ensemble du monde. Ce rattachement peut, bien sûr, conduire à une certaine appréciation du franc belge vis-à-vis de l'ensemble des monnaies; une telle appréciation s'est effectivement réalisée pendant les neuf premiers mois de 1976, mais, en réalité, ce redressement n'a guère fait plus que compenser une évolution en sens inverse qui avait eu lieu en 1975; encore tient-il peut-être davantage à la faiblesse intrinsèque de certains partenaires qu'à la hausse des monnaies très recherchées.

Choisir de maintenir une monnaie extérieurement forte, c'est éviter d'aggraver les problèmes fondamentaux de l'économie belge qui ont été évoqués; ce n'est pas pour autant les résoudre. Défendre le franc, comme la politique monétaire le fait, c'est prendre, on l'a dit, des mesures conservatoires. Ce n'est pas encore avoir arrêté une politique économique de longue période. Or, la politique monétaire ne peut tenir seule si ses objectifs ne s'inscrivent pas dans un programme d'action cohérent plus fondamental. Le Gouvernement a pris diverses mesures visant à réduire l'inflation par les coûts, il s'est efforcé de présenter le budget de 1977 en équilibre dans sa partie « opérations courantes »; il a entrepris, avec les interlocuteurs sociaux, l'étude des remèdes spécifiques au chômage structurel. Cette action devrait être étendue et poursuivie; ses raisons devraient être mieux aperçues par la population.

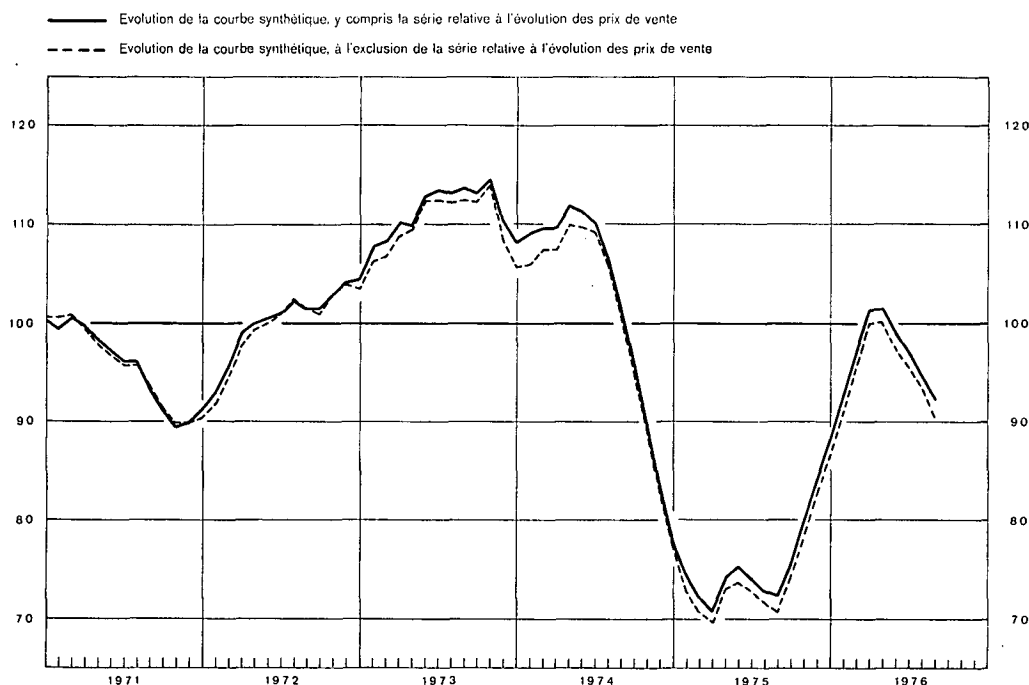
Les choix entre des priorités de politique économique paraissent contradictoires, parce que celles-ci sont envisagées dans un horizon trop rapproché. Dans une vision à long terme, l'économie belge, de petite dimension, dont la prospérité repose sur son aptitude à demeurer un transformateur efficient, ne paraît pas pouvoir maintenir ses chances de progrès si elle choisit les solutions de facilité et les expédients. Les redressements nécessaires seront opérés par des actions clairement définies, dont les objectifs auront été choisis dans une perspective large. Dans l'immédiat, le maintien de la valeur du franc facilite la mise en œuvre de ces actions mais ce sont celles-ci qui, à long terme, assureront celui-là.

Le 28 septembre 1976.

Le Comité de Direction de la Banque.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS DES MOIS DE JUILLET ET D'AOUT 1976



Commentaire de l'évolution du mois de juillet 1976 :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique comprenant l'indicateur sur l'évolution des prix a diminué, passant de 96,90 points en juin 1976 à 94,63 points en juillet.

Ce recul résulte de la diminution de la valeur chiffrée de presque tous les indicateurs non prévisionnels concernant le climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière et le commerce de gros et d'une détérioration des prévisions d'emploi dans la construction. Par contre, les prévisions d'emploi et de demande dans l'industrie manufacturière sont plus favorables que le mois précédent.

La courbe synthétique dans laquelle l'indicateur sur l'évolution des prix n'est pas inclus (trait interrompu) a diminué un peu moins (de 95,34 à 93,25 points).

Commentaire de l'évolution du mois d'août 1976 :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique dans laquelle l'indicateur concernant les prix est inclus, est passée de 94,63 points en juillet 1976 à 92,32 points en août.

Ce recul résulte de la diminution de la valeur chiffrée de la plupart des indicateurs concernant le climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière, et des prévisions moins favorables de l'emploi dans l'industrie de la construction; par contre, l'indicateur du commerce de gros s'est amélioré.

L'indicateur des prix ayant augmenté, la courbe synthétique dans laquelle celui-ci n'est pas compris (trait interrompu) a baissé plus (de 93,25 à 90,23 points).

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1970	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.		X. — Marché des changes.	
Demandes et offres d'emploi	II	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
III. — Agriculture et pêche.		3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur le rétrécissement des marges	X - 3
1. Production agricole	III - 1	4. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 4
2. Pêche maritime	III - 2		
IV. — Industrie.		XI. — Finances publiques.	
1. Indices de la production industrielle	IV - 1	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
2. Indices de la product. manufact.-industr. par secteur	IV - 2	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
5. Construction	IV - 5	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6		
Y. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
1. Transports :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972	XII - 1a
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	Y - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1973	XII - 1b
b) Navigation maritime	Y - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1973	XII - 2
c) Navigation intérieure	Y - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972 (totaux sectoriels)	XII - 3a
2. Tourisme. — Nuits passées par les touristes en Belgique	Y - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1973 (totaux sectoriels)	XII - 3b
3. Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1973 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices des ventes	Y - 3a		
b) Ventes à tempérament	Y - 3b	XIII. — Organismes monétaires.	
4. Activité des chambres de compensation	Y - 4	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
VI. — Revenus.		2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie	VI - 2	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie	VI - 3	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
		d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
VII. — Indices de prix.		3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
1. Indices des prix mondiaux	VII - 1	4. Stock monétaire	XIII - 4
2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit	VII - 2	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		— Destination économique apparente	XIII - 6
a) Base 1971 = 100	VII - 4a	— Forme et localisation	XIII - 7
b) Base 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100	VII - 4b et c	8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays ... XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Listes des graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII-4a-b-c
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.R.D.		Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.		Bureau International du Travail.
	B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.		Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.		Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.		Food and Agriculture Organization.
	F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	O.N.D.	Office National du Ducroire.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
	O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 3 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
	(à fin d'année)							
Population totale	9.632	9.660	9.651 ³	9.695	9.727	9.757	9.788	9.813
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.071	6.088	6.081 ³	6.116	6.151	6.183		
dont : Hommes	3.023	3.032	3.028 ³	3.049	3.069	3.088		
Femmes	3.048	3.056	3.053 ³	3.067	3.082	3.095		
	(estimations à fin juin)							
Population active ¹ :	3.715	3.761	3.732	3.767	3.778	3.831	3.892	
dont : Agriculture	201	191	173	162	151	144	139	
Industries extractives et manufacturières	1.269	1.296	1.239	1.237	1.219	1.227	1.233	
Bâtiments et construction	304	307	298	299	287	285	292	
Transports	268	272	237	245	252	260	266	
Commerce, banques, assurances et services	1.510	1.554	1.661	1.704	1.733	1.777	1.819	
Chômeurs complets ²	110	88	69	67	84	87	94	
Ouvriers frontaliers	53	53	55	53	52	51	49	

¹ Non compris les forces armées. Nouvelle série depuis 1970.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Population recensée.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	269,6	285,5	317,5	368,1	418,7	468,4	543,0	660,8
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	18,8	20,7	22,6	22,4	23,6	24,9	29,5	34,4
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	59,4	63,5	71,3	84,4	97,6	114,1	132,1	157,6
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	114,3	121,9	132,3	139,3	159,8	189,6	213,7	258,0
5. Corrections et compléments	18,9	23,2	25,5	25,9	28,9	33,3	36,6	43,8
Ajustement statistique	1,0	- 2,8	- 1,7	- 4,5	- 6,1	1,4	3,5	- 6,1
Total ...	482,0	512,0	567,5	635,6	722,5	831,7	958,4	1.148,5
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	26,5	30,2	34,6	29,6	32,0	45,1	49,1	38,5
2. Professions libérales ¹	24,0	26,3	28,7	32,3	35,2	39,7	45,4	50,0
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	114,4	122,3	130,5	139,5	141,6	148,5	158,2	169,1
4. Revenu des sociétés de personnes ²	8,3	8,9	10,1	10,8	10,8	11,6	13,1	14,0
Ajustement statistique	0,4	- 1,0	- 0,6	- 1,5	- 1,9	0,4	0,9	- 1,5
Total ...	173,6	186,7	203,3	210,7	217,7	245,3	266,7	270,1
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	39,1	43,1	51,4	60,9	67,2	72,9	86,3	114,5
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	38,9	40,8	43,1	44,1	45,1	47,1	48,7	51,4
3. Dividendes, tantièmes, dons	18,6	22,1	27,2	36,6	41,1	43,1	58,8	82,0
Total ...	96,6	106,0	121,7	141,6	153,4	163,1	193,8	247,9
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	15,7	21,4	26,6	31,2	25,3	30,6	37,4	40,8
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	18,8	21,0	25,9	30,9	36,2	41,6	54,6	65,2
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	4,5	4,8	5,1	5,8	6,8	7,4	8,2	10,6
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	4,7	3,9	4,0	6,3	1,7	- 3,6	- 6,3	- 5,0
Total ...	9,2	8,7	9,1	12,1	8,5	3,8	1,9	5,6
G. Intérêts de la dette publique	-28,9	-31,7	-37,6	-43,1	-46,4	-51,7	-58,9	-72,3
Revenu national net au coût des facteurs	767,0	824,1	916,5	1.019,0	1.117,2	1.264,4	1.453,9	1.705,8
H. Amortissements	92,4	98,9	108,9	124,6	138,1	149,6	161,5	185,5
Revenu national brut au coût des facteurs	859,4	923,0	1.025,4	1.143,6	1.255,3	1.414,0	1.615,4	1.891,3
I. Impôts indirects	130,6	138,9	153,1	165,2	177,2	185,6	206,3	238,8
J. Subventions	-12,7	-16,0	-18,8	-17,0	-17,5	-20,4	-25,4	-24,5
Produit national brut aux prix du marché	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.415,0	1.579,2	1.796,3	2.105,6

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

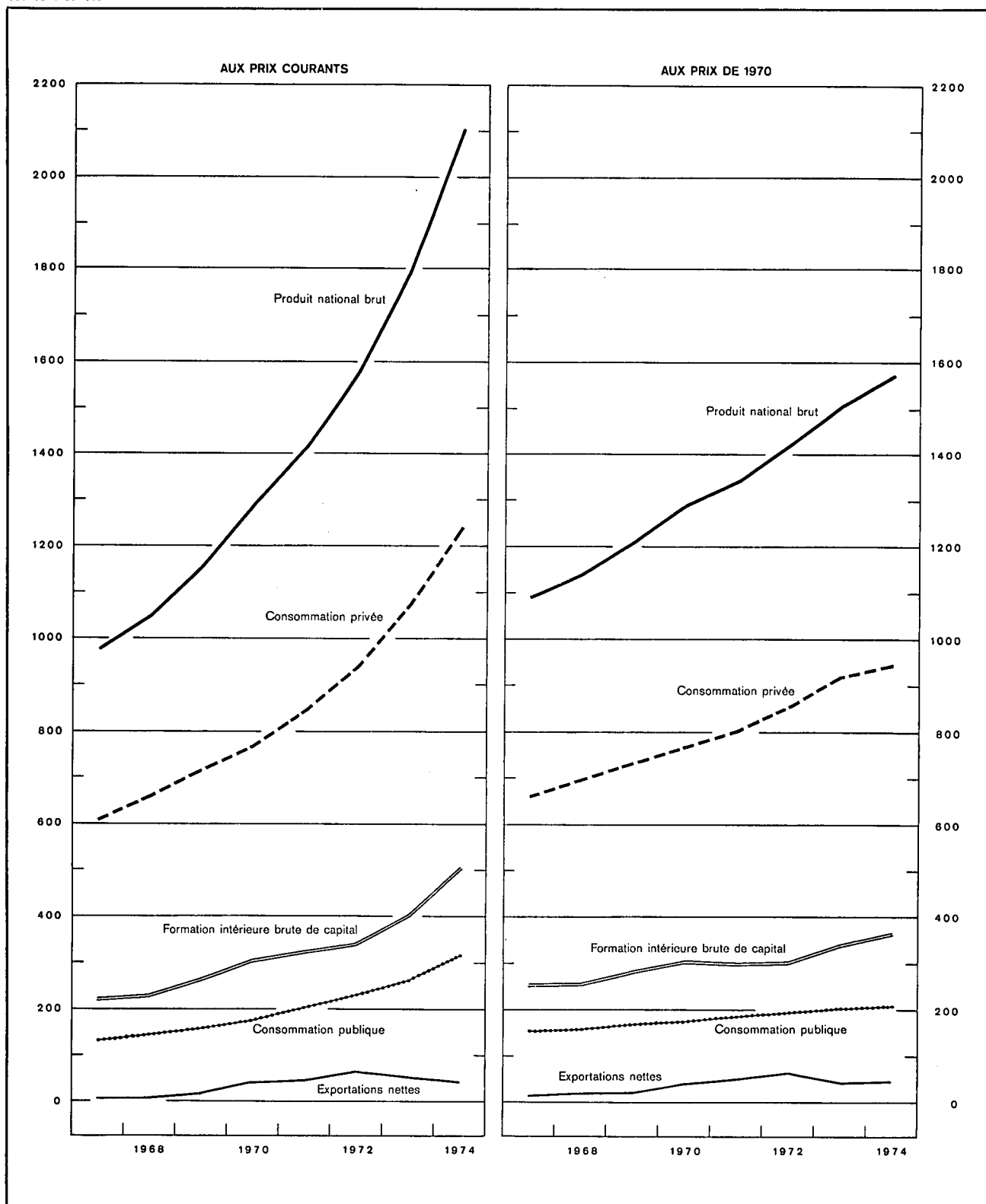
Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
1. Agriculture, sylviculture et pêche	42,5	46,7	51,2	46,0	48,8	63,0	68,6	58,1
2. Industries extractives	12,2	11,2	11,0	12,0	13,4	13,1	12,2	13,7
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	59,1	64,2	69,8	75,7	79,5	88,6	97,3	111,1
b) Textiles	22,2	23,8	26,0	27,6	29,1	32,1	35,6	38,2
c) Vêtements et chaussures	13,2	14,0	15,4	16,5	17,9	21,8	21,6	24,3
d) Bois et meubles	14,3	15,1	17,2	18,1	19,9	23,4	28,5	33,6
e) Papier, impression, édition	15,9	17,1	19,0	20,6	22,3	24,0	28,0	35,1
f) Industrie chimique et activités connexes	23,1	26,8	33,4	38,8	42,6	48,3	55,8	66,4
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	16,5	16,6	18,9	21,2	22,0	24,0	27,2	31,3
h) Fer, acier et métaux non ferreux	25,1	26,8	38,6	43,4	35,4	39,1	56,5	75,6
i) Fabrications métalliques et constructions navales	74,0	81,5	93,6	110,7	115,2	125,4	137,5	161,6
j) Industries non dénommées ailleurs	28,1	31,4	36,3	38,9	39,7	46,5	56,1	65,9
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>291,5</i>	<i>317,3</i>	<i>368,2</i>	<i>411,5</i>	<i>423,6</i>	<i>473,2</i>	<i>544,1</i>	<i>643,1</i>
4. Construction	69,0	67,0	71,8	88,6	94,9	102,8	119,6	145,4
5. Electricité, gaz et eau	23,4	25,1	27,9	29,4	36,0	40,0	46,2	58,2
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce	171,5	181,7	201,5	222,9	265,2	288,3	324,3	375,8
b) Services financiers et assurances	29,8	33,2	37,6	41,1	43,9	50,0	61,0	73,5
c) Immeubles d'habitation	51,8	54,6	58,0	61,3	64,2	68,8	74,1	82,8
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>253,1</i>	<i>269,5</i>	<i>297,1</i>	<i>325,3</i>	<i>373,3</i>	<i>407,1</i>	<i>459,4</i>	<i>532,1</i>
7. Transports et communications	67,6	76,1	83,3	92,6	104,9	119,2	137,2	172,7
8. Services	216,9	234,9	256,6	285,0	322,5	369,6	426,1	500,1
9. Correction pour investissements par moyens propres	2,2	2,1	2,4	2,9	3,1	3,2	3,3	4,2
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 8,5	- 9,2	-10,5	-11,7	-12,4	-14,8	-18,0	-22,2
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—	—	—	—	-10,4	-14,9	-22,1	-27,8
Ajustement statistique	- 0,2	- 3,2	- 7,7	- 0,7	5,0	0,3	1,4	3,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	969,7	1.037,5	1.151,3	1.280,9	1.402,7	1.561,8	1.778,0	2.081,1
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,6	8,4	8,4	10,9	12,3	17,4	18,3	24,5
Produit national brut aux prix du marché	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.415,0	1.579,2	1.796,3	2.105,6

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	154,5	161,5	173,4	185,4	195,0	210,8	233,9	265,6
2. Boissons	31,9	34,0	36,8	40,9	44,7	49,3	56,8	59,2
3. Tabac	13,2	14,4	14,9	15,4	17,1	18,3	20,3	22,8
4. Vêtements et effets personnels ...	54,5	59,0	63,0	65,8	74,3	82,3	92,5	106,7
5. Loyers, taxes, eau	64,8	68,3	72,6	77,7	83,5	89,8	98,1	112,2
6. Chauffage et éclairage	30,3	33,7	35,4	39,5	41,4	46,5	52,5	61,3
7. Articles ménagers durables	52,8	58,7	65,6	72,1	87,2	99,7	122,6	146,4
8. Entretien de la maison	28,1	30,6	33,3	35,5	39,1	42,3	49,7	60,0
9. Soins personnels et hygiène	44,8	49,6	53,6	60,4	67,4	77,4	90,6	105,3
10. Transports	58,1	64,0	70,5	73,9	80,6	95,1	107,5	123,6
11. Communications P.T.T.	4,4	4,8	5,3	5,8	6,3	7,3	8,2	8,9
12. Loisirs	52,0	54,9	59,6	66,0	75,5	85,4	98,2	109,4
13. Enseignement et recherches	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	2,0	2,1	2,5
14. Services financiers	14,9	16,4	18,8	20,0	21,2	24,4	30,6	36,0
15. Services divers	4,3	4,5	4,9	5,2	5,9	6,9	8,1	8,7
16. Dépenses personnelles à l'étranger	15,4	16,6	18,9	20,5	23,8	26,5	34,5	37,8
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 13,1	- 14,9	- 17,1	- 18,8	- 20,0	- 21,1	- 26,8	- 29,7
Austement statistique	- 0,8	5,2	7,3	2,0	2,1	- 1,6	- 4,2	2,9
Total ...	611,5	662,8	718,4	769,0	846,9	941,3	1.075,2	1.239,6
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	94,5	101,1	112,0	125,1	142,4	167,9	193,9	233,7
2. Achats courants de biens et services	31,6	34,9	39,1	40,3	48,2	52,0	56,1	62,8
3. Loyer imputé des bâtiments admini- stratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	4,5	4,8	5,2	5,8	6,7	7,4	8,2	10,6
4. Loyer payé	0,7	1,0	1,1	1,3	1,3	1,5	1,6	2,0
5. Amortissement des bâtiments admini- stratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,2	1,2	1,3	1,5	1,8	2,0	2,1	2,8
6. Amortissement mobilier et matériel	0,9	1,0	1,1	1,3	1,4	1,6	1,8	2,2
Total ...	133,4	144,0	159,8	175,3	201,8	232,4	263,7	314,1
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	5,8	6,3	6,9	7,5	6,1	8,3	10,9	12,9
2. Industries extractives	1,5	1,9	2,1	2,2	2,6	2,8	2,3	2,7
3. Industries manufacturières	54,0	49,3	57,7	73,5	76,9	73,1	80,7	105,9
4. Construction	6,9	6,5	6,6	8,5	6,0	6,3	8,4	9,3
5. Electricité, gaz et eau	15,0	13,4	13,5	15,7	19,6	23,7	19,4	22,2
6. Commerce, banques, assurances ...	18,0	19,3	22,0	26,3	33,1	35,8	42,2	48,7
7. Immeubles d'habitation	59,3	58,1	62,4	71,8	61,8	70,6	97,6	129,0
8. Transports et communications ...	23,7	23,8	25,0	27,4	31,9	35,5	42,5	48,7
9. Pouvoirs publics et enseignement .	29,0	34,7	38,0	45,4	56,5	62,4	59,6	67,6
10. Autres services	5,4	5,5	7,0	8,8	10,9	11,6	13,4	17,8
11. Variations de stocks	5,3	8,9	20,1	19,6	18,4	10,4	27,9	42,3
Ajustement statistique	- 0,3	1,8	2,7	0,8	0,8	- 0,6	- 1,6	1,2
Total ...	223,6	229,5	264,0	307,5	324,6	339,9	403,3	508,3
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	24,6	28,5	38,2	54,1	61,3	67,6	96,3	170,0
2. Exportations de biens et services ...	352,2	401,6	482,7	561,9	609,3	681,7	846,5	1.132,0
Exportations totales ...	376,8	430,1	520,9	616,0	670,6	749,3	942,8	1.302,0
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	17,0	20,1	29,8	43,2	49,0	50,2	78,0	145,5
4. Importations de biens et services ...	351,0	400,4	473,6	532,8	579,9	633,5	810,7	1.112,9
Importations totales ...	368,0	420,5	503,4	576,0	628,9	683,7	888,7	1.258,4
Exportations nettes ...	+ 8,8	+ 9,6	+ 17,5	+ 40,0	+ 41,7	+ 65,6	+ 54,1	+ 43,6
Produit national brut aux prix du marché	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.415,0	1.579,2	1.796,3	2.105,6

I. - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1970)

source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	92	94	96	100	103	104	107	111
2. Boissons	81	85	92	100	106	112	122	120
3. Tabac	94	95	98	100	104	108	112	111
4. Vêtements et effets personnels ...	90	96	99	100	108	114	120	125
5. Loyers, taxes, eau	93	95	98	100	103	106	109	111
6. Chauffage et éclairage	82	90	94	100	100	115	126	121
7. Articles ménagers durables	78	85	94	100	112	124	146	160
8. Entretien de la maison	92	95	98	100	104	107	112	118
9. Soins personnels et hygiène	83	89	94	100	106	114	125	131
10. Transports	83	90	98	100	101	113	118	121
11. Communications P.T.T.	84	90	96	100	105	108	110	115
12. Loisirs	87	88	94	100	105	110	119	121
13. Enseignement et recherches	92	95	97	100	103	105	108	111
14. Services financiers	85	93	98	100	103	114	133	137
15. Services divers	92	94	98	100	109	122	135	132
16. Dépenses personnelles à l'étranger	81	84	96	100	105	109	134	136
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique								
<i>Total ...</i>	75	83	95	100	96	95	113	116
<i>Total ...</i>	86	91	96	100	105	112	120	123
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	89	90	95	100	104	112	119	123
2. Achats courants de biens et services	87	95	103	100	109	112	113	108
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amor- tissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	81	87	92	100	110	116	121	141
<i>Total ...</i>	88	91	97	100	106	112	117	121
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	89	96	99	100	74	95	115	120
2. Industries extractives	81	96	105	100	110	117	93	97
3. Industries manufacturières	85	77	87	100	98	91	97	112
4. Construction	93	86	83	100	68	70	89	88
5. Electricité, gaz et eau	111	98	96	100	116	136	106	105
6. Commerce, banques, assurances ...	80	84	92	100	117	124	139	139
7. Immeubles d'habitation	93	89	92	100	79	85	109	120
8. Transports et communications ...	103	102	101	100	110	118	135	136
9. Pouvoirs publics (à l'excl. de l'en- seignement)	73	87	91	100	115	120	100	93
10. Enseignement	90	97	97	100	100	104	103	108
11. Autres services	71	72	88	100	114	116	127	144
<i>Total ...</i>	84	84	93	100	98	99	111	120
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	51	57	74	100	108	113	149	235
2. Exportations de biens et services ...	70	79	91	100	107	117	134	145
Exportations totales ...	68	77	89	100	107	117	135	153
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	44	51	72	100	108	105	151	252
4. Importations de biens et services ...	72	81	93	100	105	114	136	148
Importations totales ...	70	79	92	100	105	114	137	155
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1970)	84,6	88,2	93,9	100,0	104,1	110,3	117,1	121,8

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Publications du Centre National de Calcul Mécanique*. — *Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970*. — « *Centre de Recherches économiques* » de Louvain. — *Annuaire démographique* (O.N.U.). — *Revue internationale du Travail* (B.I.T.). — *Annuaire des Statistiques du Travail* (B.I.T.). — *Ministère de l'Emploi et du Travail* : « *Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960* » et « *Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1974* ».

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Séries statistiques de Bruxelles* (DULBEA). — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Yearbook of national accounts statistics* (O.N.U.). — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Eurostat* (Office Statistique des Communautés européennes).

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹							Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en cours ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus							
1968			44,1	102,7	7,0			13,4	4,9
1969	11,0	28,0	46,3	85,3	6,5	3,1	2,8	16,0	11,6
1970	8,9	17,2	45,2	71,3	6,3	2,7	2,4	17,8	23,9
1971	10,5	15,9	44,5	70,9	6,8	3,2	2,5	14,9	13,4
1972	15,9	24,4	46,5	86,8	6,9	3,9	2,9	14,8	8,5
1973	17,4	26,1	48,2	91,7	8,2	3,6	2,8	14,9	14,2
1974	24,4	30,8	49,5	104,7	8,5	3,2	2,3	13,0	13,5
1975	57,3	64,6	55,5	177,4	10,8	5,0	3,8	10,6	4,1
1974 2 ^e trimestre	17,0	26,3	48,6	91,9	8,7	1,9	1,8	14,4	17,6
3 ^e trimestre	21,4	29,4	48,6	99,4	9,0	3,9	2,3	10,9	14,9
4 ^e trimestre	37,3	39,1	50,9	127,3	8,5	4,5	3,0	11,0	7,2
1975 1 ^{er} trimestre	47,0	51,4	54,0	152,4	8,3	3,9	3,2	11,2	5,0
2 ^e trimestre	47,5	58,5	55,2	161,2	10,5	3,3	3,2	11,9	4,2
3 ^e trimestre	54,5	67,5	55,6	177,6	12,1	6,2	4,1	8,4	3,7
4 ^e trimestre	80,2	81,0	57,2	218,4	12,4	6,5	4,8	11,0	3,3
1976 1 ^{er} trimestre	78,8	89,7	57,1	225,6	13,0	5,4	4,7	13,3	3,9
2 ^e trimestre	68,2	92,4	56,8	217,4	16,0	4,6	4,5	12,9	4,3
1975 Août	52,3	66,8	55,3	174,4	12,1	6,2	4,0	8,2	4,0
Septembre	59,7	70,6	55,7	186,0	12,3	7,6	4,7	10,6	3,8
Octobre	77,0	75,6	56,3	208,9	12,5	7,0	4,9	13,4	3,5
Novembre	79,0	81,0	57,2	217,2	12,6	6,5	4,8	9,5	3,2
Décembre	84,7	86,3	58,0	229,0	12,2	6,0	4,8	10,0	3,2
1976 Janvier	82,7	89,0	57,5	229,2	12,2	5,7	4,8	11,7	3,6
Février	79,1	90,0	57,2	226,3	12,7	5,4	4,8	12,1	3,8
Mars	74,6	90,0	56,8	221,4	14,0	5,2	4,5	16,1	4,3
Avril	71,8	91,7	56,7	220,2	15,1	4,9	4,5	13,5	4,0
Mai	67,8	92,3	56,8	216,9	16,1	4,4	4,4	12,5	4,4
Juin	65,0	93,4	56,7	215,1	16,8	4,6	4,5	12,8	4,4
Juillet	68,7	98,7	57,1	224,5	17,1	5,7	4,8	7,1	4,2
Août	68,1	98,4	56,7	223,2	17,2	7,2	5,3	9,7	4,8

¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

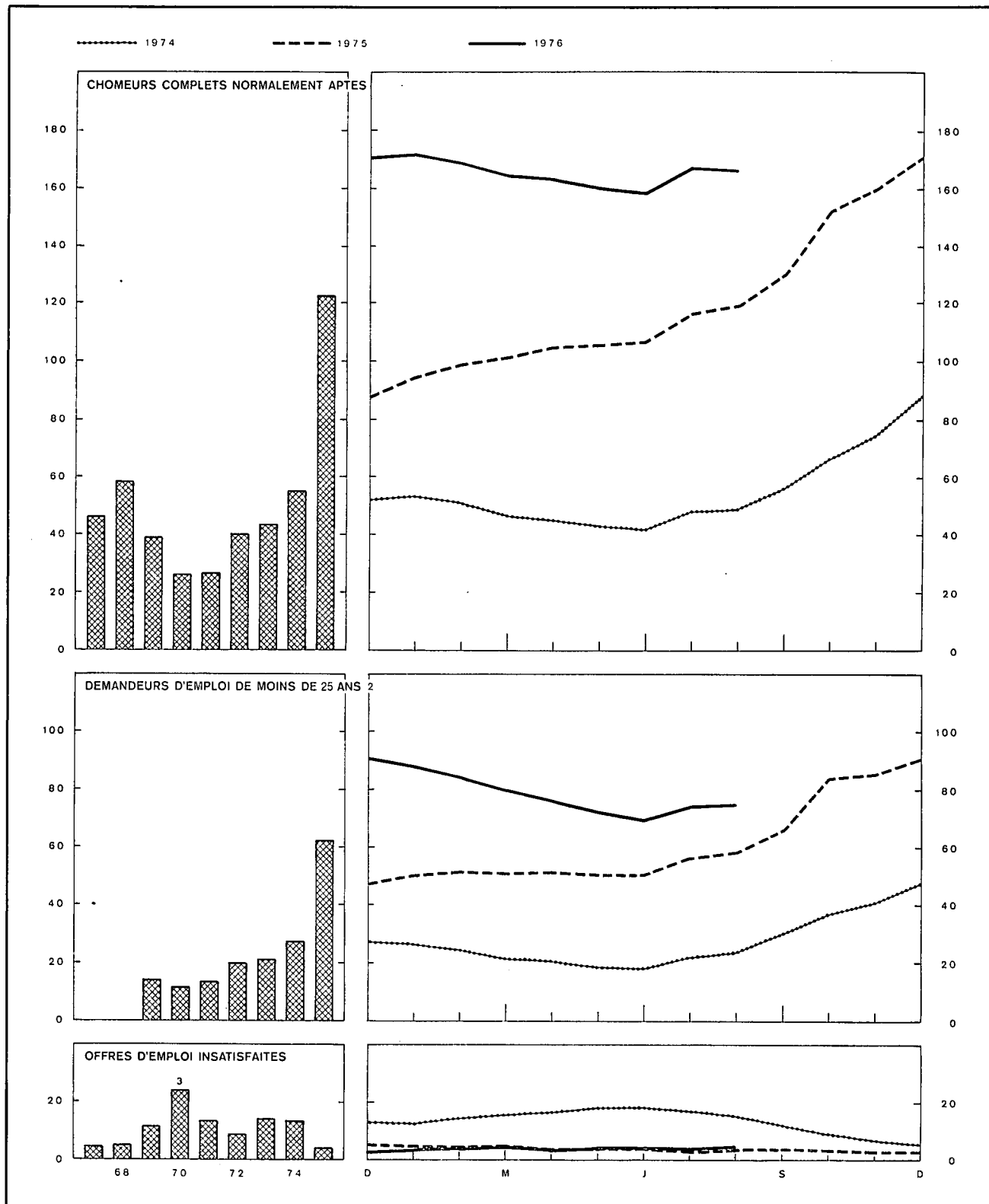
² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.
² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel de l'ONEM.* — *Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain.*

Informations statistiques (C.E.C.A.). — *Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976 p
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)								
Froment	197	181	193	204	193	190	176	204
Autres céréales panifiables	27	26	32	30	25	22	15	21
Céréales non panifiables	249	255	229	228	230	224	210	219
Betteraves sucrières	90	90	93	101	104	105	120	94
Autres plantes industrielles	19	11	16	11	11	12	13	
Pommes de terre	43	46	42	37	43	40	36	36
Autres plantes et racines tuberculifères ...	34	34	31	28	27	27	27	25
Prés et prairies	788	795	782	768	762	753	742	736
Cultures maraîchères	23	25	25	24	27	29	30	
Cultures fruitières	26	20	19	18	17	16	16	
Divers	57	57	64	72	73	79	95	
Total ...	1.553	1.540	1.529	1.521	1.512	1.497	1.480	1.468
Production végétale ² (milliers de tonnes)								
Froment	754	708	878	916	976	1.004	677	
Avoine	281	194	278	244	246	222	228	
Orge	555	525	588	637	716	699	426	
Autres céréales	132	123	168	149	156	142	113	
Betteraves sucrières	4.217	3.868	4.873	4.319	5.136	4.465	4.913	
Pommes de terre	1.253	1.373	1.373	1.106	1.201	1.460	1.049	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)								
Vaches laitières	2.830	997	967	964	994	1.003	994	989
Autres bovidés		1.890	1.873	1.801	1.968	2.041	2.005	1.991
Porcs	2.780	3.722	3.912	4.283	4.630	5.026	4.647	4.965
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.475	2.355	2.339	2.510	2.480	2.581	2.579	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	599	695	729	753	798	884	848	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Flotte de pêche ¹ (tonnage brut)	31,3	29,5	32,2	24,1	23,2	22,8	24,0	p 23,5
Produits de la pêche débarqués en Belgique par la flotte belge :								
Harengs et assimilés	0,6	1,0	1,3	0,7	1,5	2,2	0,7	2,3
Poissons ronds	36,4	31,4	27,3	29,5	30,7	22,9	22,0	18,8
Poissons plats	11,9	10,2	10,8	9,3	9,2	9,7	9,1	8,2
Autres	5,0	4,9	4,4	3,9	3,8	4,5	3,5	3,3
Crustacés et mollusques	1,9	2,3	2,5	1,8	2,1	2,9	2,9	3,4

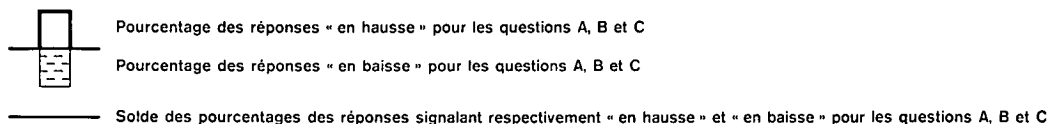
¹ Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

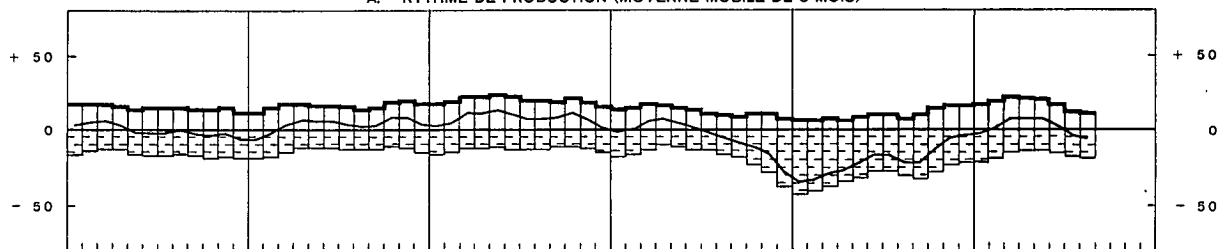
IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

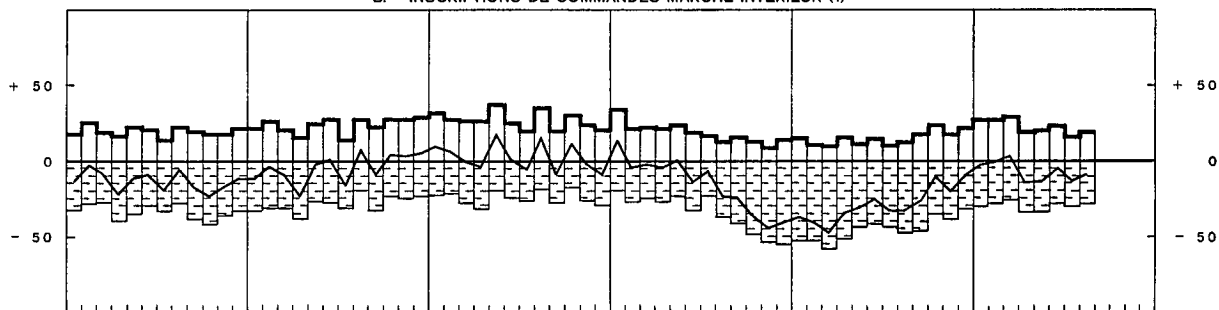
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



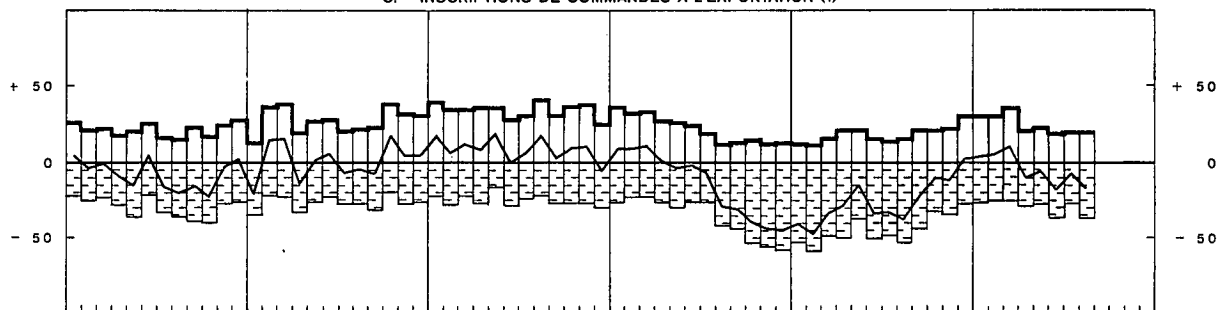
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



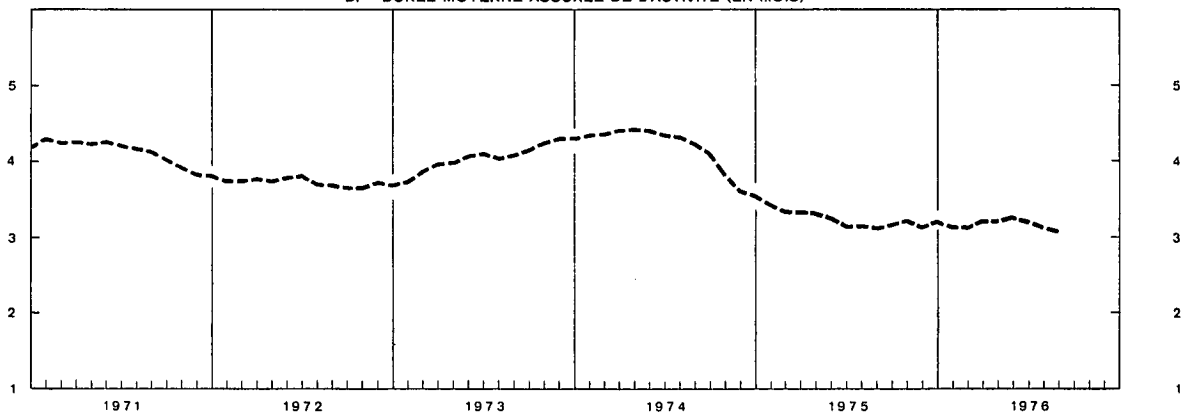
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)

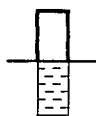


* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



Pourcentage des réponses " en hausse " pour les questions G, H et J

Pourcentage des réponses " supérieur à la normale " pour les questions E, F et I

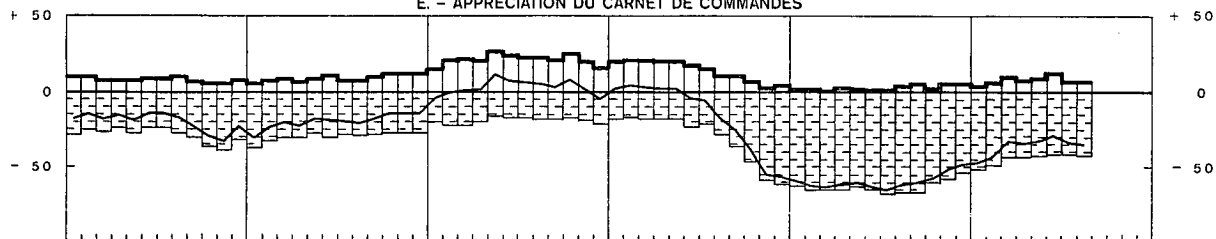
Pourcentage des réponses " en baisse " pour les questions G, H et J

Pourcentage des réponses " inférieur à la normale " pour les questions E, F et I

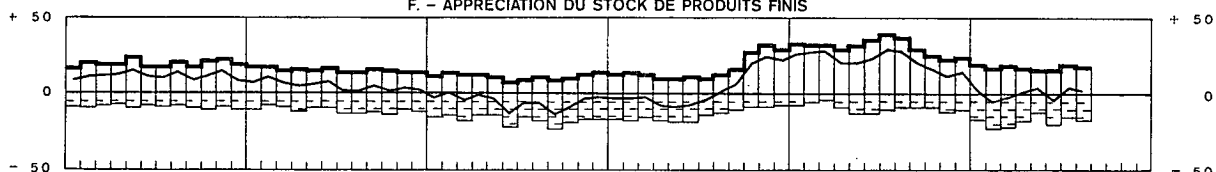
Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement " en hausse " et " en baisse " pour les questions G, H et J

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement " supérieur " et " inférieur " à la normale pour les questions E, F et I

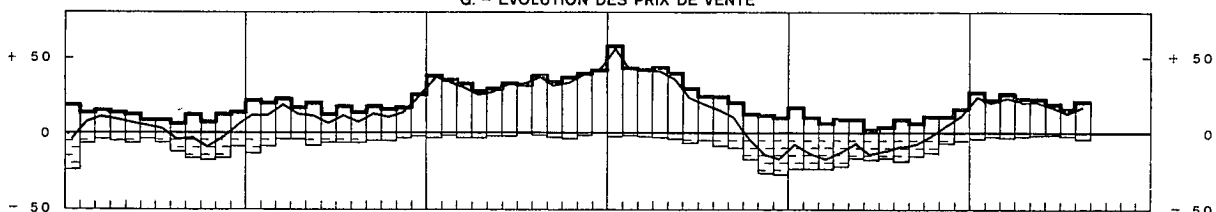
E. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



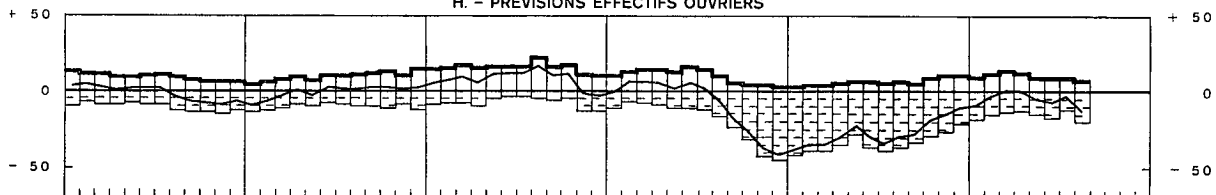
F. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



G. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



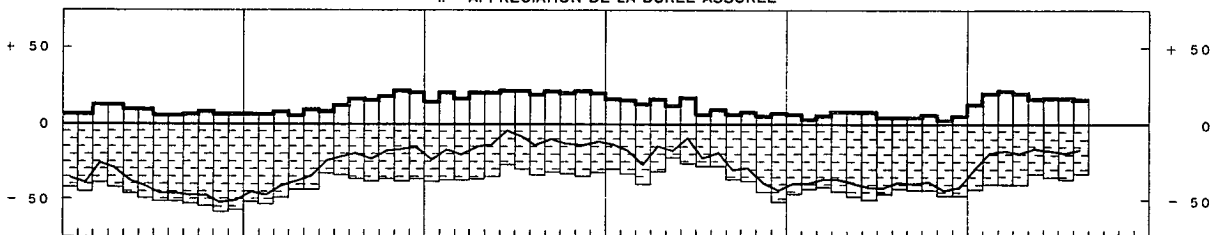
H. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS



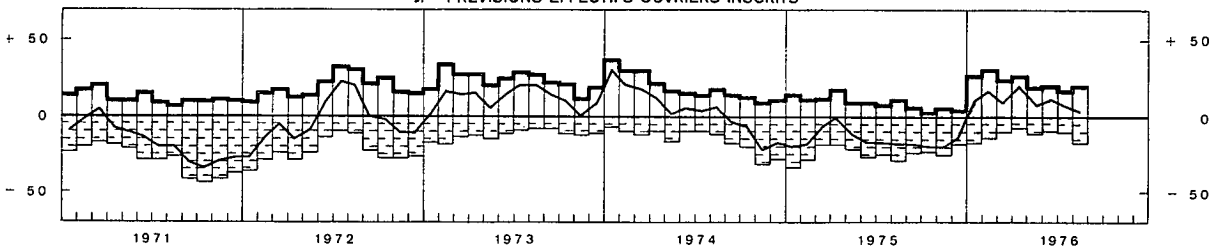
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Travaux de gros œuvre de bâtiments

I. - APPRECIATION DE LA DUREE ASSUREE



J. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS INSCRITS



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

rurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source : Agéfi
	Indice général 1	Dont :		Dont :				Indice général
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables	Biens d'inves- tissement	
Pondération par rapport à l'ensemble de la produc- tion industrielle en 1976	100,0	96,3	3,7	57,3	16,1	15,3	11,3	
1968	88	86	120	90	92	86	78	90
1969	97	96	110	98	97	96	92	97
1970	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	103	103	99	100	103	107	97	102
1972	109	110	96	106	108	115	104	108
1973	116	118	80	112	116	120	113	111
1974	120	123	75	119	119	124	123	108
1975	p 108	p 111	70	p 103	p 112	p 117	p 119	95
1974 2 ^e trimestre	124	127	79	123	123	127	121	110
3 ^e trimestre	112	115	67	110	117	112	116	109
4 ^e trimestre	120	123	76	119	118	126	130	107
1975 1 ^{er} trimestre	113	115	72	109	113	122	122	96
2 ^e trimestre	109	112	73	105	114	116	118	97
3 ^e trimestre	p 97	p 99	61	p 91	109	p 107	p 109	89
4 ^e trimestre	p 114	p 117	72	p 110	p 114	p 123	p 127	99
1976 1 ^{er} trimestre	p 119	p 121	71	p 113	p 114	p 133	p 129	92
2 ^e trimestre	p 122	p 125	p 75	p 119	p 118	p 130	p 133	p 103
1975 Juillet	p 82	p 85	49	78	101	p 81	p 88	86
Août	p 93	p 95	59	87	108	p 108	p 112	84
Septembre	p 114	p 117	75	p 108	117	p 134	p 127	95
Octobre	p 123	p 125	82	p 116	124	p 141	p 137	101
Novembre	p 109	p 112	69	p 106	112	p 114	p 123	98
Décembre	p 110	p 113	65	p 106	p 106	p 116	p 122	98
1976 Janvier	p 112	p 115	66	p 109	p 109	p 117	p 122	97
Février	p 114	p 117	63	p 108	p 111	p 130	p 125	90
Mars	p 130	p 132	85	p 123	p 123	p 152	p 139	88
Avril	p 126	p 129	p 79	p 122	p 118	p 138	p 136	p 98
Mai	p 116	p 118	p 70	p 114	p 106	p 121	p 128	p 104
Juin	p 125	p 128	p 76	p 121	p 129	p 131	p 135	p 108
Juillet								p 100

1 Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1970 = 100

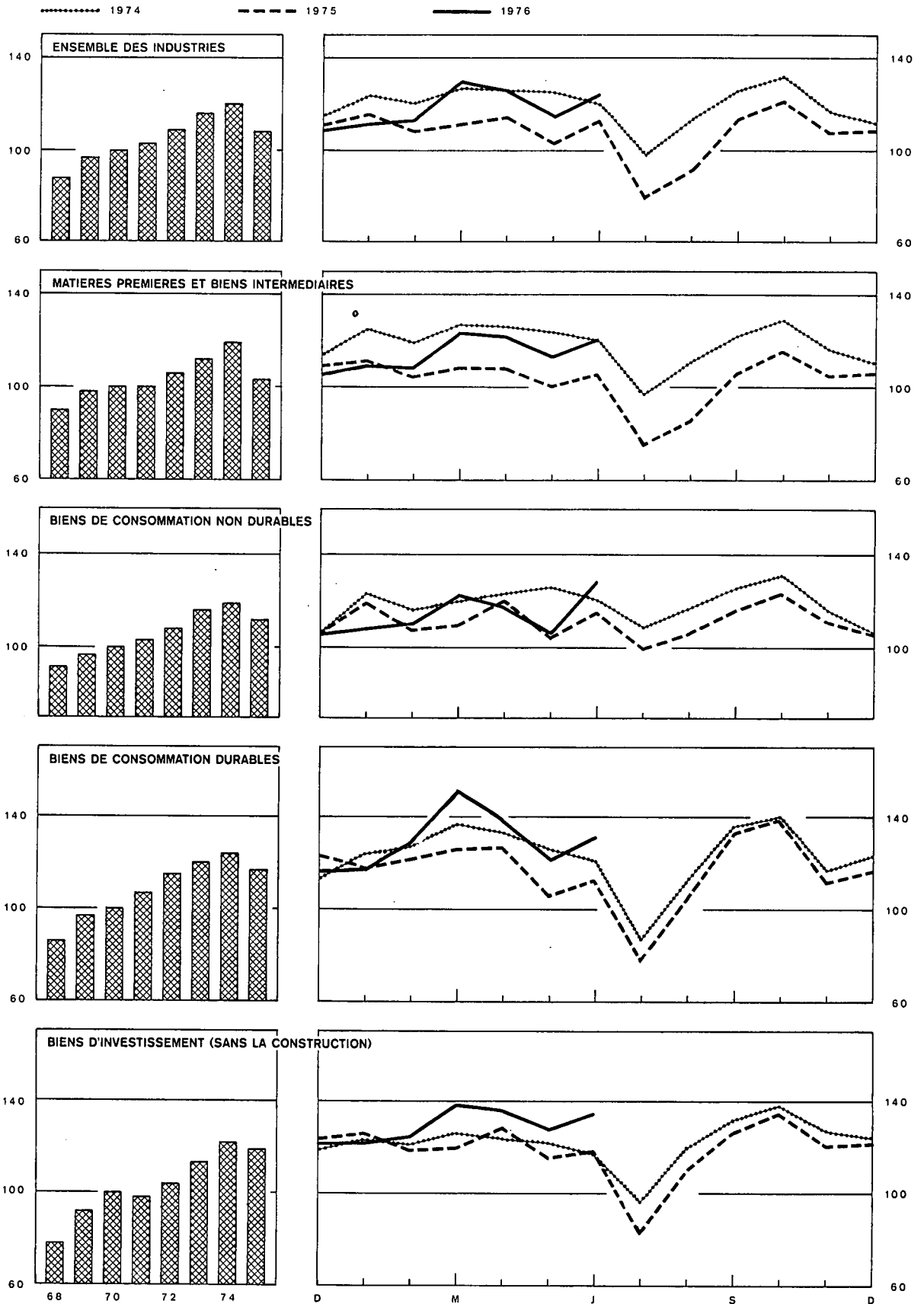
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrica- tions métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distribution d'eau
		Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étrirage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1976 ¹	27,9	8,1	2,8	1,9	13,5	9,5	7,6	5,9	6,3	5,5	5,1	2,5	0,6	1,2
1968	81	92	89	91	82	90	94	87	87	90	92	87	77	97
1969	94	103	100	93	96	95	101	93	95	96	99	95	96	98
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	98	98	92	97	109	104	105	100	109	113	108	101	101	106
1972	103	113	92	103	121	107	106	101	123	134	118	106	121	109
1973	110	122	96	112	138	117	106	106	135	151	114	114	124	116
1974	118	127	106	117	142	121	101	108	141	162	116	122	101	119
1975	<i>p</i> 113	88	<i>p</i> 83	105	121	119	86	95	135	154	111	103	95	121
1974 2 ^e trimestre	117	137	107	123	151	125	112	115	134	172	116	127	90	123
3 ^e trimestre	111	117	97	106	131	124	84	102	131	147	110	114	113	121
4 ^e trimestre	125	118	110	110	135	122	94	106	152	162	115	117	119	116
1975 1 ^{er} trimestre	117	104	94	106	127	111	90	96	141	157	124	107	82	119
2 ^e trimestre	112	95	81	114	123	118	85	100	126	159	108	106	92	121
3 ^e trimestre	<i>p</i> 102	63	<i>p</i> 74	94	111	120	74	88	114	131	104	93	94	123
4 ^e trimestre	<i>p</i> 120	88	<i>p</i> 85	107	124	129	94	96	158	169	108	107	111	121
1976 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 123	96		114	139	111	106	87	164	174	125	117	54	125
2 ^e trimestre	<i>p</i> 127				139	116	106	108	150	184	116	114	85	134
1975 Juin	111	101	71	116	125	121	80	104	123	166	107	117	108	124
Juillet	<i>p</i> 82	63	57	89	100	115	61	76	104	99	72	72	99	119
Août	<i>p</i> 103	43	74	88	108	122	68	85	110	124	101	92	90	123
Septembre	<i>p</i> 122	82	<i>p</i> 91	106	125	123	94	104	127	171	139	115	94	123
Octobre	<i>p</i> 129	88	<i>p</i> 94	110	131	139	103	108	153	186	138	114	102	126
Novembre	<i>p</i> 114	82	<i>p</i> 84	101	119	131	88	94	160	150	94	105	118	119
Décembre	<i>p</i> 115	92	<i>p</i> 78	111	123	117	92	87	163	171	90	102	111	119
1976 Janvier	<i>p</i> 118	92	88	103	133	103	96	83	167	155	103	111	94	125
Février	<i>p</i> 120	88	87	116	136	108	103	78	160	167	121	109	63	121
Mars	<i>p</i> 132	107		124	148	121	120	99	164	201	150	130	6	123
Avril	<i>p</i> 131			124	143	117	108	108	152	190	131	119	55	127
Mai	<i>p</i> 122				122	104	100	110	153	172	103	106	98	136
Juin	<i>p</i> 129				151	127	111	105	146	189	114	116	102	140

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,7 p.c., 0,6 p.c. et 0,3 p.c. dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1970 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)]. — M.A.E., Administration des Mines [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille		Electricité
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure				Impor- tations de gaz naturel	Produc- tion	Consom- mation intérieure	Produc- tion	Consom- mation intérieure	Produc- tion
		Total 1	Dont :								
			Esences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel						
(milliers de tonnes)					(millions de m ³)	(milliers de tonnes)				(millions kWh)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
1968	1.913	1.383	155	526	474	100	604	656	1.234	1.661	2.088
1969	2.379	1.538	168	573	534	249	604	694	1.100	1.565	2.303
1970	2.485	1.721	184	660	566	351	593	653	947	1.474	2.413
1971	2.520	1.763	191	674	575	549	565	598	913	1.214	2.633
1972	3.008	1.896	208	749	661	689	603	648	875	1.261	2.972
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	705	737	1.252	3.260
1974	2.515	1.710	212	695	611	957	671	743	676	1.345	3.397
1975	2.358	1.632	230	690	536	904	477	513	623	1.002	3.248
1974 2 ^e trimestre	2.233	1.536	201	649	501	811	636	799	684	1.278	3.223
3 ^e trimestre	2.801	1.605	217	518	609	786	676	711	583	1.396	3.163
4 ^e trimestre	2.948	1.937	235	771	746	1.105	646	691	695	1.294	3.663
1975 1 ^{er} trimestre	2.047	1.846	211	836	631	996	584	648	687	1.284	3.393
2 ^e trimestre	2.294	1.559	242	651	459	956	521	534	639	1.042	3.035
3 ^e trimestre	2.346	1.286	231	493	405	751	374	365	525	710	2.740
4 ^e trimestre	2.746	1.835	237	781	650	912	430	503	642	965	3.821
1976 1 ^{er} trimestre	1.348	1.960	230	963	627	1.167	490	510	680	p 1.123	3.955
2 ^e trimestre							552	p 579	639	p 1.151	3.624
1975 Juin	2.670	1.400	233	471	500	889	497	514	611	1.034	2.974
Juillet	2.468	1.135	227	375	391	704	357	364	467	708	2.519
Août	2.224	1.302	239	545	375	699	333	284	491	667	2.647
Septembre	2.346	1.421	228	559	448	851	432	448	617	756	3.054
Octobre	2.538	1.777	258	632	688	891	426	579	699	894	3.682
Novembre	2.939	1.706	227	683	638	1.072	415	445	632	975	3.856
Décembre	2.760	2.022	227	1.027	624	772	449	486	594	1.026	3.924
1976 Janvier	2.330	1.987	215	972	652	1.194	473	484	636	1.015	4.040
Février	1.566	2.036	225	1.073	638	1.109	471	488	650	1.057	3.867
Mars	148	1.857	251	845	592	1.197	526	557	755	1.297	3.958
Avril	1.966	1.766	232	772	596	1.056	540	575	700	1.186	3.659
Mai	2.911	1.409	230	486	525	872	561	p 593	605	p 1.095	3.689
Juin							556	p 570	613	p 1.172	3.525

1 Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)]. — *Fabrimétal* [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites		Expéditions totales	
			pour le marché intérieur	pour les exportations		Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1968	964	722	7,3	8,6	15,9	14,7
1969	1.070	819	8,6	11,5	20,1	18,2
1970	1.051	775	9,3	13,0	22,3	21,3
1971	1.037	770	9,4	14,2	23,6	23,3
1972	1.211	894	10,2	15,8	26,0	26,0
1973	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1974	1.353	1.013	14,1	22,5	36,6	34,6
1975	966	659	p 14,0	p 24,3	p 38,3	p 37,2
1974 2 ^e trimestre	1.465	1.092	14,6	23,3	37,9	35,9
3 ^e trimestre	1.250	937	12,5	19,7	32,2	30,8
4 ^e trimestre	1.269	944	15,3	23,7	39,0	38,3
1975 1 ^{er} trimestre	1.209	756	15,5	24,5	40,0	35,9
2 ^e trimestre	1.058	708	p 13,3	p 25,3	p 38,6	p 38,7
3 ^e trimestre	671	481	p 12,6	p 21,1	p 33,7	p 32,6
4 ^e trimestre	923	692	p 14,5	p 26,4	p 40,9	p 41,7
1976 1 ^{er} trimestre	988	747				
2 ^e trimestre	p 1.074					
1975 Juillet	699	461	p 11,7	p 16,3	p 28,0	p 26,9
Août	413	375	p 13,0	p 19,5	p 32,5	p 28,0
Septembre	902	608	p 13,0	p 27,6	p 40,6	p 43,0
Octobre	924	697	p 13,4	p 26,7	p 40,1	p 43,0
Novembre	889	633	p 11,8	p 23,6	p 35,4	p 37,4
Décembre	957	745	p 18,1	p 29,0	p 47,1	p 44,6
1976 Janvier	976	710	p 14,1	p 28,3	p 42,4	p 37,1
Février	893	700	p 13,8	p 32,0	p 45,8	p 42,1
Mars	1.097	830				
Avril	p 1.180	797				
Mai	p 1.033	669				
Juin	p 1.009					
Juillet	p 942					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (6)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1970=100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1968	2,7	5,3	2.598	3,9	2.004	1,4	0,6	1.994	0,4	1.376	84
1969	3,3	6,1	3.074	4,7	2.374	1,6	0,9	2.426	0,6	1.721	87
1970	2,5	5,0	2.506	3,7	1.915	1,3	0,7	2.799	0,5	1.865	100
1971	2,0	3,9	1.992	3,5	1.838	0,9	0,4	2.268	0,5	2.227	99
1972	3,5	6,2	3.231	4,4	2.332	1,0	0,6	2.801	0,5	2.286	99
1973	3,8	6,7	3.488	5,0	2.677	1,1	0,7	3.034	0,5	2.281	93
1974	3,9	7,4	3.844	5,5	2.890	1,1	0,6	3.459	0,5	2.523	99
1975	3,3	6,3	3.336	6,5	3.384	0,9	0,5	2.362	0,6	2.404	98
1974 1 ^{er} trimestre	3,8	7,4	3.881	4,8	2.599	1,1	0,7	3.878	0,4	1.938	—
2 ^e trimestre	4,6	8,9	4.691	7,2	3.807	1,2	0,8	3.330	0,6	3.354	—
3 ^e trimestre	4,0	8,1	4.133	5,6	2.982	1,1	0,6	3.227	0,5	2.273	—
4 ^e trimestre	3,0	5,0	2.676	4,5	2.171	0,9	0,4	3.406	0,4	2.528	—
1975 1 ^{er} trimestre	2,9	5,9	3.251	7,0	3.302	0,8	0,4	2.945	0,6	3.066	—
2 ^e trimestre	3,5	6,5	3.508	8,0	4.331	0,9	0,5	2.241	0,7	2.916	—
3 ^e trimestre	3,2	6,1	3.171	5,6	3.026	0,9	0,5	2.067	0,5	1.867	—
4 ^e trimestre	3,5	6,6	3.413	5,3	2.880	0,8	0,4	2.195	0,4	2.104	—
1976 1 ^{er} trimestre	3,9	8,2	4.197	5,8	3.079	0,7	0,4	2.127	0,4	2.191	—
1975 Mai	3,3	5,8	3.238	7,7	4.195	0,8	0,5	2.204	0,8	2.753	98
Juin	3,7	6,6	3.387	6,7	3.696	1,0	0,5	1.660	0,5	2.646	98
Juillet	4,0	5,4	3.041	4,8	2.587	1,0	0,5	1.867	0,4	1.587	99
Août	2,7	5,6	2.890	5,3	2.945	0,9	0,5	2.530	0,5	2.305	98
Septembre	2,8	7,2	3.583	6,9	3.547	0,8	0,4	1.805	0,5	1.710	98
Octobre	3,7	6,0	3.220	5,9	3.300	0,9	0,4	2.333	0,5	2.399	99
Novembre	3,2	6,6	3.346	5,1	2.671	0,8	0,4	1.810	0,4	2.205	99
Décembre	3,5	7,3	3.673	4,9	2.668	0,8	0,5	2.442	0,4	1.709	98
1976 Janvier	3,3	7,2	3.834	4,8	2.522	0,6	0,4	2.205	0,4	2.293	96
Février	4,1	8,6	4.286	6,0	3.084	0,6	0,4	1.458	0,4	2.422	94
Mars	4,2	8,7	4.472	6,7	3.630	0,9	0,5	2.718	0,5	1.858	94
Avril	4,6	8,1	4.448	7,9	4.301	1,1	0,6	2.424	0,6	2.977	94
Mai	4,2					1,0					94

¹ Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non saisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyennes

de l'indice de la production non saisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1970 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République Fédérale d'Allemagne 2		
	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *
1 ^{er} trimestre	116	109	- 6,0	122	112	- 8,2	114	106	- 7,1
2 ^e trimestre	117	106	- 9,4	122	108	- 11,5	113	104	- 8,6
3 ^e trimestre	116	105	- 9,5	120	103	- 14,2	111	103	- 7,6
4 ^e trimestre	111	109	- 1,8	116	109	- 6,0	109	108	- 0,4
	1975	1976		1975	1976		1975	1976	
1 ^{er} trimestre	109	112	+ 2,8	112	115	+ 2,7	106	112	+ 5,0
2 ^e trimestre	106			108			104		
3 ^e trimestre	105			103			103		
4 ^e trimestre	109			109			108		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *
1 ^{er} trimestre	125	114	- 8,8	105	107	+ 1,9	123	110	- 10,3
2 ^e trimestre	126	111	- 11,9	109	101	- 7,3	125	107	- 14,2
3 ^e trimestre	126	110	- 12,7	110	101	- 8,2	119	106	- 11,2
4 ^e trimestre	118	114	- 3,4	107	101	- 5,6	111	111	- 0,4
	1975	1976		1975	1976		1975	1976	
1 ^{er} trimestre	114	120	+ 5,3	107	103	- 3,7	110	115	+ 4,3
2 ^e trimestre	111			101			107		
3 ^e trimestre	110			101			106		
4 ^e trimestre	114			101			111		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *
1 ^{er} trimestre	122	117	- 4,1	127	115	- 9,4	124	103	- 17,0
2 ^e trimestre	122	114	- 6,6	124	115	- 7,3	120	92	- 23,0
3 ^e trimestre	123	111	- 9,8	122	115	- 5,7	120	82	- 31,3
4 ^e trimestre	120	119	- 0,8	119	116	- 2,5	113	95	- 16,3
	1975	1976		1975	1976		1975	1976	
1 ^{er} trimestre	117	120	+ 2,6	115	124	+ 7,8	103	98	- 4,7
2 ^e trimestre	114			115			92		
3 ^e trimestre	111			115			82		
4 ^e trimestre	119			116			95		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie,

Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

2 Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Agence écono-*

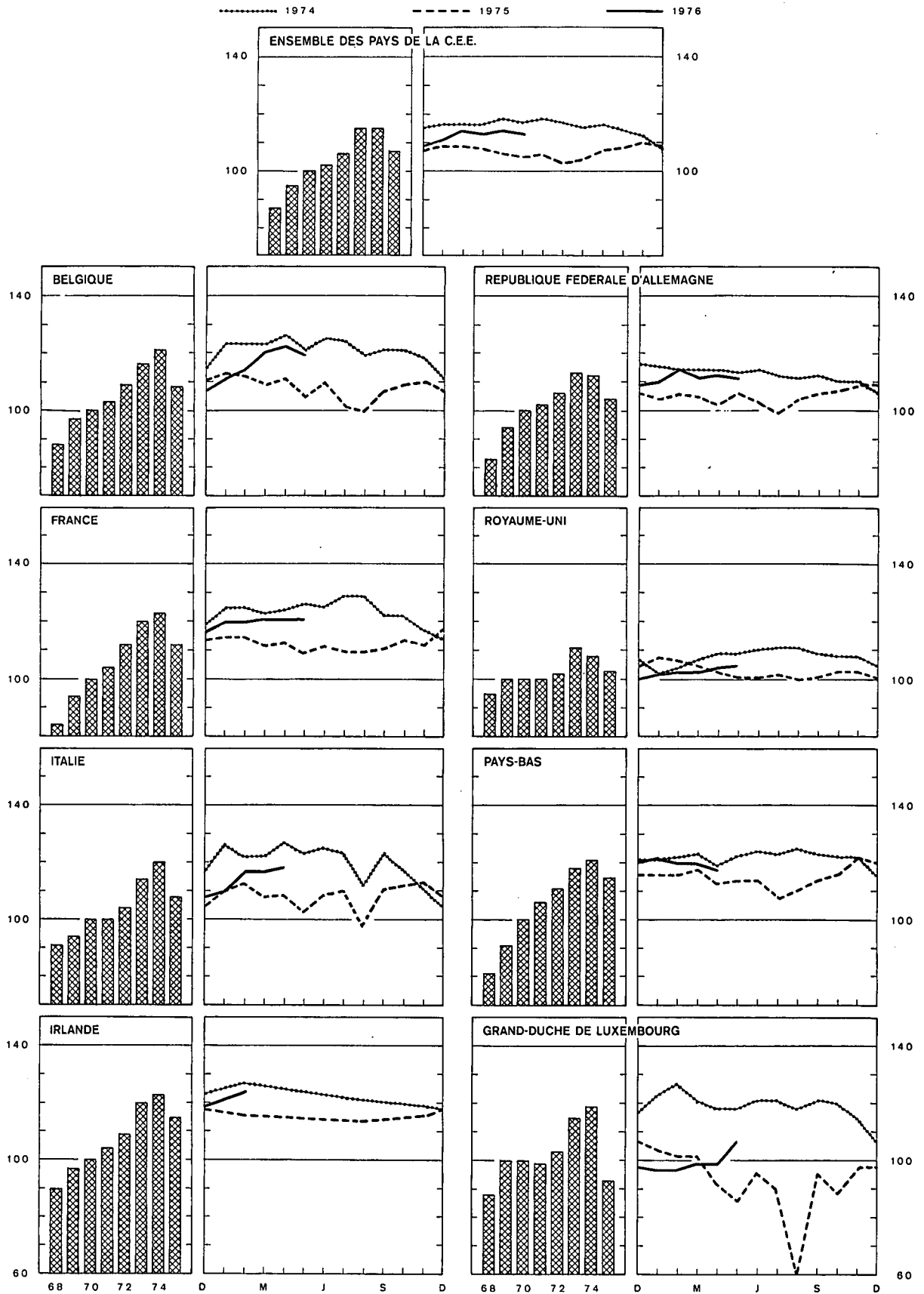
mique et financière. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1970 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont		
	(millions)				(milliers de tonnes)	combustibles et huiles minérales	minerais	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	304,1	48,0
1974	690	762	6.841	1.697	1.846	331,3	54,4
1975	689	563	4.933	1.317	1.218	316,2	52,6
1974 2 ^e trimestre	709	784	7.127	1.692	1.890	342,1	56,2
3 ^e trimestre	664	750	6.613	1.649	1.854	438,9	63,8
4 ^e trimestre	691	775	6.875	1.759	1.847	286,9	51,4
1975 1 ^{er} trimestre	695	662	5.850	1.572	1.640	272,6	48,9
2 ^e trimestre	708	589	5.145	1.339	1.375	303,9	50,5
3 ^e trimestre	671	451	3.817	1.024	796	404,1	58,8
4 ^e trimestre	678	551	4.921	1.333	1.060	284,2	52,1
1976 1 ^{er} trimestre	693	508	4.638	1.236	1.073	254,1	48,3
2 ^e trimestre	708	593	5.342	1.315	1.462	316,2	55,1
1975 Juillet	674	480	4.026	1.053	926	416,8	58,6
Août	634	345	2.813	817	420	416,4	59,7
Septembre	706	527	4.612	1.201	1.042	379,1	58,0
Octobre	652	604	5.389	1.415	1.167	324,4	56,5
Novembre	690	520	4.664	1.295	985	255,1	49,4
Décembre	691	530	4.710	1.288	1.027	273,1	50,3
1976 Janvier	698	483	4.347	1.102	1.003	274,5	48,8
Février	664	475	4.418	1.344	975	234,2	46,4
Mars	718	567	5.150	1.262	1.240	253,7	49,7
Avril	707	596	5.403	1.373	1.469	304,9	54,9
Mai	713	568	5.081	1.264	1.412	296,3	54,0
Juin	704	615	5.542	1.307	1.506	347,4	56,4
Juillet	633	534	4.569	1.188	1.260		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

**V - 1c. — Navigation
intérieure**

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse Zeevaart-inrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Porte de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130	8.907	571
1975	5.082	2.687	2.299	657	729	427	1.963	579	118	6.978	427
1974 2 ^e trimestre ..	5.550	3.500	2.726	790	879	537	1.980	717	135	9.282	611
3 ^e trimestre ..	5.365	3.833	3.042	847	925	322	1.887	958	139	8.947	557
4 ^e trimestre ..	5.323	3.223	2.800	750	857	428	1.892	637	114	8.620	549
1975 1 ^{er} trimestre ..	5.168	3.093	2.634	759	874	498	1.788	451	118	8.107	516
2 ^e trimestre ..	5.185	2.746	2.264	572	672	253	1.857	397	118	8.145	529
3 ^e trimestre ..	4.834	2.325	1.761	615	686	379	2.204	905	125	5.034	288
4 ^e trimestre ..	5.141	2.583	2.535	681	686	577	2.001	562	112	6.624	376
1976 1 ^{er} trimestre ..	5.101	2.791	2.014	695	672	361	1.790	662	124	7.490	478
2 ^e trimestre ..				724			1.938				
1975 Juin	5.032	2.594	1.834	544	508	223	2.081	615	91	8.523	557
Juillet	4.807	2.148	1.805	588	559	509	2.300	1.052	123	6.567	430
Août	4.908	1.927	1.821	652	607	476	2.264	908	124	5.966	357
Septembre	4.787	2.901	1.656	606	891	152	2.048	755	127	2.569	76
Octobre	5.244	2.992	2.412	661	734	736	2.154	365	117	4.020	143
Novembre	4.956	2.376	2.621	629	517	535	1.775	1.067	111	7.899	491
Décembre	5.223	2.380	2.573	753	806	459	2.075	253	108	7.953	494
1976 Janvier	5.150	2.455	1.864	679	418	242	1.858	1.033	104	7.163	448
Février	4.987	2.715	1.970	679	842	472	1.860	203	188	6.648	424
Mars	5.167	3.204	2.208	727	755	368	1.652	751	81	8.658	561
Avril	5.530	3.515	1.865	701	770	141	1.556	344	119	9.033	571
Mai		2.787	1.613	755	720	172	2.142	655	75		
Juin				716			2.117				

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique ¹
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.167	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.236	1.646	91	131	106	86	42
1971	2.288	1.661	98	145	104	99	43
1972	2.163	1.600	97	142	87	93	41
1973	2.267	1.667	91	143	90	105	43
1974	2.282	1.671	86	148	84	110	48
1975	2.363	1.729	88	167	89	118	41
1974 1 ^{er} trimestre	460	204	39	24	29	36	42
2 ^e trimestre	2.212	1.580	90	122	115	114	54
3 ^e trimestre	5.804	4.561	166	410	155	250	64
4 ^e trimestre	652	337	48	37	36	40	31
1975 1 ^{er} trimestre	535	253	47	30	43	40	25
2 ^e trimestre	2.230	1.589	83	137	121	122	46
3 ^e trimestre	6.022	4.711	175	456	157	266	59
4 ^e trimestre	666	362	46	45	36	43	34
1976 1 ^{er} trimestre	471	223	42	29	33	34	26
1975 Mai	2.385	1.649	115	154	150	115	48
Juin	2.770	1.987	78	215	126	188	57
Juillet	8.803	6.999	149	925	174	288	64
Août	7.399	5.904	272	334	197	405	53
Septembre	1.864	1.231	103	109	100	106	59
Octobre	744	358	54	58	54	57	44
Novembre	622	336	48	32	31	40	34
Décembre	633	393	36	44	24	32	24
1976 Janvier	427	207	36	27	27	31	24
Février	438	206	38	27	29	33	24
Mars	549	256	52	32	43	38	31
Avril	1.688	1.214	63	52	115	89	38
Mai	2.006	1.399	90	125	113	90	51

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1968	87	82	97	67	68	87	83	81	81	83	89
1969	94	90	98	83	84	92	94	91	91	92	95
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	105	107	100	120	120	104	107	122	107	108	104
1972	115	122	100	138	128	113	115	140	126	120	113
1973	129	137	97	161	155	124	135	171	141	138	121
1974	152	156	97	191	184	141	155	205	175	162	127
1975	p 168	169	98	225	217	p 160	p 173	p 224	p 202	p 183	p 128
1974 1 ^{er} trimestre	132	133	95	169	159	127	124	179	156	142	118
2 ^e trimestre	156	152	98	186	180	139	168	207	181	165	131
3 ^e trimestre	147	154	94	189	189	141	143	203	173	159	121
4 ^e trimestre	169	186	101	222	209	158	185	232	191	183	136
1975 1 ^{er} trimestre	p 152	147	93	201	197	p 144	p 146	p 199	p 188	p 164	p 120
2 ^e trimestre	p 172	164	100	222	213	p 160	p 182	p 222	p 204	p 184	p 132
3 ^e trimestre	p 161	165	96	218	220	p 160	p 152	p 217	p 190	p 176	p 122
4 ^e trimestre	p 190	203	103	259	238	p 176	p 210	p 259	p 226	p 207	p 141
1976 1 ^{er} trimestre	p 171	165	96	235	212	p 166	p 155	p 216	p 217	p 185	p 123
1975 Avril	p 171	156	99	226	206	p 154	p 189	p 220	p 211	p 183	p 133
Mai	p 171	173	103	227	224	p 166	p 186	p 224	p 196	p 186	p 133
Juin	p 172	163	98	213	209	p 159	p 171	p 223	p 205	p 183	p 130
Juillet	p 155	165	96	215	220	p 154	p 155	p 211	p 184	p 171	p 120
Août	p 153	156	97	212	223	p 163	p 129	p 201	p 181	p 169	p 118
Septembre	p 175	173	94	226	218	p 163	p 173	p 239	p 205	p 187	p 129
Octobre	p 187	185	105	256	234	p 171	p 221	p 246	p 218	p 203	p 139
Novembre	p 166	182	92	225	213	p 160	p 178	p 217	p 199	p 181	p 123
Décembre	p 217	243	113	297	267	p 198	p 232	p 314	p 262	p 237	p 160
1976 Janvier	p 164	171	96	241	219	p 165	p 159	p 210	p 204	p 182	p 122
Février	p 160	152	91	224	199	p 156	p 133	p 206	p 211	p 174	p 116
Mars	p 188	172	100	244	218	p 177	p 174	p 236	p 239	p 200	p 133
Avril	p 190	184	100	267	234	p 182	p 209	p 231	p 234	p 207	p 136

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.
2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.
4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1973 1 ^{er} semestre ...	1.590	906	218	466	35,9	11,1	13,7	11,1	13,3	4,4	4,7	4,2
2 ^e semestre ...	1.726	1.061	215	450	35,3	10,3	13,4	11,6	11,9	3,7	4,2	4,0
1974 1 ^{er} semestre ...	1.634	978	222	434	36,6	10,1	14,3	12,2	13,8	4,3	4,8	4,7
2 ^e semestre ...	1.550	907	219	424	36,4	9,7	14,3	12,4	12,0	3,8	3,9	4,3
1975 1 ^{er} semestre ...	1.490	864	206	420	36,9	9,4	14,7	12,8	13,5	3,9	4,4	5,2
2 ^e semestre ...	1.462	853	203	406	40,3	10,2	15,6	14,5	16,8	5,2	5,0	6,6

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total de toutes les créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1973 1 ^{er} semestre	63	40	2	21	254	79	43	132
2 ^e semestre	53	38	2	13	305	89	71	145
1974 1 ^{er} semestre	62	46	2	14	342	92	74	176
2 ^e semestre	54	38	2	14	343	94	67	182
1975 1 ^{er} semestre	54	38	2	14	373	95	114	164

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités précédemment (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1973 1 ^{er} semestre ...	849	4	1	1	78	21	8	177	109	6	424	20
2 ^e semestre ...	859	4	1	2	58	16	9	192	112	6	438	21
1974 1 ^{er} semestre ...	801	5	1	2	67	16	8	145	118	7	412	20
2 ^e semestre ...	824	4	1	1	55	11	7	159	114	6	452	14
1975 1 ^{er} semestre ...	765	4	1	1	65	13	7	129	116	6	407	16
2 ^e semestre ...	862	4	1	1	77	14	8	162	108	6	465	16
Crédits accordés (milliards de francs)												
1973 1 ^{er} semestre ...	13,3	1,2	0,1	0,2	6,1	0,9	0,1	0,2	0,2	1,1	2,5	0,7
2 ^e semestre ...	11,9	1,2	0,1	0,3	4,4	0,6	0,1	0,3	0,2	1,5	2,4	0,8
1974 1 ^{er} semestre ...	13,8	1,5	0,2	0,3	5,2	0,7	0,1	0,3	0,3	1,9	2,5	0,8
2 ^e semestre ...	12,0	1,3	0,1	0,3	4,2	0,5	0,1	0,3	0,3	1,6	2,7	0,6
1975 1 ^{er} semestre ...	13,5	1,4	0,2	0,3	5,5	0,6	0,1	0,3	0,4	1,3	2,7	0,7
2 ^e semestre ...	16,8	1,3	0,1	0,4	7,5	0,7	0,1	0,3	0,4	1,5	3,6	0,9
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1973 1 ^{er} semestre ...	100,0	8,8	1,0	1,7	45,8	6,7	0,8	1,5	1,4	8,5	18,3	5,5
2 ^e semestre ...	100,0	9,8	1,0	2,9	36,9	5,3	0,9	2,2	1,7	12,5	20,3	6,5
1974 1 ^{er} semestre ...	100,0	11,2	1,2	2,1	38,2	4,8	0,8	1,9	1,9	13,5	18,6	5,8
2 ^e semestre ...	100,0	10,8	1,2	2,8	35,1	3,9	0,8	2,3	2,1	13,4	22,6	5,0
1975 1 ^{er} semestre ...	100,0	10,5	1,1	1,9	40,5	4,3	0,9	2,0	2,6	9,9	20,5	5,8
2 ^e semestre ...	100,0	7,7	0,6	2,4	44,6	4,2	0,6	1,8	2,4	8,9	21,4	5,4

V - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations 1		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974	37	3	463	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1975	33	4	629	8.986	1.972	8.990	2.601	3.222	357	12.212	2.958
1974 2 ^e trimestre	39	3	380	7.761	2.263	7.764	2.643	3.055	329	10.819	2.972
3 ^e trimestre	37	3	422	8.064	1.902	8.067	2.324	3.003	330	11.070	2.654
4 ^e trimestre	37	4	633	8.948	1.828	8.952	2.461	3.359	348	12.311	2.809
1975 1 ^{er} trimestre	36	4	619	8.600	1.935	8.604	2.554	3.165	339	11.769	2.893
2 ^e trimestre	35	4	626	8.866	1.915	8.870	2.541	3.306	366	12.176	2.907
3 ^e trimestre	35	4	576	8.541	1.823	8.545	2.399	3.015	344	11.560	2.743
4 ^e trimestre	33	4	693	9.935	2.215	9.939	2.908	3.402	380	13.341	3.288
1976 1 ^{er} trimestre	33	3	497	9.824	2.667	9.827	3.164	3.220	378	13.047	3.542
2 ^e trimestre	33	3	512	10.291	2.654	10.294	3.166	3.020	395	13.314	3.561
1975 Août	35	4	540	7.598	1.572	7.602	2.112	2.685	309	10.287	2.421
Septembre	35	4	589	8.955	1.773	8.959	2.362	3.170	347	12.129	2.709
Octobre	35	4	752	10.142	2.463	10.146	3.215	3.533	391	13.679	3.606
Novembre	35	3	678	8.597	1.863	8.600	2.541	2.869	329	11.469	2.870
Décembre	33	4	648	11.065	2.319	11.069	2.967	3.805	421	14.874	3.388
1976 Janvier	33	4	586	10.080	2.261	10.084	2.847	3.272	378	13.356	3.225
Février	33	3	467	8.934	2.530	8.937	2.997	3.072	352	12.009	3.349
Mars	33	3	439	10.459	3.210	10.462	3.649	3.313	404	13.775	4.053
Avril	33	4	492	10.172	2.739	10.176	3.231	3.249	372	13.425	3.603
Mai	33	3	584	9.920	2.429	9.923	3.013	2.899	391	12.822	3.404
Juin	33	3	460	10.779	2.794	10.782	3.254	2.911	423	13.693	3.677
Juillet	33	3	414	9.988	2.663	9.991	3.077	2.801	387	12.792	3.464
Août	33	3	351	9.516	2.673	9.519	3.024	2.512	388	12.031	3.412

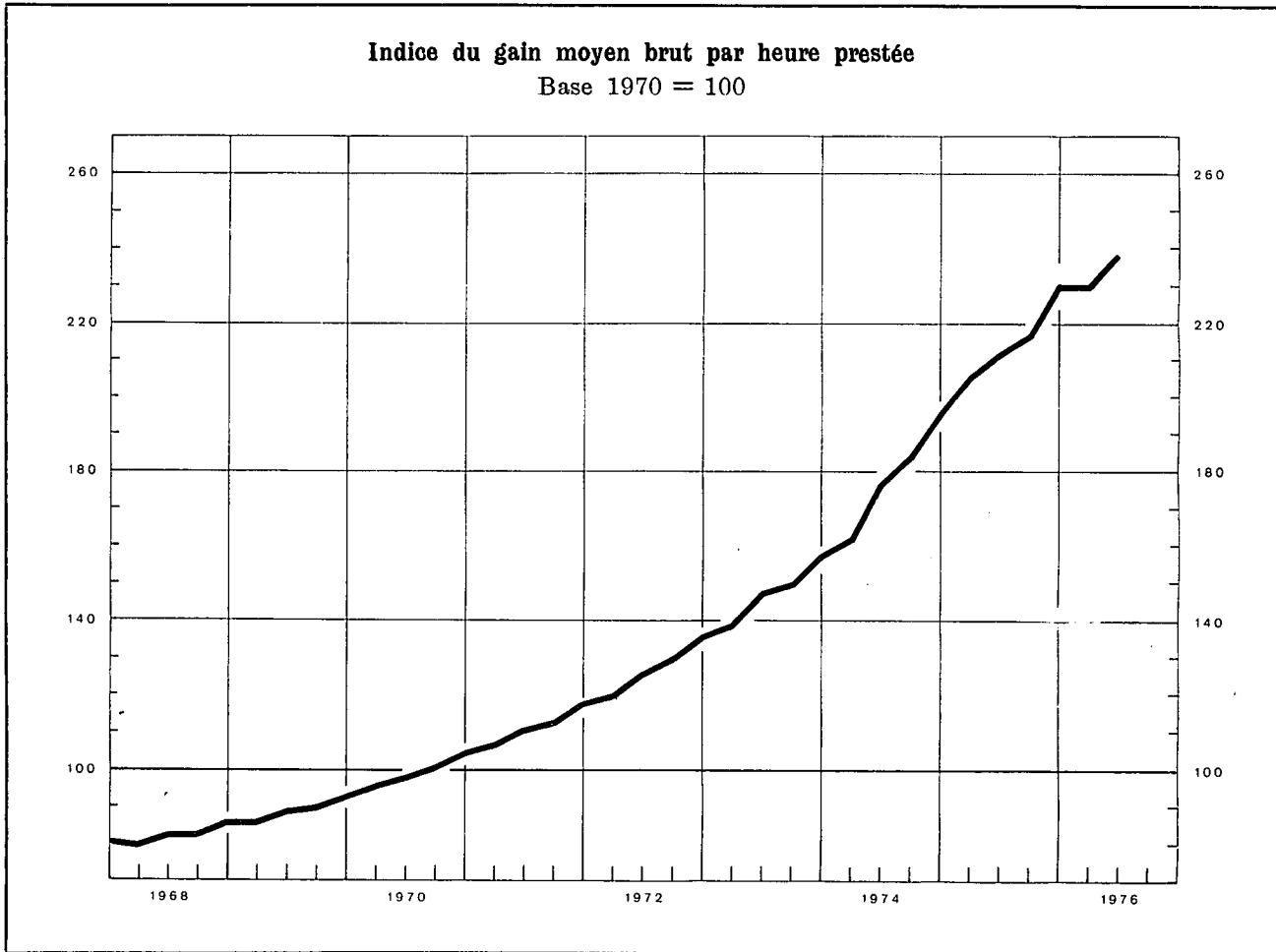
1 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle*

du trafic international des ports (I.N.S.). — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Eurostat (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices base 1970 = 100

Sources :	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels ³			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type 1		Salaire-coût horaire 2	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufac- turières	Indice général	dont : Industries manufac- turières
	B.N.B.		I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail				
1968	83	84	83	81	83,9	84,5	87,6	85,9
1969	89	90	90	88	90,6	91,9	92,7	90,6
1970	100	100	100	100	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	112	112	112	113	111,2	111,1	110,0	108,7
1972	128	125	127	131	126,1	125,7	122,1	118,2
1973	149	143	146	151	145,8	147,0	138,8	131,9
1974	180	173	178	182	176,6	177,8	166,1	158,0
1975	216	205	214	223	210,9	210,5	196,1	187,6
1974 Juin	177	168	175	179	172,1	173,3	160,8	151,2
Septembre	184	178	185	186	182,4	183,7	171,8	161,6
Décembre	196	187	193	198	191,3	192,2	178,9	171,3
1975 Mars	206	196	204	212	200,5	200,7	187,3	180,9
Juin	212	202	211	219	207,6	207,4	192,2	184,6
Septembre	216	206	217	223	213,2	212,6	198,9	188,8
Décembre	230	216	226	236	222,1	221,1	205,9	195,9
1976 Mars	p 230	p 220	p 232	p 234	228,5	227,3	210,4	199,9
Juin	p 238	p 224	p 237	p 244	233,3	232,0	215,1	203,9

* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1963 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 1,818; salaire horaire type - ouvrier qualifié : 1,745 - ouvrier non qualifié : 1,822; salaire-coût horaire : 1,981.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût

horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

³ Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1978 octobre	1974 avril	1974 octobre	1975 avril	1975 octobre
<i>Industries extractives</i> ¹ :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond)	140,51	156,12	169,25	188,47	204,33
Préparation du charbon (ouvriers de la surface)	103,50	115,10	126,29	146,43	160,09
Total des industries extractives	123,23	137,36	149,87	168,74	183,57
<i>Industries manufacturières</i> ² :					
Cokeries	120,40	137,07	149,34	168,04	
Raffinage de pétrole	158,29	174,09	190,20	214,66	
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	149,42	168,15	175,63	192,41	
Production et première transformation des métaux	128,05	146,79	162,63	170,09	
Industrie des produits minéraux non métalliques	103,28	116,79	129,20	142,72	
Industrie chimique	111,32	129,29	139,94	156,82	
Production de fibres artificielles et synthétiques	114,18	130,07	141,15	155,88	
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	102,41	112,58	128,28	137,83	
Construction de machines et de matériel mécanique	107,99	118,19	133,94	144,31	
Construction de machines de bureau et installations pour le traitement de l'information	91,49	100,12	116,92	128,67	
Construction électrique et électronique	100,59	112,12	126,83	136,69	
Construction d'automobiles et pièces détachées	120,08	131,71	146,54	159,92	
Construction d'autre matériel de transport	115,78	128,62	144,76	161,70	
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	91,43	101,77	117,18	124,85	
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	91,23	100,78	114,63	126,19	
Industrie textile	85,20	93,87	107,06	116,67	
Industrie du cuir	82,04	89,51	98,11	109,63	
Industrie des chaussures et de l'habillement	68,32	77,97	85,44	97,29	
Industrie du bois et du meuble en bois	88,45	99,16	115,35	126,93	
Industrie du papier, imprimerie et édition	101,94	112,90	129,86	144,55	
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	97,89	110,87	122,94	132,60	
Total des industries manufacturières	99,83	111,45	125,28	136,52	144,32
dont : hommes	108,51	121,00	136,00	147,46	155,79
femmes	74,54	83,76	94,20	104,83	111,06
<i>Bâtiment et génie civil</i> ¹	103,26	114,64	130,07	144,35	150,55
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total ²	101,33	112,97	127,01	139,05	146,85

¹ Hommes seulement.

² Hommes et femmes.

VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYES DANS L'INDUSTRIE ¹

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1973 octobre	1974 avril	1974 octobre	1975 avril	1975 octobre
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides	30.708	34.166	38.503	42.401	
Total des industries extractives	29.759	33.024	37.082	40.773	44.888
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries	31.157	34.602	38.817	42.088	
Raffinage de pétrole	35.352	39.894	42.787	49.318	
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	35.757	40.091	44.027	48.461	
Production et première transformation des métaux	31.502	34.226	39.533	42.028	
Industrie des produits minéraux non métalliques	26.645	29.367	32.415	35.268	
Industrie chimique	29.434	32.963	35.982	39.634	
Production de fibres artificielles et synthétiques	36.399	39.970	42.932	46.486	
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	26.085	28.777	32.639	34.713	
Construction de machines et de matériel mécanique	27.431	30.013	33.846	36.025	
Construction de machines de bureau et installations pour le traite- ment de l'information	21.672	24.658	29.143	—	
Construction électrique et électronique	26.839	28.736	33.627	35.730	
Construction d'automobiles et pièces détachées	29.853	31.700	35.001	37.992	
Construction d'autre matériel de transport	28.493	31.212	35.205	38.024	
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	26.496	28.284	31.603	33.996	
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	24.906	26.661	29.750	32.233	
Industrie textile	23.792	26.481	28.878	31.424	
Industrie du cuir	23.925	27.046	30.286	32.270	
Industrie des chaussures et de l'habillement	19.728	21.867	23.940	26.240	
Industrie du bois et du meuble en bois	22.551	25.102	27.635	30.366	
Industrie du papier, imprimerie et édition	25.609	27.901	31.626	34.353	
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	26.506	29.206	31.900	34.350	
Total des industries manufacturières	26.953	29.458	33.097	35.741	38.161
dont : hommes	29.972	32.706	36.761	39.583	42.270
femmes	17.078	18.839	21.112	23.173	24.722
Bâtiment et génie civil	25.338	27.766	31.041	33.933	35.935
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total	26.802	29.302	32.903	35.573	37.957

¹ Hommes et femmes.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service mensuel de Conjoncture de Forvain*. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. —

Statistiques économiques belges 1960-1970. — *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « Indice des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».

VII. — INDICES DE PRIX

1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2 3	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
					général	combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement
1968	88,4	88,5	87,4	85,9	88,1	90,2	99,5	80,3
1969	95,4	96,3	94,1	91,9	95,3	90,1	98,4	97,6
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	93,9	91,2	101,2	103,0	100,6	111,2	105,2	88,4
1972	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1974	233,8	177,5 ⁴ 205,9 ⁵	285,4	278,5	288,6	410,5	198,5	224,3
1975	199,5	185,7	259,9	229,4	273,3	440,5	186,0	168,0
1974 2 ^o trimestre	238,3	173,7 ⁶ 196,8 ⁷	296,1	257,9	313,0	438,8	208,9	252,0
3 ^o trimestre	223,4	204,6	289,8	278,6	294,8	438,3	189,0	219,5
4 ^o trimestre	218,8	210,1	298,7	339,1	281,1	440,7	169,6	194,3
1975 1 ^{er} trimestre	196,7	187,2	278,4	281,0	277,4	444,8	171,6	180,9
2 ^o trimestre	192,1	178,1	258,0	220,1	274,6	437,5	185,8	174,0
3 ^o trimestre	204,2	192,8	252,7	212,2	270,6	435,7	188,9	164,4
4 ^o trimestre	204,8	184,6	250,3	204,5	270,5	444,2	197,7	152,8
1976 1 ^{er} trimestre	219,8	188,8	261,2	206,7	285,3	462,3	208,7	166,1
2 ^e trimestre	257,6	201,7	274,1	225,1	295,8	461,8	224,4	184,0
1975 Août	210,4	195,8	255,2	219,7	270,9	435,4	188,8	165,5
Septembre	207,0	196,0	250,9	211,7	268,3	435,2	191,8	158,1
Octobre	204,7	190,8	248,1	208,0	265,9	436,1	192,3	151,5
Novembre	202,8	181,0	247,9	204,4	267,0	437,0	197,6	150,7
Décembre	206,9	182,0	254,9	200,9	278,8	459,3	203,2	156,1
1976 Janvier	213,1	185,8	257,9	203,9	281,7	459,4	208,7	160,3
Février	218,4	189,5	261,1	204,6	286,1	463,8	209,3	166,6
Mars	228,1	191,2	264,6	211,7	287,9	463,8	208,3	171,4
Avril	244,6	195,6	269,3	215,9	292,9	464,0	212,7	180,9
Mai	257,9	200,4	274,5	228,0	295,1	460,8	221,6	184,3
Juin	270,4	208,8	278,6	231,2	299,5	460,6	238,8	186,7
Juillet	274,9	212,2	281,7	230,4	304,2	461,4	252,1	190,5
Août	262,5	199,7	278,7	223,9	302,8	462,3	247,8	188,5

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

² Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

³ Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie.

⁴ Moyenne de janvier à mai 1974.

⁵ Moyenne de juin à décembre 1974.

⁶ Moyenne d'avril-mai 1974.

⁷ Mois de juin 1974.

VII - 2. — INDICES DU HAMBURGISCHES WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV PAR PRODUIT ¹

Base 1970 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
	Céréales	Denrées coloniales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
						Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caout- chouc	Sidé- rurgie	Métaux non- ferreux
1968	103,5	70,7	94,2	92,0	93,2	66,0	99,5	107,9	88,8	80,4	80,6	108,2	65,2	87,3
1969	97,7	88,2	90,9	92,8	93,7	66,8	98,9	102,3	101,6	88,7	92,3	123,8	89,3	100,3
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	101,8	100,8	99,4	110,6	112,1	110,5	111,7	105,3	112,4	107,6	101,1	82,2	86,2	84,9
1972	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1974	253,8	340,6	268,5	177,9	174,5	220,9	483,9	209,9	167,7	186,4	265,3	177,5	270,1	183,9
1975	220,8	263,3	175,0	196,0	199,9	232,0	520,8	176,7	150,2	235,4	239,3	145,1	182,3	128,4
1974 2 ^e trimestre	251,4	292,2	270,7	184,3	178,2	227,8	520,8	227,9	182,6	191,2	274,3	187,2	289,0	230,1
3 ^e trimestre	245,0	347,7	268,2	171,9	171,5	226,2	520,0	192,0	175,8	191,2	264,0	155,3	285,1	168,3
4 ^e trimestre	265,0	474,5	261,8	172,3	179,2	235,1	519,7	166,0	120,7	203,6	257,6	135,2	248,4	140,2
1975 1 ^{er} trimestre	238,1	364,3	203,4	192,8	197,8	255,9	517,5	161,2	94,9	236,6	263,6	138,5	196,7	138,6
2 ^e trimestre	212,1	240,9	172,9	215,1	210,5	227,4	518,3	174,6	164,6	236,8	250,9	138,4	193,3	130,7
3 ^e trimestre	215,4	232,6	170,4	184,6	191,3	222,9	517,6	179,6	167,8	234,0	230,5	154,5	177,7	125,5
4 ^e trimestre	217,4	214,9	153,2	191,5	200,2	221,7	529,6	191,4	173,6	234,0	212,2	148,9	161,6	118,7
1976 1 ^{er} trimestre	208,4	222,8	148,3	208,9	201,1	213,2	558,3	207,7	168,2	234,0	233,6	173,6	177,3	124,1
2 ^e trimestre	203,6	269,4	148,3	191,9	205,8	213,7	557,4	226,0	208,1	234,0	258,4	195,8	184,9	144,5
1975 Août	219,4	247,7	175,8	177,6	188,8	222,4	517,4	179,9	162,4	234,0	229,0	157,5	177,6	128,2
Septembre	224,8	227,6	168,5	183,4	189,3	221,6	517,4	183,9	165,0	234,0	222,6	146,9	166,6	123,2
Octobre	224,6	219,1	159,9	185,1	197,9	225,0	517,4	184,2	169,1	234,0	207,3	143,2	160,5	119,8
Novembre	218,6	214,2	151,2	191,8	201,9	228,2	517,4	190,1	187,4	234,0	205,0	146,3	159,7	119,2
Décembre	209,1	211,7	148,4	197,4	200,6	211,9	554,6	200,1	164,3	234,0	224,2	157,1	164,5	117,1
1976 Janvier	205,6	217,5	148,4	212,4	200,9	212,5	554,6	207,9	165,5	234,0	225,8	163,8	172,2	119,7
Février	209,0	216,6	148,4	213,3	201,5	213,6	560,1	208,5	167,9	234,0	233,2	175,5	177,8	122,4
Mars	210,7	234,5	148,1	201,3	200,9	213,6	560,1	206,7	171,0	234,0	236,8	181,6	181,9	130,4
Avril	202,8	249,8	144,1	191,9	207,4	214,3	560,1	211,2	190,9	234,0	251,5	184,4	186,5	142,0
Mai	201,4	277,8	145,6	192,8	206,9	213,6	556,0	221,8	210,5	234,0	260,9	194,7	184,1	144,7
Juin	206,8	280,4	155,5	191,0	203,2	213,2	556,0	244,9	222,9	234,0	262,6	208,2	184,0	146,7
Juillet	207,6	274,0	174,2	189,0	201,0	213,2	557,0	264,5	216,3	234,0	263,6	194,3	185,5	157,0
Août	191,5	267,7	170,3	192,0	204,9	214,6	557,8	258,8	211,3	234,0	269,0	193,7	185,9	149,5

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

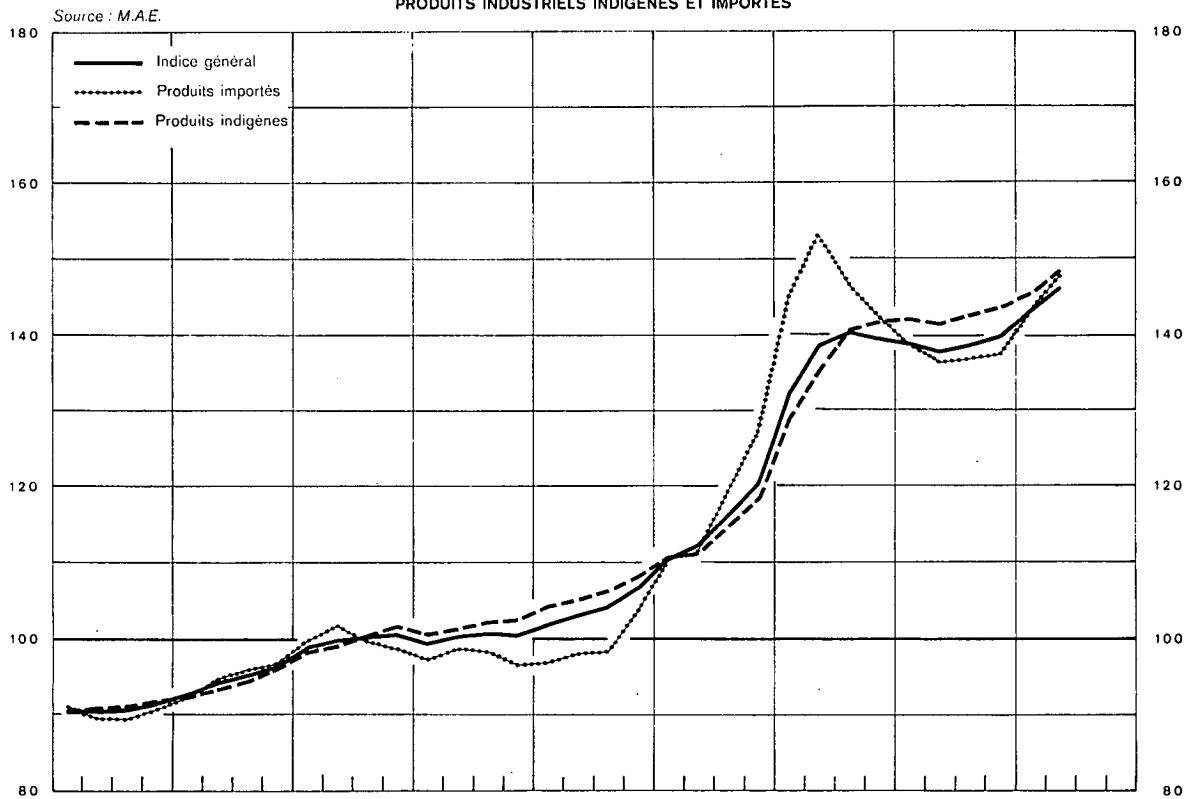
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabrication		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi- produits	produits finis
1968	90,9	90,8	100,2	82,8	91,0	91,2	90,2	92,0	83,3	95,0	96,6	93,7	91,1	90,4	91,4
1969	95,4	98,2	103,7	93,4	94,8	94,3	94,9	93,8	89,0	96,4	98,3	96,2	93,7	96,7	94,2
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 ¹	99,4	95,7	102,2	90,1	100,4	101,9	97,6	103,8	97,5	103,9	98,5	105,1	101,6	98,4	101,1
1972	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0	105,1	102,7	104,6
1973	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6	123,8	117,6	108,1
1974	135,6	127,6	124,5	130,6	137,9	136,8	146,9	152,4	134,2	147,8	121,2	126,2	146,4	147,9	126,8
1975	137,3	131,9	143,5	122,0	138,9	142,6	137,4	169,1	128,9	136,9	131,8	137,1	142,0	141,1	135,6
1974 2 ^e trimestre ..	136,3	127,0	122,8	131,0	138,9	135,5	153,2	149,8	138,0	150,6	118,9	125,6	147,2	153,1	125,5
3 ^e trimestre ..	137,0	124,5	119,7	129,3	140,5	140,8	146,9	160,9	137,6	145,8	122,3	129,1	147,7	148,8	131,0
4 ^e trimestre ..	137,4	129,2	127,1	131,2	139,7	141,9	142,4	164,6	136,3	140,2	127,2	131,5	143,1	145,9	133,6
1975 1 ^{er} trimestre ..	135,7	124,0	136,9	113,1	139,0	142,1	138,9	169,9	132,0	136,0	129,5	134,4	141,7	143,2	134,6
2 ^e trimestre ..	135,4	126,1	142,6	112,4	138,0	141,7	136,4	168,5	129,0	135,2	130,8	135,3	140,1	140,2	135,2
3 ^e trimestre ..	137,9	135,0	143,7	127,4	138,8	142,8	136,8	169,0	127,7	137,4	132,1	137,8	142,5	140,5	135,4
4 ^e trimestre ..	140,2	142,4	150,8	135,1	139,9	143,7	137,6	169,1	126,9	139,1	134,8	140,9	143,6	140,5	137,2
1976 1 ^{er} trimestre ..	143,9	147,9	157,5	139,5	143,1	145,6	143,0	169,4	130,1	142,2	138,7	144,7	148,0	144,9	139,0
2 ^e trimestre ..	146,4	147,6	152,1	143,7	146,3	148,4	147,2	172,3	133,6	146,3	137,2	151,0	152,5	150,4	140,0
1975 Août	138,1	134,6	143,3	127,0	139,1	142,9	137,9	169,9	128,1	137,2	132,1	138,3	143,5	140,8	135,3
Septembre ...	138,9	138,5	146,6	131,4	139,2	143,4	136,7	169,4	127,2	138,3	132,9	139,7	142,7	140,1	136,4
Octobre	139,4	140,8	148,0	134,5	139,2	143,7	136,4	169,3	126,2	139,0	133,6	140,5	142,9	139,7	136,7
Novembre	139,8	141,0	150,4	132,8	139,7	143,6	137,4	169,0	126,4	139,1	135,4	140,5	143,5	140,1	137,2
Décembre	141,5	145,4	154,1	137,3	140,7	143,9	139,0	169,0	128,1	139,1	135,4	141,6	144,4	141,7	137,6
1976 Janvier	142,7	147,3	157,5	138,3	141,7	144,9	140,3	168,9	128,6	141,8	138,5	141,6	145,7	143,2	138,3
Février	143,3	146,9	157,5	137,6	142,6	145,0	142,5	169,1	129,9	141,9	138,8	141,6	147,2	144,7	138,4
Mars	145,8	149,6	157,7	142,5	145,0	147,1	146,0	170,3	131,8	142,9	138,9	151,0	151,1	146,7	140,2
Avril	145,4	145,8	156,1	136,9	145,4	147,1	146,9	171,2	133,3	143,2	137,9	151,0	151,2	148,6	139,9
Mai	145,9	147,4	150,6	144,4	145,7	147,7	146,2	172,7	133,1	144,1	135,7	151,0	151,5	149,3	139,8
Juin	148,1	149,6	149,5	149,7	147,9	150,4	148,5	173,0	134,3	151,5	138,1	151,0	154,7	153,2	140,3
Juillet	147,9	146,2	143,9	148,4	148,5	150,9	149,5	173,8	134,9	154,0	136,3	151,0	155,4	153,7	141,0
Août	148,1	148,3	152,7	144,2	148,3	150,9	147,9	174,0	134,6	153,3	136,7	151,0	154,2	152,9	141,7

¹ Nouvelle série. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

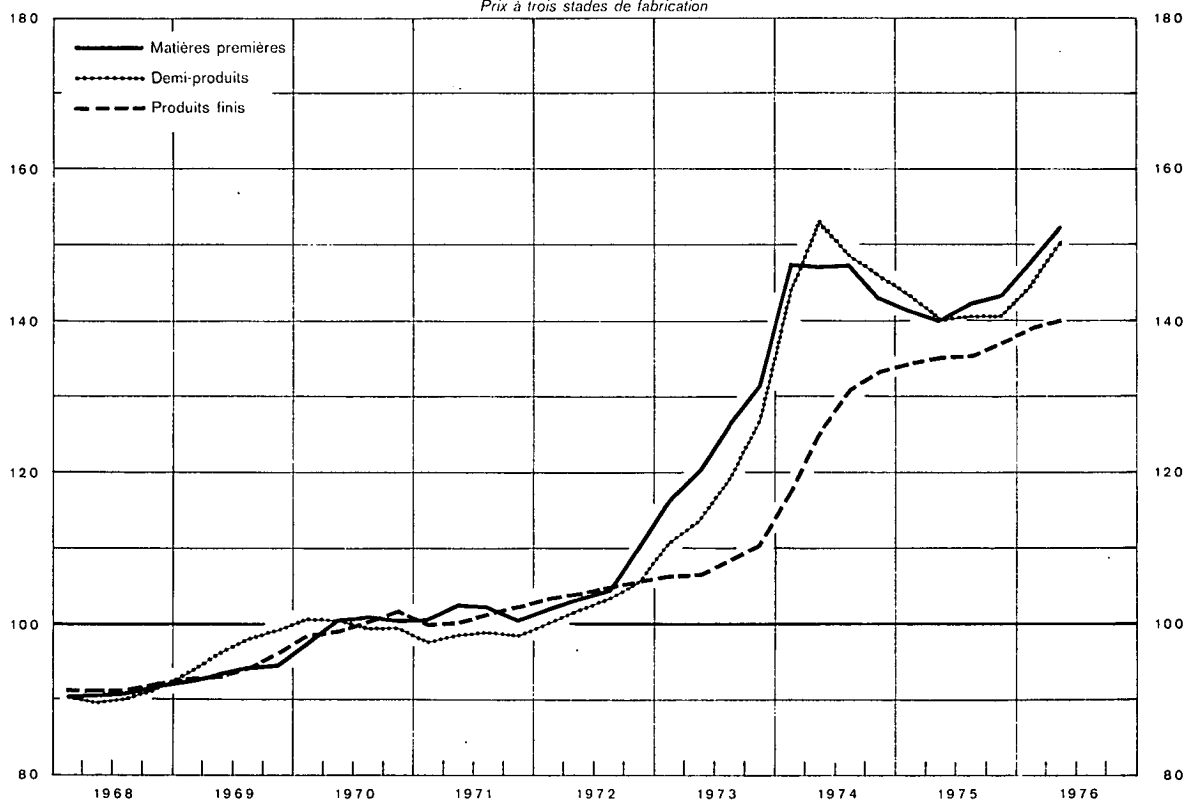
VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES



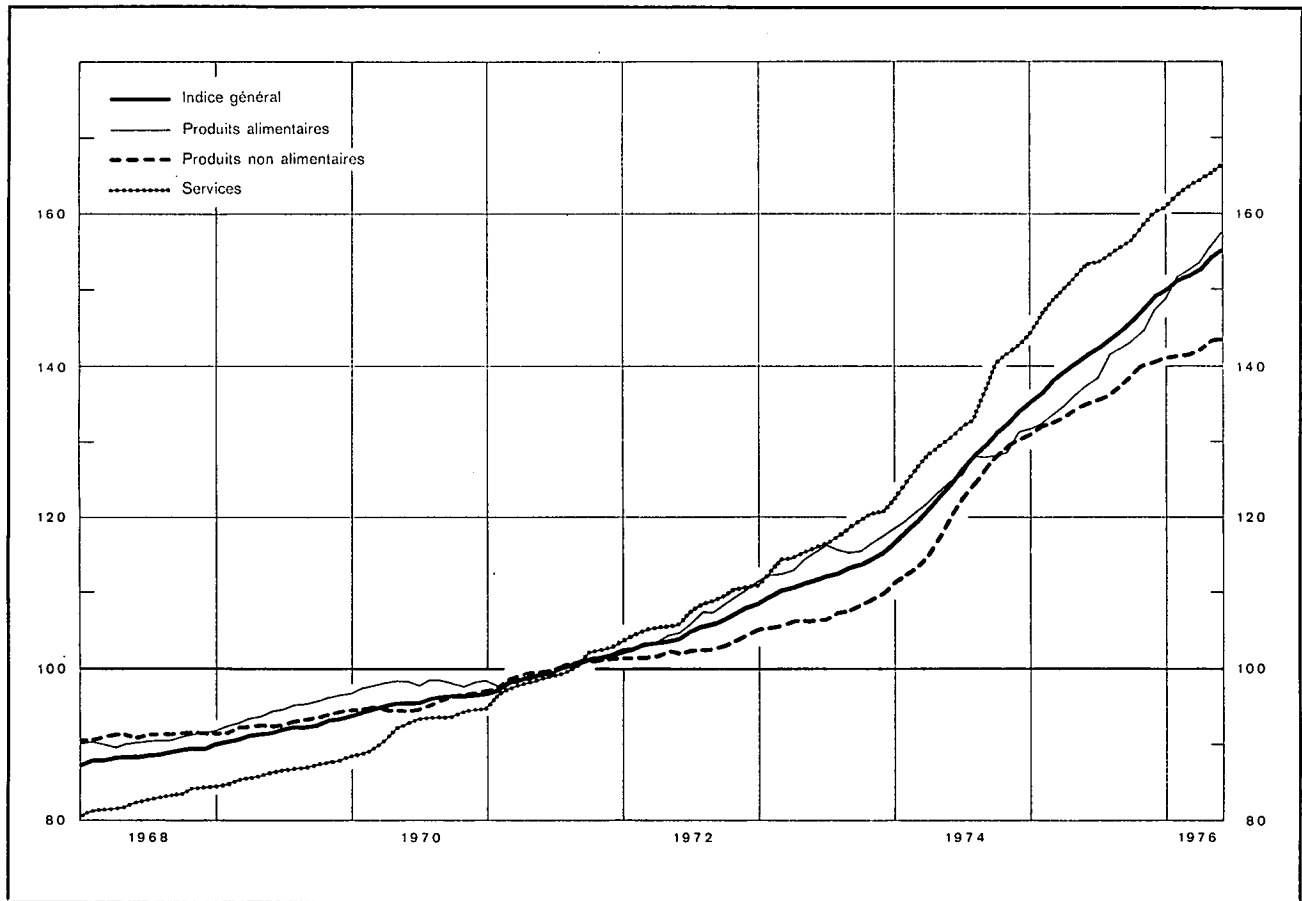
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1971 = 100

Source : M.A.E.



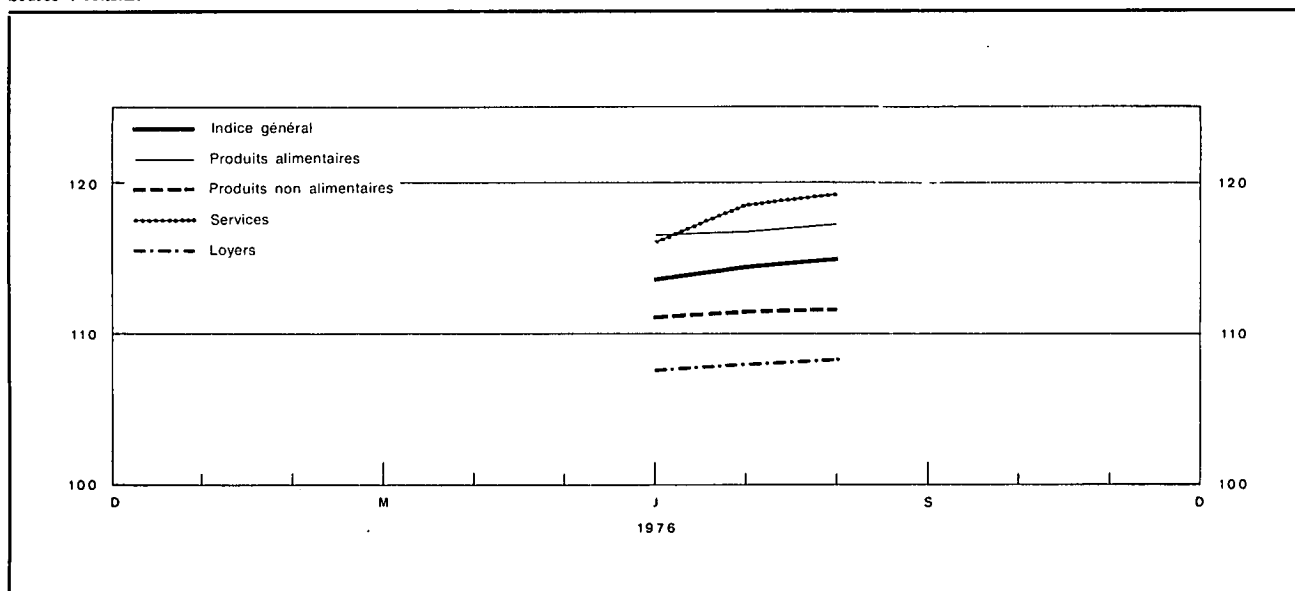
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
Coefficients de pondération en p.c. de l'indice général								
jusque février 1972	100,00		41,56		37,01		21,43	
de mars 1972 à mai 1976	100,00		30,00		40,00		30,00	
1968	88,89		90,64		91,41		82,78	
1969	92,23		94,83		93,18		86,62	
1970	95,84		98,13		95,67		92,69	
1971	100,00		100,00		100,00		100,00	
1972	105,45		106,60		102,80		107,61	
1973	112,78		115,15		107,58		117,28	
1974	127,08		125,94		122,69		134,02	
1975	143,31		140,08		136,55		154,07	
	1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976
1 ^{er} trimestre	137,92	152,05	133,65	152,59	132,82	141,70	148,49	163,41
2 ^e trimestre	141,55		137,35		135,11		152,76	
3 ^e trimestre	144,79		142,36		137,53		155,26	
4 ^e trimestre	148,97		148,95		140,76		159,76	
Janvier	136,59	151,38	132,31	151,75	132,13	141,38	146,75	162,33
Février	138,13	151,90	133,74	152,37	132,89	141,54	148,72	163,55
Mars	139,04	152,87	134,89	153,65	133,43	142,18	149,99	164,36
Avril	140,59	154,27	136,18	155,87	134,50	143,26	151,63	165,27
Mai	141,77	155,40	137,62	157,59	135,08	143,93	153,27	166,54
Juin	142,28		138,26		135,74		153,38	
Juillet	143,65		141,82		136,12		154,31	
Août	144,74		142,14		137,46		155,27	
Septembre	145,98		143,13		139,00		156,21	
Octobre	147,64		144,63		140,34		158,28	
Novembre	149,23		147,33		140,86		160,03	
Décembre	150,03		148,95		141,09		160,97	

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1976 Juin	113,61	116,54	111,07	116,02	107,60
Juillet	114,53 ¹	116,73 ¹	111,48	118,53	107,98
Août	114,97 ¹	117,25 ¹	111,63	119,33	108,44

* Pour passer de cet indice à l'indice base 1971 = 100, le Conseil national du Travail a fixé le coefficient de conversion à 1,37. Ce coefficient de conversion est obligatoirement d'application pour toutes les conventions conclues au sein des Commissions paritaires relatives

à la liaison à l'indice des prix à la consommation des salaires conventionnels.

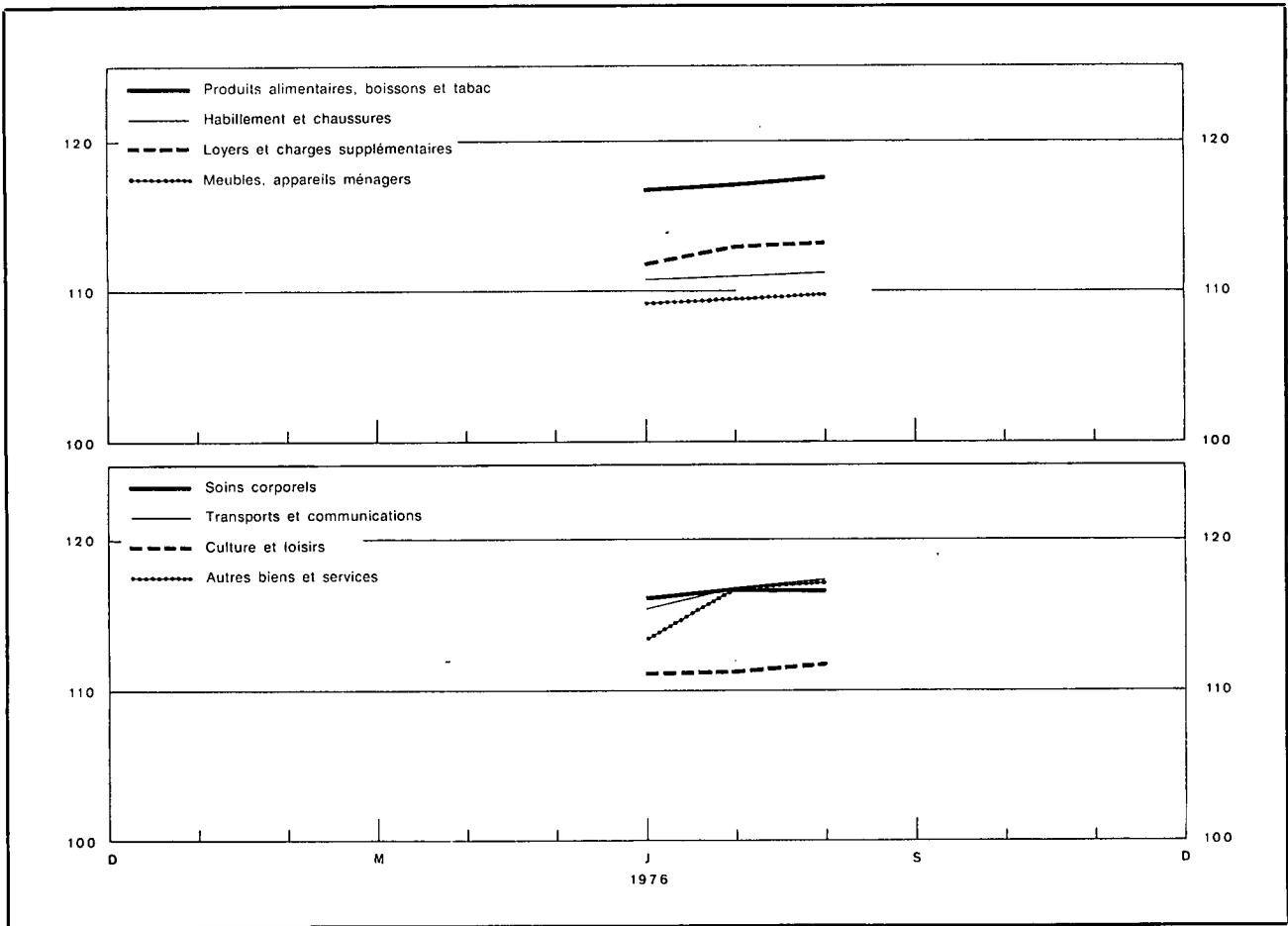
¹ A l'exclusion de l'évolution du prix des fruits frais, légumes frais et pommes de terre.

VII - 4c. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1976 Juin	113,61	116,83	110,74	111,85	109,23	116,18	115,43	111,12	113,45
Juillet	114,53 ¹	117,06 ¹	111,01	112,98	109,48	116,65	116,78	111,30	116,74
Août	114,97 ¹	117,57 ¹	111,20	113,32	109,81	116,63	117,43	111,81	117,26

* Pour passer de cet indice à l'indice base 1971 = 100, le Conseil national du Travail a fixé le coefficient de conversion à 1,37. Ce coefficient de conversion est obligatoirement d'application pour toutes les conventions conclues au sein des Commissions paritaires relatives

à la liaison à l'indice des prix à la consommation des salaires conventionnels.

¹ A l'exclusion de l'évolution du prix des fruits frais, légumes frais et pommes de terre.

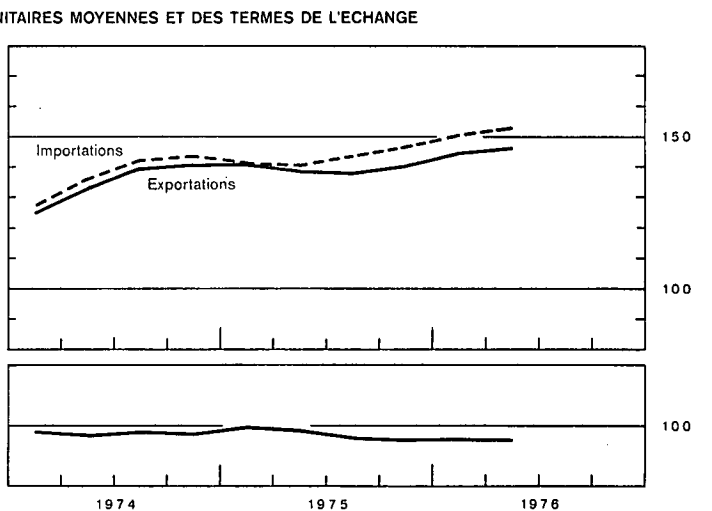
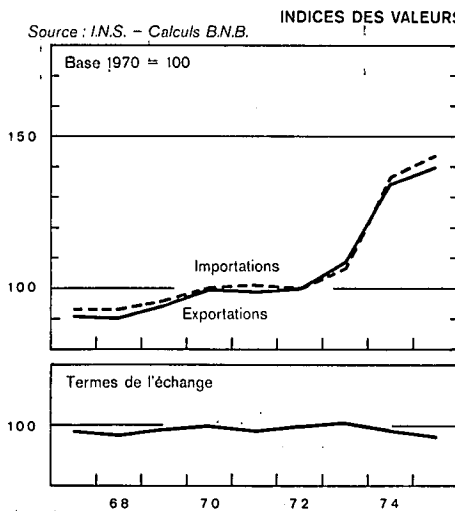
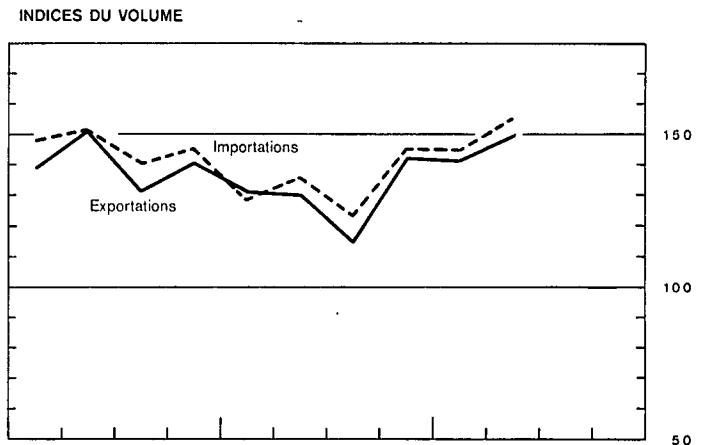
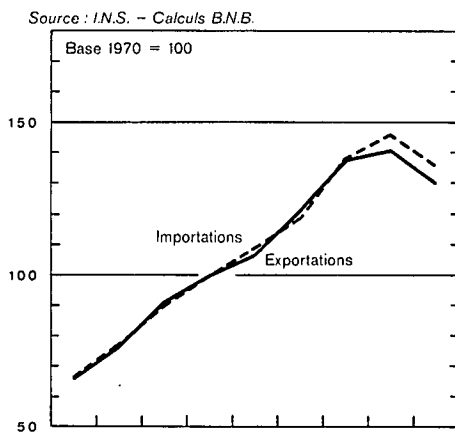
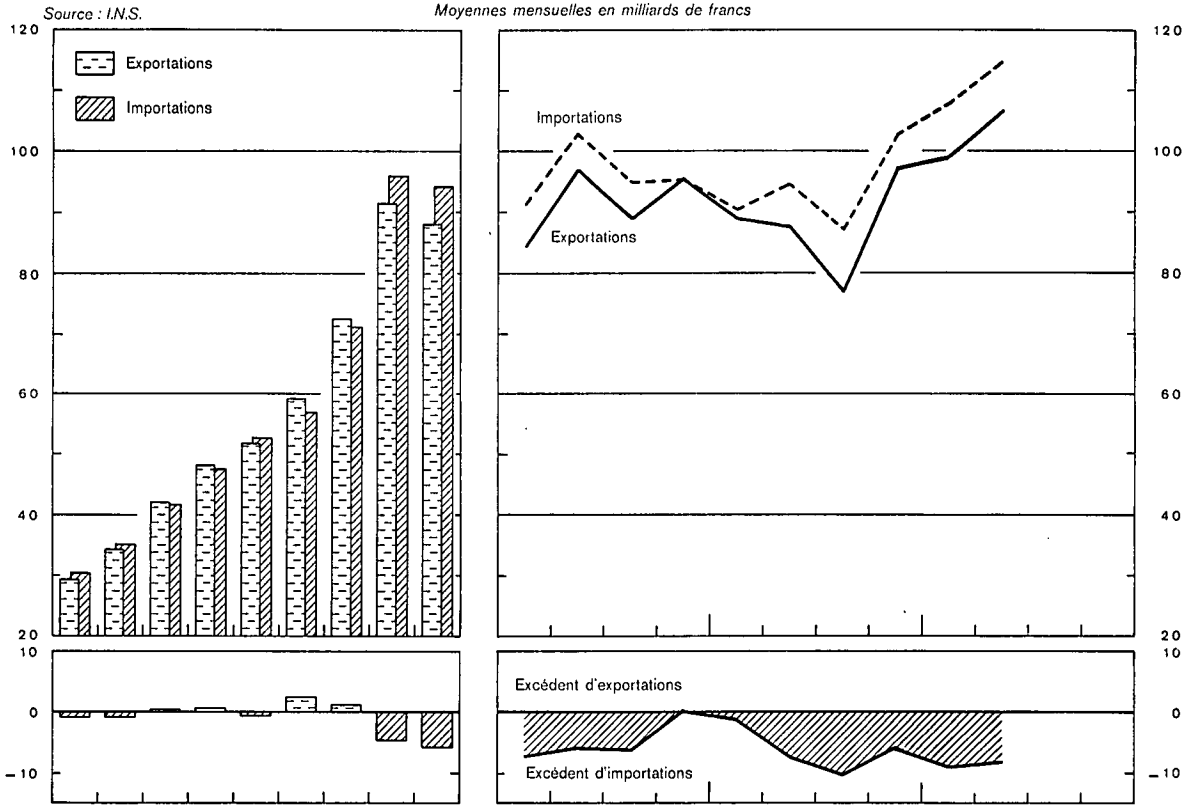
Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*.

— *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs : B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1970 = 100				des termes de l'échange ¹
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1968	35,0	34,0	- 1,0	97	77,2	76,9	93,0	90,4	97,2
1969	41,8	42,0	+ 0,2	101	89,9	91,2	95,6	94,7	99,1
1970	47,6	48,3	+ 0,7	102	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973	71,3	72,5	+ 1,2	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1974	96,7	91,6	- 5,1	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1975	93,9	88,1	- 5,8	94	136,1	129,9	144,4	139,8	96,8
1974 2 ^e trimestre	102,9	97,2	- 5,7	94	152,2	151,9	136,9	133,2	97,3
3 ^e trimestre	95,1	88,9	- 6,2	93	141,4	132,2	142,7	139,9	98,0
4 ^e trimestre	97,6	96,1	- 1,5	99	145,7	141,2	144,0	140,7	97,7
1975 1 ^{er} trimestre	90,4	89,3	- 1,1	99	128,9	131,7	142,0	141,7	99,8
2 ^e trimestre	94,8	87,9	- 6,9	93	136,1	130,4	141,4	139,5	98,7
3 ^e trimestre	87,5	77,6	- 9,9	89	123,8	115,2	144,0	138,6	96,3
4 ^e trimestre	103,1	97,5	- 5,6	95	145,8	142,5	147,0	140,5	95,6
1976 1 ^{er} trimestre	108,5	99,6	- 8,9	92	144,9	140,9	150,8	144,6	95,9
2 ^e trimestre	114,9	107,0	- 7,9	93	156,4	149,9	153,5	146,8	95,6
1975 6 premiers mois	92,6	88,6	- 4,0	96	132,5	131,1	141,7	140,6	99,2
7 premiers mois	91,6	87,8	- 3,8	96					
8 premiers mois	89,8	84,8	- 5,0	94					
9 premiers mois	90,9	85,0	- 5,9	94	129,6	125,8	142,5	139,9	98,2
10 premiers mois	92,9	86,4	- 6,5	93					
11 premiers mois	93,3	87,1	- 6,2	93					
12 mois	93,9	88,1	- 5,8	94	136,1	129,9	144,4	139,8	96,8
1976 1 ^{er} mois	104,2	90,2	- 14,0	87					
2 premiers mois	103,2	92,8	- 10,4	90					
3 premiers mois	108,5	99,6	- 8,9	92	144,9	140,9	150,8	144,6	95,9
4 premiers mois	111,0	100,9	- 10,1	91					
5 premiers mois	111,2	101,2	- 10,0	91					
6 premiers mois	111,7	103,3	- 8,4	92	150,7	145,4	152,2	145,7	95,7

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$

N. B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Mater. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1975	25,72	10,32	8,64	11,97	3,91	5,25	3,18	4,08	3,41	2,04	1,91	1,01	0,53	0,92	0,38	0,33	0,36	0,17	0,22	0,11	3,62	88,08
1974 2 ^e trimestre	24,68	14,85	9,96	14,59	8,09	4,42	3,08	2,23	3,40	2,62	2,12	1,24	0,68	0,87	0,41	0,37	0,31	0,12	0,23	0,13	3,20	97,60
3 ^e trimestre	20,59	14,32	7,96	13,76	6,00	4,56	2,96	4,00	3,23	1,81	1,71	1,21	0,55	0,73	0,38	0,32	0,35	0,14	0,22	0,16	3,43	88,40
4 ^e trimestre	24,54	16,15	9,44	12,91	5,53	4,75	2,85	3,52	3,35	2,49	1,98	1,20	0,64	0,90	0,40	0,35	0,36	0,24	0,21	0,12	3,57	95,49
1975 1 ^{er} trimestre	24,25	13,46	9,93	12,13	4,04	5,17	2,81	3,15	3,57	2,07	1,86	1,07	0,54	0,88	0,36	0,32	0,38	0,22	0,20	0,12	3,57	89,11
2 ^e trimestre	26,43	10,83	8,42	11,82	3,88	4,61	2,72	3,65	3,56	1,94	1,96	0,95	0,54	0,96	0,40	0,34	0,38	0,20	0,23	0,11	3,55	87,49
3 ^e trimestre	23,24	7,82	7,57	10,85	3,20	4,63	2,82	3,96	3,15	1,90	1,58	0,89	0,48	0,84	0,34	0,29	0,28	0,12	0,21	0,11	3,23	77,52
4 ^e trimestre	28,78	9,36	9,63	13,14	4,49	6,34	3,90	5,54	3,34	2,26	2,23	1,13	0,57	1,00	0,42	0,35	0,39	0,14	0,23	0,11	4,09	97,45
1976 1 ^{er} trimestre	31,14	10,24	10,08	13,92	3,87	5,84	3,80	3,49	3,53	2,42	1,99	1,16	0,60	1,00	0,36	0,34	0,34	0,14	0,24	0,09	4,56	99,15
2 ^e trimestre	33,75	11,33	10,18	14,87	5,13	5,54	4,39	3,46	4,19	2,52	2,16	1,34	0,66	0,97	0,47	0,42	0,31	0,13	0,30	0,16	4,70	106,98
1975 6 premiers mois	25,34	12,15	8,67	11,97	3,96	4,89	2,76	3,40	3,56	2,00	1,91	1,01	0,54	0,92	0,38	0,33	0,38	0,21	0,22	0,11	3,57	88,30
7 premiers mois	25,16	11,77	8,52	11,84	3,88	4,76	2,45	3,73	3,53	2,00	1,85	0,99	0,54	0,91	0,38	0,32	0,37	0,20	0,22	0,11	3,51	87,03
8 premiers mois	24,31	11,04	8,17	11,54	3,73	4,71	2,79	3,76	3,44	1,94	1,77	0,96	0,51	0,89	0,37	0,32	0,35	0,19	0,21	0,11	3,42	84,53
9 premiers mois	24,64	10,71	8,31	11,60	3,71	4,80	2,78	3,59	3,42	1,97	1,80	0,97	0,52	0,89	0,37	0,32	0,35	0,18	0,22	0,11	3,46	84,71
10 premiers mois	25,11	10,57	8,50	11,78	3,76	4,97	3,03	3,84	3,42	2,01	1,85	0,99	0,53	0,92	0,37	0,32	0,35	0,17	0,23	0,11	3,50	86,33
11 premiers mois	25,34	10,37	8,56	11,81	3,82	5,16	3,19	3,99	3,39	2,02	1,86	1,00	0,53	0,98	0,37	0,33	0,36	0,17	0,23	0,11	3,52	87,03
12 mois	25,72	10,32	8,64	11,97	3,91	5,25	3,18	4,08	3,41	2,04	1,91	1,01	0,53	0,92	0,38	0,33	0,36	0,17	0,22	0,11	3,62	88,08
1976 1 ^{er} mois	26,96	9,88	8,51	13,31	3,39	5,45	3,13	3,84	3,67	2,16	1,69	1,04	0,47	0,90	0,34	0,30	0,32	0,16	0,20	0,09	4,55	89,86
2 premiers mois	28,57	9,74	9,06	13,41	3,46	5,40	3,58	3,65	3,35	2,20	1,82	1,09	0,49	0,90	0,33	0,31	0,28	0,15	0,22	0,08	4,25	92,34
3 premiers mois	31,14	10,24	10,08	13,92	3,87	5,84	3,80	3,49	3,53	2,42	1,99	1,16	0,60	1,00	0,36	0,34	0,34	0,14	0,24	0,09	4,56	99,15
4 premiers mois	31,88	10,55	10,11	14,15	4,13	5,86	3,77	3,00	3,64	2,43	2,05	1,20	0,61	0,99	0,38	0,36	0,34	0,13	0,26	0,11	4,53	100,47
5 premiers mois	32,05	10,59	10,18	14,07	4,27	5,67	3,94	2,85	3,73	2,42	2,07	1,22	0,63	0,99	0,40	0,37	0,33	0,13	0,26	0,11	4,61	100,88
6 premiers mois	32,55	10,83	10,13	14,46	4,50	5,70	4,10	3,48	3,87	2,46	2,05	1,25	0,63	0,98	0,42	0,38	0,32	0,13	0,27	0,12	4,63	103,30

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers ¹	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits					alimentaires		autres	
													liquides	autres								produits animaux	produits végétaux		
1968	23,12	8,18	1,80	2,23	1,90	0,40	0,24	0,35	0,15	0,54	0,16	1,71	0,56	1,00	1,83	0,60	1,47	7,23	1,03	1,42	0,71	4,07	4,28	0,09	34,72
1969	27,94	10,15	2,03	2,54	2,41	0,52	0,30	0,43	0,17	0,68	0,24	2,01	0,47	1,19	2,20	0,78	1,82	8,53	1,15	1,60	0,85	4,93	5,10	0,05	41,62
1970	31,15	11,99	1,93	3,11	1,60	0,51	0,28	0,51	0,18	0,82	0,28	2,20	0,56	1,50	2,53	1,00	2,15	9,42	1,32	1,75	0,97	5,38	6,71	0,06	47,34
1971	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972	36,02	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	3,37	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	57,24
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,78	1,49	9,73	9,50	0,28	71,06
1974	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,13	1,97	11,77	11,98	0,72	96,19
1975	58,95	17,03	2,42	5,91	3,08	0,91	0,35	0,92	0,28	2,05	0,51	6,97	2,73	3,43	5,83	1,89	4,64	21,27	2,73	3,74	1,95	12,85	12,46	1,25	93,93
1974 2 ^e trimestre ..	69,34	21,82	3,53	5,51	4,98	1,31	0,48	1,08	0,24	2,17	0,62	6,04	3,45	2,97	8,12	1,93	5,04	19,34	2,50	3,11	1,93	11,80	12,91	0,66	102,25
3 ^e trimestre ..	64,42	17,56	2,63	5,31	2,74	0,96	0,33	1,23	0,24	2,05	0,62	9,49	3,52	3,69	7,54	1,82	4,69	18,46	2,17	3,13	1,80	11,36	11,06	0,70	94,64
4 ^e trimestre ..	65,12	18,91	2,37	6,35	2,60	0,92	0,35	1,23	0,27	2,12	0,63	8,63	3,27	3,72	6,68	1,94	5,13	19,73	2,39	3,54	2,00	11,80	12,55	0,76	98,16
1975 1 ^{er} trimestre ..	54,11	16,11	2,49	5,94	2,58	0,84	0,41	1,03	0,27	1,83	0,53	5,70	1,44	3,54	5,10	1,93	4,37	20,14	2,49	3,10	2,00	12,55	11,44	1,26	86,95
2 ^e trimestre ..	57,08	17,24	2,40	5,55	3,21	0,94	0,36	0,94	0,30	2,11	0,53	6,28	1,73	3,42	5,39	1,96	4,74	20,67	2,67	3,70	1,89	12,41	12,31	1,42	91,48
3 ^e trimestre ..	52,24	14,77	2,10	5,17	2,58	0,79	0,28	0,76	0,24	1,90	0,44	7,59	1,90	2,60	4,39	1,67	4,62	20,27	2,49	3,50	1,86	12,41	10,85	1,47	84,83
4 ^e trimestre ..	65,41	18,95	2,69	6,84	3,80	1,07	0,35	0,93	0,29	2,18	0,52	8,05	2,89	3,64	6,70	1,90	4,61	22,94	3,16	4,25	2,10	13,43	13,92	0,82	103,09
1976 1 ^{er} trimestre ..	65,82	20,51	3,25	5,91	4,27	1,19	0,48	1,09	0,33	2,08	0,61	5,90	2,34	4,06	7,11	1,89	4,80	25,35	3,26	4,05	2,32	15,72	12,14	1,19	104,50
2 ^e trimestre ..	75,27	23,99	3,54	5,96	4,83	1,28	0,50	1,21	0,30	2,31	0,53	7,92	4,27	4,01	7,76	2,01	4,85	25,68	3,30	4,60	2,15	15,63	12,65	1,26	114,86

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1974			1975				1976	
									2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	93,0	95,5	100,0	100,7	97,5	106,0	148,4	152,3	149,2	156,2	157,4	150,9	149,0	152,1	155,1	159,0	163,1
Biens de consommation ...	93,8	96,6	100,0	101,7	104,3	109,4	120,9	131,1	118,6	122,0	127,1	127,8	127,9	131,8	134,9	137,8	137,8
Biens d'équipement	92,0	96,1	100,0	104,3	107,0	110,4	118,0	130,4	116,9	120,3	121,2	125,8	128,6	132,2	133,3	136,8	136,9
Ensemble ...	93,0	95,6	100,0	101,2	100,1	107,1	136,9	144,4	136,9	142,7	144,0	142,0	141,4	144,0	147,0	150,8	153,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	75,7	83,4	100,0	95,4	94,2	109,2	149,8	143,8	144,9	156,5	165,1	153,3	144,1	137,4	133,2	138,6	147,8
Fabrications métalliques ...	91,1	94,0	100,0	103,1	105,4	109,6	124,3	139,3	121,9	126,9	130,5	137,2	136,9	139,0	143,1	145,7	148,5
Métaux non ferreux	85,2	93,9	100,0	79,9	75,6	93,7	129,6	94,7	144,3	129,0	116,8	97,6	92,8	95,4	93,8	94,2	102,1
Textiles	99,4	100,8	100,0	98,5	101,7	108,6	126,7	126,7	127,6	129,2	131,2	129,6	125,4	126,7	125,6	128,3	128,5
Produits chimiques	98,9	99,6	100,0	98,7	97,9	101,7	141,2	145,6	141,5	148,1	144,7	149,8	147,8	140,9	142,0	151,9	152,7
Industrie houillère	60,0	67,2	100,0	89,8	80,8	79,8	118,8	146,4	111,0	114,0	144,3	163,2	116,3	153,0	153,1	162,4	176,4
Industrie pétrolière	107,1	103,2	100,0	111,6	107,6	118,6	218,8	260,6	184,8	256,4	244,9	225,1	254,9	268,2	282,9	298,4	302,0
Verres et glaces	107,4	106,6	100,0	99,6	97,3	101,9	110,1	118,9	108,0	112,3	115,4	116,8	119,6	119,0	120,2	120,0	120,6
Produits agricoles	94,8	104,6	100,0	105,3	111,0	120,7	126,0	133,8	125,9	121,7	126,9	130,4	132,8	135,3	141,1	147,3	143,8
Ciments	100,9	92,9	100,0	112,9	119,6	124,7	155,5	157,4	150,5	167,8	166,5	158,3	160,0	163,4	160,5	166,4	166,5
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	100,6	98,4	100,0	100,1	102,1	105,7	117,9	133,9	111,0	119,2	125,3	129,6	134,2	135,2	137,2	142,9	143,8
Carrières	91,7	95,8	100,0	104,6	107,1	111,1	124,8	136,0	121,2	128,1	132,7	131,5	133,9	138,5	146,8	144,2	142,5
Céramiques	94,6	93,6	100,0	110,6	117,7	127,6	150,1	176,7	148,5	157,5	160,8	171,9	173,4	176,7	175,0	186,2	184,3
Bois et meubles	93,8	95,5	100,0	99,6	103,0	110,8	128,1	136,0	126,9	131,2	134,0	134,4	134,6	136,4	139,0	137,8	141,0
Peaux, cuirs et chaussures .	92,8	103,4	100,0	96,1	106,4	119,1	116,0	118,0	117,8	126,6	116,7	118,1	113,3	119,6	120,4	128,3	139,9
Papier et livres	94,7	96,6	100,0	102,2	99,9	104,8	137,7	148,9	131,1	147,9	152,7	152,3	150,8	147,8	148,0	148,8	146,5
Tabacs manufacturés	100,5	97,9	100,0	94,5	111,6	140,6	137,4	146,5	134,4	143,1	138,9	145,1	151,4	140,6	147,4	145,2	129,2
Caoutchouc	101,7	98,4	100,0	103,3	107,0	112,8	133,9	143,8	133,1	138,4	140,4	144,3	143,4	144,2	143,9	145,2	147,3
Industries alimentaires	92,3	96,2	100,0	105,1	103,7	114,6	136,4	145,9	133,2	137,5	148,1	150,9	146,5	142,3	143,1	141,7	140,5
Divers	73,3	85,6	100,0	127,5	119,3	129,2	163,6	175,8	154,4	185,1	178,8	197,3	202,7	168,6	179,4	196,7	193,0
Ensemble ...	90,4	94,7	100,0	99,6	100,2	108,3	134,7	139,8	133,2	139,9	140,7	141,7	139,5	138,6	140,5	144,6	146,8
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	97,2	99,1	100,0	98,4	100,1	101,1	98,4	96,8	97,3	98,0	97,7	99,8	98,7	96,3	95,6	95,9	95,6

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1974			1975				1976	
									2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	77,5	90,4	100,0	105,4	114,5	132,7	136,9	123,1	142,3	132,7	133,9	114,7	121,8	110,2	133,3	130,0	145,0
Biens de consommation ...	81,0	93,5	100,0	116,7	134,6	157,8	168,5	172,2	173,1	162,1	166,3	168,8	172,0	165,3	181,8	196,5	199,6
Biens d'équipement	67,9	79,6	100,0	111,0	113,2	133,8	158,7	146,0	165,5	148,3	168,5	141,1	151,2	129,5	150,9	142,1	146,1
Ensemble ...	77,2	89,9	100,0	108,8	118,8	138,4	146,8	136,1	152,2	141,4	145,7	128,9	136,1	123,8	145,8	144,9	156,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	88,7	100,5	100,0	97,8	114,1	127,8	133,6	100,6	143,5	128,6	137,3	119,0	105,1	80,2	98,6	103,2	108,1
Fabrications métalliques ...	71,3	89,2	100,0	115,3	122,0	137,7	140,9	141,3	154,9	126,3	146,5	136,5	147,8	126,8	154,1	161,6	173,4
Métaux non ferreux	88,4	95,0	100,0	92,6	99,9	120,6	117,6	103,0	130,4	108,8	110,2	102,3	103,7	86,8	119,5	100,9	125,0
Textiles	79,8	94,5	100,0	112,2	123,8	134,3	130,1	121,8	140,9	110,8	128,7	123,2	119,8	106,4	136,9	140,1	141,8
Produits chimiques	68,1	85,2	100,0	116,3	139,1	175,5	190,1	166,3	208,8	188,1	175,7	164,4	161,0	156,3	186,7	183,6	196,7
Industrie houillère	122,3	111,8	100,0	97,4	95,4	93,1	85,4	74,2	70,8	80,6	114,7	90,4	111,9	55,8	59,4	54,5	49,3
Industrie pétrolière	78,1	108,4	100,0	95,8	130,1	144,4	114,2	136,5	105,6	133,4	126,5	121,3	124,9	129,5	170,3	105,2	102,9
Verres et glaces	75,6	80,9	100,0	97,6	118,9	120,1	115,3	88,2	118,8	111,3	107,8	95,7	86,7	77,4	98,0	100,9	114,1
Produits agricoles	72,2	79,8	100,0	109,4	123,9	139,6	141,4	153,1	137,8	148,4	150,9	161,5	139,1	136,7	180,4	163,4	152,9
Ciments	82,2	85,1	100,0	103,0	99,3	106,8	106,2	70,0	107,2	113,0	87,3	61,3	66,4	72,9	71,0	56,5	110,8
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	75,7	84,9	100,0	113,1	126,4	148,4	141,3	119,5	158,8	127,2	130,6	122,5	124,1	106,5	124,8	118,3	141,6
Carrières	91,2	94,1	100,0	99,8	109,3	118,4	127,9	116,5	142,1	125,7	125,6	118,2	126,7	103,9	120,6	107,2	138,5
Céramiques	77,4	93,8	100,0	105,2	122,0	131,8	125,2	111,9	136,7	121,5	114,4	98,3	120,4	114,9	109,8	115,8	143,7
Bois et meubles	74,3	93,6	100,0	127,9	152,1	176,3	166,1	154,6	184,4	143,7	163,8	152,8	159,0	127,7	175,7	173,8	184,3
Peaux, cuirs et chaussures .	80,9	98,0	100,0	113,1	121,1	118,6	128,9	108,4	139,4	106,3	128,2	110,9	114,8	99,8	113,9	112,6	113,6
Papier et livres	69,7	90,9	100,0	105,2	122,1	142,4	144,7	121,1	161,9	135,6	143,1	120,2	114,2	113,2	134,7	146,2	155,0
Tabacs manufacturés	113,9	100,7	100,0	111,8	124,0	151,0	193,4	191,9	183,8	193,0	205,1	205,4	196,5	157,2	208,1	181,9	186,3
Caoutchouc	67,7	89,2	100,0	115,5	133,2	173,7	200,3	216,1	222,9	181,0	214,2	208,1	226,7	196,7	235,8	230,8	220,9
Industries alimentaires	70,8	86,4	100,0	109,1	135,1	150,8	163,2	158,8	174,5	160,0	154,0	160,9	163,5	149,3	160,1	169,0	202,8
Divers	78,5	78,6	100,0	76,0	88,8	105,9	120,0	115,1	128,8	119,7	122,6	115,2	111,6	107,9	129,5	127,2	135,5
Ensemble ...	76,9	91,2	100,0	107,2	120,7	137,8	140,7	129,9	151,9	132,2	141,2	131,7	130,4	115,2	142,5	140,9	149,9

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,44	19,71	- 1,73	16,66	18,31	+ 1,65	15,97	15,73	- 0,24
1975	20,70	19,62	- 1,08	16,39	16,84	+ 0,45	15,76	15,08	- 0,68
1974 2 ^e trimestre	21,97	21,16	- 0,81	17,26	19,85	+ 2,59	17,57	16,43	- 1,14
3 ^e trimestre	20,90	19,32	- 1,58	15,48	17,14	+ 1,66	15,41	15,16	- 0,25
4 ^e trimestre	21,46	20,10	- 1,36	17,15	18,27	+ 1,12	15,95	16,96	+ 1,01
1975 1 ^{er} trimestre	20,15	19,05	- 1,10	16,12	16,03	- 0,09	15,75	15,00	- 0,75
2 ^e trimestre	21,00	19,92	- 1,08	17,23	17,04	- 0,19	15,79	15,43	- 0,36
3 ^e trimestre	18,97	18,00	- 0,97	14,47	14,51	+ 0,04	14,63	13,41	- 1,22
4 ^e trimestre	22,68	21,52	- 1,16	17,75	19,79	+ 2,04	16,85	16,47	- 0,38
1976 1 ^{er} trimestre	24,56	23,43	- 1,13	19,07	21,86	+ 2,79	16,97	16,17	- 0,80
2 ^e trimestre	26,04	25,54	- 0,50	19,86	23,57	+ 3,71	18,87	18,04	- 0,83
1975 6 premiers mois	20,58	19,48	- 1,10	16,67	16,54	- 0,13	15,69	15,22	- 0,47
7 premiers mois	20,16	19,37	- 0,79	16,56	16,54	- 0,02	15,22	14,91	- 0,31
8 premiers mois	19,76	18,79	- 0,97	15,96	15,69	- 0,27	15,14	14,44	- 0,70
9 premiers mois	20,04	19,00	- 1,04	15,94	15,86	- 0,08	15,39	14,62	- 0,77
10 premiers mois	20,48	19,34	- 1,14	16,26	16,22	- 0,04	15,65	14,84	- 0,81
11 premiers mois	20,56	19,44	- 1,12	16,24	16,46	+ 0,22	15,74	14,98	- 0,76
12 mois	20,70	19,62	- 1,08	16,39	16,84	+ 0,45	15,76	15,08	- 0,68
1976 1 ^{er} mois	20,75	20,76	+ 0,01	17,13	18,52	+ 1,39	13,11	15,02	+ 1,91
2 premiers mois	23,18	21,77	- 1,41	17,86	20,01	+ 2,15	14,08	15,14	+ 1,06
3 premiers mois	24,56	23,43	- 1,13	19,07	21,86	+ 2,79	16,97	16,17	- 0,80
4 premiers mois	25,30	23,90	- 1,40	19,27	22,18	+ 2,91	17,26	16,65	- 0,61
5 premiers mois	25,43	23,93	- 1,50	19,12	22,36	+ 3,24	18,02	16,76	- 1,26
6 premiers mois	25,33	24,50	- 0,83	19,48	22,73	+ 3,25	19,17	17,15	- 2,02
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1968	1,50	1,29	- 0,21	2,51	1,49	- 1,02	21,87	23,77	+ 1,90
1969	1,68	1,80	+ 0,12	2,90	1,69	- 1,21	27,09	30,61	+ 3,52
1970	1,77	2,27	+ 0,50	2,75	1,76	- 0,99	31,04	35,31	+ 4,27
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,02	+ 2,82
1974	3,62	4,10	+ 0,48	5,57	4,95	- 0,62	63,92	64,07	+ 0,15
1975	3,67	3,54	- 0,13	5,83	5,69	- 0,14	63,09	62,13	- 0,96
1974 2 ^e trimestre	3,91	4,50	+ 0,59	6,79	4,83	- 1,96	68,12	68,08	- 0,04
3 ^e trimestre	3,56	3,85	+ 0,31	5,22	4,81	- 0,41	61,16	61,58	+ 0,42
4 ^e trimestre	3,62	3,80	+ 0,18	5,40	5,76	+ 0,36	64,32	66,12	+ 1,80
1975 1 ^{er} trimestre	3,43	3,19	- 0,24	5,35	5,77	+ 0,42	61,53	60,41	- 1,12
2 ^e trimestre	3,55	3,18	- 0,37	5,97	5,51	- 0,46	64,19	62,30	- 1,89
3 ^e trimestre	3,83	3,02	- 0,81	5,12	5,14	+ 0,02	57,74	55,17	- 2,57
4 ^e trimestre	3,87	4,78	+ 0,91	6,87	6,33	- 0,54	68,88	70,63	+ 1,75
1976 1 ^{er} trimestre	4,10	4,65	+ 0,55	7,48	5,43	- 2,05	73,06	73,24	+ 0,18
2 ^e trimestre	4,29	5,06	+ 0,77	8,18	6,04	- 2,14	78,32	79,75	+ 1,43
1975 6 premiers mois	3,48	3,18	- 0,30	5,66	5,64	- 0,02	62,86	61,36	- 1,50
7 premiers mois	3,53	3,20	- 0,33	5,51	5,62	- 0,11	61,69	60,89	- 0,80
8 premiers mois	3,55	3,05	- 0,50	5,34	5,45	+ 0,11	60,95	58,68	- 2,27
9 premiers mois	3,60	3,13	- 0,47	5,48	5,47	- 0,01	61,15	59,29	- 1,86
10 premiers mois	3,66	3,26	- 0,40	5,72	5,49	- 0,23	62,50	60,56	- 1,94
11 premiers mois	3,66	3,39	- 0,27	5,79	5,66	- 0,13	62,72	61,27	- 1,45
12 mois	3,67	3,54	- 0,13	5,83	5,69	- 0,14	63,09	62,13	- 0,96
1976 1 ^{er} mois	3,49	3,88	+ 0,39	7,74	5,42	- 2,32	63,08	64,96	+ 1,88
2 premiers mois	3,81	4,10	+ 0,29	6,82	5,38	- 1,44	66,60	68,01	+ 1,41
3 premiers mois	4,10	4,65	+ 0,55	7,48	5,43	- 2,05	73,06	73,24	+ 0,18
4 premiers mois	4,12	4,74	+ 0,62	7,65	5,60	- 2,05	74,51	74,67	+ 0,16
5 premiers mois	4,14	4,72	+ 0,58	7,72	5,49	- 2,23	75,39	74,50	- 0,89
6 premiers mois	4,20	4,86	+ 0,66	7,86	5,76	- 2,10	77,02	76,59	- 0,43

1 République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Total métrop. européennes O.C.D.E. 1			Etats-Unis d'Amérique			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1968	23,73	26,20	+ 2,47	2,87	3,21	+ 0,34	1,91	1,09	- 0,82
1969	29,35	33,79	+ 4,44	3,19	2,90	- 0,29	2,31	1,24	- 1,07
1970	33,61	39,41	+ 5,80	4,15	2,90	- 1,25	2,33	1,39	- 0,94
1971	39,51	41,68	+ 2,17	3,34	3,44	+ 0,10	2,36	1,47	- 0,89
1972	43,66	48,43	+ 4,77	3,20	3,61	+ 0,41	2,29	1,45	- 0,84
1973	54,45	58,97	+ 4,52	4,03	4,07	+ 0,04	2,78	2,05	- 0,73
1974	69,74	71,96	+ 2,22	6,29	5,13	- 1,16	4,31	3,03	- 1,28
1975	69,31	69,52	+ 0,21	5,97	3,60	- 2,37	3,77	3,22	- 0,55
1974 2 ^e trimestre	74,04	76,31	+ 2,27	7,53	5,61	- 1,92	4,67	3,25	- 1,42
3 ^e trimestre	66,50	68,94	+ 2,44	5,91	5,12	- 0,79	4,71	3,07	- 1,64
4 ^e trimestre	70,91	74,65	+ 3,74	5,58	5,36	- 0,22	4,74	3,23	- 1,51
1975 1 ^{er} trimestre	67,68	68,46	+ 0,78	6,08	3,61	- 2,47	3,04	3,96	+ 0,92
2 ^e trimestre	70,58	69,70	- 0,88	5,49	3,52	- 1,97	4,15	3,14	- 1,01
3 ^e trimestre	63,55	61,52	- 2,03	4,99	2,89	- 2,10	3,50	2,78	- 0,72
4 ^e trimestre	75,43	78,38	+ 2,95	7,32	4,38	- 2,94	4,38	2,98	- 1,40
1976 1 ^{er} trimestre	79,61	81,33	+ 1,72	6,12	3,51	- 2,61	4,94	3,72	- 1,22
2 ^e trimestre	87,35	87,77	+ 0,42	7,26	3,65	- 3,61	5,12	4,00	- 1,12
1975 6 premiers mois	69,13	69,08	- 0,05	5,79	3,56	- 2,23	3,59	3,55	+ 0,04
7 premiers mois	67,84	68,50	+ 0,66	5,65	3,49	- 2,16	3,49	3,49	...
8 premiers mois	66,37	66,03	- 0,34	5,52	3,39	- 2,13	3,49	3,36	- 0,13
9 premiers mois	67,62	66,56	- 1,06	5,52	3,34	- 2,18	3,56	3,30	- 0,26
10 premiers mois	68,74	67,95	- 0,79	5,82	3,42	- 2,40	3,66	3,28	- 0,38
11 premiers mois	68,92	68,59	- 0,33	5,87	3,56	- 2,31	3,69	3,25	- 0,44
12 mois	69,31	69,52	+ 0,21	5,97	3,60	- 2,37	3,77	3,22	- 0,55
1976 1 ^{er} mois	69,66	72,43	+ 2,77	6,25	3,33	- 2,92	5,73	3,39	- 2,34
2 premiers mois	73,01	75,42	+ 2,41	5,93	3,32	- 2,61	5,16	3,63	- 1,53
3 premiers mois	79,61	81,33	+ 1,72	6,12	3,51	- 2,61	4,94	3,72	- 1,22
4 premiers mois	81,09	82,64	+ 1,55	6,51	3,51	- 3,00	4,89	3,73	- 1,16
5 premiers mois	81,87	82,75	+ 0,88	6,59	3,56	- 3,03	4,84	3,78	- 1,06
6 premiers mois	83,48	84,65	+ 1,17	6,81	3,59	- 3,22	5,03	3,87	- 1,16
Moyennes mensuelles	Amérique latine 2			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972	1,20	1,17	- 0,03	1,10	0,47	- 0,63	0,97	0,99	+ 0,02
1973	1,55	1,33	- 0,22	1,92	0,49	- 1,43	1,26	1,62	+ 0,36
1974	1,88	2,43	+ 0,55	2,47	0,65	- 1,82	1,85	2,69	+ 0,84
1975	1,70	2,16	+ 0,46	1,39	0,54	- 0,85	1,89	2,60	+ 0,71
1974 2 ^e trimestre	1,66	2,61	+ 0,95	3,72	0,57	- 3,15	1,72	2,82	+ 1,10
3 ^e trimestre	2,16	2,37	+ 0,21	2,46	0,68	- 1,78	1,83	2,74	+ 0,91
4 ^e trimestre	1,98	2,87	+ 0,89	1,76	0,82	- 0,94	2,10	3,05	+ 0,95
1975 1 ^{er} trimestre	1,39	2,89	+ 1,50	1,08	0,75	- 0,35	1,99	3,25	+ 1,25
2 ^e trimestre	1,63	1,78	+ 0,15	1,61	0,54	- 0,97	1,92	2,65	+ 0,73
3 ^e trimestre	1,81	1,82	+ 0,01	1,54	0,34	- 1,20	1,78	2,09	+ 0,31
4 ^e trimestre	1,94	2,14	+ 0,20	1,44	0,53	- 0,91	1,88	2,42	+ 0,54
1976 1 ^{er} trimestre	1,87	1,60	- 0,27	1,22	0,41	- 0,81	2,01	2,27	+ 0,26
2 ^e trimestre	2,59	1,68	- 0,91	1,98	0,53	- 1,45	2,02	2,44	+ 0,42
1975 6 premiers mois	1,51	2,34	+ 0,83	1,30	0,64	- 0,66	1,96	2,95	+ 0,99
7 premiers mois	1,52	2,29	+ 0,77	1,41	0,61	- 0,80	1,92	2,88	+ 0,96
8 premiers mois	1,54	2,15	+ 0,61	1,43	0,57	- 0,86	1,85	2,78	+ 0,93
9 premiers mois	1,61	2,16	+ 0,55	1,38	0,54	- 0,84	1,90	2,66	+ 0,76
10 premiers mois	1,70	2,17	+ 0,47	1,38	0,53	- 0,85	1,91	2,61	+ 0,70
11 premiers mois	1,69	2,15	+ 0,46	1,34	0,53	- 0,81	1,88	2,57	+ 0,69
12 mois	1,70	2,16	+ 0,46	1,39	0,54	- 0,85	1,89	2,60	+ 0,71
1976 1 ^{er} mois	1,79	1,41	- 0,38	1,49	0,38	- 1,11	1,76	2,30	+ 0,54
2 premiers mois	1,71	1,42	- 0,29	0,87	0,36	- 0,51	1,99	2,21	+ 0,22
3 premiers mois	1,87	1,60	- 0,27	1,22	0,41	- 0,81	2,01	2,27	+ 0,26
4 premiers mois	2,08	1,56	- 0,52	1,30	0,43	- 0,87	2,04	2,29	+ 0,25
5 premiers mois	2,14	1,65	- 0,49	1,47	0,44	- 1,03	1,94	2,30	+ 0,36
6 premiers mois	2,27	1,65	- 0,62	1,60	0,47	- 1,13	2,02	2,36	+ 0,34

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

2 Amérique du Sud, Amérique Centrale et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du

Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 4,6	+ 23,9	+ 20,8	+ 29,3	+ 27,4	+ 11,3	872,5	887,8	- 15,3
1.12 Travail à façon	+ 9,0	+ 9,7	+ 13,9	+ 13,7	+ 17,0	+ 16,9	26,3	10,5	+ 15,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 4,8	+ 5,0	+ 6,4	+ 3,1	+ 5,3	+ 13,9	16,8	—	+ 16,8
1.2 Or non monétaire	- 0,4	...	+ 0,1	+ 0,3	- 1,4	- 7,3	16,7	15,7	+ 1,0
1.3 Frets ²	+ 0,7	+ 1,5	+ 3,8	+ 4,8	+ 3,2	+ 3,7	48,9	42,2	+ 6,7
1.4 Assur. pour le transport de marchandises ² ...	- 0,1	...	- 0,2	- 0,2	- 0,5	- 0,5	1,2	1,7	- 0,5
1.5 Autres frais de transport	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1	- 0,2	- 0,5	17,7	17,0	+ 0,7
1.6 Déplacements à l'étranger	- 6,9	- 7,2	- 10,2	- 12,4	- 16,6	- 17,9	31,8	51,9	- 20,1
1.7 Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 3,4	+ 4,2	+ 7,4	+ 7,2	+ 12,1	150,2	133,8	+ 16,4
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 1,1	+ 0,6	+ 3,4	+ 8,5	+ 7,3	+ 13,2	24,5	9,4	+ 15,1
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,5	+ 3,9	+ 4,2	+ 5,0	+ 4,9	+ 5,1	13,8	8,3	+ 5,5
1.92 Autres	+ 0,4	+ 1,8	+ 2,3	+ 0,4	+ 3,5	+ 0,4	77,0	72,7	+ 4,3
Total 1 ...	+ 10,0	+ 43,5	+ 49,3	+ 60,0	+ 57,1	+ 50,4	1.297,4	1.251,0	+ 46,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 5,8	+ 6,6	+ 6,8	+ 8,1	+ 11,5	+ 6,8	25,3	18,2	+ 7,1
2.2 Transferts de l'Etat	- 12,1	- 14,4	- 14,8	- 16,9	- 23,6	- 21,4	3,4	32,0	- 28,6
Total 2 ...	- 6,3	- 7,8	- 8,0	- 8,8	- 12,1	- 14,6	28,7	50,2	- 21,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 2,1	- 1,8	- 2,0	- 2,5	- 1,4	- 1,5	—	1,5	- 1,5
3.112 Autres opérations	+ 1,3	+ 1,9	- 7,8	- 6,5	- 1,5	- 0,9	1,6	1,0	+ 0,6
3.12 Avoirs	- 1,1	- 0,6	- 1,2	- 1,6	- 1,5	- 1,5	0,1	3,4	- 3,3
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,2	- 0,2	...	- 0,1	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 2,1	- 0,7	- 11,0	- 10,7	- 4,4	- 3,9	1,7	5,9	- 4,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 1,6	- 2,4	- 0,5	- 1,2	- 1,3	+ 1,1	1,8	0,3	+ 1,5
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 8,0	+ 0,3	- 1,2	- 1,0	- 1,6	- 2,1	0,1	1,8	- 1,7
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 15,0	- 15,7	- 23,6	- 36,0	- 31,4	- 15,4	—	36,1	- 36,1
4.312 Investissements directs	- 0,7	- 7,8	- 8,8	- 6,5	- 6,7	- 14,5	7,8	13,3	- 5,5
4.313 Immeubles	- 1,3	- 0,9	- 1,2	- 1,5	- 3,6	- 3,8	1,5	4,5	- 3,0
4.314 Autres (chiffres nets)	+ 3,1	- 2,7	- 1,3	- 1,5	- 6,6	- 12,6	—	3,2	- 3,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 1,1	+ 1,3	+ 5,1	+ 4,1	+ 3,4	- 2,9	1,6	—	+ 1,6
4.322 Investissements directs	+ 13,8	+ 15,9	+ 21,8	+ 17,7	+ 27,5	+ 41,8	37,7	3,8	+ 33,9
4.323 Immeubles	- 0,3	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 3,2	+ 2,1	2,4	1,0	+ 1,4
4.324 Autres (chiffres nets)	+ 6,1	- 1,8	+ 0,1	+ 4,8	+ 4,0	+ 1,2	4,3	—	+ 4,3
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets) .....	...	...	...	...	...	...	...	—	...
Total 4 ...	+ 14,2	- 13,8	- 9,3	- 20,2	- 13,1	- 5,1	57,2	64,0	- 6,8
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 2,1	- 1,2	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7	11,2	—	+ 11,2
Total 1 à 5 ...	+ 17,9	+ 20,0	+ 20,4	+ 19,8	+ 34,3	+ 30,5	1.396,2	1.371,1	+ 25,1
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 2,8	+ 4,8	- 3,0	- 0,7	+ 1,0	+ 5,9	—	—	+ 0,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois .	+ 5,9	+ 3,8	- 5,2	- 4,5	- 13,8	+ 2,6	—	—	- 6,2
6.212 Monnaies étrangères ⁶	+ 1,8	- 0,7	+ 10,6	+ 1,3	+ 10,9	+ 13,9	—	—	+ 12,0
6.22 Organismes monétaires divers	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,5	- 2,7	- 0,2	+ 0,6	—	—	+ 0,4
6.23 B.N.B. ⁶	+ 5,4	+ 11,4	+ 17,5	+ 26,4	+ 36,4	+ 7,5	—	—	+ 18,2
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	(+ 3,5)	(+ 3,5)	(+ 3,4)	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes.

⁵ Autres que les organismes monétaires.

⁶ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1974			1975				1976 p	
	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 2,6	+ 0,7	+11,9	+ 9,2	- 5,4	- 8,7	-10,4	-25,6	-13,1
1.12 Travail à façon	+ 3,2	+ 4,6	+ 4,4	+ 4,4	+ 4,2	+ 3,1	+ 4,1	+ 3,7	+ 6,1
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 0,4	+ 8,6	- 0,1	+ 2,6	+ 6,7	+ 2,2	+ 5,3	+ 3,1	+ 5,7
1.2 Or non monétaire	- 0,6	- 0,4	- 6,4	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,2	- 0,8	- 1,0	- 1,2
1.3 Frets ²	+ 0,9	+ 1,3	+ 1,1	+ 1,7	+ 1,6	+ 1,9	+ 1,5	+ 1,5	+ 2,1
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ² .....	...	- 0,1	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,1	...	...	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	- 0,2	- 0,3	+ 0,2	- 0,1	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	- 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger	- 5,0	- 7,9	- 2,1	- 3,8	- 5,1	- 9,7	- 1,5	- 4,1	- 6,0
1.7 Revenus d'investissements	- 0,7	+ 3,9	+ 4,9	+ 4,3	+ 0,8	+ 6,1	+ 5,2	+ 4,9	+ 5,9
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 3,0	+ 3,5	+ 3,8	+ 3,4	+ 3,8	+ 3,6	+ 4,3	+ 5,0	+ 4,7
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 1,4	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,7	+ 1,6	+ 0,8	+ 1,2	+ 1,5
1.92 Autres	- 0,4	+ 0,9	...	+ 0,8	+ 1,0	- 0,4	+ 2,9	+ 0,5	+ 2,6
Total 1 ...	- 0,6	+15,9	+18,7	+24,0	+10,0	+ 0,9	+11,5	-10,6	+ 8,0
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 1,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,4	+ 0,3	+ 2,4	+ 3,0	+ 1,5	+ 2,8
2.2 Transferts de l'Etat	- 5,3	- 4,7	- 5,8	- 6,1	- 7,5	- 6,9	- 8,1	- 7,0	- 8,1
Total 2 ...	- 4,0	- 3,4	- 4,8	- 4,7	- 7,2	- 4,5	- 5,1	- 5,5	- 5,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,7
3.112 Autres opérations	+ 0,1	- 0,1	- 0,4	- 0,6	+ 0,9	- 0,3	+ 0,6	- 0,2	+ 0,5
3.12 Avoirs .....	...	- 0,4	- 0,7	...	- 1,3	- 0,1	- 1,9	- 0,1	- 0,2
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 0,4	- 0,7	- 1,3	- 1,1	- 0,9	- 0,6	- 1,6	- 0,6	- 0,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation .	+ 0,8	+ 0,2	...	+ 0,5	...	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,4	- 0,3
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	- 0,5	- 0,5	- 0,2	+ 1,0	- 1,7	- 0,6	- 0,4	+ 0,9	+ 3,9
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 3,7	- 0,2	- 7,3	- 8,8	-11,1	- 6,2	-10,0	-10,3	+ 3,5
4.312 Investissements directs	- 2,0	- 4,4	- 7,2	- 2,0	- 2,9	...	- 0,6	- 3,9	- 3,0
4.313 Immeubles	- 1,2	- 1,1	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,5	- 0,9	- 0,5	- 0,6
4.314 Autres	- 3,4	- 4,5	- 2,2	- 1,6	...	- 0,5	- 1,1	- 0,7	- 4,8
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières	- 1,6	- 1,0	- 0,1	+ 0,9	- 0,1	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,2
4.322 Investissements directs	+11,8	+10,4	+10,2	+ 7,5	+ 7,5	+ 7,0	+11,9	+ 5,9	+ 3,7
4.323 Immeubles	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,5
4.324 Autres	+ 2,1	+ 1,3	- 3,3	+ 2,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 1,7	+ 3,7	+ 2,7
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	+ 2,6	+ 0,7	- 9,9	- 0,7	- 8,7	+ 0,3	+ 2,3	- 3,7	+ 5,8
5. Erreurs et omissions									
	+ 8,4	+10,4	-11,2	+ 3,2	+ 6,4	+ 0,9	+ 0,7	- 2,7	- 0,4
Total 1 à 5 ...	+ 6,0	+22,9	- 8,5	+20,7	- 0,4	- 3,0	+ 7,8	-23,1	+ 7,7
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger									
	- 0,3	+ 1,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 1,0	...	- 3,1	+ 1,7	- 0,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. ...	+ 2,8	+ 3,2	- 6,3	+ 4,1	+ 0,8	- 4,4	- 6,7	+ 5,7	- 9,0
6.212 Monnaies étrangères ⁵	+ 4,8	+ 2,0	-13,6	+ 2,6	- 1,5	+ 1,4	+ 9,5	+14,6	-10,3
6.22 Organismes monétaires divers .....	...	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,1	- 1,4	+ 1,7	- 1,0	- 1,2	+ 0,4
6.23 B.N.B. ⁵	- 1,3	+16,3	+ 9,1	+10,1	+ 0,7	- 1,7	+ 9,1	-43,9	+27,3
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations									
	-	-	-	-	-	-	-	-	-

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que le contrevaieur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1976			1976			1975	1976 p
	1er trimestre p			2e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	6 premiers mois	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	235,3	260,9	-25,6	245,7	258,8	-13,1	+ 3,8 ⁶	-38,7 ⁷
1.12 Travail à façon	6,1	2,4	+ 3,7	8,7	2,6	+ 6,1	+ 8,6	+ 9,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	3,1	—	+ 3,1	5,7	—	+ 5,7	+ 9,3	+ 8,8
1.2 Or non monétaire	1,0	2,0	- 1,0	2,3	3,5	- 1,2	+ 0,6	- 2,2
1.3 Frets ²	12,2	10,7	+ 1,5	13,0	10,9	+ 2,1	+ 3,3	+ 3,6
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,4	0,4	...	0,3	0,4	- 0,1	- 0,4	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	4,5	4,3	+ 0,2	4,7	4,9	- 0,2	+ 0,5	...
1.6 Déplacements à l'étranger	7,8	11,9	- 4,1	8,5	14,5	- 6,0	- 8,9	-10,1
1.7 Revenus d'investissements	36,2	31,3	+ 4,9	40,3	34,4	+ 5,9	+ 5,1	+10,8
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	7,3	2,3	+ 5,0	7,2	2,5	+ 4,7	+ 7,2	+ 9,7
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	3,5	2,3	+ 1,2	4,0	2,5	+ 1,5	+ 3,1	+ 2,7
1.92 Autres	20,1	19,6	+ 0,5	21,2	18,6	+ 2,6	+ 1,8	+ 3,1
Total 1 ...	337,5	348,1	-10,6	361,6	353,6	+ 8,0	+34,0	- 2,6
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	6,9	5,4	+ 1,5	8,2	5,4	+ 2,8	+ 1,7	+ 4,3
2.2 Transferts de l'Etat	0,8	7,8	- 7,0	0,8	8,9	- 8,1	-13,6	-15,1
Total 2 ...	7,7	13,2	- 5,5	9,0	14,3	- 5,3	-11,9	-10,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,3	- 0,3	—	0,7	- 0,7	- 1,0	- 1,0
3.112 Autres opérations	0,2	0,4	- 0,2	1,0	0,5	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,3
3.12 Avoirs .....	...	0,1	- 0,1	...	0,2	- 0,2	- 1,3	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,2	0,8	- 0,6	1,0	1,4	- 0,4	- 2,0	- 1,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	0,6	0,2	+ 0,4	...	0,3	- 0,3	+ 0,5	+ 0,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	1,4	0,5	+ 0,9	4,1	0,2	+ 3,9	- 0,7	+ 4,8
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	10,3	-10,3	3,5	—	+ 3,5	-19,9	- 6,8
4.312 Investissements directs	0,5	4,4	- 3,9	0,9	3,9	- 3,0	- 4,9	- 6,9
4.313 Immeubles	0,5	1,0	- 0,5	0,6	1,2	- 0,6	- 1,6	- 1,1
4.314 Autres (chiffres nets)	—	0,7	- 0,7	—	4,8	- 4,8	- 1,6	- 5,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	0,3	—	+ 0,3	0,2	—	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,5
4.322 Investissements directs	6,5	0,6	+ 5,9	4,2	0,5	+ 3,7	+15,0	+ 9,6
4.323 Immeubles	0,8	0,3	+ 0,5	0,7	0,2	+ 0,5	+ 0,6	+ 1,0
4.324 Autres (chiffres nets)	3,7	—	+ 3,7	2,7	—	+ 2,7	+ 2,4	+ 6,4
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets)	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	14,3	18,0	- 3,7	16,9	11,1	+ 5,8	- 9,4	+ 2,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	2,7	- 2,7	—	0,4	- 0,4	+ 9,6	- 3,1
Total 1 à 5 ...	359,7	382,8	-23,1	388,5	380,8	+ 7,7	+20,3	-15,4
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 1,7	—	—	- 0,7	+ 3,8	+ 1,0
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :								
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	+ 5,7	—	—	- 9,0	+ 4,9	- 3,3
6.212 Monnaies étrangères ⁵	—	—	+14,6	—	—	-10,3	+ 1,1	+ 4,3
6.22 Organismes monétaires divers	—	—	- 1,2	—	—	+ 0,4	- 0,3	- 0,8
6.23 B.N.B. ⁵	—	—	-43,9	—	—	+27,3	+10,8	-16,6
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁶ Exportations = 445,5; importations = 441,7.

⁷ Exportations = 481,0; importations = 519,7.

IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES DES RESIDENTS AVEC LES ORGANISMES MONETAIRES BELGES ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME *

(milliards de francs)

	1972	1973	1974	1975	1975			1976 p	
					2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+60,0	+ 57,1	+50,4	+46,4	+10,0	+ 0,9	+11,5	-10,6	+ 8,0
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 8,8	- 12,1	-14,6	-21,5	- 7,2	- 4,5	- 5,1	- 5,5	- 5,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	-10,7	- 4,4	- 3,9	- 4,2	- 0,9	- 0,6	- 1,6	- 0,6	- 0,4
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	- 6,4	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,3	...	+ 0,1	+ 0,5	+ 0,2
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+ 8,1	...	...	...	...	...	...	...	- 0,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements	-20,2	- 13,1	- 5,1	- 6,8	- 8,7	+ 0,3	+ 2,3	- 3,7	+ 5,8
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 2,7	- 10,8	-21,7	-57,0	-30,5	-15,5	- 5,8	- 3,6	- 6,7
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	-14,9	- 53,2	-13,9	- 3,2	+15,6	-10,7	- 3,3	-28,4	+14,6
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 6,2	+ 11,8	+14,1	+52,5	+33,2	+ 9,8	+ 6,1	-10,1	+12,1
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+23,5	+ 46,7	+12,5	- 5,0	-16,1	+ 9,5	+ 4,2	+39,2	- 8,7
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 7,6	- 5,7	-10,7	- 4,8	+ 2,5	- 1,0	- 5,9	- 4,5	+ 1,3
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 4,8	+ 18,3	+ 6,5	+10,1	+ 1,0	+ 3,2	+ 6,1	- 7,7	+11,0
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	- 8,2	- 0,3	-10,0	+ 9,8	+ 0,7	+ 7,3	- 6,9	-16,4	+ 1,6
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ³	+ 1,4	- 9,1	- 7,9	- 6,9	+ 1,7	+ 3,3	- 9,3	- 4,2	+ 4,0
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 0,4	+ 5,4	+12,4	- 1,2	- 0,1	- 6,1	+ 6,0	+ 5,6	- 7,5
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7	+11,2	+ 6,4	+ 0,9	+ 0,7	- 2,7	- 0,4
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme .....	...	- 2,7	+ 1,5	- 0,9	- 3,2	+ 1,0	- 0,6	+ 2,8	+ 0,7
Total 1 à 7 ...	+23,6	+ 34,4	+13,4	+18,8	+ 4,7	- 2,2	- 1,5	-49,9	+29,8
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or	- 1,8	- 1,6	...	...	...	...	...	...	...
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	- 1,7	+ 3,9	- 1,3	+ 5,1	+ 1,5	+ 3,2	- 0,1	+ 3,1	+ 4,2
8.3 Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire	-	+ 3,5	- 3,5	...	- 3,6	- 3,6	...	-33,1	+33,1
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.41 Avoirs nets au comptant ⁵	+17,4	+ 30,8	+17,7	+13,9	+ 6,5	- 0,6	- 1,2	-19,2	- 7,9
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+14,0	- 8,3	+15,3	+ 1,2	+ 0,7	...	+ 0,7	+ 3,5	+ 2,9
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.51 Avoirs au comptant ⁶	+ 1,8	- 0,6	- 0,5	- 0,6	+ 0,2	- 1,2	- 0,2	- 0,7	+ 0,9
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	- 6,1	+ 6,7	-14,3	- 0,8	- 0,6	...	- 0,7	- 3,5	- 3,4

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Depuis janvier 1974, les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale de Belgique ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrepartie en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹ Autres que les organismes monétaires.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, no 1, janvier 1965 : Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques », chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » ; XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968, chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie « Statistiques » :

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁶ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 6.1.

Révision de certaines données. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, vol. I, no 1, : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » : LI^e année, tome II, no 1-2 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1975 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES
1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS
REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 fr. français	1 livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 mark allemand	100 livres ital.	1 cour. suéd.	1 cour. norv.	1 cour. dan.	1 dollar canadien	100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 mark finlandais	1 zafro	100 yens
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,34	174,41	193,19	71,65	—	—	—
1969	50,13	10,12 ¹ 8,98 ²	119,85	13,84	11,63	12,56 ³ 13,47 ⁴	7,99	9,70	7,02	6,67	46,56	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁵	—	—
1970	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,60	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 ⁶	—
1971 ⁸	49,65	9,00	120,00	13,80 ⁷ 13,99 ⁹	11,54 ⁷ 12,15 ⁹	13,66 ⁷ 14,21 ⁹	7,97	9,62	6,97	6,63	49,04	174,50	191,99 ⁷ 199,07 ⁹	71,38	11,89	100,01	—
1971 ¹⁰	46,92	8,49	116,64	13,95	11,83	14,07	7,67	9,36	6,84	6,45	46,61	172,52	194,00	68,21	11,30	93,79	—
1971 ¹¹	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,20	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22	—
1972	44,01	8,73	114,62 ¹² 105,88 ¹³	13,71	11,53	13,80	7,55	9,26	6,68	6,34	44,44	163,58	190,51	68,51	10,63	88,03	—
1973 ¹⁴	44,05	8,70	104,06	13,74	11,92	13,83	7,54	9,31	6,69	6,42	44,08	164,90	191,25	69,41	10,57	88,10	—
1973 ¹⁵	40,35	8,76	99,30	13,81	12,29	13,85	7,09	9,00	6,71	6,43	40,63	159,90	192,10	68,44	10,33	80,69	—
1973 ¹⁶	38,05	8,76	93,72	13,75 ¹⁷ 14,48 ¹⁸	12,37	14,23 ¹⁹ 15,17 ²⁰	6,53	8,87	6,74 ²¹ 7,11 ²²	6,46	38,03	160,66	194,99 ²³ 205,99 ²⁴	66,36	10,15	76,10	—
1974	38,95	8,68 ²⁵ 8,07 ²⁶	91,09	14,50	13,10	15,06	5,99	8,78	7,05	6,40	39,84	154,72	208,83	67,62	10,34	77,91	13,39
1975	36,80	8,58	81,45	14,54	14,24	14,95	5,64	8,86	7,04	6,41	36,19	145,22	211,50	64,10	10,01	73,61	12,41
1974 2 ^o trim.	38,16	7,83	91,51	14,47	12,83	15,26	5,98	8,79	7,05	6,40	39,54	155,92	209,30	66,21	10,33	76,32	13,69
3 ^o trim.	38,67	8,09	90,92	14,48	12,97	14,82	5,92	8,75	7,06	6,39	39,45	152,56	209,13	67,54	10,32	77,34	13,03
4 ^o trim.	37,73	8,12	87,94	14,50	13,72	14,97	5,69	8,78	6,97	6,40	38,28	151,19	210,31	66,29	10,14	75,47	12,60
1975 1 ^{er} trim.	34,89	8,14	83,42	14,46	14,00	14,93	5,47	8,77	6,96	6,31	34,97	144,39	210,63	62,30	9,92	69,78	11,92
2 ^o trim.	35,00	8,57	81,39	14,51	13,90	14,87	5,57	8,89	7,08	6,40	34,29	144,46	210,12	62,56	9,87	70,00	11,99
3 ^o trim.	38,09	8,75	81,05	14,52	14,29	14,93	5,73	8,88	7,04	6,45	36,97	145,61	211,83	65,44	10,12	76,18	12,79
4 ^o trim.	39,16	8,85	80,00	14,69	14,78	15,08	5,76	8,91	7,08	6,46	38,49	146,44	213,38	66,01	10,14	78,32	12,91
1976 1 ^{er} trim.	39,22	8,76 ²⁹ 8,39 ²⁸	78,38	14,66	15,22	15,24	5,15	8,95	7,08	6,38	39,43	141,58	213,90	61,61	10,22	78,49 ³² 45,19 ³¹	12,99
2 ^o trim.	39,27	8,35	70,95	14,47	15,75	15,35	4,57	8,89	7,13	6,47	40,14	130,11	214,56	58,12	10,14	45,07	13,14
1975 Août ...	38,28	8,75	80,96	14,49	14,27	14,86	5,73	8,87	7,01	6,43	37,00	145,19	211,02	65,67	10,12	76,56	12,86
Sept. ...	39,21	8,77	81,78	14,61	14,48	14,99	5,79	8,83	7,00	6,46	38,21	146,00	212,44	66,39	10,17	78,42	13,09
Oct.	38,94	8,84	80,11	14,66	14,63	15,09	5,74	8,87	7,05	6,47	38,02	146,47	213,22	65,88	10,07	77,89	12,90
Nov.	39,03	8,86	79,98	14,69	14,71	15,08	5,75	8,90	7,07	6,47	38,50	146,53	213,12	65,88	10,11	78,06	12,91
Déc.	39,51	8,86	79,91	14,71	15,00	15,07	5,79	8,97	7,11	6,43	39,01	146,32	213,80	66,32	10,22	79,03	12,94
1976 Janv. ...	39,30	8,78	79,72	14,71	15,10	15,10	5,61	8,98	7,07	6,38	39,06	144,37	213,78	65,85	10,23	78,60	12,91
Févr. ...	39,10	8,75	79,27	14,69	15,23	15,28	5,10	8,95	7,08	6,37	39,34	143,10	214,07	60,54	10,21	78,20	12,98
Mars ...	39,25	8,72 ²⁷ 8,39 ²⁸	76,38	14,59	15,31	15,34	4,77	8,92	7,08	6,39	39,84	137,70	213,85	58,67	10,21	78,83 ³⁰ 45,19 ³¹	13,07
Avril ...	38,97	8,34	71,99	14,51	15,42	15,36	4,44	8,85	7,10	6,46	39,64	131,89	214,55	57,95	10,13	44,89	13,04
Mai ...	39,19	8,34	70,89	14,43	15,77	15,31	4,59	8,89	7,14	6,47	40,00	130,55	213,96	58,00	10,13	44,96	13,12
Juin ...	39,64	8,37	70,01	14,48	16,06	15,39	4,68	8,91	7,15	6,47	40,73	128,01	215,13	58,41	10,17	45,34	13,26
Juillet ...	39,70	8,21	70,92	14,55	15,99	15,42	4,74	8,89	7,11	6,44	40,86	126,86	216,73	58,38	10,22	45,48	13,48
Août ...	39,01	7,86	69,58	14,59	15,74	15,43	4,66	8,85	7,08	6,42	39,60	125,63	217,35	57,28	10,04	44,82	13,43

1 Moyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1969.

2 Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.

3 Moyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1969. La cotation a été suspendue du 25 septembre au 24 octobre.

4 Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.

5 Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.

6 Moyenne du 1^{er} novembre au 31 décembre 1970.

7 Moyenne du 1^{er} janvier au 4 mai 1971.

8 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

9 Moyenne du 11 mai au 18 août 1971.

10 Moyenne du 28 août au 17 décembre 1971.

11 Moyenne du 21 au 31 décembre 1971.

12 Moyenne du 1^{er} janvier au 22 juin 1972.

13 Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972.

14 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.

15 Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 13 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 10 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 février jusqu'au 1^{er} mars.

16 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

17 Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.

18 Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.

19 Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.

20 Moyenne du 29 juin au 31 décembre 1973.

21 Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.

22 Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.

23 Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.

24 Moyenne du 1^{er} juillet au 31 décembre 1973.

25 Moyenne du 1^{er} au 18 janvier 1974.

26 Moyenne du 22 janvier au 31 décembre 1974.

27 Moyenne du 1^{er} au 14 mars 1976.

28 Moyenne du 15 au 31 mars 1976.

29 Moyenne du 1^{er} janvier au 14 mars 1976.

30 Moyenne du 1^{er} au 15 mars 1976.

31 Moyenne du 16 au 31 mars 1976.

32 Moyenne du 1^{er} janvier au 15 mars 1976.

X - 3. — COURS D'INTERVENTION

APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES

à la date du 31 août 1976

	100 francs belges		1 florin Pays-Bas		1 mark allemand		1 couronne danoise		1 couronne suédoise		1 couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges)	—	—	14,18	14,8325	14,7755	15,4560	6,2775	6,5665	8,6485	9,0465	6,9235	7,2425
Nederlandsche Bank (en flo- rins)	6,7420	7,0520	—	—	1,01885	1,0657	0,432875	0,4528	0,59635	0,6238	0,4774	0,499375
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	6,470	6,768	0,93835	0,98150	—	—	0,4154	0,43455	0,57230	0,59865	0,45815	0,47925
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises)	15,229	15,93	2,2085	2,31015	2,30132	2,40723	—	—	1,3470	1,40395	1,07835	1,12795
Sveriges Riksbank (en couron- nes suédoises)	11,0540	11,5625	1,6031	1,6769	1,67045	1,74735	0,70975	0,7424	—	—	0,78275	0,81876
Norges Bank (en couronnes norvégiennes)	13,8075	14,4435	2,0025	2,09468	2,08665	2,18269	0,886548	0,927351	1,22135	1,27756	—	—

X - 4. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 8 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)				Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du marché au comptant ¹⁾)	
1968	49,93	50,74	50,66	- 1,33	—
1969	50,13	52,50	52,47	+ 1,39	- 0,84 ²
1970	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 ³	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 ⁴	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 ⁶	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 ⁷	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 ⁸	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1974	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1975	36,80	37,80	37,92	+ 0,74	+ 0,19
1974 2 ^e trimestre	38,16	39,76	39,91	+ 5,64	+ 0,82
3 ^e trimestre	38,67	39,66	39,71	+ 0,96	- 0,42
4 ^e trimestre	37,73	37,98	38,05	+ 1,76	+ 1,21
1975 1 ^{er} trimestre	34,89	35,25	35,42	+ 2,82	+ 1,94
2 ^e trimestre	35,00	36,13	36,25	+ 1,08	+ 0,51
3 ^e trimestre	38,09	39,57	39,65	- 0,27	- 1,16
4 ^e trimestre	39,16	40,25	40,34	- 0,66	- 0,54
1976 1 ^{er} trimestre	39,22	40,45	40,58	+ 3,64	+ 2,00
2 ^e trimestre	39,27	40,17	40,30	+ 4,75	+ 4,41
1975 Août	38,28	39,57	39,66	- 0,13	- 1,14
Septembre	39,21	40,53	40,55	- 1,40	- 1,63
Octobre	38,94	40,13	40,20	- 1,01	- 1,04
Novembre	39,03	40,12	40,19	- 0,62	- 0,40
Décembre	39,51	40,51	40,63	- 0,34	- 0,19
1976 Janvier	39,30	40,14	40,27	+ 0,81	+ 0,77
Février	39,10	40,36	40,51	+ 3,73	+ 2,14
Mars	39,25	40,85	40,97	+ 6,39	+ 3,08
Avril	38,97	40,40	40,55	+ 7,13	+ 5,94
Mai	39,19	39,96	40,08	+ 4,39	+ 4,28
Juin	39,64	40,14	40,27	+ 2,73	+ 3,02
Juillet	39,70	40,32	40,44	+ 4,10	+ 3,77
Août	39,01	40,34	40,44	+11,14	+ 6,54

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

² Moyenne du 15 avril au 31 décembre 1969.

³ Moyenne du 1er janvier au 13 août 1971.

⁴ Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971.

⁵ Moyenne du 21 au 31 décembre 1971.

⁶ Moyenne du 1er janvier au 9 février 1973.

⁷ Moyenne du 14 février au 1er mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 13 février.

⁸ Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total (7) = (3) + (6)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	42,3	- 41,7	- 46,8
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	44,2	- 43,9	- 49,0
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	59,4	- 48,8	- 43,2
1971	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	63,8	- 63,2	- 54,3
1972	365,1	368,5	- 3,4	0,5	76,3	- 75,8	- 79,2
1973	409,7	431,9	- 22,2	0,8	75,0	- 74,2	- 96,4
1974	488,8	508,7	- 19,9	0,7	77,9	- 77,2	- 97,1

Nouvelle série

Périodes	Opérations courantes			Opérations en capital			Solde budgétaire total (7) = (3) + (6)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1974	483,8	484,4	- 0,6	5,7	62,9	- 57,2	- 57,8
1975 3 premiers mois	117,3	167,9	- 50,6	1,7	18,2	- 16,5	- 67,1
6 premiers mois	254,4	325,8	- 71,4	3,5	38,8	- 35,3	- 106,7
7 premiers mois	323,2	380,4	- 57,2	4,2	46,0	- 41,8	- 99,0
8 premiers mois	361,3	415,9	- 54,6	4,8	51,1	- 46,3	- 100,9
9 premiers mois	399,3	464,9	- 65,6	5,4	57,4	- 52,0	- 117,6
10 premiers mois	471,3	516,6	- 45,3	6,1	66,9	- 60,8	- 106,1
11 premiers mois	513,6	563,9	- 50,3	6,6	72,3	- 65,7	- 116,0
12 mois	577,5	620,3	- 42,8	7,6	78,6	- 71,0	- 113,8
1976 1 ^{er} mois	50,1	72,9	- 22,8	0,7	8,3	- 7,6	- 30,4
2 premiers mois	98,7	130,5	- 31,8	1,4	12,9	- 11,5	- 43,3
3 premiers mois	133,6	195,7	- 62,1	2,1	19,6	- 17,5	- 79,6
4 premiers mois	198,1	273,9	- 75,8	2,7	26,6	- 23,9	- 99,7
5 premiers mois	241,3	325,8	- 84,5	3,3	32,4	- 29,1	- 113,6
6 premiers mois	287,3	387,5	- 100,2	4,1	39,3	- 35,2	- 135,4
7 premiers mois	364,0	453,8	- 89,8	4,7	47,3	- 42,6	- 132,4

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.
² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Depuis le début de 1973, les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes. Les données pour les années antérieures à 1973 ont été rendues comparables en ajoutant aux dépenses du budget extraordinaire proprement dit les investissements du Fonds des Routes quel que soit leur mode de financement.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortisse- ments de la dette 2	Résultat de caisse	Placements spéciaux 3	Total à financer	Financement						
							Produit net d'emprunts consolidés 4	Variations de la dette flottante 5					Total
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers 6	
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6) = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	
1974 3 premiers mois	- 48,4	- 3,3	- 10,0	- 61,7	...	- 61,7	+ 28,2	+ 12,8	+ 22,3	- 1,6	...	...	+ 33,5
6 premiers mois	- 79,9	+ 1,6	- 19,9	- 98,2	...	- 98,2	+ 62,4	+ 15,4	+ 17,2	+ 3,2	...	...	+ 35,8
9 premiers mois	- 61,0	+ 4,4	- 28,6	- 85,2	...	- 85,2	+ 87,9	- 0,5	- 7,5	- 0,7	...	+ 6,0	- 2,7
12 mois	- 57,8	+ 4,3	- 39,3	- 92,8	...	- 92,8	+ 84,9	+ 4,7	- 3,2	+ 2,3	...	+ 4,1	+ 7,9
1975 3 premiers mois	- 67,1	+ 3,0	- 8,3	- 72,5	...	- 72,5	+ 37,3	- 2,7	+ 37,5	+ 0,4	...	...	+ 35,2
6 premiers mois	-106,7	+ 7,9	- 16,3	-115,1	...	-115,1	+ 56,2	+ 15,4	+ 40,2	+ 5,4	...	- 2,1	+ 58,9
7 premiers mois	- 99,0	+ 3,9	- 19,1	-114,2	...	-114,2	+ 82,8	...	+ 27,3	+ 6,2	...	- 2,1	+ 31,4
8 premiers mois	-100,9	+ 3,0	- 21,5	-119,4	- 0,1	-119,5	+ 82,8	- 5,1	+ 41,0	+ 3,5	...	- 2,7	+ 36,7
9 premiers mois	-117,6	+ 5,9	- 25,1	-136,8	...	-136,8	+ 83,2	+ 6,3	+ 46,9	+ 2,9	...	- 2,5	+ 53,6
10 premiers mois	-106,1	+ 3,5	- 29,0	-131,6	- 7,1	-138,7	+122,7	- 5,1	+ 23,7	+ 5,9	...	- 8,5	+ 16,0
11 premiers mois	-116,0	+ 7,0	- 31,2	-140,2	- 0,9	-141,1	+122,8	- 5,1	+ 28,7	+ 2,2	...	- 7,5	+ 18,3
12 mois	-113,8	+ 9,6	- 35,0	-139,2	...	-139,2	+122,8	- 0,9	+ 15,2	+ 3,7	...	- 1,6	+ 16,4
1976 1 ^{er} mois	- 30,4	- 1,5	- 3,1	- 35,0	- 12,4	- 47,4	+ 22,7	- 4,2	+ 24,1	+ 11,0	...	- 6,2	+ 24,7
2 premiers mois	- 43,3	- 2,1	- 6,1	- 51,5	...	- 51,5	+ 23,2	+ 14,8	+ 14,0	- 0,3	...	- 0,2	+ 28,3
3 premiers mois	- 79,6	- 1,9	- 9,2	- 90,7	...	- 90,7	+ 62,5	+ 16,4	+ 8,7	+ 3,2	...	- 0,1	+ 28,2
4 premiers mois	- 99,7	- 3,1	- 12,7	-115,5	...	-115,5	+ 57,5	+ 16,4	+ 24,2	+ 17,5	...	- 0,1	+ 58,0
5 premiers mois	-113,6	- 1,3	- 16,6	-131,5	...	-131,5	+ 57,5	+ 16,4	+ 50,8	+ 6,9	...	- 0,1	+ 74,0
6 premiers mois	-135,4	+ 5,3	- 22,0	-152,1	...	-152,1	+ 99,7	+ 16,4	+ 28,1	+ 8,2	...	- 0,3	+ 52,4
7 premiers mois	-132,4	+ 2,1	- 25,8	-156,1	...	-156,1	+ 98,6	+ 16,4	+ 26,1	+ 15,3	...	- 0,3	+ 57,5

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1 nouvelle série.

2 Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

3 Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

4 Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

5 Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.L. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

6 Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra-budgétaires 2	Déficit de trésorerie 3	Amortissements de la dette publique compris dans les dépenses budgétaires 4	Besoins nets de financement du Trésor 4	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés 6	des engagements à moyen terme 7	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1968	- 46,8	- 2,8	- 49,6	+ 15,5	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1969	- 49,0	- 1,0	- 50,0	+ 21,9	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1
1970	- 43,2	- 1,0	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971	- 54,3	+ 1,3	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,5	+ 62,5	- 23,7
1972	- 79,2	- 4,5	- 83,7	+ 20,0	- 63,7	+ 77,4	+ 4,3	- 2,1	+ 79,6	- 15,9
1973	- 96,4	+ 10,8	- 85,6	+ 34,5	- 51,1	+ 62,1	- 1,8	- 6,2	+ 54,1	- 3,0
1974	- 97,1	+ 0,4	- 96,7	+ 39,3	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes parafiscaux, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2, s'explique par le fait que le déficit de trésorerie tient compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse »; les opérations en question sont énumérées dans la note 2.

4 Cf. tableau XVI-3b.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

Nouvelle série

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra-budgétaires 2	Besoins nets de financement du Trésor 3 4	Couverture 5				
				Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
				Variations			Total	
				de l'encours des emprunts consolidés 4	des engagements à moyen terme 5	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8)	
1974	- 57,8	+ 0,4	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5
1975 3 premiers mois	- 67,1	+ 2,0	- 65,1	+ 30,5	...	+ 35,5	+ 66,0	- 0,9
6 premiers mois	- 106,7	+ 5,6	- 101,1	+ 43,1	- 0,3	+ 58,8	+ 101,6	- 0,5
7 premiers mois	- 99,0	+ 0,4	- 98,6	+ 68,2	- 1,5	+ 32,5	+ 99,2	- 0,6
8 premiers mois	- 100,9	+ 0,4	- 101,3	+ 65,9	- 1,9	+ 37,7	+ 101,7	- 0,4
9 premiers mois	- 117,6	+ 2,8	- 114,8	+ 62,4	- 2,1	+ 55,4	+ 115,7	- 0,9
10 premiers mois	- 106,1	- 1,4	- 107,5	+ 99,9	+ 3,8	+ 10,1	+ 107,9	- 0,4
11 premiers mois	- 116,0	+ 2,0	- 114,0	+ 97,9	- 2,1	+ 17,7	+ 113,5	+ 0,5
12 mois	- 113,8	+ 4,5	- 109,3	+ 94,4	- 2,4	+ 17,9	+ 109,9	- 0,6
1976 1 ^{er} mois	- 30,4	- 1,5	- 31,9	+ 19,7	- 0,3	+ 12,4	+ 31,8	+ 0,1
2 premiers mois	- 43,3	- 2,1	- 45,4	+ 17,1	- 0,5	+ 28,5	+ 45,1	+ 0,3
3 premiers mois	- 79,6	- 3,3	- 82,9	+ 54,9	- 0,9	+ 28,5	+ 82,5	+ 0,4
4 premiers mois	- 99,7	- 3,2	- 102,9	+ 45,3	- 1,5	+ 59,2	+ 103,0	- 0,1
5 premiers mois	- 113,6	- 1,2	- 114,8	+ 41,2	- 1,7	+ 75,5	+ 115,0	- 0,2
6 premiers mois	- 135,4	+ 4,5	- 130,9	+ 79,1	- 1,9	+ 53,7	+ 130,9	...
7 premiers mois	- 132,4	+ 0,9	- 131,5	+ 74,8	- 2,3	+ 59,4	+ 131,9	- 0,4

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Voir note 2 de la série précédente.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre

part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

4 Cf. tableau XVI-3b.

5 Voir note 5 de la série précédente.

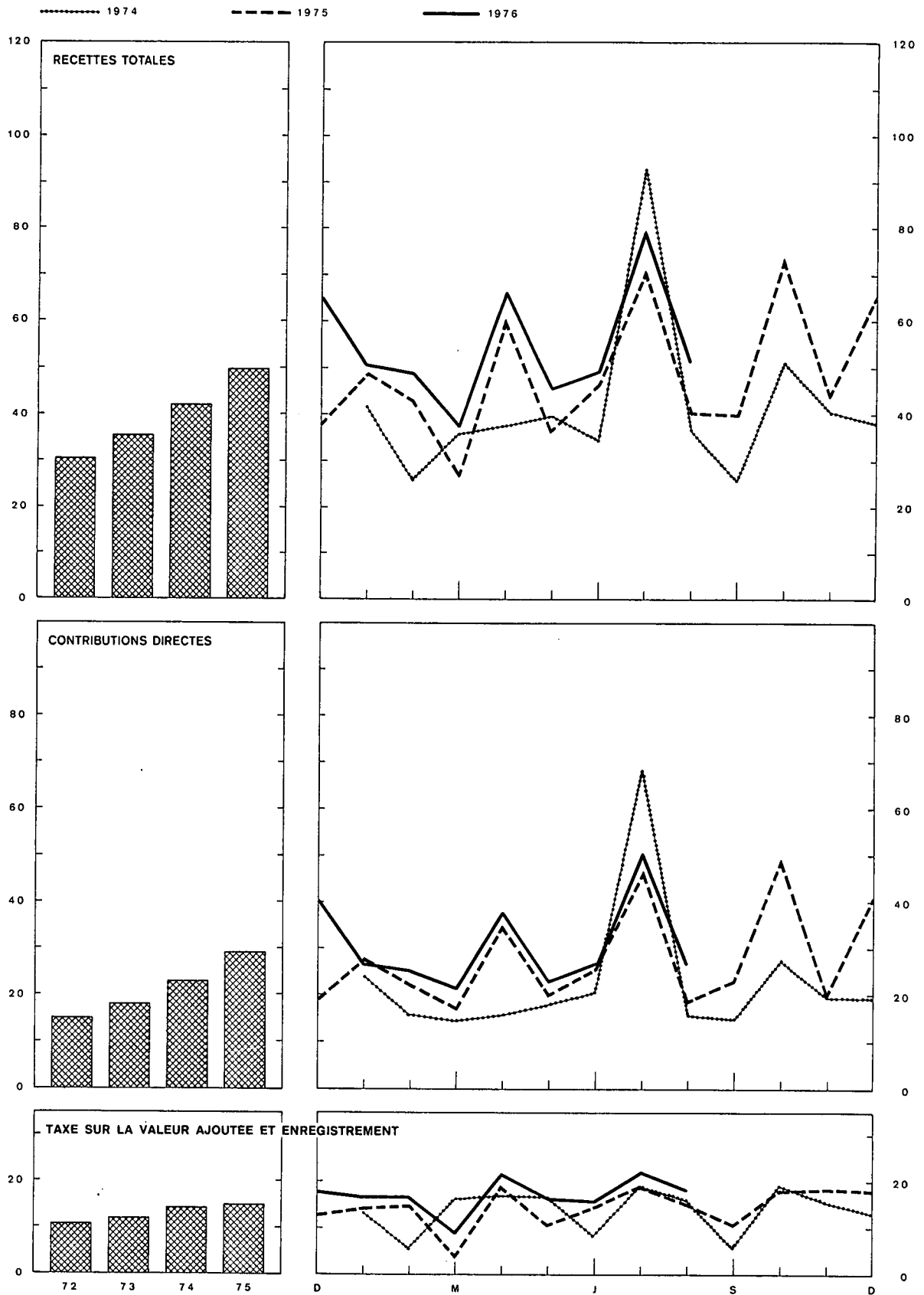
6 Voir note 6 de la série précédente.

7 Voir note 7 de la série précédente.

XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile) ¹
(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes totales ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales
	Contributions directes ²	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	dont versements anticipés		
1972	178,8	49,4	130,5	358,7	.....	5,1	363,8
1973	219,3	54,1	146,6	420,0	55,3	5,1	425,1
1974	275,3	52,9	167,2	495,4	62,1	5,1	500,5
1975	349,4	62,4	179,5	591,3	78,5	6,6	597,9
1974 1 ^{er} trimestre	54,2	12,7	35,6	102,5	4,5	1,0	103,5
2 ^e trimestre	55,0	12,8	42,4	110,2	3,3	1,3	111,5
3 ^e trimestre	99,4	12,7	41,5	153,6	48,9	1,3	154,9
4 ^e trimestre	66,7	14,7	47,7	129,1	5,4	1,5	130,6
1975 1 ^{er} trimestre	68,3	15,3	33,8	117,4	4,6	1,6	119,0
2 ^e trimestre	81,2	15,9	44,9	142,0	18,1	1,5	143,5
3 ^e trimestre	88,6	15,0	46,1	149,7	21,3	1,7	151,4
4 ^e trimestre	111,3	16,2	54,7	182,2	34,5	1,8	184,0
1976 1 ^{er} trimestre	74,8	17,4	42,9	135,1	1,5	1,9	137,0
1975 Août	18,8	5,1	16,0	39,9	0,1	0,5	40,4
1976 Août	27,0	5,8	18,4	51,2	3,1	0,6	51,8

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, au Fonds

des Routes, au Fonds Spécial des Communes et aux Communautés Européennes, mais à l'exclusion des droits de douane cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

⁴ Droits de Succession.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹
(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1975				1975 : août				1976 : août			
	Recettes fiscales totales (1)	Recettes affectées hors budget (2)	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales (1)	Recettes affectées hors budget (2)	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales (1)	Recettes affectées hors budget (2)	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²
A. Recettes courantes :												
I. Contributions directes	349,4	13,0	336,4	332,5	18,8	0,7	18,1	15,8	27,0	0,8	26,2	26,2
précompte immobilier	1,3	...	1,3	1,3	0,1	...	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1
précompte mobilier	27,9	...	27,9	27,6	2,3	...	2,3	1,6	3,0	...	3,0	2,2
versements anticipés	78,4	2,2	76,2	99,4	0,1	...	0,1	0,3	3,1	...	3,1	4,0
impôts de sociétés (rôles) ...	10,2	...	10,2	9,2	-1,5	...	-1,5	-1,3	-0,7	...	-0,7	-0,7
impôts des personnes physiques (rôles)	36,8	1,5	35,3	30,5	2,1	0,1	2,0	1,7	1,9	0,1	1,8	1,8
précompte professionnel	184,0	1,5	182,5	162,3	15,2	0,1	15,1	13,4	19,0	0,1	18,9	18,8
divers	10,8	7,8	3,0	2,3	0,5	0,5	...	...	0,6	0,6	...	...
II. Douanes et accises	62,4	4,0	58,4	61,2	5,1	0,5	4,6	4,9	5,8	0,6	5,2	5,0
III. T.V.A. et enregistrement	179,5	15,0	164,5	177,9	16,0	1,1	14,9	15,1	18,4	1,5	16,9	17,0
B. Recettes en capital	6,6	...	6,6	5,3	0,5	...	0,5	0,4	0,6	...	0,6	0,5

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Prévisions pour le budget proprement dit.

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, vol. I, n° 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e an-

née, vol. II, n° 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, vol. I, n° 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ». — Le année, vol. I, n° 4, avril 1975 : « Chapitre XI : « Finances publiques » de la partie statistique. - Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements		
		Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-rie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires				
															(1)	(2)
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	0,3	131,4	—	8,4	—	4,9	3,3	148,5	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	9,5	—	—	—	—	172,1	—	0,3	—	2,4	—	—	184,3
			Obligations	36,3	—	—	—	—	5,5	—	12,2	24,4	—	—	—	78,4
			Autres emprunts à plus d'un an	—	0,2	—	—	1,0	—	—	232,6	59,4	231,3	—	—	524,5
			Divers	—	5,1	7,5	—	43,9	—	—	—	1,8	20,5	1,2	—	80,0
	(Actions et parts)	(372,1)	(3,1)	(0,5)	—	(0,1)	—	(2,3)	(—)	(0,8)	(6,4)	(...)	(...)	(...)	(385,3)	
		Total ...	45,8	5,5	7,5	—	44,9	0,3	309,0	—	255,3	104,3	239,8	3,3	1.015,7	
		Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	0,1	1,3	—	0,4	—	0,6	—	2,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .		0,5	—	—	—	—	0,4	3,7	—	—	—	—	—	4,6	
	Obligations accessibles à tout placeur		22,2	2,1	—	—	0,4	2,2	12,4	1,7	9,9	7,1	2,3	—	60,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	0,1	—	0,2	—	0,7	6,3	—	6,9	6,3	3,4	3,0	26,9	
	Autres emprunts à plus d'un an		—	—	—	0,1	—	1,3	—	—	—	0,3	29,1	—	30,8	
	Divers	12,7	0,2	6,8	0,7	—	4,4	0,1	—	—	—	—	2,9	27,7		
	(Actions et parts)	(1,0)	—	(19,9)	(11,3)	(...)	—	—	(0,2)	(—)	(0,5)	(0,3)	(0,7)	(0,9)	(34,8)	
		Total ...	35,4	2,4	6,8	1,0	0,4	9,1	23,8	1,7	17,2	13,7	35,3	5,9	152,7	
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	3,9	—	2,3	—	2,3	64,4	—	—	—	0,1	12,5	85,5	
	Certificats à un an au plus		—	1,0	—	0,2	—	8,5	20,1	8,3	14,7	—	6,6	—	59,4	
	Obligations accessibles à tout placeur		180,8	3,6	—	2,5	5,4	4,3	146,8	8,9	61,3	59,8	26,6	2,8	502,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	0,2	—	—	—	4,3	66,5	—	6,6	1,4	3,0	—	82,0	
	Divers		—	1,4	—	—	1,1	1,2	—	—	5,3	2,2	0,9	—	12,1	
	Total ...	184,7	6,2	—	5,0	6,5	20,6	297,8	17,2	87,9	63,4	37,2	15,3	741,8		
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1		
Engagements en comptes courants ou d'avances .		—	—	—	—	—	—	21,3	—	—	—	—	—	21,3		
Obligations accessibles à tout placeur		48,7	0,2	—	0,1	0,2	0,4	16,9	3,7	13,4	13,5	4,6	—	101,7		
Obligations non accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	—	3,0	—	16,7	0,8	2,5	0,3	23,3		
Autres emprunts à plus d'un an	—	7,6	—	—	—	—	—	—	11,2	—	125,9	—	144,7			
Divers	2,9	1,0	4,3	—	—	—	0,2	—	—	—	0,4	6,5	15,3			
	Total ...	51,6	8,8	4,3	0,1	0,2	0,4	41,5	3,7	41,3	14,3	133,4	6,8	306,4		
	Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Engagements en comptes courants ou d'avances .		—	—	—	—	—	—	0,5	—	—	—	—	—	0,5		
Réserves de sécurité sociale		28,1	—	—	—	—	—	9,0	—	—	—	—	—	37,1		
Obligations accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Obligations non accessibles à tout placeur		—	—	—	—	0,1	—	—	—	0,4	1,6	0,6	—	3,9		
Divers	34,1	—	2,7	—	—	0,3	0,1	—	1,0	2,6	0,4	7,3	48,5			
	Total ...	62,2	—	2,7	—	0,1	9,3	1,8	—	1,4	4,2	1,0	7,3	90,0		
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	6,3	—	—	—	—	—	6,3		
Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		—	—	—	—	—	0,7	44,0	—	3,2	—	5,8	0,4	54,1		
Engagements en comptes courants ou d'avances .		—	—	—	—	—	—	61,0	—	—	—	—	—	61,0		
Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)		—	—	—	—	—	—	390,7	—	—	—	—	—	390,7		
Obligations		12,9	—	—	—	0,2	—	31,6	—	1,0	4,6	—	—	50,3		
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		—	—	14,0	—	—	—	25,9	—	—	—	—	—	39,9		
Divers		—	2,9	9,1	—	1,3	—	4,3	—	0,4	—	—	0,2	18,2		
(Actions et parts)	(...)	(0,3)	(0,5)	—	—	(—)	(4,3)	(—)	(0,2)	(1,4)	(—)	(...)	(6,6)			

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Argent à très court terme	178,1	0,0	0,1	0,0	1,0	14,5	3,8	2,5	0,1	2,2	1,3	...	20,8	
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	400,9	—	—	—	—	—	—	400,9	
	Dépôts en devises des résidents	9,2	.....	.....	.....	.....	—	—	—	.....	.....	.....	.....	9,2
	Dépôts sur livrets des résidents	133,9	.....	.....	.....	.....	—	—	—	.....	.....	.....	.....	133,9
	Dépôts à terme des résidents	105,3	.....	.....	.....	.....	—	—	—	3,2	...	2,3	...	110,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	70,1	...	—	—	...	...	70,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	35,4	.....	.....	.....	.....	.....	0,1	—	0,1	0,2	.....	.....	35,8
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	.....	7,7	...	2,8	...	1,3	45,3	57,6
	(Actions et parts)	(20,5)	.....	(0,2)	.....	.....	.....	(1,6)	(—)	(0,4)	(0,5)	.....	.....	(23,2)
	Total ...	759,1	6,9	0,7	36,6	1,6	415,4	81,7	2,5	12,5	2,4	4,6	45,3	1.369,3	
	Fonds des Renties (8)	Argent à très court terme	—	—	—	0,1	—	2,4	3,4	—	2,3	—	0,8	...	9,0
		Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	—	5,1	—	5,3	—	0,5	—	10,9
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	2,5	—	—	—	—	—	2,5
		Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	—	—	—	0,1	2,9
	Total ...	—	—	2,8	0,1	—	2,4	11,0	—	7,6	—	1,3	0,1	25,3	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	12,6	...	...	1,7	2,5	...	...	—	...	2,7	0,6	0,1	20,2
	Argent à très court terme .....	—	—	—	—	—	—	...	...	—	—	—	—	...
	Dépôts sur livrets	336,3	0,2	—	0,3	...	—	...	...	...	...	...	...	336,8
	Dépôts à terme	4,3	1,8	0,3	1,6	5,5	4,8	—	—	...	7,8	0,1	0,2	26,4	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	...	...	...	—	—	—	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,1	—	...	—	—	—	0,1	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	69,4	...	—	...	...	.....	0,6	—	0,1	0,8	...	...	70,9
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	
	Divers	3,4	...	0,1	...	...	...	0,1	...	0,1	...	0,2	10,2	14,1
	(Actions et parts)	(3,4)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(1,0)	(0,3)	.....	.....	(4,7)
Total ...	427,2	2,0	0,4	3,6	8,0	4,8	0,8	...	0,2	11,3	0,9	10,6	469,8		
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	47,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	47,4	
	Réserves mathématiques	226,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	226,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	21,2	...	0,4	...	0,1	...	...	—	0,5	...	...	1,1	23,3
	(Actions et parts)	(2,7)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(—)	(0,1)	(...)	(—)	(...)	(2,8)
Total ...	294,8	...	0,4	...	0,1	...	...	...	0,5	...	...	1,1	296,9	
Organismes publiques de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	7,6	...	—	0,2	...	.....	0,1	—	...	...	...	...	7,9
	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	...	0,6	...	0,2	—	0,3	...	1,1	
	Dépôts sur livrets	22,4	...	—	...	...	.....	...	...	...	...	...	...	22,4
	Dépôts à terme	6,8	2,2	.....	4,6	6,3	0,7	2,4	—	...	0,7	0,5	1,0	25,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	.....	...	...	.....	0,5	—	6,4	...	0,1	...	7,0
	Obligations accessibles à tout placeur	204,8	0,3	...	0,1	6,8	.....	33,2	0,9	25,3	24,1	5,0	...	300,5
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	2,7	10,4	5,2	...	17,9	22,3	3,3	4,8	66,6
	Divers	5,8	...	17,7	...	...	.....	...	—	0,1	...	0,3	15,7	39,5
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,5)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,5)	
Total ...	247,4	2,5	17,7	4,9	15,8	11,1	42,0	0,9	49,9	47,1	9,5	21,5	470,3		
ajustements Secteurs Indéterminés et (12)	.....	.....	5,8	...	...	3,8	.....	29,6	1,2	13,8	6,9	6,1	—	67,2
	(13) = (1) à (12)	2.121,1	43,0	66,4	51,3	83,0	474,1	1.402,8	27,2	492,2	272,2	475,0	117,6	5.625,9	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1973

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,3	—	—	—	0,3	147,0	—	6,0	—	4,5	0,5	158,6	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	14,5	—	—	—	0,3	218,4	—	0,3	—	3,0	—	236,2	
		Obligations	39,6	—	—	—	0,1	—	6,5	—	13,7	—	—	86,8	
		Autres emprunts à plus d'un an	—	0,2	—	—	1,0	—	—	—	269,5	66,0	254,5	—	591,2
		Divers	—	6,0	9,4	—	49,5	—	—	—	2,4	—	1,3	—	92,2
	(Actions et parts)	(384,6)	(3,4)	(0,5)	—	(0,2)	—	(3,0)	(—)	(1,1)	(7,0)	(...)	(...)	(399,8)	
	Total ...	54,1	6,5	9,4	—	50,6	0,3	371,9	—	291,9	116,5	263,3	0,5	1.165,0	
	Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	0,3	0,8	—	0,6	—	1,6	—	3,3	
Engagements en comptes courants ou d'avances .		0,4	—	—	—	0,1	8,2	—	—	—	0,7	—	9,4		
Obligations accessibles à tout placeur		23,0	2,3	—	—	0,3	1,0	13,0	1,9	13,8	7,7	1,7	64,7		
Obligations non accessibles à tout placeur		—	0,1	—	0,2	0,1	0,6	6,2	—	7,8	6,7	3,3	2,9	27,9	
Autres emprunts à plus d'un an		—	—	—	0,1	—	1,7	—	—	1,3	—	0,2	—	38,4	
Divers	14,5	0,2	7,2	0,7	—	4,6	—	—	—	—	—	3,8	31,0		
(Actions et parts)	(1,0)	—	(20,3)	(11,6)	(...)	—	(0,2)	(—)	(0,6)	(0,3)	(0,8)	(0,9)	(35,7)		
Total ...	37,9	2,6	7,2	1,0	0,4	8,3	28,2	1,9	23,5	14,6	42,4	6,7	174,7		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	5,5	—	—	4,6	—	6,1	64,0	—	—	0,6	18,0	98,8		
	Certificats à un an au plus	—	1,1	—	0,2	—	10,9	14,8	9,1	13,0	—	7,3	56,4		
	Obligations accessibles à tout placeur	189,7	3,6	—	2,5	6,8	3,8	180,3	8,5	70,2	65,3	29,8	564,3		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	—	—	3,3	65,1	—	7,1	1,6	1,9	79,1		
	Divers	—	1,4	—	—	—	2,1	6,2	—	7,7	1,9	0,5	21,0		
Total ...	195,2	6,3	—	7,3	8,9	25,3	330,4	17,6	98,0	68,8	40,1	21,7	819,6		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	0,4		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	—	23,6	—	—	—	—	23,6		
	Obligations accessibles à tout placeur	53,0	0,3	—	0,1	0,2	0,3	25,8	4,1	18,7	14,3	4,4	121,2		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	4,8	—	16,3	0,4	3,4	25,1		
Autres emprunts à plus d'un an	—	7,3	—	—	—	—	—	—	12,8	—	141,7	—	161,8		
Divers	3,3	1,2	5,5	—	—	—	—	—	—	—	0,4	10,3	20,7		
Total ...	56,3	8,8	5,5	0,1	0,2	0,3	54,6	4,1	47,8	14,7	149,9	10,5	352,8		
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	0,4		
	Réserves de sécurité sociale	33,0	—	—	—	—	—	9,7	—	—	—	—	42,7		
	Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,1	—	1,7	—	0,2	1,2	—	3,2		
Divers	38,5	—	2,7	—	—	0,3	1,1	—	0,9	3,3	0,5	10,1	57,4		
Total ...	71,5	—	2,7	—	0,1	10,0	3,2	—	1,1	4,5	0,5	10,1	103,7		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	3,8	—	—	—	—	3,8		
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	0,4	47,2	—	4,1	—	6,1	58,2		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	—	76,7	—	—	—	—	76,7		
	Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	—	—	—	—	—	505,0	—	—	—	—	505,0		
	Obligations	19,0	—	—	—	0,2	—	48,1	—	1,4	5,2	—	73,9		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	16,3	—	—	—	24,0	—	—	—	—	40,3		
	Divers	—	3,4	10,4	—	1,4	—	3,7	—	0,6	—	—	19,5		
	(Actions et parts)	(0,2)	(0,2)	(0,5)	—	—	(—)	(5,4)	(—)	(...)	(1,4)	(—)	(...)	(7,5)	
Total ...	19,0	3,4	26,7	—	1,6	0,4	589,5	—	6,4	10,7	—	—	607,0		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	511,1	6,2	6,1	41,6	2,5	15,1	3,9	...	7,5	1,2	0,8	...	577,0	
	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	15,1	3,9	...	0,3	—	...	...	19,3
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	541,5	—	—	—	—	—	—	541,5	
	Dépôts en devises des résidents	11,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,9	
	Dépôts sur livrets des résidents	158,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	158,7	
	Dépôts à terme des résidents	133,9	—	—	...	...	—	—	—	5,5	0,3	3,9	...	143,6
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	99,5	...	—	—	...	...	99,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	41,4	—	—	...	—	—	—	—	0,1	0,3	—	...	41,8	
	Divers	0,3	...	0,3	...	...	—	21,3	...	8,0	0,5	3,7	60,1	94,2
	(Actions et parts)	(22,4)	—	(0,2)	—	—	—	(2,3)	(—)	(0,3)	(0,6)	—	—	(25,8)	
	Total ...	857,3	6,2	6,4	41,6	2,5	556,6	124,7	...	21,4	2,3	8,4	60,1	1.687,5	
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	3,5	1,2	—	2,4	—	0,8	0,1	8,0
		Certificats à un an au plus	—	—	—	0,1	—	—	8,4	—	4,3	—	...	—	12,8
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
		Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	3,0
Total ...		—	—	2,8	0,1	—	3,5	9,6	—	6,7	—	0,8	0,3	23,8	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	15,1	...	...	3,8	1,8	...	...	—	...	1,8	1,2	0,2	23,9
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	...	...	...	—	...	...	...
	Dépôts sur livrets	382,2	0,2	—	0,3	...	—	—	—	—	—	—	—	382,7	
	Dépôts à terme	6,8	1,9	0,4	1,1	7,4	2,7	—	—	...	10,4	0,6	...	31,3	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	...	0,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	1,0	—	—	—	—	...	1,0	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	83,1	...	—	...	...	—	0,8	—	0,1	0,8	...	...	84,8
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,3	
	Divers	3,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	0,1	...	0,2	13,0	16,7
	(Actions et parts)	(3,8)	—	—	—	—	—	—	—	(0,8)	(0,3)	—	—	(4,9)	
Total ...	491,7	2,1	0,5	5,2	9,2	2,8	2,0	...	0,2	13,0	2,0	13,2	541,9		
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	54,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54,9	
	Réserves mathématiques	241,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	241,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	24,5	...	0,4	...	...	...	...	...	0,2	...	...	2,1	27,2
	(Actions et parts)	(2,8)	—	—	—	—	—	—	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	(2,8)	
Total ...	320,6	...	0,4	...	...	...	...	...	0,2	...	...	2,1	323,3	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	9,3	...	—	0,7	...	—	0,1	—	...	0,3	...	...	10,4
	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	...	0,1	...	...	—	...	...	0,1
	Dépôts sur livrets	27,5	...	—	...	...	—	...	—	...	...	...	...	27,5
	Dépôts à terme	8,1	3,6	—	10,8	8,7	0,7	2,4	—	...	1,5	0,3	0,5	36,6	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	—	0,4	—	7,6	...	0,4	...	8,4
	Obligations accessibles à tout placeur	232,8	0,4	...	0,3	7,3	—	31,2	1,2	27,1	26,2	6,0	...	332,5	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	3,1	7,4	9,4	...	19,9	22,8	3,3	4,6	70,5
	Divers	5,0	...	18,8	...	...	...	...	...	0,2	...	0,2	17,2	41,4
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,5)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,5)	
Total ...	282,7	4,0	18,8	11,8	19,1	8,1	43,6	1,2	54,8	50,8	10,2	22,3	527,4		
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	8,5	...	...	4,3	—	44,7	1,2	14,4	6,9	8,1	—	88,2
	Totale des créances	2.386,3	48,4	80,4	67,2	96,9	615,6	1.721,4	26,0	566,1	297,3	531,8	147,9	6.585,2	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1973

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements		
		Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires			
															(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	+ 0,1	—	.....	.....	— 0,1	+ 15,7	—	— 2,3	.....	— 0,5	— 2,7	+ 10,2
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	+ 5,0	.....	.....	.....	.....	+ 46,3	—	...	.....	+ 0,6	...	+ 51,9	
		Obligations	+ 3,3	...	...	...	...	+ 1,0	—	+ 1,5	+ 2,6	...	...	+ 8,4	
		Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	—	+ 36,8	+ 6,6	+ 23,2	...	+ 66,6	
		Divers .....	...	+ 0,9	+ 1,9	.....	+ 5,6	+ 34,7 ¹	...	—	+ 0,5	+ 3,1	+ 0,2	...	+ 46,9
		(Actions et parts)	(+ 9,3)	(+ 0,3)	(...)	.....	(...)	(+ 3,4) ²	(+ 0,8)	(—)	(+ 0,3)	(+ 0,6)	(...)	(...)	(+ 14,7)
	Total ...	+ 8,3	+ 1,0	+ 1,9	...	+ 5,6	+ 34,6	+ 63,0	—	+ 36,6	+ 12,3	+ 23,5	— 2,7	+ 184,0	
	Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	.....	—	...	...	+ 0,2	— 0,5	—	+ 0,1	.....	+ 1,1	...	+ 0,9
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	— 0,1	.....	...	.....	.....	— 0,2	+ 4,4	—	...	+ 0,7	...	+ 4,8	
		Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,8	+ 0,2	...	.....	.....	— 1,2	+ 0,7	+ 0,1	+ 3,9	+ 0,6	...	+ 4,5	
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	.....	.....	...	+ 0,1	...	+ 0,9	+ 0,4	— 0,1	+ 0,9	
		Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	...	—	+ 1,4	— 0,1	+ 6,0	+ 7,6	
		Divers	+ 1,8	...	+ 0,4	+ 0,1	.....	+ 0,1	— 0,1	—	...	...	...	+ 3,3	
		(Actions et parts) .....	(...)	.....	(+ 0,4)	(+ 0,4)	(...)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,9)	
	Total ...	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,1	...	— 0,8	+ 4,4	+ 0,1	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,1	+ 0,8	+ 22,0	
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 1,6	...	—	+ 2,3	...	+ 3,8	— 0,4	...	...	...	+ 0,5	+ 5,5	+ 13,3
		Certificats à un an au plus .....	...	+ 0,1	—	— 0,1	...	+ 1,3	— 5,2	+ 0,8	— 1,8	...	+ 0,8	...	— 4,1
		Obligations accessibles à tout placeur	+ 8,9	...	—	+ 0,1	+ 1,3	— 0,6	+ 33,5	— 0,3	+ 8,9	+ 5,5	+ 3,2	+ 61,5	
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	—	...	...	— 1,0	+ 1,5	...	+ 0,5	+ 0,2	— 1,1	— 2,9	
		Divers .....	.....	.....	.....	+ 1,0	...	r ...	...	...	+ 2,4	— 0,3	— 0,5	r + 2,6	
	Total ...	+ 10,5	+ 0,1	—	+ 2,3	+ 2,3	+ 3,5	r + 26,4	+ 0,5	+ 10,0	+ 5,4	+ 2,9	+ 6,5	r + 70,4	
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	—	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	—	.....	.....	.....	.....	+ 0,3
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,3	—	.....	.....	.....	.....	+ 2,3
		Obligations accessibles à tout placeur	+ 4,3	— 0,1	...	...	...	...	+ 8,9	+ 0,4	+ 5,3	+ 0,8	— 0,2	...	+ 19,4
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	+ 1,8	...	— 0,4	— 0,4	+ 0,9	— 0,1	+ 1,9
		Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	...	—	+ 1,6	...	+ 15,8	...	+ 17,1
		Divers	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,2	.....	.....	.....	— 0,2	—	...	...	...	+ 3,8	+ 5,4
	Total ...	+ 4,7	— 0,1	+ 1,2	...	...	...	+ 13,1	+ 0,4	+ 6,6	+ 0,4	+ 16,5	+ 3,6	+ 46,4	
	Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	...	—	—	—	—	—	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	— 0,1	—	.....	.....	.....	.....	— 0,1
		Réserves de sécurité sociale	+ 4,8	—	—	—	—	+ 0,8 ⁴	—	—	—	—	—	—	+ 5,6
		Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,5	...	— 0,2	— 0,3	— 0,6	— 0,6	
		Divers	+ 4,5	...	...	...	...	...	+ 0,9	—	— 0,1	+ 0,7	+ 0,1	+ 2,8	+ 8,9
	Total ...	+ 9,3	...	...	...	...	+ 0,8	+ 1,3	...	— 0,3	+ 0,4	— 0,5	+ 2,8	+ 13,8	
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	—	— 2,6	...	...	—	...	...	— 2,6
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	.....	.....	.....	— 0,4	+ 3,2	—	+ 1,1	.....	+ 0,2	...	+ 4,1
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	—	+ 15,7	—	...	.....	...	...	+ 15,7
		Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	.....	.....	.....	.....	.....	—	+ 124,3	—	.....	.....	...	...	+ 124,3
		Obligations	+ 6,2 ³	...	...	...	...	—	+ 16,5	...	+ 0,3	+ 0,6	...	...	+ 23,6
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	+ 1,1	—	—	—	— 1,1	—	—	—	—	+ 1,1	+ 1,1
		Divers	+ 19,4	+ 0,5	+ 1,4	.....	.....	—	— 0,6	—	+ 0,1	...	— 0,2	...	+ 20,7
		(Actions et parts)	(+ 25,2) ³	(...)	(...)	.....	.....	(—)	(+ 1,1)	(—)	(— 0,1)	(...)	(—)	(...)	(+ 26,2)
	Total ...	+ 25,6	+ 0,5	+ 2,5	...	+ 0,1	— 0,4	+ 155,4	...	+ 1,5	+ 0,6	...	+ 1,1	+ 186,9	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+36,0	- 0,7	+ 5,7	+ 5,1	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,1	- 2,5	+ 1,1	- 1,0	+ 0,2	...	+ 10,8
	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	- 1,4
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	...	—	+140,6	—	—	—	—	—	—	+140,6
	Dépôts en devises des résidents	+ 2,7	.....	—	.....	.....	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,7
	Dépôts sur livrets des résidents	+24,8	.....	—	.....	.....	—	—	—	—	—	—	—	+ 24,8
	Dépôts à terme des résidents	+28,6	.....	—	...	+ 0,1	—	—	—	+ 2,2	+ 0,3	+ 1,5	...	+ 32,7
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	+29,3	...	—	—	...	...	+ 29,3
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 6,0	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 6,0
	Divers	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 36,7
	(Actions et parts)	(+ 1,9)	.....	(...)	.....	.....	.....	.....	(+ 0,7)	(-)	(- 0,1)	(...)	.....	(+ 2,6)
	Total ...	+98,1	- 0,7	+ 5,7	+ 5,1	+ 0,9	+141,3	+43,0	- 2,5	+ 8,9	- 0,2	+ 3,8	+14,8	+318,2
Fonds des Rentés (8)	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	+ 1,1	- 2,2	—	+ 0,1	—	...	...	- 1,0
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	—	+ 3,4	—	- 1,0	—	- 0,5	—	+ 1,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 2,5	—	—	—	—	—	- 2,5
	Divers	—	—	...	—	—	—	...	—	...	—	...	+ 0,1	+ 0,1
	Total ...	—	—	...	...	—	+ 1,1	- 1,4	—	- 0,9	—	- 0,5	+ 0,1	- 1,5
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 2,5	...	...	+ 2,1	- 0,7	...	...	—	...	- 1,0	+ 0,7	+ 0,1	+ 3,7
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Dépôts sur livrets	+45,9	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 45,9
	Dépôts à terme	+ 2,6	+ 0,1	+ 0,1	- 0,5	+ 1,9	- 2,0	—	—	—	+ 2,7	+ 0,4	- 0,2	+ 5,1
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	+ 0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,9	—	—	—	—	—	+ 0,9
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+13,7	...	—	...	...	.....	+ 0,2	—	- 0,1	+ 0,1	...	...	+ 13,9
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1
	Divers	- 0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 2,7	+ 2,4
	(Actions et parts)	(+ 0,5)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(- 0,2)	(- 0,1)	.....	.....	(+ 0,2)
	Total ...	+64,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,6	+ 1,2	- 2,0	+ 1,2	...	- 0,1	+ 1,8	+ 1,1	+ 2,6	+ 72,1
Organ. d'assur.-vie et socié. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 7,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 7,5
	Réserves mathématiques	+15,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 15,1
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	+ 3,2	...	...	...	- 0,1	...	...	...	- 0,2	...	...	+ 0,9	+ 3,8
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(-)	(- 0,1)	(...)	(-)	(...)	(...)
	Total ...	+25,8	...	...	...	- 0,1	...	...	...	- 0,2	...	...	+ 0,9	+ 26,4
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 1,7	...	—	+ 0,5	...	.....	...	—	...	+ 0,3	...	...	+ 2,5
	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	...	- 0,5	...	- 0,2	—	- 0,3	...	- 1,0
	Dépôts sur livrets	+ 5,1	...	—	...	...	.....	...	—	...	...	...	...	+ 5,1
	Dépôts à terme	+ 1,3	+ 1,3	.....	+ 6,2	+ 2,4	...	—	—	—	+ 0,8	- 0,4	- 0,4	+ 11,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	—	+ 1,3	...	+ 0,3	...	+ 1,5
	Obligations accessibles à tout placeur	+27,9	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 0,5	.....	- 2,0	+ 0,3	+ 1,8	+ 2,1	+ 1,0	...	+ 32,0
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	+ 0,4	- 3,0	+ 4,2	...	+ 2,0	+ 0,5	...	- 0,2	+ 3,9
	Divers	- 0,7	...	+ 1,1	...	...	.....	—	—	—	—	—	+ 1,5	+ 1,8
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)
	Total ...	+35,3	+ 1,5	+ 1,1	+ 6,9	+ 3,3	- 3,0	+ 1,6	+ 0,3	+ 4,9	+ 3,6	+ 0,8	+ 0,9	+ 57,2
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		.....	+ 2,7	...	...	+ 0,5	+ 1,2	+10,5	...	+ 0,6	- 0,1	+ 2,1	—	+ 17,5
(13) = (1) à (12)	Totale des créances	+284,6	+ 5,3	+12,9	+16,0	+13,8	+176,3	+318,6	- 1,2	+73,9	+25,1	+56,8	+31,4	+1.013,5

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Cf. rubriques 4.322, 4.323, 4.324 et 4.83 du tableau IX-1.

2 Cf. rubrique 4.921 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

3 Cf. rubrique 4.911 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises privées et particuliers ».)

4 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	45,8	5,5	7,5	...	44,9	103,7	0,8	309,0	—	255,3	104,3	239,8	908,4	3,3	1.015,7
2. Organismes publics d'exploitation	35,4	2,4	6,8	1,0	0,4	46,0	9,1	23,8	1,7	17,2	13,7	35,3	91,7	5,9	152,7
3. Etat (Trésor)	184,7	6,2	—	5,0	6,5	202,4	20,6	297,8	17,2	87,9	63,4	37,2	503,5	15,3	741,8
4. Secteur public non compris ailleurs	51,6	8,8	4,3	0,1	0,2	65,0	0,4	41,5	3,7	41,3	14,3	133,4	234,2	6,8	306,4
5. Sécurité sociale	62,2	...	2,7	...	0,1	65,0	9,3	1,8	...	1,4	4,2	1,0	8,4	7,3	90,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	379,7	22,9	21,3	6,1	52,1	482,1	39,7	673,9	22,6	403,1	199,9	446,7	1.746,2	38,6	2.306,6
7. Etranger	12,9	2,9	23,1	...	1,5	40,4	0,7	563,8	...	4,6	4,6	6,0	579,0	0,4	620,5
8. Organismes monétaires	759,1	6,9	0,7	36,6	1,6	804,9	415,4	81,7	2,5	12,5	2,4	4,6	103,7	45,3	1.369,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	2,4	11,0	—	7,6	—	1,3	19,9	0,1	25,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	427,2	2,0	0,4	3,6	8,0	441,2	4,8	0,8	...	0,2	11,3	0,9	13,2	10,6	469,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	294,8	...	0,4	...	0,1	295,3	...	...	...	0,5	...	...	0,5	1,1	296,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	247,4	2,5	17,7	4,9	15,8	288,3	11,1	42,0	0,9	49,9	47,1	9,5	149,4	21,5	470,3
13. Total des intermédiaires financiers	1.728,5	11,4	22,0	45,2	25,5	1.832,6	433,7	135,5	3,4	70,7	60,8	16,3	286,7	78,6	2.631,6
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	.....	5,8	...	...	3,8	9,6	.....	29,6	1,2	13,8	6,9	6,1	57,6	—	67,2
15. Total des créances	2.121,1	43,0	66,4	51,3	83,0	2.364,8	474,1	1.402,8	27,2	492,2	272,2	475,0	2.669,4	117,6	5.625,9
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.105,4	- 109,7	- 675,4	- 255,1	- 7,0	+ 58,2	- 146,4	+ 33,5	+ 1,9	+ 22,4	- 24,7	+ 4,7	+ 37,8	+ 50,4	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1973

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	54,1	6,5	9,4	...	50,6	120,6	0,3	371,9	—	291,9	116,5	263,3	1.043,6	0,5	1.165,0
2. Organismes publics d'exploitation	37,9	2,6	7,2	1,0	0,4	49,1	8,3	28,2	1,9	23,5	14,6	42,4	110,6	6,7	174,7
3. Etat (Trésor)	195,2	6,3	—	7,3	8,9	217,7	25,3	330,4	17,6	98,0	68,8	40,1	554,9	21,7	819,6
4. Secteur public non compris ailleurs	56,3	8,8	5,5	0,1	0,2	70,9	0,3	54,6	4,1	47,8	14,7	149,9	271,1	10,5	352,8
5. Sécurité sociale	71,5	...	2,7	...	0,1	74,3	10,0	3,2	...	1,1	4,5	0,5	9,3	10,1	103,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	415,0	24,2	24,8	8,4	60,2	532,6	44,2	788,3	23,6	462,3	219,1	496,2	1.989,5	49,5	2.615,8
7. Etranger	19,0	3,4	26,7	...	1,6	50,7	0,4	708,5	...	6,1	5,2	6,1	725,9	0,4	777,4
8. Organismes monétaires	857,3	6,2	6,4	41,6	2,5	914,0	556,6	124,7	...	21,4	2,3	8,4	156,8	60,1	1.687,5
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	3,5	9,6	—	6,7	—	0,8	17,1	0,3	23,8
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	491,7	2,1	0,5	5,2	9,2	508,7	2,8	2,0	...	0,2	13,0	2,0	17,2	13,2	541,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	320,6	...	0,4	...	...	321,0	...	...	...	0,2	...	...	0,2	2,1	323,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	282,7	4,0	18,8	11,8	19,1	336,4	8,1	43,6	1,2	54,8	50,8	10,2	160,6	22,3	527,4
13. Total des intermédiaires financiers	1.952,3	12,3	28,9	58,7	30,8	2.083,0	571,0	179,9	1,2	83,3	66,1	21,4	351,9	98,0	3.103,9
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	8,5	...	...	4,3	12,8	.....	44,7	1,2	14,4	6,9	8,1	75,3	—	88,2
15. Total des créances	2.386,3	48,4	80,4	67,2	96,9	2.679,2	615,6	1.721,4	26,0	566,1	297,3	531,8	3.142,6	147,9	6.585,2
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.221,3	- 126,3	- 739,2	- 285,6	- 6,8	+ 63,4	- 161,8	+ 33,9	+ 2,2	+ 24,2	- 26,0	+ 4,4	+ 38,7	+ 59,7	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1973

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 8,3	+ 1,0	+ 1,9	...	+ 5,6	+ 16,8	+ 34,6	+ 63,0	—	+ 36,6	+ 12,3	+ 23,5	+ 135,4	— 2,7	+ 184,1
2. Organismes publics d'exploitation	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,1	...	+ 3,2	— 0,8	+ 4,4	+ 0,1	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,1	+ 18,8	+ 0,8	+ 22,0
3. Etat (Trésor)	+ 10,5	+ 0,1	—	+ 2,3	+ 2,3	+ 15,2	+ 3,5	+ 26,4	+ 0,5	+ 10,0	+ 5,4	+ 2,9	+ 45,2	+ 6,5	+ 70,4
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 4,7	— 0,1	+ 1,2	...	...	+ 5,8	...	+ 13,1	+ 0,4	+ 6,6	+ 0,4	+ 16,5	+ 37,0	+ 3,6	+ 46,4
5. Sécurité sociale	+ 9,3	...	...	...	...	+ 9,3	+ 0,8	+ 1,3	...	— 0,3	+ 0,4	— 0,5	+ 0,9	+ 2,8	+ 13,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 35,3	+ 1,2	+ 3,5	+ 2,4	+ 7,9	+ 50,3	+ 38,1	+ 108,2	+ 1,0	+ 59,2	+ 19,4	+ 49,5	+ 237,3	+ 11,0	+ 336,7
7. Etranger	+ 25,6	+ 0,5	+ 2,5	...	+ 0,1	+ 28,7	— 0,4	+ 155,4	...	+ 1,5	+ 0,6	...	+ 157,5	+ 1,1	+ 186,9
8. Organismes monétaires	+ 98,1	— 0,7	+ 5,7	+ 5,1	+ 0,9	+ 109,1	+ 141,3	+ 43,0	— 2,5	+ 8,9	— 0,2	+ 3,8	+ 53,0	+ 14,8	+ 318,2
9. Fonds des Rentes	—	—	...	...	—	...	+ 1,1	— 1,4	—	— 0,9	—	— 0,5	— 2,8	+ 0,1	— 1,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 64,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,6	+ 1,2	+ 67,5	— 2,0	+ 1,2	...	— 0,1	+ 1,8	+ 1,1	+ 4,0	+ 2,6	+ 72,1
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 25,8	...	...	...	— 0,1	+ 25,7	...	...	...	— 0,2	...	...	— 0,2	+ 0,9	+ 26,4
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 35,3	+ 1,5	+ 1,1	+ 6,9	+ 3,3	+ 48,1	— 3,0	+ 1,6	+ 0,3	+ 4,9	+ 3,6	+ 0,8	+ 11,2	+ 0,9	+ 57,2
13. Total des intermédiaires financiers	+ 223,7	+ 0,9	+ 6,9	+ 13,6	+ 5,3	+ 250,4	+ 137,4	+ 44,4	— 2,2	+ 12,6	+ 5,2	+ 5,2	+ 65,2	+ 19,3	+ 472,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	...	+ 2,7	...	...	+ 0,5	+ 3,2	+ 1,2	+ 10,5	...	+ 0,6	— 0,1	+ 2,1	+ 13,1	—	+ 17,5
15. Total des créances	+ 284,6	+ 5,3	+ 12,9	+ 16,0	+ 13,8	+ 332,6	+ 176,3	+ 318,6	— 1,2	+ 73,9	+ 25,1	+ 56,8	+ 473,2	+ 31,4	+ 1.013,5
16. Solde des créances et des dettes ...	+ 100,5	— 16,7	— 57,5	— 30,4	...	— 4,1	— 10,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 1,8	— 1,3	— 0,4	+ 0,8	+ 13,9	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVII^e année, vol. II, nos 2-3, août-septembre 1962, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963 et XLIX^e année, vol. II, nos 1-2, juillet-août 1974. —

Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, no 1, janvier 1976. — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Statistiques financières de l'O.C.D.E.*

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi-monnaies			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises et particuliers			Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers 5
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations		Emprunts obligataires 4	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises						Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires					
				(2)			(3)	(4)			(7)	(8)	(9)			(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1967	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	157,0	170,9	.....	4,1	17,5	- 13,5	- 16,3
1968	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,3	.....	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1
1969 (Ancienne série)	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	.....	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1
1969 (Nouvelle série) 6 ...	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	18,9	197,8	208,0	10,8	5,4	26,7	- 21,0	- 33,9
1970	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,3	220,1	232,8	15,2	5,4	35,2	- 25,6	- 42,2
1971 (Ancienne série)	460,7	198,7	9,7	...	669,1	132,5	263,6	32,2	256,0	268,4	16,8	4,4	38,9	- 30,4	- 44,9
1971 (Nouvelle série) 7 ...	465,0	198,7	9,7	...	673,4	132,5	263,6	32,2	256,0	268,4	16,8	4,4	38,9	- 30,4	- 40,6
1972	530,2	242,6	9,2	...	782,0	148,7	297,8	43,0	308,6	321,8	24,4	8,5	34,5	- 35,8	- 47,7
1973	577,0	298,4	11,9	...	887,3	151,9	330,4	57,8	375,3	382,1	25,7	9,6	26,7	- 41,8	- 48,3
1974 Mars	595,9	314,1	17,7	...	927,7	131,8	370,8	58,5	384,8	394,0	26,9	10,7	31,2	- 43,6	- 43,4
Juin	621,3	313,2	17,3	...	951,8	124,2	372,6	62,7	392,0	403,0	29,0	22,6	38,5	- 45,5	- 44,3
Septembre	612,5	312,9	18,2	...	943,6	129,7	350,0	61,3	400,5	410,0	31,9	17,5	42,9	- 46,5	- 43,7
Décembre	627,7	321,8	17,5	...	967,0	132,5	348,6	77,4	407,2	424,5	35,4	10,1	42,3	- 48,7	- 37,8
1975 Mars	645,5	336,9	18,0	...	1.000,4	144,6	366,8	77,0	400,7	426,0	41,4	6,0	55,1	- 50,7	- 40,5
Juin	700,1	336,9	19,9	...	1.056,9	153,1	393,1	79,8	428,5	444,3	41,6	5,0	57,4	- 53,3	- 48,3
Septembre	692,8	352,9	21,9	...	1.067,6	145,4	406,7	74,6	444,6	459,4	41,2	6,4	59,3	- 56,5	- 54,1
Décembre	717,2	369,8	23,0	...	1.110,0	159,5	384,7	79,3	480,3	497,8	42,8	9,2	55,3	- 58,2	- 42,9
1976 Mars	723,2	388,1	31,7	...	1.143,0	p 130,9	p 426,5	p 79,2	p 503,0	p 520,4	p 42,6	13,7	p 61,6	- 62,8	p- 51,7
Juin	775,9	403,0	28,8	...	1.207,7	p 136,3	p 452,2	p 90,2	p 522,2	p 534,5	p 43,3	17,7	p 65,5	- 67,4	p- 52,3

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.

4 Y compris les certificats à court terme des organismes publics d'exploitation.

5 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

6 Nouvelle série : voir Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

7 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, Vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967, vol. II, n° 3, septembre 1967 et Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	74,0	76,2	76,0	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	14,7	10,3	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	22,5	24,9	24,9	25,5	25,6	26,4	26,3	27,0	28,7
— Prêts ¹	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	10,2	20,3	26,1	30,5	26,7	27,9	28,4	28,4	30,0	30,0	30,0	30,0	27,4
3. Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	2,4	4,9	9,7
4. Obligations	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	8,0	14,2	9,8	1,9	5,8	16,5	16,9	17,4	12,2	12,0	4,6	0,7	1,3	11,9	17,8	14,9
6. a) F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	3,5	0,4	3,7	...	7,3	3,6	...	...	...	...
b) C.E.E. : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
7. Autres :																
a) en monnaies étrangères	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	65,2	81,6	88,6	99,2	106,8	106,3	107,2	87,2	79,3
b) en francs belges	3,0	0,3	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	137,8	124,1	129,2	144,4	168,3	196,3	222,6	204,0	222,1	232,2	243,3	245,0	244,7	256,1	245,2	238,3
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6	0,4
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...	...	...	...	2,1
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,5	...	...	...	0,9	2,1	1,9	0,5	0,2	0,1	2,2	0,1	...	0,1	2,3
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ² :																
a) à moins d'un an	2,7	15,3	15,5	13,2	4,9	1,1	0,5	16,0	0,2	5,1	2,5	20,5	11,5	4,2	20,6	20,6
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,7	2,6	2,5	2,3	1,9	2,0	2,2	2,5	2,5	2,7	3,1	3,0	3,0	3,0	3,2	3,3
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	40,2	40,2	40,2	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,6	0,6	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	0,8	1,8	1,9	1,5	4,5	6,3	7,9	5,9	5,1	5,2	1,6	0,1	0,9	...	5,9	5,1
b) effets commerciaux	5,0	10,0	6,9	3,2	4,8	10,6	15,2	6,6	10,9	14,9	3,5	3,4	1,6	10,3	23,8	19,8
c) avances .....	...	0,1	...	0,2	0,3	0,2	0,3	...	0,1	0,5	...	...	...	0,4	...	...
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	0,2	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an .....	...	...	...	...	...	2,5	...	17,0	3,7	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les autres interm. financ. non monétaires :																
a) à moins d'un an	0,3	...	...	...	...	...	...	1,7	0,5	...	...	...	...	...	0,1	0,9
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	53,8	37,2	58,4	55,9	41,9	28,3	37,8	27,0	24,8	24,2	23,6	25,9	26,2	26,2	26,7	23,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	331,0	325,1	313,6	325,6	318,4	340,7	328,6	340,8	366,4	356,5

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes moné-

taires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	33,1	...
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	1,0	0,7	1,0	3,5	1,7	2,3	1,8	2,8	3,0	2,4	2,2	3,4	3,6	4,3	3,3
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	0,9	0,3	0,3	0,3	0,3	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	0,9	1,2	0,9	1,3	3,8	2,0	3,5	2,2	3,2	3,4	2,8	2,3	3,5	3,7	37,5	3,4
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	4,0	4,4	4,9	5,0	5,4	5,8	7,0	6,7	6,9	7,2	7,0	8,3	7,4	7,2	7,7	8,4
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	7,7	21,3	18,6	16,1	14,7	11,6	5,8	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,2	0,8	1,0	1,2	1,0	1,1	0,6	0,1	0,2	0,9	0,1	...	0,1	0,7	0,1	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	173,6	178,8	178,1	183,2	196,4	216,8	231,5	243,9	236,8	248,9	248,3	274,0	267,7	281,2	276,2	299,7
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entrepr. priv. et particuliers ⁴	0,4	0,8	0,4	0,4	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,3	0,6	0,6	0,6	0,9	0,7	1,0
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	3,1	8,8	5,2	4,1	4,1	2,7	1,3	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	0,9	3,0	1,9	1,6	1,6	1,1	0,6	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	0,5	0,5	0,3	0,3	0,1	...	—	—	—	—
D Autres	56,8	40,7	64,4	65,1	55,5	46,4	54,3	45,5	44,0	44,2	44,1	47,8	49,3	47,1	44,2	43,9
TOTAL DU PASSIF ...	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	331,0	325,1	313,6	325,6	318,4	340,7	328,6	340,8	366,4	356,5

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-75	30-9-75	31-10-75	30-11-75	31-12-75	31-1-76	29-2-76	31-3-76	30-4-76	31-5-76	30-6-76	31-7-76	31-8-76
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	26,4	26,4	26,4	26,6	26,3	26,9	26,7	27,0	26,0	28,5	28,7	28,8	29,5
— Prêts ¹ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	26,7	27,4	27,4	27,4	27,4
3. Avance au F.M.I.	—	2,4	2,4	2,4	2,4	4,9	4,9	4,9	4,9	9,7	9,7	9,7	9,7
4. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	0,1	0,2
6. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	5,1	1,3	4,1	6,0	11,9	4,5	7,5	17,8	13,9	14,2	14,9	15,2	p 15,1
7. a) F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) C.E.E. : concours financier à moyen terme ...	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
8. Autres :													
a) en monnaies étrangères	110,0	106,3	107,7	105,9	107,2	94,3	89,8	87,2	83,7	80,1	79,3	72,5	70,7
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	249,8	244,7	248,9	249,2	256,1	238,9	237,3	245,2	233,5	238,2	238,3	232,0	p230,9
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5
2. Autres :													
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,2	2,1	2,4	2,4
c) sur les banques de dépôts	0,1	0,1	...	0,1	...	6,0	...	0,1	0,8	1,2	2,3	0,4	4,4
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :													
1. Sur l'Etat ² :													
a) à moins d'un an .....	...	11,5	...	...	4,2	...	19,0	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,3	3,3	3,2	3,2	3,2	3,3	3,3	3,3
— autres	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :													
a) à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :													
a) acceptations bancaires	2,1	0,9	0,9	1,8	...	1,8	2,7	5,9	4,1	3,1	5,1	5,8	p 8,2
b) effets commerciaux	5,8	1,6	6,2	9,3	10,3	12,3	14,9	23,8	18,7	13,5	19,8	24,1	p 27,7
c) avances	0,1	...	...	0,1	0,4	0,3	...	...	...	...	...	...	0,3
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les autres interm. financ. non monétaires :													
a) à moins d'un an .....	...	...	...	...	...	0,5	...	0,1	0,1	0,7	0,9	...	1,9
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	25,0	26,2	25,5	25,9	26,2	26,9	21,4	26,7	32,2	27,2	23,5	22,5	30,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	326,5	328,6	325,2	330,0	340,8	330,7	339,3	366,4	353,9	350,5	356,5	351,8	371,0

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

taires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-75	30-9-75	31-10-75	30-11-75	31-12-75	31-1-76	29-2-76	31-3-76	30-4-76	31-5-76	30-6-76	31-7-76	31-8-76
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	...	...	8,1	33,1	14,8	...	...	...	25,8
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	3,6	3,2	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	3,0	3,4	2,9	3,6	3,6	3,2	3,1	4,3	3,4	3,9	3,3	3,2	3,6
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	3,1	3,5	3,0	3,7	3,7	3,3	11,3	37,5	18,3	4,0	3,4	3,3	29,5
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets ²	6,3	7,4	6,5	6,9	7,2	6,8	6,9	7,7	7,2	8,7	8,4	7,1	7,5
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	...	...	...	...
— comptes spéciaux ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres ....	...	0,1	...	...	0,7	...	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	...	p ...
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :													
1. Monnaie fiduciaire ³	267,8	267,7	267,2	269,7	281,2	274,5	276,0	276,2	284,9	290,9	299,7	295,1	290,7
2. Monnaie scripturale :													
a) détenue par les entrepr. priv. et particuliers ⁴ ...	0,5	0,6	0,4	0,6	0,9	0,3	0,7	0,7	0,6	1,7	1,0	0,5	0,7
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :													
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :													
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :													
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...
d) envers les caisses d'épargne privées :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	48,7	49,3	48,0	49,0	47,1	45,7	44,3	44,2	42,6	45,1	43,9	45,8	42,6
TOTAL DU PASSIF ...	326,5	328,6	325,2	330,0	340,8	330,7	339,3	366,4	353,9	350,5	356,5	351,8	371,0

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.
² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-69 Nouvelle série 2	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	0,1	1,9	1,9	3,5	3,2	...	...	0,1	0,1	0,3	0,4	1,8	0,1	1,9	0,8	...
5. a) F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) C.E.E. : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,1	1,9	1,9	3,5	3,2	...	...	0,1	0,1	0,3	0,4	1,8	0,1	1,9	0,8	...
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets .....	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,6	0,2	0,2	0,7	0,3	0,8	0,5	0,8	0,4	0,1	1,2	0,6	0,4	0,8	1,0	0,5
c) sur les banques de dépôts	0,5	...	...	...	0,5	0,1	0,5	2,7	2,7	0,9	...	...	0,1	0,6	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat :																
a) à moins d'un an	57,4	62,1	62,1	64,9	64,8	74,0	68,3	74,1	67,5	57,5	65,1	70,7	72,0	68,9	70,2	73,3
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	6,3	6,7	6,7	6,9	7,1	7,6	8,1	8,0	8,5	8,7	8,3	8,4	8,4	8,9	8,7	9,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para- étatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	10,0	11,4	9,9	12,9	13,9	19,8	20,7	16,3	19,5	23,2	29,8	25,4	29,4	23,7	27,6	26,0
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	0,1	1,5	1,5	0,9	0,1	0,1	...	...	...	0,1	0,7	0,5	...	0,8	3,0	...
b) effets commerciaux	1,3	1,3	1,3	1,1	2,2	0,4	2,8	5,7	5,5	2,8	2,4	5,8	1,7	3,7	3,6	3,0
c) avances .....	...	...	1,5	1,6	2,1	3,4	7,7	5,9	8,9	12,0	7,0	6,0	8,1	11,6	14,0	13,8
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	...	...
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an .....	...	...	...	...	...	2,9	0,5	0,5	0,5	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les autres interm. financ. non monétaires :																
a) à moins d'un an .....	...	0,1	0,1	0,3	0,3	0,6	...	0,8	0,2	...	...	0,7	1,1	...	0,1	...
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,9	0,9	2,3	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
D. Autres	4,6	3,0	3,0	1,0	8,2 ³	6,7	10,4	12,8	12,2	16,5	13,1	16,1	17,8	17,3	17,0	17,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	81,0	88,4	88,4	94,0	102,9	117,0	120,1	129,1	127,4	125,3	129,6	137,7	140,8	139,9	147,2	144,1

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² A partir du 31 décembre 1969, nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1970).

³ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,0 et pour le total de l'actif à 98,7.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,2	0,3	0,3	0,2	...	0,3	...	0,1	...	...
Total des engagements envers l'étranger ...	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,2	0,3	0,3	0,2	...	0,3	...	0,1	...	...
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets ²	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,6	0,2	0,7	0,3	0,8	0,5	0,8	0,4	0,1	1,2	0,7	0,4	0,8	1,1	0,5
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	5,3	10,1	7,1	8,5	6,2	1,3	3,1	4,7	3,5	4,0	6,4	1,9	3,9	6,4	1,7
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire ³	6,6	7,0	7,5	8,1	8,5	9,1	8,8	9,0	9,2	9,5	9,5	9,8	9,9	10,2	10,2
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entrepr. priv. et particuliers ⁴	46,8	44,8	50,7	51,3	63,3	65,5	63,9	68,6	65,6	66,9	70,0	77,0	74,2	74,9	77,6
b) détenue par les pouvoirs publics	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁵	37,9	43,2	51,7	44,0	45,7	47,6	49,9	51,3	48,6	52,2	53,5
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor															
4. Emprunts obligataires															
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	1,1	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor															
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres															
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	2,0	2,0	...
TOTAL DU PASSIF ...	81,0	88,4	94,0	102,9⁵	117,0	120,1	129,1	127,4	125,3	129,6	137,7	140,8	139,9	147,2	144,1

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 98,7.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76
			Nouvelle série 1													
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	6,1	7,3	7,3	14,6	24,8	31,9	48,1	55,7	57,3	54,0	53,7	40,2	40,0	40,7	39,6	38,9
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	6,4	6,5	6,5	12,6	13,9	11,8	11,1	13,6	14,1	14,6	17,0	20,1	20,3	19,3	17,2	15,2
5. a) F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) C.E.E. : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	85,6	134,4	134,4	198,1	235,3	297,0	391,4	454,7	478,1	488,4	489,5	520,8	536,1	591,0	596,1	648,2
b) en francs belges	18,2	19,9	19,9	20,8	22,3	27,1	35,4	37,3	43,2	41,0	38,6	40,1	44,6	44,4	49,8	51,5
Total des créances sur l'étranger ...	116,3	168,1	168,1	246,1	296,3	367,8	486,0	561,3	592,7	598,0	598,8	621,2	641,0	695,4	702,7	753,8
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	4,4	4,8	4,8	5,0	5,3	5,7	6,9	6,3	6,6	6,8	7,1	6,9	8,2	7,3	7,1	7,6
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	7,7	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,7	—	—	—
— autres	0,8	0,9	0,9	1,2	1,0	1,1	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	...	0,1	0,8	0,1
b) sur les organismes publics	5,3	10,1	10,1	7,1	8,5	6,2	1,3	3,1	4,7	3,5	4,0	6,5	1,9	3,9	6,5	2,6
c) sur les banques de dépôts	12,9	20,2	20,2	28,6	46,5	60,3	92,9	105,6	109,4	103,4	107,4	104,7	99,3	100,3	106,4	127,6
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat 2 :																
a) à moins d'un an	28,1	37,1	37,1	28,0	17,8	9,4	10,0	25,3	22,6	11,5	8,3	11,1	10,3	31,7	9,9	12,0
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	54,0	61,5	61,5	71,3	103,3	137,2	170,0	177,7	185,6	190,6	188,2	200,1	208,0	213,1	220,4	241,0
— autres	33,9	32,5	32,5	33,8	29,7	32,6	31,1	29,7	29,7	33,6	32,6	32,6	32,6	31,3	30,0	29,1
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	0,3	0,6	1,5	3,1	2,3	3,2	6,3	6,7	7,5	6,9	9,8	10,9	8,6	9,2	11,6	13,5
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	3,7	4,7	4,7	9,3	12,6	15,5	24,7	28,9	28,9	29,1	29,1	31,5	31,9	31,4	29,8	29,5
— autres	2,3	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	5,1	5,3	5,7	6,3	7,6	8,0	8,8	9,2	9,1	9,1
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	4,2	3,9	3,9	6,3	8,6	9,1	5,9	9,3	9,5	8,6	7,9	10,1	16,3	14,1	10,9	14,4
b) effets commerciaux	67,1	82,3	82,3	91,7	93,5	106,2	116,0	125,8	125,9	118,5	116,3	118,8	123,1	120,3	128,6	121,6
c) avances	98,0	99,4	98,5	113,6	139,9	172,2	219,4	221,2	229,7	242,6	252,3	254,5	275,9	291,5	309,4	320,4
d) autres créances à moins d'un an	0,9	1,4	1,4	2,0	0,1	0,1	0,1	1,0	1,9	4,2	4,1	5,1	3,4	3,6	4,5	5,8
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	4,3	4,4	4,4	6,7	8,9	11,5	12,1	11,9	11,8	11,9	14,7	14,7	15,8	15,6	14,7	14,6
— autres	3,7	4,6	4,6	6,0	7,1	12,0	12,6	13,1	14,3	14,5	15,3	20,2	20,9	20,5	22,8	21,3
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an	6,8	5,4	5,4	6,4	4,4	5,6	9,1	5,8	5,1	13,8	10,8	—	—	—	—	—
5. Sur les autres interm. financ. non monétaires :																
a) à moins d'un an	2,1	2,2	2,2	2,8	3,2	2,9	2,5	3,3	2,8	4,3	3,2	5,0	6,9	9,3	10,1	11,2
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	17,0	19,9	19,9	27,3	31,8	31,6	31,2	31,9	32,3	33,2	37,2	40,3	40,0	38,8	36,9	38,4
— autres	2,2	4,5	4,5	6,0	4,6	5,2	8,5	8,5	8,5	9,7	10,1	12,5	12,5	11,2	10,7	12,0
D. Autres	59,6	62,4	62,4	71,6	86,8	90,6	103,4	105,7	121,6	115,8	136,3	133,7	140,7	161,4	150,7	147,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	527,9	633,2	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.377,0	1.509,7	1.575,5	1.583,1	1.616,7	1.660,1	1.711,8	1.819,2	1.833,6	1.932,9

1 A partir du 31 décembre 1969, nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1970).

2 Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	113,9	169,6	236,5	267,0	333,2	434,3	490,7	514,1	523,2	525,9	551,3	567,0	630,3	633,9	669,6
b) en francs belges ¹	38,7	34,7	50,2	64,0	80,1	118,6	141,2	156,0	164,2	169,6	167,2	163,7	162,6	162,5	160,9
Total des engagements envers l'étranger ...	152,6	204,3	286,7	331,0	413,3	552,9	631,9	670,1	687,4	695,5	718,5	730,7	792,9	796,4	830,5
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,5	...	...	...	0,9	2,1	3,0	1,9	0,5	0,2	...	2,2	0,1	...	0,1
b) envers les organismes publics	0,5	...	...	0,5	0,1	0,5	2,6	2,8	0,9	...	...	...	0,6	...	1,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	12,9	20,1	28,6	46,5	60,3	92,9	105,6	109,4	103,4	107,4	104,8	99,3	100,3	106,3	127,6
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entrepr. privées et particuliers	122,8	130,3	151,5	174,7	203,2	227,1	244,5	255,2	254,9	254,5	267,1	287,4	291,8	297,9	305,1
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois ..	56,3	77,7	91,3	102,6	110,9	141,8	156,0	154,3	152,2	152,3	157,9	144,6	147,9	149,3	152,4
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	69,4	71,6	74,3	96,1	131,7	156,6	158,1	158,9	160,7	169,5	179,1	192,3	205,0	220,5	235,7
— dépôts en devises	8,8	14,7	11,3	9,7	9,2	11,9	17,7	17,2	18,2	17,5	18,0	19,9	21,9	23,0	31,7
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	16,5	21,0	25,6	30,4	35,7	41,8	43,6	45,5	46,6	48,7	50,8	53,3	56,5	58,2	62,8
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	2,5	...	...	...	...	0,7	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,5	0,3	1,4	1,4	2,2	4,2	2,3	1,2	1,6	3,5	0,5	2,2	0,8	3,5	1,1
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	87,1	93,2	105,6	122,1	127,1	145,2	144,4	159,0	156,7	166,9	163,4	179,9	201,4	178,5	184,9
TOTAL DU PASSIF ...	527,9	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.377,0	1.509,7	1.575,5	1.583,1	1.616,7	1.660,1	1.711,8	1.819,2	1.833,6	1.932,9

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	
			Nouvelle série 1														
A. Créances sur l'étranger :																	
1. Or	76,2	76,0	76,0	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	10,3	7,8	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	22,2	22,5	24,9	24,9	25,5	25,6	26,4	26,3	27,0	27,0
— Prêts ²	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	10,2	20,3	26,1	30,5	30,9	26,7	27,9	28,4	28,4	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
3. Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Obligations	6,1	7,3	7,3	14,6	24,8	31,9	48,1	55,7	57,3	54,0	53,7	40,2	40,0	40,7	39,6	38,9	38,9
5. Accept. en francs belges représ. d'export.	20,7	18,2	18,2	18,0	22,9	28,3	28,0	28,9	31,6	27,1	29,4	26,5	21,1	22,5	29,9	33,0	33,0
6. a) F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	3,5	...	0,4	3,7	...	7,3	3,6	...	...	...	...
b) C.E.E. : Concours fin. à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
7. Autres :																	
a) en monnaies étrangères	103,7	170,0	170,0	237,1	270,3	349,4	467,3	522,5	543,3	570,1	578,1	620,0	642,9	697,3	703,3	735,4	735,4
b) en francs belges	18,5	19,9	19,9	21,0	22,3	27,1	35,4	37,3	43,2	41,0	38,6	40,1	44,6	44,4	49,8	51,5	51,5
Total des créances sur l'étranger ...	240,5	299,2	299,2	394,0	467,8	564,1	708,6	769,3	796,8	820,5	831,4	866,3	886,1	942,0	959,6	999,0	999,0
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																	
1. Pièces et billets	4,7	5,2	5,2	5,3	5,7	6,1	7,3	6,9	7,1	7,3	7,6	7,5	8,7	7,8	7,6	8,3	8,3
2. Autres :																	
a) sur la B.N.B. :																	
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	7,7	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,7	—	—	—	—
— autres	0,8	0,9	0,9	1,2	1,0	1,1	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	...	0,1	0,8	0,1	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	5,9	10,3	10,3	7,8	8,8	7,0	1,8	3,9	5,1	4,3	5,2	7,1	2,3	4,7	7,5	3,1	3,1
c) sur les banques de dépôts	13,9	20,2	20,2	28,6	47,0	61,3	95,5	111,3	114,0	104,8	107,6	104,8	101,6	101,0	106,4	127,7	127,7
C. Créances sur le secteur intér. non monét. :																	
1. Sur l'Etat ³ :																	
a) à moins d'un an	100,8	114,7	114,7	106,1	87,5	84,5	78,8	112,8	106,1	74,4	78,5	84,3	102,8	112,1	84,3	105,9	(7)
b) à un an et plus :																	
— obligations accessibles à tout placeur	62,9	70,7	70,7	80,5	112,3	146,8	180,3	188,2	196,6	201,8	199,2	211,6	219,4	225,0	232,1	p253,3	(7)
— autres	67,9	66,5	66,5	67,8	63,7	66,6	71,3	69,9	69,9	73,8	70,9	70,9	70,9	69,6	68,3	p 67,4	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																	
a) à moins d'un an	10,3	12,0	11,4	16,0	16,2	23,0	27,0	23,0	27,0	24,9	39,6	36,3	38,0	32,9	39,2	p 39,5	(8)
b) à un an et plus :																	
— obligations accessibles à tout placeur	4,2	5,3	5,3	9,9	13,3	16,6	25,8	30,0	30,0	30,2	30,2	32,6	33,0	32,5	30,9	p 30,6	(8)
— autres	2,3	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	5,1	5,3	5,7	6,3	7,6	8,0	8,8	9,2	9,1	p 9,1	(8)
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :																	
a) acceptations bancaires	6,1	7,3	7,3	8,7	13,1	15,5	13,8	16,9	15,5	13,8	13,8	12,2	16,4	15,8	13,9	20,3	(9)
b) effets commerciaux	78,4	90,5	90,5	96,0	100,6	117,2	134,0	140,8	137,9	132,1	133,6	128,1	128,2	125,6	142,5	p148,4	(9)
c) avances	98,1	99,4	100,0	115,4	142,3	175,8	227,4	227,1	238,6	254,9	259,8	260,5	284,0	303,1	323,8	p334,2	(9)
d) autres créances à moins d'un an	0,9	1,4	1,4	2,0	0,1	0,1	0,1	1,0	1,9	4,6	4,5	5,6	3,9	4,1	4,5	p 5,8	(11)
e) autres créances à un an et plus :																	
— obligations accessibles à tout placeur	4,5	4,7	4,7	7,2	9,4	12,4	13,0	12,8	12,7	12,8	15,6	15,6	16,7	16,5	15,6	p 15,5	(11)
— autres	3,7	4,6	4,6	6,0	7,4	12,0	12,6	13,1	14,3	14,5	15,3	20,2	20,9	20,5	22,8	p 21,3	(11)
4. Sur le F. des Rentes : à moins d'un an ⁴	6,8	5,4	5,4	6,4	4,4	11,0	9,6	10,7	22,6	17,5	10,8	—	—	—	—	—	(12)
5. Sur les interm. financiers non monétaires :																	
a) à moins d'un an	2,1	2,3	2,3	3,1	3,5	3,5	2,5	4,1	4,7	4,8	3,2	5,7	8,0	9,3	10,2	p 11,3	(13)
b) à un an et plus :																	
— obligations accessibles à tout placeur	17,1	20,0	20,0	27,5	32,1	31,9	31,5	32,2	32,6	33,5	37,5	40,6	40,3	39,1	37,9	p 38,7	(13)
— autres	2,3	4,6	4,6	6,1	4,7	5,3	8,6	9,4	9,4	12,0	10,8	13,2	13,2	11,9	10,7	p 12,7	(13)
D. Autres	101,4	123,8	123,8	128,5	136,9 ⁵	125,6	151,6	148,8	160,8	157,1	173,6	173,4	184,4	204,9	193,9	p191,2	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	835,6	971,3	971,3	1.126,5	1.280,6 ⁵	1.498,5	1.828,1	1.959,8	2.028,0	2.022,0	2.071,9	2.116,2	2.193,3	2.287,7	2.321,6	2.443,4	

Colonne du tableau XIII : « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le in rubrique est comprise.

(6)

(7)

(7)

(8)

(8)

(8)

(9)

(9)

(9)

(11)

(11)

(11)

(12)

(13)

(13)

(15)

1 A partir du 31 décembre 1969, nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LIe année, tome I, n° 1, janvier 1976).
 2 Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).
 3 Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIIe année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

4 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».
 5 A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs comptables extraordinaires à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 132,7 et pour le total de l'actif à 1.276,4.

	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	...	2,8	...	...	...	...	...	...	...	...	33,1
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	113,9	169,6	236,5	267,0	333,2	434,3	490,7	514,1	523,2	525,9	551,3	567,0	630,3	633,9	669,6	
b) en francs belges ¹	40,3	35,8	52,5	68,0	81,8	121,1	143,3	158,1	167,2	172,6	169,9	165,9	166,1	166,1	165,2	
c) réserve monétaire : G.-D. du Luxemb.	—	—	—	—	—	0,9	0,7	0,3	0,3	0,3	0,3	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	154,4	205,6	289,3	335,3	415,3	556,6	637,6	672,6	690,8	698,9	721,6	733,0	796,5	800,1	868,0	(6)
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	4,7	5,2	5,3	5,7	6,1	7,3	6,9	7,1	7,3	7,6	7,5	8,7	7,8	7,6	8,3	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	0,5	...	...	...	0,9	2,1	3,0	1,9	1,2	0,2	...	2,2	0,1	...	0,1	
b) envers les organismes publics	1,1	0,2	0,7	0,8	0,9	1,0	3,4	3,2	1,0	1,2	0,7	0,4	1,4	1,1	1,5	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	7,7	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,8	—	—	—	
— comptes spéciaux .....	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	19,0	31,2	36,9	56,0	67,6	94,8	108,8	114,2	107,1	112,3	111,3	101,2	104,3	113,5	129,4	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	185,4	185,1	190,7	204,5	225,3	240,6	235,2	252,9	246,0	258,4	257,8	283,8	277,6	291,3	286,4	(1)
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises privées et particuliers ⁴	170,4	175,5	202,6	226,6	267,1	293,1	309,0	324,3	320,8	321,7	337,7	365,0	366,6	373,7	383,4	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	20,8	25,6	25,3	33,9 ^a	37,9	43,2	51,7	44,0	45,7	47,6	49,9	51,3	48,6	52,2	53,5	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises privées et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	56,3	77,7	91,3	102,6	110,9	141,8	156,0	154,3	152,2	152,3	157,9	144,6	147,9	149,3	152,4	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	69,4	71,6	74,3	96,1	131,7	156,6	158,1	158,9	160,7	169,5	179,1	192,3	205,0	220,5	235,7	(2)
— dépôts en devises	8,8	14,7	11,3	9,7	9,2	11,9	17,7	17,2	18,2	17,5	18,0	19,9	21,9	23,0	31,7	(3)
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	16,5	21,0	25,6	30,4	35,7	41,8	43,6	45,5	46,6	48,7	50,8	53,3	56,5	58,2	62,8	(14)
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ⁵ .....	...	...	1,1	...	2,5	...	...	...	...	0,7	—	—	—	—	—	(12)
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	3,1	8,8	8,9	5,2	4,1	4,1	2,7	1,3	—	—	—	(13)
— autres	0,5	0,3	1,4	1,4	2,2	4,2	2,3	1,2	1,6	3,5	0,5	2,2	0,8	3,5	1,1	(13)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	0,9	3,0	3,3	1,9	1,6	1,6	1,1	0,6	—	—	—	(13)
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,1	...	—	—	—	(15)
D. Autres	127,8	157,6	170,7	177,6	173,5	199,5	191,6	204,5	200,7	211,1	207,9	227,7	252,7	227,6	229,1	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	835,6	971,3	1.126,5	1.280,6^a	1.498,5	1.828,1	1.959,8	2.028,0	2.022,0	2.071,9	2.116,2	2.193,3	2.287,7	2.321,6	2.443,4	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la B.N.B. et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

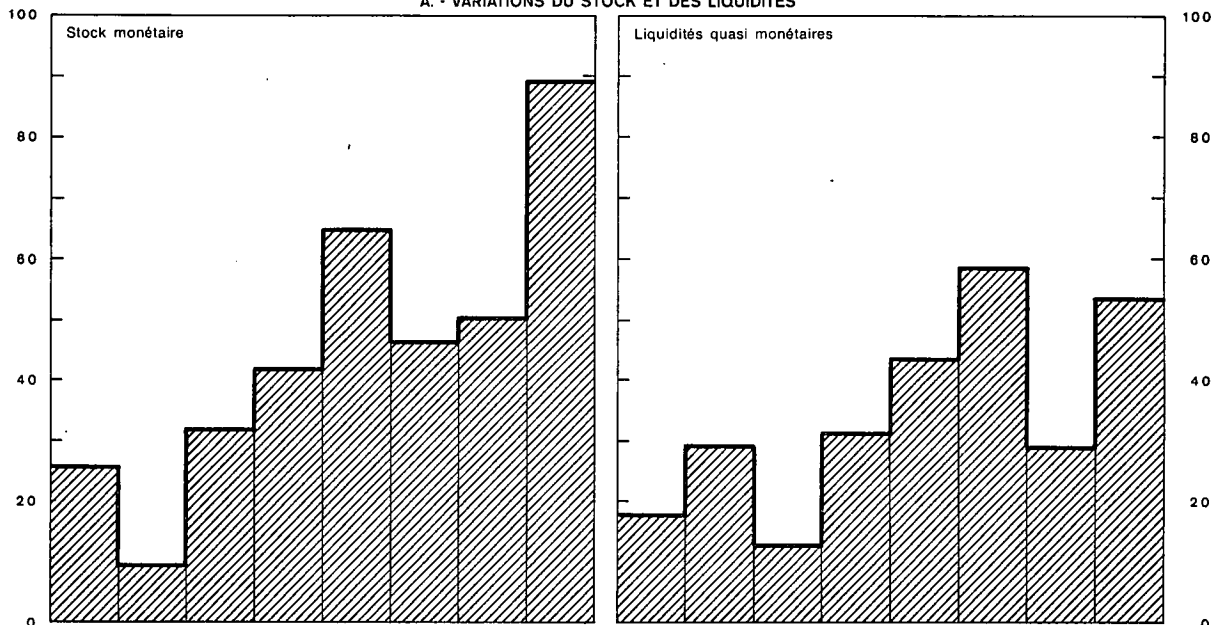
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 1.276,4.

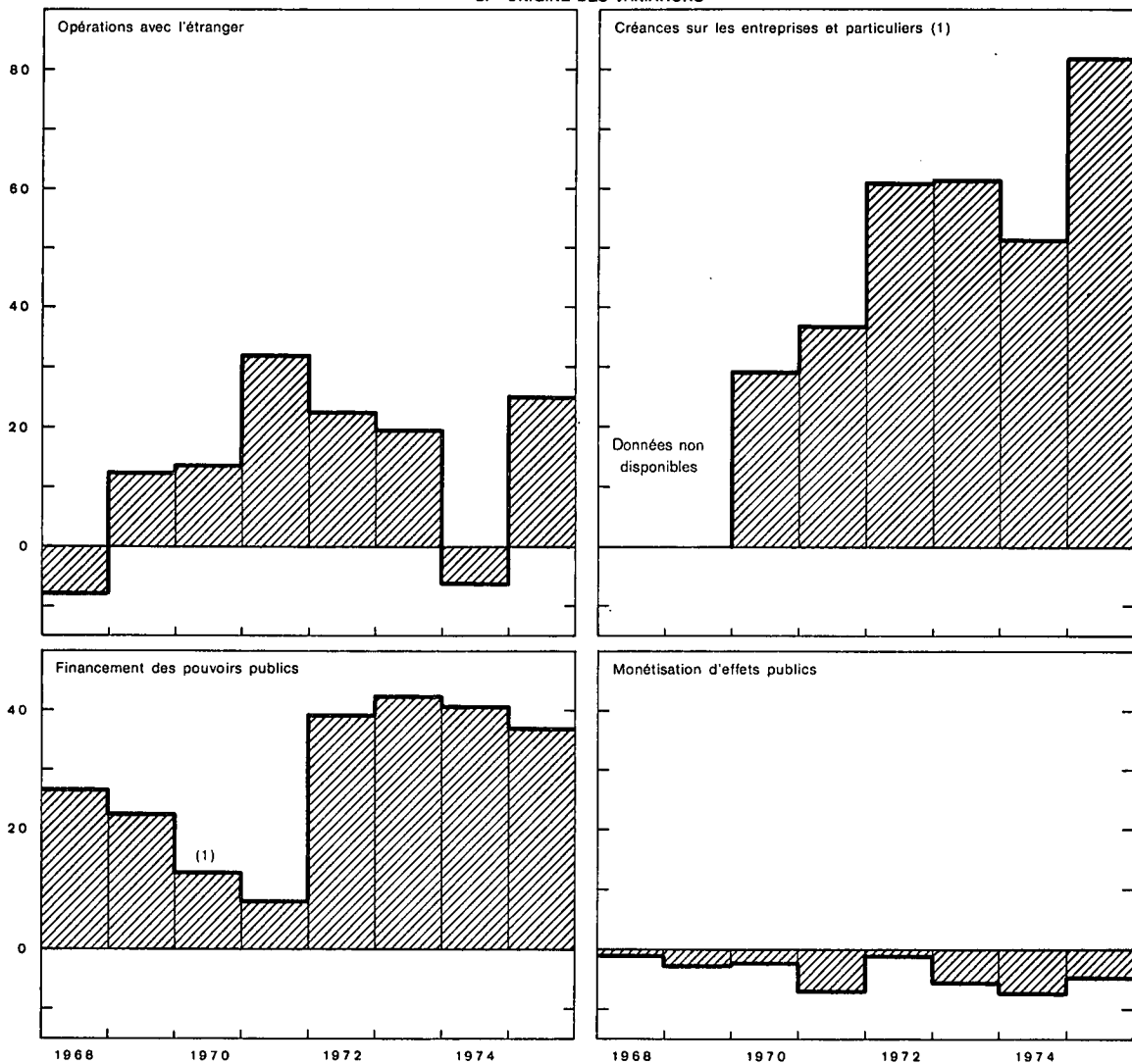
XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITÉS QUASI MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITÉS



B. - ORIGINE DES VARIATIONS



1 Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976).

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (4)	Créances sur les entreprises et particuliers		Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 3		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (13)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (14)	Divers (15)
					Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations 1 (5)	Emprunts obligataires 2 (6)	de créances commerciales sur l'étranger (7)	de crédits d'escompte et d'acceptations aux entreprises et particuliers (8)	Etat 4 (9)	Autres pouvoirs publics 5 (10)	achats sur le marché par les organismes monétaires (11)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (12)			
1968	+ 26,1	+ 18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	.....	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969	+ 9,8	+ 29,4	+ 39,2	+ 12,6	+ 11,1	.....	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970 ⁶	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 24,8	+ 4,6	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,8	- 1,2	- 1,2	+ 8,2	- 4,6	- 4,8
1971	+ 42,1	+ 31,4	+ 73,5	+ 32,1	+ 35,5	+ 1,6	+ 3,0	+ 0,3	+ 4,1	+ 4,1	- 1,2	- 6,0	+ 3,6	- 4,8	+ 1,2
1972	+ 65,3 ⁷	+ 43,4	+ 108,7 ⁷	+ 22,6	+ 53,5	+ 7,8	+ 0,7	- 0,9	+ 28,8	+ 10,7	- 1,7	+ 0,3	- 4,1	- 5,4	- 3,6 ⁷
1973	+ 46,7	+ 58,5	+ 105,2	+ 19,8 ⁸	+ 60,2	+ 1,5	- 1,0	+ 6,5	+ 28,6 ⁹	+ 14,0	- 4,0	- 1,7	- 7,5	- 6,0	- 5,2 ¹⁰
1974	+ 50,7	+ 29,0	+ 79,7	- 6,4 ¹¹	+ 41,5	+ 10,1	- 5,9	- 10,5	+ 21,2	+ 19,7	- 6,3	- 1,1	+ 16,1	- 6,9	+ 8,2 ¹²
1975	+ 89,5	+ 53,5	+ 143,0	+ 23,2	+ 73,4	+ 8,9	- 0,7	- 0,5	+ 44,6	+ 3,1	- 15,3	- 0,3	+ 13,3	- 9,5	+ 2,8
1974 2 ^e trimestre	+ 25,4	- 1,4	+ 24,0	- 7,7	+ 8,9	+ 2,2	+ 0,3	- 1,9	+ 12,1	+ 4,2	- 3,3	+ 3,9	+ 7,8	- 2,0	- 0,5
3 ^e trimestre	- 8,8	+ 0,6	- 8,2	+ 5,8	+ 7,0	+ 2,8	- 1,2	+ 1,8	- 30,7	- 1,6	+ 0,4	+ 2,2	+ 4,2	- 1,0	+ 2,1
4 ^e trimestre	+ 15,2	+ 8,3	+ 23,5	+ 9,1	+ 13,6	+ 3,6	- 1,9	- 8,0	- 0,4	+ 16,2	- 1,9	+ 8,0	- 0,5	- 2,1	+ 3,8
1975 1 ^{er} trimestre	+ 17,8	+ 15,6	+ 33,4	+ 17,0	+ 1,6	+ 6,1	- 2,8	- 8,0	+ 17,7	- 0,8	+ 0,7	- 5,0	+ 12,7	- 2,1	- 3,7
2 ^e trimestre	+ 54,6	+ 1,9	+ 56,5	+ 7,9	+ 18,2	+ 0,3	- 1,0	+ 9,6	+ 24,2	+ 2,3	- 0,2	- 2,8	+ 1,8	- 2,5	- 1,3
3 ^e trimestre	- 7,3	+ 18,0	+ 10,7	- 12,9	+ 15,1	+ 0,2	...	+ 0,7	+ 21,2	- 4,9	- 5,3	+ 4,9	+ 2,8	- 3,3	- 7,8
4 ^e trimestre	+ 24,4	+ 18,0	+ 42,4	+ 11,2	+ 38,5	+ 2,3	+ 3,1	- 2,8	- 18,5	+ 6,5	- 10,5	+ 2,6	- 4,0	- 1,6	+ 15,6
1976 1 ^{er} trimestre	+ 6,0	+ 27,1	+ 33,1	p- 27,1	p+ 20,1	p- 0,1	- 1,7	p+ 2,7	p+ 49,6	p+ 0,3	p- 0,6	- 3,1	p+ 6,2	- 4,7	p- 8,5
2 ^e trimestre	+ 52,7	+ 11,9	+ 64,6	p+ 1,6	p+ 16,7	p+ 0,9	+ 0,5	p+ 2,5	p+ 32,5	p+ 10,9	p ...	- 0,4	p+ 4,5	- 4,6	p- 0,5

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau XIII-5.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

2 Y compris les certificats à court terme des organismes publics d'exploitation.

3 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires.

4 Y compris le Fonds des Routes.

5 Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

6 A partir de 1970, nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976).

7 A partir de 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs comptables extraordinaires à l'O.C.P.

8 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

9 A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actif découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

10 A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 8 et 9 ci-dessus (3,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,3 milliard).

11 Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

12 Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ³	avoirs à l'O.C.P. ³	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ³				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (8) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1967	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 (Ancienne série)	8,1	201,8	204,5	29,6	0,6	49,6	176,4	226,6	256,2	460,7	44,4
1971 (Nouvelle série ⁴) ...	8,1	201,8	204,5	33,9	0,6	49,6	176,4	226,6	260,5	465,0	44,0
1972	8,5	222,6	225,3	37,9	0,6	60,3	206,1	267,0	304,9	530,2	42,5
1973	9,1	238,5	240,7	43,2	0,5	61,4	231,2	293,1	336,3	577,0	41,7
1974 Mars	8,8	232,8	235,2	e 51,7	0,6	e 60,0	248,4	e 309,0	360,7	595,9	39,5
Juin	9,0	250,6	252,9	e 44,1	0,5	e 64,0	259,8	e 324,3	368,4	621,3	40,7
Septembre	9,2	243,7	246,0	e 45,6	0,4	e 60,8	259,7	e 320,9	366,5	612,5	40,2
Décembre	9,5	256,1	258,4	e 47,6	0,3	e 61,5	259,9	e 321,7	369,3	627,7	41,2
1975 Mars	9,5	255,3	257,8	49,9	0,6	64,6	272,5	337,7	387,6	645,4	39,9
Juin	9,8	282,3	283,8	51,3	0,6	70,2	294,2	365,0	416,3	700,1	40,5
Juillet	9,8	275,3	278,2	47,1	0,4	71,3	286,1	357,8	404,9	683,1	40,7
Août	9,9	274,1	277,7	44,4	0,5	68,1	288,6	357,2	401,6	679,3	40,9
Septembre	9,9	275,1	277,6	48,6	0,6	67,6	298,4	366,6	415,2	692,8	40,1
Octobre	9,9	273,7	277,1	47,8	0,3	70,4	287,6	358,3	406,1	683,2	40,6
Novembre	10,0	276,6	279,7	53,1	0,6	66,7	290,4	357,7	410,8	690,5	40,5
Décembre	10,2	288,4	291,3	52,2	0,9	67,2	305,6	373,7	425,9	717,2	40,6
1976 Janvier	10,1	281,2	284,6	50,1	0,3	78,7	299,1	378,1	428,2	712,8	39,9
Février	10,1	282,9	286,1	52,1	0,7	67,9	292,7	361,3	413,4	699,5	40,9
Mars	10,2	283,9	286,3	53,5	0,7	70,9	311,8	383,4	436,9	723,2	39,6
Avril	10,6	292,2	295,5	60,2	0,6	84,9	317,4	402,9	463,1	758,6	39,0
Mai	10,7	299,6	301,7	56,8	1,7	72,9	322,3	396,9	453,7	755,4	39,9
Juin	10,8	308,1	310,5	60,0	1,0	74,5	329,9	405,4	465,4	775,9	40,0
Juillet	11,0	302,1	306,1	56,7	0,5	81,0	325,0	406,5	463,2	769,3	39,8

¹ Y compris les organismes paraétatiques administratifs et les organismes publics de crédit.

² Déduction faite des avoirs de la B.N.B.

³ Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

⁴ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'O.C.P.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (8) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1968 ...	122,9	-36,8	86,1	-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969	128,3	-34,7	93,6	+ 5,2 ²⁷	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁶⁸	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971	164,5	-32,0	132,5	+17,5 ⁸⁹	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	- 0,5	+23,4
1972	194,3	-45,6	148,7	+26,4 ⁸	-13,7	+12,7	-10,5	- 0,1	+ 0,7	+22,6	+ 7,8	+20,5
1973	219,1	-67,2	151,9	+35,4 ¹⁰	-21,2	+14,2	- 4,6	...	- 1,0	+19,8	+19,1	+33,3
1974	228,9	-96,4	132,5	+ 8,2	-24,2	-16,0	- 3,7	...	- 5,9	- 6,4	+40,6	+24,6
1975	252,4	-92,9	159,5	+18,6 ¹¹	+ 0,3	+18,9	- 3,6	...	- 0,7	+23,2	+ 5,5	+24,4
1974 2 ^e trimestre ..	201,7	-77,5	124,2	- 0,9	- 7,0	- 7,9	- 0,5	...	+ 0,3	- 7,7	+14,2	+ 6,3
3 ^e trimestre ..	219,0	-89,3	129,7	+16,4	-12,6	+ 3,8	- 0,8	...	- 1,2	+ 5,8	+17,9	+21,7
4 ^e trimestre ..	228,9	-96,4	132,5	+ 9,1	- 3,0	+ 6,1	- 1,1	...	- 1,9	+ 9,1	-16,5	-10,4
1975 1 ^{er} trimestre ..	240,5	-95,9	144,6	+10,1	+ 3,0	+13,1	- 1,1	...	- 2,8	+17,0	+ 4,8	+17,9
2 ^e trimestre ..	242,7	-89,6	153,1	+ 1,0	+ 5,3	+ 6,3	- 0,6	...	- 1,0	+ 7,9	- 7,7	- 1,4
3 ^e trimestre ..	241,1	-95,7	145,4	- 1,7	-11,8	-13,5	- 0,6	...	...	-12,9	+10,5	- 3,0
4 ^e trimestre ..	252,4	-92,9	159,5	+ 9,2 ¹¹	+ 3,8	+13,0	- 1,3	...	+ 3,1	+11,2	- 2,1	+10,9
1976 1 ^{er} trimestre ..	207,7	p-76,8	p130,9	-43,9 ¹²	p+15,1	p-28,8	p ...	p ...	- 1,7	p-27,1	p+ 4,0	p-24,8
2 ^e trimestre ..	234,8	p-98,5	p136,3	+27,3 ¹²	p-23,4	p+ 3,9	p+ 1,8	p ...	+ 0,5	p+ 1,6	p+ 4,5	p+ 8,4

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatutaires administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-3.

4 Cette différence est égale à :
— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX-1, 2 et 3, rubrique 6.2.

6 Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs

extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

7 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

8 Non compris une augmentation de 3,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

9 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

10 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

11 A l'exclusion d'une augmentation de 2,2 milliards résultant de l'ajustement des montants reflétant les engagements réciproques subsistant dans le cadre de l'arrangement de SWAP avec la Federal Reserve Bank of New York.

12 Compte tenu d'un ajustement résultant d'opérations entre les organismes monétaires qui ne sont pas comptabilisés au cours de la même période à la B.N.B. et dans les autres organismes.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général
	Financements spécifiques					Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹	de la construction et de transactions immobilières ²	de ventes et prêts à tempérament ³	d'importations	Total			Crédits de caisse ⁴	Autres		
1967 ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 (Ancienne série)	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1969 (Nouvelle série) ⁶ ...	27,1	14,0	23,7	13,7	125,5	204,0	32,4	18,5	2,1	53,0	257,0
1970	28,4	16,9	24,8	17,6	141,2	228,9	40,7	43,1	2,3	86,1	315,0
1971	29,5	18,2	25,6	23,4	166,4	263,1	44,6	57,7	3,2	105,5	368,6
1972 ⁵	32,9	20,0	34,4	27,2	200,5	315,0	52,1	60,4	2,6	115,1	430,1
1973	40,9	26,6	41,6	22,1	239,6	370,8	57,0	75,9	2,0	134,9	505,7
1974 Mars ⁵	42,8	28,6	41,7	25,7	246,6	385,4	62,6	77,9	2,0	142,5	527,9
Juin ⁵	42,7	31,1	42,6	21,7	254,6	392,7	65,7	86,6	0,4	152,7	545,4
Septembre	43,4	32,1	47,3	21,6	252,5	396,9	62,4	99,2	2,7	164,3	561,2
Décembre	44,4	34,9	45,2	23,7	236,3	414,5	70,9	98,8	1,7	171,4	585,9
1975 Mars ⁵	45,2	36,6	43,3	23,1	269,3	417,5	72,6	111,5	1,6	185,7	603,2
Juin	45,7	41,0	43,4	24,0	280,7	434,8	70,3	121,4	2,4	194,1	628,9
Septembre	46,8	42,0	46,0	24,8	287,6	447,2	70,7	133,7	4,1	208,5	655,7
Décembre	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	137,6	4,1	217,6	699,8
1976 Mars	48,0	50,8	53,9	29,5	320,8	503,0	79,8	142,4	3,6	225,8	728,8

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959; 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus avant 1969) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. Jusqu'en 1968 la colonne (1) comprend un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. A partir de 1969, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Jusqu'en 1968, une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Depuis 1969, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3). A partir de 1973 : nouvelle série par suite d'une rectification apportée par une banque importante.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1970).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1967 ³	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969 (Anc. série) ...	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1969 (Nouv. série) 4	10,2	95,3	98,5	204,0	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	98,5	184,5	0,1
1970	14,2	101,0	113,7	228,9	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	113,7	211,5	0,2
1971	20,7	102,5	139,9	263,1	12,1	9,0	21,1	8,6	93,5	139,9	242,0	0,1
1972	23,0	119,7	172,3	315,0	13,9	13,7	27,6	9,1	106,0	172,3	287,4	0,1
1973	19,0	132,5	219,3	370,8	13,1	16,6	29,7	5,9	115,9	219,3	341,1	0,1
1974 Mars ³	21,2	142,9	221,3	385,4	12,0	17,2	29,2	9,2	125,7	221,3	356,2	...
Juin ³	19,4	143,6	229,7	392,7	10,0	17,8	27,8	9,4	125,8	229,7	364,9	0,1
Septembre ...	18,1	136,2	242,6	396,9	9,5	18,1	27,6	8,6	118,1	246,6	369,3	0,2
Décembre ...	19,6	142,6	252,3	414,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,0	252,3	376,2	0,3
1975 Mars ³	19,8	143,2	254,5	417,5	9,7	24,5	34,2	10,1	118,7	254,5	383,3	0,1
Juin	22,4	136,5	275,9	434,8	6,0	13,6	19,6	16,4	122,9	275,9	415,2	...
Septembre ...	24,0	131,8	291,4	447,2	9,9	11,6	21,5	14,1	120,2	291,4	425,7	0,2
Décembre ...	23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	128,7	309,4	449,0	0,1
1976 Mars	26,3	156,4	320,3	503,0	11,9	34,5	46,4	14,4	121,9	320,3	456,6	0,1

B. Crédits à l'étranger

1967 ³	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,2
1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	0,3
1971	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	0,5
1972	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	1,8
1974 Mars ³	30,2	33,7	78,6	142,5	16,5	12,7	29,2	13,7	21,0	78,6	113,3	1,5
Juin ³	31,1	34,4	87,2	152,7	16,8	14,4	31,2	14,3	20,0	87,2	121,5	0,5
Septembre ...	28,4	34,6	101,3	164,3	13,5	13,7	27,2	14,9	20,9	101,3	137,1	0,3
Décembre ...	32,6	37,4	101,4	171,4	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	101,4	142,1	0,2
1975 Mars ³	34,5	36,2	115,0	185,7	14,1	12,0	26,1	20,4	24,2	115,0	159,6	0,8
Juin	31,5	36,8	125,8	194,1	10,8	10,7	21,5	20,7	26,1	125,8	172,6	0,3
Septembre ...	31,1	38,3	139,1	208,5	11,5	12,3	23,8	19,6	26,0	139,1	184,7	0,7
Décembre ...	32,6	43,2	141,8	217,6	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	141,8	187,4	0,7
1976 Mars	34,5	45,2	146,1	225,8	18,8	18,4	37,2	15,7	26,8	146,1	188,6	0,8

C. Total

1967 ³	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,3
1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969 (Anc. série) ...	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1969 (Nouv. série) 4	29,3	111,1	116,6	257,0	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	116,6	216,9	0,1
1970	37,2	121,0	156,8	315,0	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	156,8	278,6	0,5
1971	45,5	124,9	198,2	368,6	23,0	17,8	40,8	22,5	107,1	198,2	327,8	0,6
1972	48,3	148,5	233,3	430,1	27,4	26,8	54,2	20,9	121,7	233,3	375,9	3,0
1973	45,9	163,8	296,0	505,7	28,9	28,7	57,6	17,0	135,1	296,0	448,1	1,9
1974 Mars ³	51,4	176,6	299,9	527,9	28,5	29,9	58,4	22,9	146,7	299,9	469,5	1,5
Juin ³	50,5	178,0	316,9	545,4	26,8	32,2	59,0	23,7	145,8	316,9	486,4	0,6
Septembre ...	46,5	170,8	343,9	561,2	23,0	31,8	54,8	23,5	139,0	343,9	506,4	0,5
Décembre ...	52,2	180,0	353,7	585,9	27,0	40,6	67,6	25,2	139,4	353,7	518,3	0,5
1975 Mars ³	54,3	179,4	369,5	603,2	23,8	36,5	60,3	30,5	142,9	369,5	542,9	0,9
Juin	53,9	173,3	401,7	628,9	16,8	24,3	41,1	37,1	149,0	401,7	587,8	0,3
Septembre ...	55,1	170,1	430,5	655,7	21,4	23,9	45,3	33,7	146,2	430,5	610,4	0,9
Décembre ...	56,3	192,3	451,2	699,8	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	451,2	636,4	0,8
1976 Mars	60,8	201,6	466,4	728,8	30,7	52,0	83,6	30,1	148,7	466,4	645,2	0,9

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

4 Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIe année, tome I, no 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES AUX ENTREPRISES
ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. 2
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1)+(2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4)+(5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7)+(8)+(9)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1967 ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6	0,1
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3	0,6
1969	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5	0,4
1970	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8	...
1971	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6	...
1972	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0	0,5
1974 Mars ¹	2,6	...	2,6	7,6	6,6	14,2	7,6	9,2	...	16,8	0,1
Juin ¹	1,4	...	1,4	5,9	4,9	10,8	5,9	6,3	...	12,2	0,4
Septembre	1,0	0,1	1,1	5,1	8,5	13,6	5,1	9,5	0,1	14,7	1,3
Décembre	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2	1,4
1975 Mars ¹	2,6	...	2,6	1,6	0,5	2,1	1,6	3,1	...	4,7	0,4
Juin	1,4	...	1,4	0,1	2,0	2,1	0,1	3,4	...	3,5	...
Septembre	0,5	...	0,5	0,9	1,1	2,0	0,9	1,6	...	2,5	...
Décembre	1,3	0,4	1,7	...	8,7	8,7	...	10,0	0,4	10,4	0,4
1976 Mars	1,2	...	1,2	5,9	19,8	25,7	5,9	21,0	...	26,9	2,8
B. Crédits à l'étranger											
1967 ¹ .....	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1	...
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2	...
1969	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8	...
1970	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8	...
1971	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8	...
1972 .....	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5	...
1973 .....	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9	...
1974 Mars ¹	0,1	...	0,1	11,6	3,5	15,1	11,6	3,6	...	15,2	...
Juin ¹ .....	...	...	...	12,8	4,6	17,4	12,8	4,6	...	17,4	...
Septembre .....	...	...	...	9,1	3,1	12,2	9,1	3,1	...	12,2	...
Décembre .....	...	...	...	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	...	12,0	...
1975 Mars ¹ .....	...	...	...	4,2	0,4	4,6	4,2	0,4	...	4,6	...
Juin .....	...	...	...	0,5	0,2	0,7	0,5	0,2	...	0,7	...
Septembre .....	...	...	...	1,1	0,1	1,2	1,1	0,1	...	1,2	...
Décembre .....	...	...	...	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	...	11,8	...
1976 Mars .....	...	...	...	11,9	5,9	17,8	11,9	5,9	...	17,8	...
C. Total											
1967 ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7	0,1
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5	0,6
1969	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3	0,4
1970	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6	...
1971	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4	...
1972	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9	0,5
1974 Mars ¹	2,7	...	2,7	19,2	10,1	29,3	19,2	12,8	...	32,0	0,1
Juin ¹	1,4	...	1,4	18,7	9,5	28,2	18,7	10,9	...	29,6	0,4
Septembre	1,0	0,1	1,1	14,2	11,6	25,8	14,2	12,6	0,1	26,9	1,3
Décembre	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2	1,4
1975 Mars ¹	2,6	...	2,6	5,8	0,9	6,7	5,8	3,5	...	9,3	0,4
Juin	1,4	...	1,4	0,6	2,2	2,8	0,6	3,6	...	4,2	...
Septembre	0,5	...	0,5	2,0	1,2	3,2	2,0	1,7	...	3,7	...
Décembre	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,4
1976 Mars	1,2	...	1,2	17,8	25,7	43,5	17,8	26,9	...	44,7	2,8

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 1				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1967 ³	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969 (Anc. série) ...	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1969 (Nouv. série) 4	10,2	97,8	100,0	208,0	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	100,0	197,3	0,5
1970	14,2	103,2	115,4	232,8	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,4	219,9	0,2
1971	20,7	105,4	142,3	268,4	7,5	5,0	12,5	13,2	100,4	142,3	255,9	0,1
1972	23,0	123,0	175,8	321,8	7,4	6,6	14,0	15,6	116,4	175,8	307,8	0,8
1973	19,0	135,7	227,4	382,1	5,2	2,2	7,4	13,8	133,5	227,4	374,7	0,6
1974 Mars 3	21,2	145,5	227,3	394,0	4,3	5,0	9,3	16,9	140,5	227,3	384,7	0,1
Juin 3	19,4	145,0	238,6	403,0	3,9	7,6	11,5	15,5	137,4	238,6	391,5	0,5
Septembre ...	18,1	137,2	254,7	410,0	4,3	6,7	11,0	13,8	130,5	254,7	399,0	1,5
Décembre	19,6	145,1	259,8	424,5	5,8	13,2	19,0	13,8	131,9	259,8	405,5	1,7
1975 Mars 3	19,8	145,8	260,4	426,0	7,6	18,2	25,8	12,2	127,6	260,4	400,2	0,5
Juin	22,4	137,9	284,0	444,3	5,9	9,2	15,8	16,5	128,0	284,0	428,5	...
Septembre ...	24,0	132,3	303,1	459,4	8,1	6,9	15,0	15,9	125,4	303,1	444,4	0,2
Décembre	23,7	150,3	323,8	497,8	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	323,8	479,8	0,5
1976 Mars	26,3	157,7	334,1	518,1	6,0	11,7	17,7	20,3	146,0	334,1	500,4	2,9

B. Crédits à l'étranger

1967 ³	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,2
1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	0,3
1971	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	0,5
1972	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	1,8
1974 Mars 3	30,2	33,8	78,6	142,6	4,9	9,2	14,1	25,3	24,6	78,6	128,5	1,5
Juin 3	31,1	34,4	87,2	152,7	4,0	9,8	13,8	27,1	24,6	87,2	138,9	0,5
Septembre ...	28,4	34,6	101,3	164,3	4,1	10,7	14,8	24,3	23,9	101,3	149,5	0,3
Décembre	32,6	37,4	101,4	171,4	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	101,4	154,5	0,2
1975 Mars 3	34,5	36,2	115,0	185,7	8,7	11,0	19,7	25,8	25,2	115,0	166,0	0,8
Juin	31,5	36,8	125,8	194,1	10,3	10,4	20,7	21,2	26,4	125,8	173,4	0,3
Septembre ...	31,1	38,3	139,1	208,5	9,1	11,6	20,7	22,0	26,7	139,1	187,8	0,7
Décembre	32,6	43,2	141,8	217,6	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	141,8	200,0	0,7
1976 Mars	34,5	45,2	146,1	225,8	6,9	12,5	19,4	27,6	32,7	146,1	206,4	0,8

C. Total

1967 ³	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,4
1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969 (Anc. série) ...	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1969 (Nouv. série) 4	29,3	113,7	118,1	261,1	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	118,1	241,4	0,5
1970	37,2	123,4	158,5	319,1	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,5	292,3	0,5
1971	45,5	128,0	200,6	374,1	11,3	12,0	23,3	34,2	116,0	200,6	350,8	0,6
1972	48,3	151,8	236,8	436,9	9,3	14,8	24,1	39,0	137,0	236,8	412,8	3,7
1973	45,9	167,0	304,1	517,0	8,3	10,1	18,4	37,6	156,9	304,1	498,6	2,4
1974 Mars 3	51,4	179,3	305,9	536,6	9,2	14,2	23,4	42,2	165,1	305,9	513,2	1,6
Juin 3	50,5	179,4	325,8	555,7	7,9	17,4	25,3	42,6	162,0	325,8	530,4	1,0
Septembre ...	46,5	171,8	356,0	574,3	8,4	17,4	25,8	38,1	154,4	356,0	548,5	1,8
Décembre	52,2	182,5	361,2	595,9	11,3	24,6	35,9	40,9	157,9	361,2	560,0	1,9
1975 Mars 3	54,3	182,0	375,4	611,7	16,3	29,2	45,5	38,0	152,8	375,4	566,2	1,3
Juin	53,9	174,7	409,8	638,4	16,2	20,3	36,5	37,7	154,4	409,8	601,9	0,3
Septembre ...	55,1	170,6	442,2	667,9	17,2	18,5	35,7	37,9	152,1	442,2	632,2	0,9
Décembre	56,3	193,5	465,6	715,4	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	465,6	679,8	1,2
1976 Mars	60,8	202,9	480,2	743,9	12,9	24,2	37,1	47,9	178,7	480,2	706,8	3,7

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes monétaires).

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	74,0	76,2	75,9	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :									
Participation			7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3
Prêts .....			...	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0
Droits de tirage spéciaux .....			...	...	...	...	...	...	...
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	74,0	76,2	83,7	103,3	127,5	127,4	126,3	125,1	128,1
Monnaies étrangères	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2
Monnaies étrangères et or à recevoir	12,5	12,3	17,5	10,7	0,3	...	...	...	...
Avoirs à l'étranger, en francs belges	3,0	—	—	—	—	—	—	—	—
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	—	—	—
Fonds Monétaire International :									
Participation	14,7	10,3	...	...	...	...	...	...	...
Prêts ²	1,9	5,0	...	0,1	...	...	...	...	2,4
Autres accords .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...
Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5
Débiteurs pour change et or, à terme	35,5	18,2	34,0	37,8	34,8	20,6	28,8	13,5	11,9
Effets de commerce	13,8	26,7	18,6	6,5	15,1	33,4	40,1	32,2	22,2
Avances sur nantissement	0,3	0,6	0,1	0,2	0,3	3,5	2,4	0,6	3,3
Effets publics :									
Effets publics belges	2,7	14,7	15,6	13,3	4,9	1,1	0,4	5,1	4,2
Effets publics luxembourgeois	—	0,2	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,9	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	2,8	0,9	0,8
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	—	—	—	—	—	—	3,4	3,4	3,5
Fonds publics	3,4	3,5	3,6	3,7	3,8	4,1	4,3	4,8	5,2
Immeubles, matériel et mobilier	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pension du Personnel	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5	6,5
Divers	1,4	1,9	1,8	2,0	1,0	1,4	2,0	2,8	2,3
	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8
Compte d'ordre :									
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3	11,8	14,1
PASSIF									
Billets en circulation	177,5	183,2	183,0	188,2	201,8	222,6	238,5	256,1	288,4
Comptes courants :									
<i>Trésor public</i> { compte ordinaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
{ taxe exceptionnelle de conjoncture .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
{ compte spécial liquidation U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ord.	0,3	0,7	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,4	0,4
Comptes courants divers et valeurs à payer	3,2	2,5	4,5	4,2	3,2	3,5	3,7	5,4	4,0
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen	0,3	0,3	0,2	0,5	1,1	0,7	2,0	2,6	3,2
Autres accords	0,3	0,2	0,3	0,3	2,0	0,7			
<i>Total des engagements à vue</i> ...	181,6	186,9	188,4	193,7	208,8	228,1	244,8	264,5	296,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	3,5	7,0	10,5	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire ³ .....	...	...	...	...	...	11,8	34,5	21,0	...
Monnaies étrangères et or à livrer	48,2	30,7	51,8	48,7	35,8	21,5	26,5	11,1	12,1
Caisse de Pensions du Personnel	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5	6,5
Divers	2,3	2,9	3,0	3,4	3,5	4,3	5,6	8,1	10,5
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	3,1	3,2	3,3	3,4	3,7	3,8	4,4	4,8	5,1
	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8
Compte d'ordre :									
Ministres de l'Education Nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3	11,8	14,1

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des action-

naires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiés au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1963).

³ Jusqu'au 31 décembre 1971 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1975 9 juin	1976 4 juin	1975 7 juillet	1976 5 juillet	1975 4 août	1976 9 août	1975 8 septembre	1976 6 septembre
ACTIF								
Encaisse en or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :								
Participation	25,3	28,5	25,6	28,5	26,6	29,7	26,4	29,5
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	28,9	27,4	29,9	27,4	29,9	27,4	30,0	27,4
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	126,0	127,7	127,3	127,7	128,3	128,9	128,2	128,7
Monnaies étrangères	105,0	79,8	107,1	79,6	107,9	71,8	110,0	70,7
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux .....	...	0,1	...	...	...	0,1	...	0,3
Avance au F.M.I.	—	9,7	—	9,7	—	9,7	—	9,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire	7,7	...	3,0	...	...	...	...	...
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
Débiteurs pour change et or, à terme	13,4	5,6	13,0	5,6	13,0	3,8	13,0	3,0
Effets de commerce	9,8	34,8	4,0	38,6	9,7	47,3	3,8	50,3
Avances sur nantissement .....	...	6,8	0,1	15,1	...	9,1	...	25,1
Effets publics :								
Effets publics belges	8,8	20,6	20,4	20,6	5,9	20,6	10,1	20,6
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	2,2	...	2,1	...	2,4	...	2,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	5,3	5,5	5,3	5,5	5,3	5,5	5,3	5,5
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pension du Personnel	6,0	7,1	6,0	7,2	6,0	7,2	6,0	7,2
Divers	2,4	2,9	2,6	3,4	3,1	4,4	3,3	3,9
Compte d'ordre :	331,9	350,2	336,3	362,5	326,7	358,3	327,2	374,9
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	9,5	11,3	8,9	10,6	8,5	9,9	8,0	9,5
PASSIF								
Billets en circulation	272,0	303,7	286,4	314,3	277,0	301,5	275,8	302,7
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
{ taxe exceptionnelle de conjoncture .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord. ...	0,3	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,7	0,3
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,4	1,4	1,3	2,3	1,4	3,1	1,6	1,5
Accords internationaux	2,0	2,6	1,9	2,5	1,9	2,8	1,9	2,9
<i>Total des engagements à vue</i> ...	275,7	308,2	289,9	319,5	280,6	307,7	280,0	307,4
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire	...	...	...	...	...	9,1	...	25,8
Réserve monétaire :								
Belgique	11,6	...	...	...	...	...	...	...
Grand-Duché de Luxembourg .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	11,0	5,7	10,6	5,7	10,6	3,9	10,6	3,1
Caisse de Pensions du Personnel	6,0	7,2	6,0	7,2	6,0	7,2	6,0	7,2
Divers	12,1	13,4	14,3	14,4	14,1	14,7	15,1	15,7
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	4,9	5,1	4,9	5,1	4,8	5,1	4,9	5,1
Compte d'ordre :	331,9	350,2	336,3	362,5	326,7	358,3	327,2	374,9
Ministres de l'Education Nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	9,5	11,3	8,9	10,6	8,5	9,9	8,0	9,5

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifiés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) 3	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)						(milliards de francs)
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.022	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.031	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.060	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.080	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1975	1.107	139,1	65,9	249,5	450,1	248,9	450,1	1.398,7	95
1974 2 ^e trimestre	1.094	116,0	64,2	219,3	378,9	215,2	378,9	1.192,3	94
3 ^e trimestre	1.099	121,8	59,6	225,4	391,8	227,6	391,8	1.236,5	95
4 ^e trimestre	1.101	121,4	61,4	229,0	399,0	220,0	399,0	1.247,0	95
1975 1 ^{er} trimestre	1.102	142,6	62,6	236,3	453,0	242,7	453,0	1.385,0	95
2 ^e trimestre	1.102	135,8	68,0	261,3	455,4	259,6	455,4	1.431,8	94
3 ^e trimestre	1.107	132,7	66,4	233,5	419,2	234,9	419,2	1.306,8	95
4 ^e trimestre	1.116	145,3	66,4	266,8	473,3	259,2	473,3	1.472,6	96
1976 1 ^{er} trimestre	1.114	148,4	68,6	262,1	503,7	265,5	503,7	1.535,1	96
2 ^e trimestre	1.111	162,6	74,3	287,4	500,5	284,4	500,5	1.572,8	95
1975 Juillet	1.104	146,7	66,6	263,3	456,7	264,8	456,7	1.441,4	95
Août	1.106	125,5	66,8	207,1	385,8	214,5	385,8	1.193,3	95
Septembre	1.111	125,9	66,2	230,1	415,1	225,4	415,1	1.285,8	95
Octobre	1.115	150,5	65,9	281,6	501,5	281,3	501,5	1.566,0	96
Novembre	1.117	126,9	64,8	234,0	429,4	228,6	429,4	1.321,5	96
Décembre	1.116	158,0	68,4	283,8	487,6	266,7	487,6	1.525,5	95
1976 Janvier	1.115	154,2	67,5	277,0	542,4	278,2	542,4	1.640,0	96
Février	1.114	144,0	70,2	247,0	466,9	254,5	466,9	1.435,2	96
Mars	1.113	146,8	68,0	261,2	499,5	263,3	499,5	1.523,5	95
Avril	1.113	154,2	71,3	289,6	525,9	269,3	525,9	1.610,7	96
Mai	1.110	159,9	76,5	288,5	497,1	283,1	497,1	1.565,8	95
Juin	1.110	173,6	75,0	284,2	478,6	300,7	478,6	1.542,0	94
Juillet	1.111	164,4	75,3	292,3	510,9	293,6	510,9	1.607,7	95

1 Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.
2 Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-5).

3 Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 30 juin	1976 30 juin	1975 31 juillet	1976 31 juillet
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P. .	18,4	31,3	25,5	10,6	16,9	11,2	9,3	9,7
Prêts au jour le jour	14,4	11,4	26,9	21,5	19,1	24,1	21,1	25,8
Banquiers	245,2	341,4	338,3	401,7	371,4	430,4	384,0	452,0
Maison-mère, succursales et filiales	48,4	71,8	143,4	162,1	136,1	153,9	143,3	152,5
Autres valeurs à recevoir à court terme	21,9	23,4	26,7	29,3	30,9	37,0	25,4	30,9
Portefeuille-effets	149,4	158,9	183,1	209,5	198,3	236,6	190,3	233,3
a) Effets publics	16,7	21,0	32,0	40,0	27,1	57,8	28,9	50,6
b) Effets commerciaux *	132,7	137,9	151,1	169,5	171,2	178,8	161,4	182,7
Reports et avances sur titres	2,7	2,5	1,4	1,8	2,2	2,8	1,5	2,9
Débiteurs par acceptations	48,3	45,9	52,2	56,3	53,8	57,0	56,9	58,4
Débiteurs divers	232,7	296,8	355,7	453,2	403,3	490,3	419,0	500,9
Valeurs mobilières	280,0	343,8	386,0	412,2	412,5	443,3	412,3	441,4
a) Fonds publics belges	240,6	285,8	320,4	356,2	358,9	390,5	358,0	389,4
b) Autres titres d'emprunt	38,9	56,9	64,8	54,8	52,6	51,8	53,2	51,1
c) Actions et parts de sociétés	0,3	0,9	0,6	1,0	0,8	1,0	0,9	0,9
d) Autres valeurs mobilières	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	...	0,2	...
Valeurs de la réserve légale	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,7	1,5	1,7
Participations	9,1	11,0	12,6	12,6	12,5	13,0	12,4	13,0
a) Filiales	3,0	4,1	5,0	4,9	4,9	4,8	4,8	4,8
b) Autres participations	6,1	6,9	7,6	7,7	7,6	8,2	7,6	8,2
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,1	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4
Immeubles	7,4	9,3	11,2	14,0	13,6	15,6	13,8	15,9
Participations dans les filiales immobilières	0,4	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	1,1	1,3	1,6	2,1	2,2	2,5	2,2	2,6
Divers	16,1	26,1	49,6	44,1	36,5	42,0	34,4	35,2
Total de l'actif ...	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.833,6	1.711,8	1.962,5	1.728,5	1.977,4
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	28,8	31,9	42,9	40,6	27,0	50,0	30,9	56,9
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	—	—	2,3	1,6	2,6	2,5	3,2	2,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

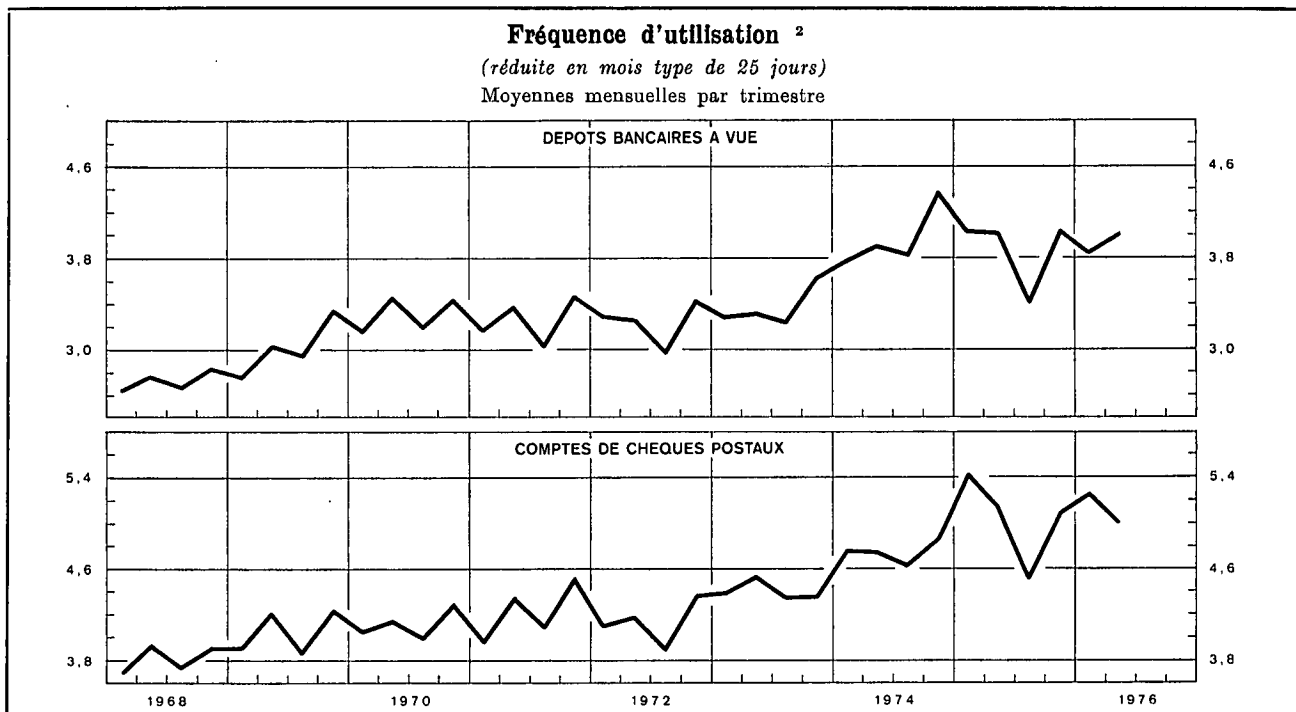
Passif

Rubriques	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 30 juin	1976 30 juin	1975 31 juillet	1976 31 juillet
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	2,1	3,9	2,4	2,4	10,0	4,0	1,9	2,0
a) Créanciers garantis par des privilèges	1,0	1,3	1,9	2,1	1,5	1,6	1,5	1,5
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	1,1	2,6	0,5	0,3	8,5	2,4	0,4	0,5
Emprunts au jour le jour	20,9	22,1	43,9	36,7	39,5	33,1	30,5	31,8
a) Couverts par des sûretés réelles	2,9	4,4	8,5	4,7	5,4	5,4	3,1	4,1
b) Non couverts par des sûretés réelles	18,0	17,7	35,4	32,0	34,1	27,7	27,4	27,7
Banquiers	371,9	511,0	599,5	673,0	612,9	686,6	632,6	697,7
Maison-mère, succursales et filiales	37,4	49,5	86,7	99,5	93,4	100,3	98,4	101,2
Acceptations	48,3	45,9	52,2	56,3	53,8	57,0	56,9	58,4
Autres valeurs à payer à court terme	8,9	10,2	9,3	13,8	14,9	16,6	12,0	14,2
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1,6	2,5	6,3	2,7	2,3	3,3	2,5	3,3
Dépôts et comptes courants	501,9	605,1	665,8	783,0	725,5	870,7	729,5	876,8
a) A vue	193,5	208,0	221,2	268,7	260,2	303,9	251,8	292,7
b) A un mois au plus	36,2	51,4	74,3	77,4	74,3	90,1	77,6	93,1
c) A plus d'un mois	105,2	151,1	169,0	177,0	164,2	195,1	166,7	204,2
d) A plus d'un an	19,1	17,5	13,9	17,7	15,2	17,3	15,6	18,0
e) A plus de deux ans	13,1	17,3	14,9	17,7	16,1	18,8	16,2	19,0
f) Carnets de dépôts	132,4	157,6	170,5	221,8	193,4	242,9	199,4	247,1
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,4	2,2	2,0	2,7	2,1	2,6	2,2	2,7
Obligations et bons de caisse	33,9	40,2	47,2	54,8	51,8	63,4	52,4	64,8
Montants à libérer sur titres et participations	1,4	1,4	1,7	1,7	1,6	1,6	1,6	1,6
Divers	26,5	37,8	49,9	50,9	51,7	62,7	55,6	61,8
<i>Total de l'exigible ...</i>	1.054,8	1.329,6	1.564,9	1.774,8	1.657,4	1.899,3	1.673,9	1.913,6
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	3,6	3,3	3,6	8,4	6,7	9,2	6,7	9,2
<i>Non exigible :</i>								
Capital	22,8	25,4	27,2	28,1	26,8	30,0	27,0	30,7
Fonds indisponible par prime d'émission	4,2	5,6	5,7	3,2	5,5	3,1	5,5	3,1
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,7	1,5	1,7
Réserve disponible	9,7	11,1	12,2	12,0	13,1	13,4	13,1	13,3
Autres réserves ²	—	—	—	4,8	—	5,0	—	5,0
Provisions	0,6	0,6	1,6	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
<i>Total du non exigible ...</i>	38,6	44,1	48,2	50,4	47,7	54,0	47,9	54,6
Total du passif ...	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.833,6	1.711,8	1.962,5	1.728,5	1.977,4

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Nouvelle rubrique. Avant le 31 octobre 1975, les montants repris sous cette rubrique étaient recensés, en partie, sous la rubrique « Fonds indisponible par prime d'émission », et en partie sous la rubrique « Réserve disponible ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute		
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1975	709,6	408,4	1.118,0	3,91	3,88	e 5,05
1974 2 ^e trimestre	655,2	362,7	1.017,9	3,87	3,92	e 4,75
3 ^e trimestre	636,7	339,8	976,5	3,95	3,85	e 4,65
4 ^e trimestre	708,0	365,2	1.073,2	4,45	4,39	e 4,87
1975 1 ^{er} trimestre	673,9	415,8	1.089,7	4,04	4,04	e 5,44
2 ^e trimestre	738,1	430,9	1.169,0	4,04	4,03	5,15
3 ^e trimestre	658,6	370,9	1.029,5	3,44	3,44	4,53
4 ^e trimestre	767,7	416,1	1.183,8	4,12	4,06	5,10
1976 1 ^{er} trimestre	752,1	445,2	1.197,3	3,96	3,85	5,27
2 ^e trimestre	843,1	470,8	1.313,9	4,04	4,09	5,04
1975 Juillet	708,7	389,2	1.097,9	3,83	3,68	4,69
Août	605,6	353,5	959,1	3,21	3,21	4,36
Septembre	661,6	369,9	1.031,5	3,56	3,42	4,53
Octobre	743,3	400,8	1.144,1	4,30	3,98	4,96
Novembre	701,5	425,3	1.126,8	3,49	3,79	5,35
Décembre	858,2	422,1	1.280,3	4,56	4,38	4,99
1976 Janvier	728,5	460,6	1.189,1	3,83	3,69	5,53
Février	755,1	453,3	1.208,4	3,76	3,91	5,28
Mars	772,8	421,7	1.194,5	4,28	3,96	5,00
Avril	799,3	467,1	1.266,4	4,01	4,01	5,22
Mai	845,6	495,8	1.341,4	3,99	4,15	5,19
Juin	884,3	449,6	1.333,9	4,11	4,11	4,73
Juillet	800,1	430,6	1.230,7	3,83	3,69	4,51

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les viroments qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241 — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1967	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	...	...
1968	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...
1972	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5
1973 Septembre	15,4	0,9	...	...	...	11,2	1,2	...
Décembre	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...
1974 Mars	15,8	9,1	...	...	...	11,7	4,4	4,4
Juin	15,5	9,1	7,8	...	...	7,3	3,5	17,0
Septembre	14,7	9,1	...	...	...	14,7	1,2	3,7
Décembre	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...
1975 Janvier	12,8	...	...	...	7,4	16,3	...	...
Février	10,4	...	...	...	9,2	15,9	...	...
Mars	10,0	9,1	...	...	1,2	16,3	...	...
Avril	9,6	...	...	...	8,5	14,4	...	...
Mai	9,0	6,0	...	...	6,5	17,7	...	...
Juin	9,2	6,0	4,6	...	...	14,8	...	1,2
Juillet	10,2	6,0	...	...	4,9	17,4	...	...
Août	10,8	5,4	...	...	6,5	18,9	...	...
Septembre	11,8	6,0	...	...	5,0	18,1	...	0,9
Octobre	13,2	...	...	...	10,6	20,0	...	...
Novembre	14,5	...	...	...	7,0	17,7	...	...
Décembre	17,9	6,0	...	...	2,8	20,1	0,3	2,9

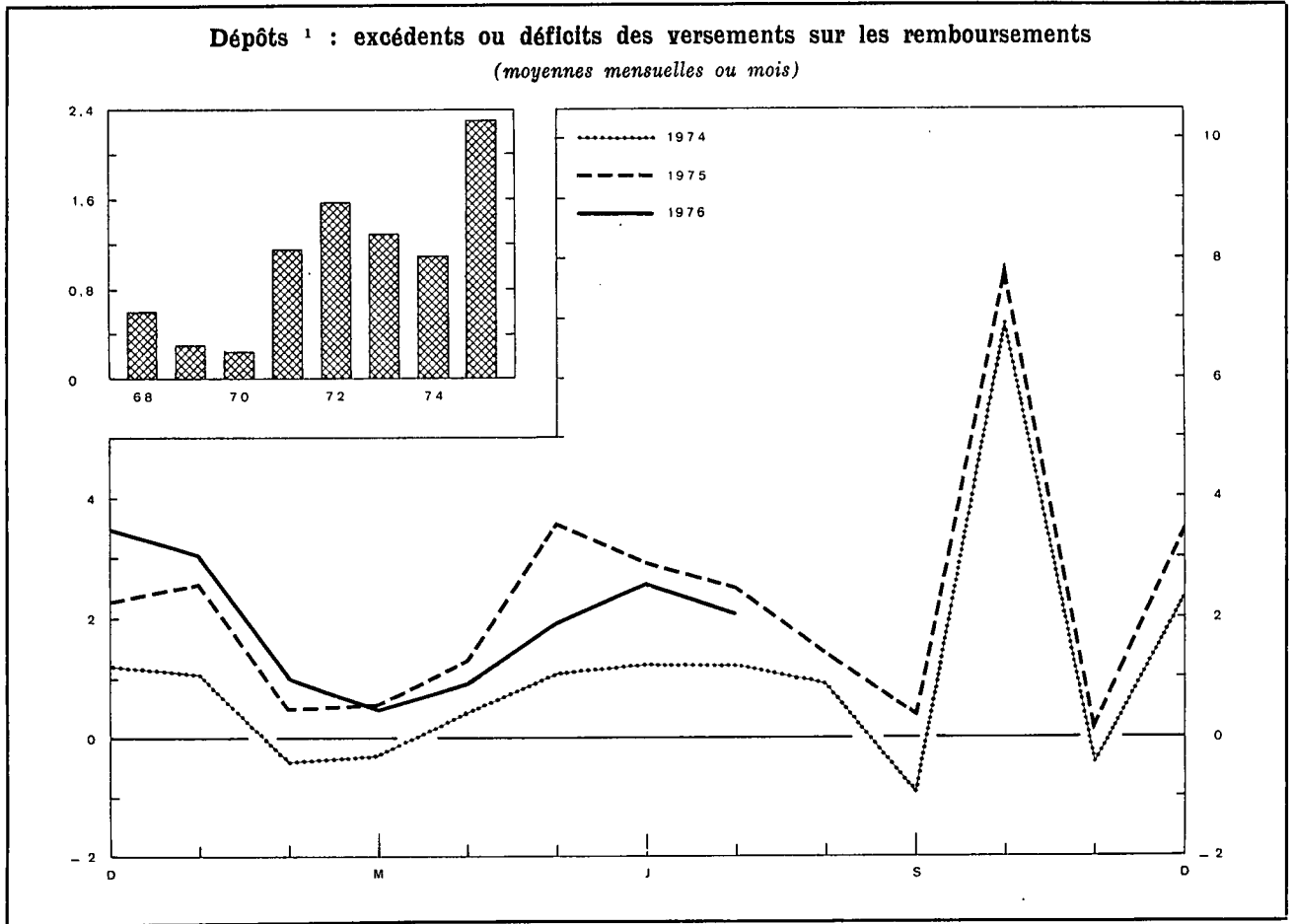
XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne

Opérations des ménages

(milliards de francs)

Source : CGER.



Périodes	Dépôts 1			Bons d'épargne 2		Total
	Versements 3	Remboursements	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Solde 4	Montant en circulation	
					à fin de période	
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	
1968	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7	144,0
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6	154,0
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2	165,9
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3	190,5
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6	217,5
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1975	244,4	216,9	27,5	287,5	39,9	327,4
1974 2 ^e trimestre	48,7	46,0	2,7	228,5	24,9	253,4
3 ^e trimestre	46,6	45,4	1,2	229,7	26,2	255,9
4 ^e trimestre	57,8	49,0	8,8	248,5	29,8	278,3
1975 1 ^{er} trimestre	53,8	50,0	3,8	252,3	35,2	287,5
2 ^e trimestre	60,6	52,8	7,8	260,1	37,8	297,9
3 ^e trimestre	56,4	52,1	4,3	264,4	39,2	303,6
4 ^e trimestre	73,6	62,0	11,6	287,5	39,9	327,4
1976 1 ^{er} trimestre	69,3	64,7	4,6	292,1	42,3	334,4
2 ^e trimestre	76,3	70,9	5,4	297,5	45,2	342,7
1975 Juillet	20,9	18,4	2,5	262,6	38,3	300,9
Août	16,7	15,3	1,4	264,0	38,9	302,9
Septembre	18,8	18,4	0,4	264,4	39,2	303,6
Octobre	30,3	22,4	7,9	272,3	39,6	311,9
Novembre	18,8	18,6	0,2	272,5	39,9	312,4
Décembre	24,5	21,0	3,5	287,5	39,9	327,4
1976 Janvier	24,2	21,1	3,1	290,6	40,9	331,5
Février	21,5	20,5	1,0	291,6	41,9	333,5
Mars	23,6	23,1	0,5	292,1	42,3	334,4
Avril	24,1	23,2	0,9	293,0	43,2	336,2
Mai	24,4	22,5	1,9	294,9	44,3	339,2
Juin	27,8	25,2	2,6	297,5	45,2	342,7
Juillet	24,7	22,6	2,1	299,6	46,1	345,7

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1975, les intérêts capitalisés s'élevaient à 11,5 milliards de francs.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	0,5	2,3	0,7	0,8	1,2	1,8	3,0	2,1	2,5
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	29,9	33,0	37,9	39,7	41,3	42,8	48,4	50,8	53,6
Avances à l'industrie	17,8	18,0	16,1	15,2	13,9	11,9	11,3	10,5	12,1
Crédit agricole	0,2	0,5	0,4	...	...	...	...	...	...
Crédit d'exportation	1,5	1,5	1,9	2,7	2,1	2,9	3,6	4,9	4,2
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	0,1	0,4	0,4	0,3	0,6	1,1	1,0	1,2
Acceptations bancaires	4,1	9,7	4,0	5,5	9,5	5,5	1,9	0,3	3,6
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	11,2	10,0	10,4	15,8	22,3	19,1	16,5	15,0	36,7
Prêts au jour le jour	1,4	...	1,9	1,6	1,9	2,2	2,2	2,7	2,8
Total ...	66,1	72,8	73,0	80,9	91,3	85,0	85,0	85,2	114,2
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	19,5	19,7	20,9	20,4	24,5	31,2	37,5	47,2	55,2
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	22,8	24,5	27,0	27,3	33,3	39,3	40,0	55,8	61,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	2,4	2,7	3,3	3,2	5,8	7,3	8,9	9,2	11,3
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,1	1,0	1,1	1,5	1,6	5,4	6,0	6,2	9,6
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,2	1,2
Prêts hypothécaires	7,6	8,6	10,2	11,6	13,9	20,3	29,2	37,6	44,1
Crédit agricole	5,6	6,0	6,4	6,5	6,3	6,4	6,8	7,2	7,6
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	27,5	29,0	30,6	31,7	32,3	34,4	36,4	38,3	42,0
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	—	1,5	6,6	10,9	15,7	20,4	24,9	31,7	37,6
Total ...	87,5	94,1	107,3	114,3	134,5	165,7	190,8	234,4	269,8
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	3,3	3,6	4,1	4,4	5,2	5,8	7,9	9,4	11,0
Valeurs échues du portefeuille	4,1	5,3	5,8	7,0	7,0	11,1	13,0	3,8	3,9
Réserve monétaire à la B.N.B.	—	—	—	—	—	1,8	5,1	2,2	—
Divers	1,3	2,1	3,4	4,6	6,7	11,0	15,1	19,7	24,9
Total de l'actif ...	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3
PASSIF									
<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ² :									
Particuliers	131,2	144,1	154,0	165,8	190,4	217,5	245,6	270,7	327,5
Etablissements publics et autres	6,9	8,4	9,9	11,5	17,8	24,0	27,0	29,8	31,0
Total ...	138,1	152,5	163,9	177,3	208,2	241,5	272,6	300,5	358,5
Dépôts en comptes courants ²	7,3	8,7	9,4	11,9	12,6	11,1	10,0	13,4	19,9
Fonds de développement des universités libres	—	—	—	—	0,8	1,6	3,6	6,0	7,2
<i>Non exigible :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévision diverses, fonds de réserve et provisions	14,9	16,2	17,5	18,0	18,6	20,1	21,5	21,2	20,7
Divers	2,5	2,8	3,5	4,8	5,7	7,9	12,2	15,7	20,0
Total du passif ...	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² Y compris les intérêts capitalisés.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	7,6	7,5	8,1	7,7	7,9	9,6	8,5	8,8	8,5
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	17,3	14,0	13,6	13,9	13,9	12,4	13,7	13,2	14,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,1	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...
Total ...	26,8	23,4	23,5	23,2	23,2	23,3	23,2	22,9	23,5
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹	14,0	14,1	14,0	13,9	} 23,3 ⁴	23,2	23,1	23,2	23,4
Réserves mathématiques ²	14,4	9,8 ³	9,8	10,3					
Fonds de réserve	—	—	—	—	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1
Total ...	28,4	23,9	23,8	24,2	24,2	24,2	24,1	24,3	24,5

¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 10 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour

frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

³ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants.

⁴ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	2,8	2,7	2,7	3,1	2,8	3,9	4,0	4,4	4,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	6,5	7,4	8,2	8,4	7,9	7,4	7,3	6,9	6,7
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...
Obligations de sociétés belges	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	0,4	1,0	1,9	3,0	4,5
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement	0,3	0,4	0,4	0,5	1,8	2,0	2,1	2,1	2,2
Total ...	10,0	10,9	11,6	12,3	13,2	14,5	15,4	16,5	18,2
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	6,7	7,1	7,6	7,9	8,2	8,9	10,1	11,0	12,4
Fonds de réserve et de répartition	3,3	3,6	4,0	4,3	4,7	5,2	5,5	5,9	6,3
Total ...	10,0	10,7	11,6	12,2	12,9	14,1	15,6	16,9	18,7

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 10 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels de la S.N.C.I.*

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
ACTIF									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat	22,2	24,2	26,7	28,4	30,3	30,8	33,5	36,9	40,8
2. garantis par banques et organismes financiers .	14,6	18,0	23,4	29,2	33,4	33,5	37,8	44,1	44,9
3. dont le risque est à charge de l'Institution	34,9	41,5	44,8	49,1	53,3	54,0	55,5	60,2	63,3
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6	0,4	0,3
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	0,3	0,1	...	—	—	—	—	—	—
Crédits commerciaux	0,9	1,3	1,8	1,5	1,3	2,0	2,4	2,7	5,3
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	2,1	2,1	2,7	3,8	3,1	4,5	5,7	8,3	7,4
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	4,0	5,0	5,7	5,9	6,2	6,3	6,8	8,0	10,3
Placements divers à court terme	8,0	9,2	13,9	18,7	19,6	19,7	16,8	18,0	22,1
Divers	5,0	3,0	3,0	3,8	4,8	6,4	7,9	6,9	7,1
Total de l'actif ...	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5

PASSIF

Obligations	57,4	65,6	75,6	87,1	98,5	100,5	105,4	115,1	119,7
Bons de caisse	9,1	12,1	15,3	19,2	18,7	20,3	21,5	22,3	27,4
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	8,8	9,3	11,7	13,0	12,9	13,3	17,0	22,3	22,7
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0	0,9
Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	2,5	3,3	3,6	4,0	4,4	4,6	5,2	6,5	8,9
Divers	14,0	13,8	15,5	16,9	17,2	18,1	16,8	18,3	21,9
Total du passif ...	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à

l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1975 31 mai	1976 31 mai	1975 30 juin	1976 30 juin
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	2,0	4,3	3,0	1,5	1,7	1,0	1,5	1,1
Prêts au jour le jour	0,2	0,4	0,4	1,0	0,4	0,6	0,3	0,6
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	6,4	7,8	7,7	11,9	10,0	13,4	9,8	12,6
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	1,2	1,6	1,7	1,8	1,6	2,0	1,9	2,3
Effets de commerce et factures	1,2	1,4	3,6	2,1	2,1	4,0	2,1	3,6
Débiteurs par acceptations	—	—	—	—	—	—	—	—
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	9,4	12,2	16,5	21,0	17,7	23,4	18,0	24,4
Portefeuille-titres et participations	82,8	93,1	103,0	131,7	118,4	140,5	123,0	145,0
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(0,9)	(0,8)	(1,8)	(1,6)	(1,2)	(0,7)	(1,5)	(1,7)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^e , des dispositions coordon- nées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(31,0)	(34,0)	(37,2)	(48,9)	(42,9)	(54,8)	(42,9)	(57,3)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(40,9)	(47,1)	(51,3)	(61,8)	(59,7)	(65,2)	(62,4)	(66,1)
c) Obligations de sociétés belges	(6,6)	(7,4)	(8,0)	(13,2)	(9,6)	(13,6)	(10,7)	(13,5)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(1,4)	(1,6)	(2,4)	(3,1)	(2,7)	(3,2)	(2,8)	(3,3)
e) Autres valeurs	(2,0)	(2,2)	(2,3)	(3,1)	(2,3)	(3,0)	(2,7)	(3,1)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaire	94,5	110,8	127,3	143,4	131,3	152,9	133,3	155,8
Actionnaires ou sociétaires	1,4	1,6	1,9	2,4	2,2	2,7	2,2	2,7
Débiteurs divers	0,6	0,7	0,9	1,4	1,1	1,4	1,5	2,0
Divers	1,1	1,1	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0
Total du disponible et réalisable ...	200,8	235,0	267,0	319,3	287,5	342,9	294,6	351,1
Frais d'établissement et autres immobilisations incorpo- rnelles .....	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	2,6	3,0	3,3	3,0	3,5	3,0	3,5	3,2
Leasing immobilier .....	...	0,2	0,3	1,0	0,3	1,0	0,4	1,0
Matériel et mobilier	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3
Leasing mobilier .....	...	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Cautionnements imposés par la loi .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total de l'immobilisé ...	2,8	3,5	4,1	4,5	4,3	4,6	4,4	4,8
Comptes transitoires ¹	4,3	5,2	6,3	8,3	5,7	7,7	5,2	8,3
Total de l'actif ...	207,9	243,7	277,4	332,1	297,5	355,2	304,2	364,2
dont : affectés par privilège à la garantie du rembour- sement des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	189,8	224,5	256,9	306,9	275,9	329,6	282,3	336,9
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	187,3	221,3	253,4	302,6	272,1	324,4	278,2	331,5

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dettes à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes (14)
	Solde disponible au début de la période (1)	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période (1) + (5) - (8) = (9)	créditeurs (12)	débiteurs (13)					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes (4)	Total (2) + (3) + (4) = (5)	Pour rem- boursements d'emprunts (6)	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires (7)	Total (6) + (7) = (8)								
Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs (2)	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat (3)														
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5	
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8	
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7	
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5	
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8	
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2	
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1	
1975	15,5	35,8	5,3	10,5	51,6	1,1	47,6	48,7	18,4	234,5	24,0	7,4	25,8	198,6	
1974 2 ^e trimestre	14,3	8,1	1,0	2,1	11,2	0,3	9,8	10,1	15,4	190,2	23,1	8,7	15,1	34,2	
3 ^e trimestre	15,4	8,1	1,4	2,1	11,6	...	11,3	11,3	15,7	197,4	20,3	5,9	21,4	37,4	
4 ^e trimestre	15,7	8,3	1,2	2,9	12,4	0,3	12,3	12,6	15,5	204,4	18,0	7,4	19,7	37,9	
1975 1 ^{er} trimestre	15,5	6,6	1,2	2,9	10,7	0,3	10,4	10,7	15,5	209,1	19,0	7,8	23,9	58,9	
2 ^e trimestre	15,5	10,0	1,2	2,4	13,6	0,2	11,3	11,5	17,6	217,1	22,6	8,0	22,6	43,8	
3 ^e trimestre	17,6	9,6	1,4	2,3	13,3	0,3	11,9	12,2	18,7	227,2	23,2	5,9	29,1	47,3	
4 ^e trimestre	18,7	9,6	1,5	2,9	14,0	0,3	14,0	14,3	19,4	234,5	24,0	8,0	27,4	48,6	
1976 1 ^{er} trimestre	18,4	8,8	1,4	3,3	13,5	0,2	13,0	13,2	18,7	241,5	27,4	8,8	29,9	63,4	
2 ^e trimestre	18,6	11,4	1,6	3,2	16,2	0,2	13,9	14,1	20,7	253,7	27,4	9,3	31,2	49,8	
1975 Août	17,7	2,5	0,3	0,9	3,7	0,1	3,3	3,4	18,0	221,1	24,7	5,8	28,6	10,4	
Septembre	18,0	3,8	0,7	0,9	5,4	0,2	4,5	4,7	18,7	227,2	23,2	5,2	30,5	12,7	
Octobre	18,7	3,6	0,6	1,0	5,2	0,1	4,7	4,8	19,1	229,5	22,5	6,2	30,5	17,0	
Novembre	19,1	2,5	0,5	0,7	3,7	0,1	4,1	4,2	18,6	232,1	22,5	8,1	26,3	13,9	
Décembre	18,6	3,5	0,4	1,2	5,1	0,1	5,2	5,3	18,4	234,5	24,0	9,7	25,4	17,7	
1976 Janvier	18,4	2,3	0,4	1,1	3,8	...	4,2	4,2	18,0	232,3	24,1	8,5	29,6	28,5	
Février	18,0	2,9	0,6	1,0	4,5	0,1	4,0	4,1	18,4	239,1	28,2	9,4	28,2	16,9	
Mars	18,3	3,6	0,4	1,2	5,2	0,1	4,8	4,9	18,6	241,5	27,4	8,4	31,8	18,0	
Avril	18,6	3,7	0,6	1,0	5,3	...	4,2	4,2	19,7	245,0	27,2	10,7	29,6	18,9	
Mai	19,6	3,8	0,3	1,1	5,2	0,1	4,2	4,3	20,5	245,6	27,9	8,7	31,8	15,7	
Juin	20,5	3,9	0,7	1,1	5,7	0,1	5,5	5,6	20,6	253,7	27,4	8,4	32,1	15,2	
Juillet	20,6	4,2	0,8	0,6	5,6	0,2	5,1	5,3	20,9	255,9	28,3	6,8	35,1	31,4	
Août	20,9	3,4	0,6	0,8	4,8	0,2	4,4	4,6	21,1	259,7	28,6	7,4	32,0	15,3	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
ACTIF									
Immeubles	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3	12,1	13,4	15,9	16,3
Prêts hypothécaires	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6	25,0	26,4	30,2	34,4
Prêts sur polices	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1	3,3	3,9
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	7,4	7,7	8,4	8,2	} 21,6	23,3	24,5	26,7	28,8
Titres des organismes parastataux de crédit	6,3	6,9	8,1	8,2					
Titres des autres organismes parastataux	2,2	2,6	2,5	2,5					
Titres des provinces et communes	1,6	1,9	2,3	1,9					
Valeurs étrangères	2,3	2,2	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7	4,0	4,1
Obligations de sociétés belges	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0	14,5	15,6	17,9	18,9
Actions de sociétés belges	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0	4,9	6,2	6,5	6,9
Total des valeurs mobilières ...	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1	46,2	50,0	55,0	58,7

PASSIF

Cautionnements déposés	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,9	0,9
Réserves mathématiques ¹	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1	87,1	94,8	104,0	114,6

Sociétés étrangères

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
ACTIF									
Immeubles	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5	3,5	3,9
Prêts hypothécaires	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6	6,9	7,3	7,9	8,6
Prêts sur polices	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	4,3	4,7	5,0	5,0	} 8,4	8,9	9,2	9,3	9,9
Titres des organismes parastataux de crédit	1,1	1,4	1,5	1,5					
Titres des autres organismes parastataux	1,0	1,0	1,0	1,1					
Titres des provinces et communes	0,4	0,4	0,5	0,4					
Valeurs étrangères	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9	0,8
Obligations de sociétés belges	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6	2,0	2,5	2,7	2,7
Actions de sociétés belges	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3
Total des valeurs mobilières ...	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8	13,0	13,9	14,3	14,7

PASSIF

Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Réserves mathématiques ¹	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7	23,2	24,9	26,3	28,0

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER de*

Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôt</i> ² :								
Caisses d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8	36,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9	33,7
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0	12,9
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8	83,5
Doubles emplois ³ ...	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3	- 23,0	- 44,2	- 22,3
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6	61,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :								
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9	7,1
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1	4,5
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9	2,5
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2	13,8
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0	5,6
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1	33,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :								
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1	24,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	- 3,3	- 0,5	4,0	9,2
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1	33,3
E. <i>Emissions de capitaux</i> :								
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0	90,2
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5	- 9,9	- 11,3	- 14,0
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5	204,2
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5	29,9
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0	234,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans

une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an ^{(9) = (5) + (8)}
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁽⁴⁾	Emissions nettes totales ^{(5) = (3) + (4)}	Emissions brutes ⁽⁶⁾	Amortissements ⁽⁷⁾	Emissions nettes ^{(8) = (6) - (7)}	
		Emissions brutes ⁽¹⁾	Amortissements ⁽²⁾	Emissions nettes ^{(3) = (1) - (2)}						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1968	40,9	22,0	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
	1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	2,9	62,7
	1974	106,0	50,6	55,4	—	55,4	6,0	3,4	2,6	58,0
	p 1975	133,1	63,7	69,4	—	69,4	—	3,6	3,6	65,8
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	2,5	2,9 ⁵	0,4	6,6
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	2,6	2,4	0,2	5,4
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	4,4	3,7	0,7	8,7
	1971	...	4,4	- 4,4	—	- 4,4	4,9	3,4	1,5	- 2,9
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	6,5	3,9	2,6	9,7
	1973	—	3,8	- 3,8	—	- 3,8	8,7	7,4	1,3	- 2,5
	1974	—	5,0	- 5,0	—	- 5,0	16,8	10,3	6,5	1,5
	p 1975	29,0	4,5	24,5	—	24,5	2,9	0,8	2,1	26,6
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1968	0,5	0,4	0,1	12,8	12,9	6,3	2,4	3,9	16,8
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	- 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	1972	...	0,1	- 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
	1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0
	1974	14,0	0,5	13,5	16,2	29,7	7,1	3,3	3,8	33,5
	p 1975	—	1,1	- 1,1	20,5	19,4	16,7	4,5	12,2	31,6
4. Pouvoirs subordonnés, Intercomm. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	0,1	19,5
	1971	17,0	3,1	13,9	12,8	26,7	3,6	0,1	3,5	30,2
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	0,8	...	0,8	25,9
	1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,4	...	0,4	37,6
	1974	8,5	5,6	2,9	19,8	22,7	0,9	0,1	0,8	23,5
	p 1975	8,0	5,3	2,7	23,6	26,3	0,5	0,5	...	26,3
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	2,7	1,8	0,9	6,4
	1974	12,0	5,0	7,0	—	7,0	4,4	1,3	3,1	10,1
	p 1975	5,0	4,6	0,4	—	0,4	7,0	2,0	5,0	5,4
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1968	66,0	29,5	36,5	22,0	58,5	12,6	8,6	4,0	62,5
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	17,1	8,9	8,2	52,9
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	18,9	13,2	5,7	67,1
	1971	147,0	65,8	81,2	33,5	114,7	28,5	11,8	16,7	131,4
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	25,5	8,8	16,7	135,8
	1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	19,2	15,2	4,0	124,2
	1974	140,5	66,7	73,8	36,0	109,8	35,2	18,4	16,8	126,6
	p 1975	175,1	79,2	95,9	44,1	140,0	27,1	11,4	15,7	155,7

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en francs belges de l'Etat : en 1968 : 10,9; en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2; en 1971 : - 11,4; en 1972 : - 0,4; en 1973 : - 3,7; en 1974 : 3,5; en 1975 : + 16,9 milliards. Montant des émissions nettes à un an au plus des années, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, et 1975 : « Intermédiaires financiers publics » : 2,2, - 2,3, 3,9, 3,7, 1,0, 0,7, 0,6 et 0,5 milliards; « Pouvoirs subordonnés », Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique : 1,2, 2,4, 5,0, 4,9, 3,7, 3,7, 4,5 et 4,7 milliards.

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement

l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ^{3 4}	Rendement pour le porteur ⁴		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1972	Janvier	10	Intercom. Autor. E3 1972-84	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-87	7,25	100,00	15 ans	15.800	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-79-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	25.200	7,14	7,09	7,16
	Mars	6	Ville de Liège 1972-82	7,00	99,00	10 ans	1.500	7,17	—	7,14
	Mars	6	Ville d'Anvers 1972-82	7,00	99,00	10 ans	3.000	7,17	—	7,14
	Avril	10	Ville de Bruxelles 1972-84	6,75	99,00	12 ans	1.000	6,90	—	6,88
	Avril	10	S.N.C.B. 1972-84	6,75	99,00	12 ans	3.500	6,90	—	6,88
	Mai	2	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	15 ans	7.040	6,79	—	6,78
	Mai	2	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	7 ou 15 ans	12.000	6,60	6,55	6,63
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1972-82	6,75	99,00	10 ans	5.000	6,90	—	6,89
	Septembre	11	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	14 ans 6 mois	16.050	6,80	—	6,78
	Septembre	11	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	6 a. 6 m. ou 14 a. 6 m.	23.950	6,62	6,56	6,64
	Octobre	12	R.T.T. 1972-87	6,75	99,75	15 ans	8.000	6,79	—	6,78
	Novembre	13	Fonds des Routes 1972-85	6,75	98,25	12 ans 2 mois	12.200	7,01	—	6,96
							141.240			
1973	Janvier	15	Etat belge 1973-87	7,25	99,50	14 ans 14 jours	11.000	7,33	—	7,31
	Janvier	15	Etat belge 1973-81-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	8 a. 14 j. ou 14 a. 14 j.	19.000	7,12	7,08	7,13
	Février	12	Intercom. Autor. E3 1973-84	7,25	98,50	10 ans et 321 jours	7.000	7,50	—	7,46
	Mars	12	S.N.C.B. 1973-83	7,25	98,50	10 ans	3.000	7,52	—	7,47
	Mars	12	Intercom. Autor. des Ardennes E9/E40 1973-83	7,25	98,50	10 ans	4.000	7,50	—	7,47
	Avril	13	Etat belge 1973-85	7,25	98,50	12 ans	20.300	7,50	—	7,44
	Avril	13	Etat belge 1973-80-85	7,00 — 7,25 ⁵	98,75	7 ou 12 ans	14.700	7,26	7,23	7,24
	Mai	21	Intercom. Autor. E5 1973-85	7,25	98,50	12 ans	5.000	7,47	—	7,44
	Mai	21	Intercom. Autor. Périphérie de Bruxelles B1 1973-85	7,25	98,50	12 ans	4.000	7,47	—	7,44
	Septembre	6	Etat belge 1973-87	7,75	98,25	13 ans 6 mois	22.500	8,05	—	7,98
	Septembre	6	Etat belge 1973-81-87	7,50 — 7,75 ⁵	98,75	7 a. 6 m. ou 13 a. 6 m.	15.500	7,75	7,74	7,74
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	4.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Liège 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	2.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Gand 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	1.200	8,08	—	8,05
	Novembre	12	R.T.T. 1973-85	7,75	98,25	12 ans	11.000	8,08	—	8,04
	Décembre	10	S.N.L. 1973-84	7,75	98,25	11 ans	6.000	8,11	—	8,12
	Décembre	26	C.N.C.P. 1974-86	7,75	98,25	12 ans	1.000	—	—	8,04
							151.200			
1974	Février	6	Etat belge 1974-88	8,25	99,25	14 ans	17.900	8,37	—	8,34
	Février	6	Etat belge 1974-81-88	8,00 — 8,25 ⁵	99,25	7 ou 14 ans	19.100	8,20	8,14	8,26
	Mars	13	Intercom. Autor. des Ardennes E9/E40 1974-86	8,25	98,75	12 ans	5.000	8,46	—	8,42
	Mars	13	Intercom. Autor. E3 1974-86	8,25	98,75	12 ans	3.500	8,46	—	8,42
	Mai	20	Etat belge 1974-82	9,00	99,75	8 ans	36.000	9,05	—	9,05
	Septembre	9	Etat belge 1974-82	10,00	100,00	7 ans 6 mois	33.000	10,02	—	10,02
	Octobre	14	S.N.C.I. 1974-81	10,00	99,25	6 ans 6 mois	7.000	10,19	—	10,19
	Novembre	12	S.N.L. 1974-80	10,00	99,25	6 ans	6.000	10,24	—	10,24
	Décembre	9	R.T.T. 1974-81	10,00	99,50	7 ans	12.000	10,12	—	10,10
							139.500			
1975	Janvier	15	Etat belge 1975-81-85	10,00 — 9,75 ⁵	100,00	6 ou 10 ans	42.000	9,95	10,00	9,93
	Février	17	Ville d'Anvers 1975-81	10,00	100,00	6 ans	5.000	10,00	—	10,00
	Février	17	Ville de Liège 1975-81	10,00	100,00	6 ans	3.000	10,00	—	10,00
	Avril	14	Etat belge 1975-83	9,00	99,50	8 ans	50.000	9,10	—	9,09
	Mai	15	S.N.C.B. 1975-84	8,75	100,00	9 ans	5.000	8,75	—	8,75
	Juin	23	Fonds des Routes 1975-83	8,25	100,00	8 ans	29.000	8,25	—	8,25
	Septembre	15	Etat belge 1975-83	8,50	99,00	7 ans 9 mois 14 jours	41.100	8,77	—	8,69
							175.100			
1976	Janvier	12	Fonds des Routes 1976-84	9,00	100,00	8 ans	23.000	9,00	—	9,00
	Février	12	Etat belge 1976-84	9,00	99,00	8 ans	41.000	9,19	—	9,18
	Avril	23	R.T.T. 1976-84	10,00	100,00	8 ans	16.000	10,00	—	10,00
	Mai	31	Etat belge 1976-84	10,00	100,00	8 ans	48.000	10,00	—	10,00
	Juin	24	Ville d'Anvers 1976-84	10,00	99,75	8 ans	5.000	10,06	—	10,05
	Juin	24	Ville de Liège 1976-84	10,00	99,75	8 ans	2.000	10,06	—	10,05
	Septembre	6	Etat belge 1976-85	10,00	100,00	8 ans 6 mois	40.000	10,02	—	10,02

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursements, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

⁴ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁵ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ²	Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette de la République du Zaïre) ²	Dettes reprises de la République du Zaïre ³	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) ²
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	consolidée ¹	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	consolidée ²	à moyen et court terme	totale ²	Total					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1)+(4)	(6)	(7)	(8) = (6)+(7)						(9) = (5)+(8)	(10)	(11) = (9)+(10)	(12)	(13) = (11)+(12)
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974 Mars	580,2	14,0	95,6	61,8	751,6	5,4	...	5,4	757,0	61,9	818,9	0,9	819,8
Juin	607,0	13,8	92,9	66,6	780,3	4,9	...	4,9	785,2	60,6	845,8	0,9	846,7
Septembre	625,8	19,7	50,1	62,7	758,3	4,7	...	4,7	763,0	59,9	822,9	0,8	823,7
Décembre	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4
1975 Mars	645,4	19,7	92,0	66,0	823,1	4,5	...	4,5	827,6	57,8	885,4	0,6	886,0
Juin	658,4	19,3	110,5	71,1	859,3	4,1	...	4,1	863,4	57,4	920,8	0,5	921,3
Juillet	654,8	18,2	82,3	71,9	827,2	4,0	...	4,0	831,2	86,0	917,2	0,6	917,8
Août	652,8	17,7	91,0	69,1	830,6	3,9	...	3,9	834,5	85,8	920,3	0,5	920,8
Septembre	649,7	17,6	108,6	68,5	844,4	3,9	...	3,9	848,3	85,4	933,7	0,5	934,2
Octobre	687,0	17,6	67,9	71,5	844,0	3,9	...	3,9	847,9	85,6	933,5	0,5	934,0
Novembre	685,2	17,6	73,7	67,9	844,4	3,8	...	3,8	848,2	85,5	933,7	0,4	934,1
Décembre	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	...	3,7	843,3	85,1	928,4	0,4	928,8
1976 Janvier	679,1	17,0	84,4	80,4	860,9	3,7	...	3,7	864,6	107,6	972,2	0,4	972,6
Février	677,1	16,8	99,7	69,1	862,7	3,7	...	3,7	866,4	107,0	973,4	0,4	973,8
Mars	715,3	16,4	96,2	72,6	900,5	3,7	...	3,7	904,2	106,6	1.010,8	0,3	1.011,1
Avril	706,0	15,7	113,3	86,9	921,9	3,5	...	3,5	925,4	106,3	1.031,7	0,3	1.032,0
Mai	702,3	15,5	137,9	76,3	932,0	3,5	...	3,5	935,5	105,9	1.041,4	0,4	1.041,8
Juin	745,8	15,4	115,0	77,6	953,8	3,3	...	3,3	957,1	100,3	1.057,4	0,3	1.057,7
Juillet	742,5	14,9	113,3	84,7	955,4	3,2	...	3,2	958,6	99,2	1.057,8	0,3	1.058,1

¹ Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

² Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

³ Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ¹	Dettes reprises de la République du Zaïre ²	Dettes totales ³	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	Variations du compte créditeur de l'Etat à la B.N.B. et des placements financiers	Besoins nets de financement du Trésor ⁷	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes ⁷
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ⁴	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. ⁵	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ⁶	Divers				
(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) - (4) à (7)	(9)	(10) = (8) - (9)	(11)	
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	+ 33,1	...	+ 33,1	+ 1,0
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	+ 29,9	...	+ 29,9	- 1,8
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 0,5	...	...	...	+ 23,8	...	+ 23,8	...
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1 ⁹	+ 33,8	...	+ 33,8	...
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	...	- 0,2	- 0,5 ¹⁰	+ 63,7	...	+ 63,7	...
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	...	- 2,1	+ 2,8 ¹¹	+ 51,1	...	+ 51,1	...
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	...	...	...	+ 57,4	...	+ 57,4	...
1975	+ 107,8	- 0,4	+ 107,4	- 1,9	...	...	...	+ 109,3	...	+ 109,3	...
1975 7 premiers mois	+ 96,6	- 0,2	+ 96,4	- 2,2	...	...	...	+ 98,6	...	+ 98,6	...
1976 7 premiers mois	+ 129,4	- 0,1	+ 129,3	- 2,2	...	...	...	+ 131,5	...	+ 131,5	...

¹ Variations de la colonne (11) du tableau XVI-3a.

² Variations de la colonne (12) du tableau XVI-3a.

³ Variations de la colonne (13) du tableau XVI-3a.

⁴ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

⁵ La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

⁶ Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès

de la B.N.B. A partir d'octobre 1973, l'avoir précité n'est plus compris dans le chiffre de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

⁷ Le total des colonnes (10) et (11) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) de l'ancienne série et à la colonne (3) de la nouvelle série « Besoins nets de financement du Trésor » du tableau XI-3.

⁸ Réévaluation du mark allemand.

⁹ B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,3; Conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

¹⁰ B.I.R.D.

¹¹ Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S., le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres zérois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur 1

1967	298,0	33,0	—	39,4	165,3	535,7	11,3
1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,0
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	10,9
1970	360,8	43,5	—	62,5	248,8	715,6	10,6
1971	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,3
1972	498,2	58,0	—	101,4 ⁵	315,1	972,7 ⁵	—
1973	560,5	63,7	—	120,9 ⁵	352,6	1.097,7 ⁵	—
1974	611,1	71,2	—	124,9 ⁵	406,4	1.213,6 ⁵	—

Titres non accessibles à tout placeur

1967	66,4	10,8	5,2	16,3	31,8	130,5	—
1968	67,0	11,9	4,2	16,5	34,8	134,4	—
1969	71,8	13,3	3,8	16,9	37,1	142,9	—
1970	70,9	19,4	3,3	17,3	39,7	150,6	—
1971	72,2	22,7	3,3	22,0	47,8	168,0	—
1972	78,1	26,2	3,9	21,4	55,8	185,4	—
1973	76,1	27,3	3,2	22,9	59,8	189,3	—
1974	80,1	30,0	3,2	27,1	63,1	203,5	—

Total

1967	364,4	43,8	5,2	55,7	197,1	666,2	11,3
1968	389,7	49,9	4,2	63,1	225,8	732,7	11,0
1969	412,4	53,0	3,8	70,5	246,5	786,2	10,9
1970	431,7	62,9	3,3	79,8	288,5	866,2	10,6
1971	494,5	72,6	3,3	98,6	337,6	1.006,6	10,3
1972	576,3	84,2	3,9	122,8 ⁵	370,9	1.158,1 ⁵	—
1973	636,6	91,0	3,2	143,8 ⁵	412,4	1.287,0 ⁵	—
1974	691,2	101,2	3,2	152,0 ⁵	469,5	1.417,1 ⁵	—

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les bons de caisse à un an au plus.

4 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A partir de 1972, ces titres sont inclus dans la rubrique « Secteur public non compris ailleurs ».

5 Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Para-étatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes monétaires ³	Fonds des Rentes	Caissees d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	

Titres accessibles à tout placeur¹

1967	294,2	3,8	3,0	6,4	74,8	5,0	54,2	84,6	9,7	535,7
1968	319,3	4,4	3,0	6,7	91,0	7,1	61,4	87,7	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	7,0	102,4	6,9	64,5	89,2	18,7	643,3
1970	385,7	4,7	2,9	7,6	128,2	6,0	68,9	93,2	18,4	715,6
1971	428,9	5,1	2,6	9,4	170,2	8,2	85,3	98,6	30,3	838,6
1972 ⁴	471,9	6,2	2,7	11,2	212,0	15,2	110,7	104,2	38,6	972,7
1973 ⁴	520,5	6,6	3,0	13,1	254,0	15,7	129,8	113,1	41,9	1.097,7
1974 ⁴	579,9	6,5	3,5	13,8	283,9	12,1	146,9	123,4	43,6	1.213,6

Titres non accessibles à tout placeur

1967	5,8	0,4	0,1	2,6	64,2	—	23,6	32,9	0,9	130,5
1968	6,4	0,2	0,2	2,1	64,4	—	25,8	34,1	1,2	134,4
1969	5,8	0,3	0,2	2,5	65,0	—	28,3	34,3	6,5	142,9
1970	9,4	0,4	0,3	2,4	67,8	—	31,0	34,3	5,0	150,6
1971	9,2	0,3	0,3	2,8	72,5	—	40,2	33,8	8,9	168,0
1972	9,0	0,3	0,2	2,8	79,8	—	48,4	32,4	12,5	185,4
1973	8,4	0,2	0,2	3,2	81,6	—	51,3	32,8	11,6	189,3
1974	9,6	0,3	0,2	3,9	85,7	—	57,1	32,9	13,8	203,5

Total

1967	300,0	4,2	3,1	9,0	139,0	5,0	77,8	117,5	10,6	666,2
1968	325,7	4,6	3,2	8,8	155,4	7,1	87,2	121,8	18,9	732,7
1969	353,0	4,7	3,2	9,5	167,4	6,9	92,8	123,5	25,2	786,2
1970	395,1	5,1	3,2	10,0	196,0	6,0	99,9	127,5	23,4	866,2
1971	438,1	5,4	2,9	12,2	242,7	8,2	125,5	132,4	39,2	1.006,6
1972 ⁴	480,9	6,5	2,9	14,0	291,8	15,2	159,1	136,6	51,1	1.158,1
1973 ⁴	528,9	6,8	3,2	16,3	335,6	15,7	181,1	145,9	53,5	1.287,0
1974 ⁴	589,5	6,8	3,7	17,7	369,6	12,1	204,0	156,3	57,4	1.417,1

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

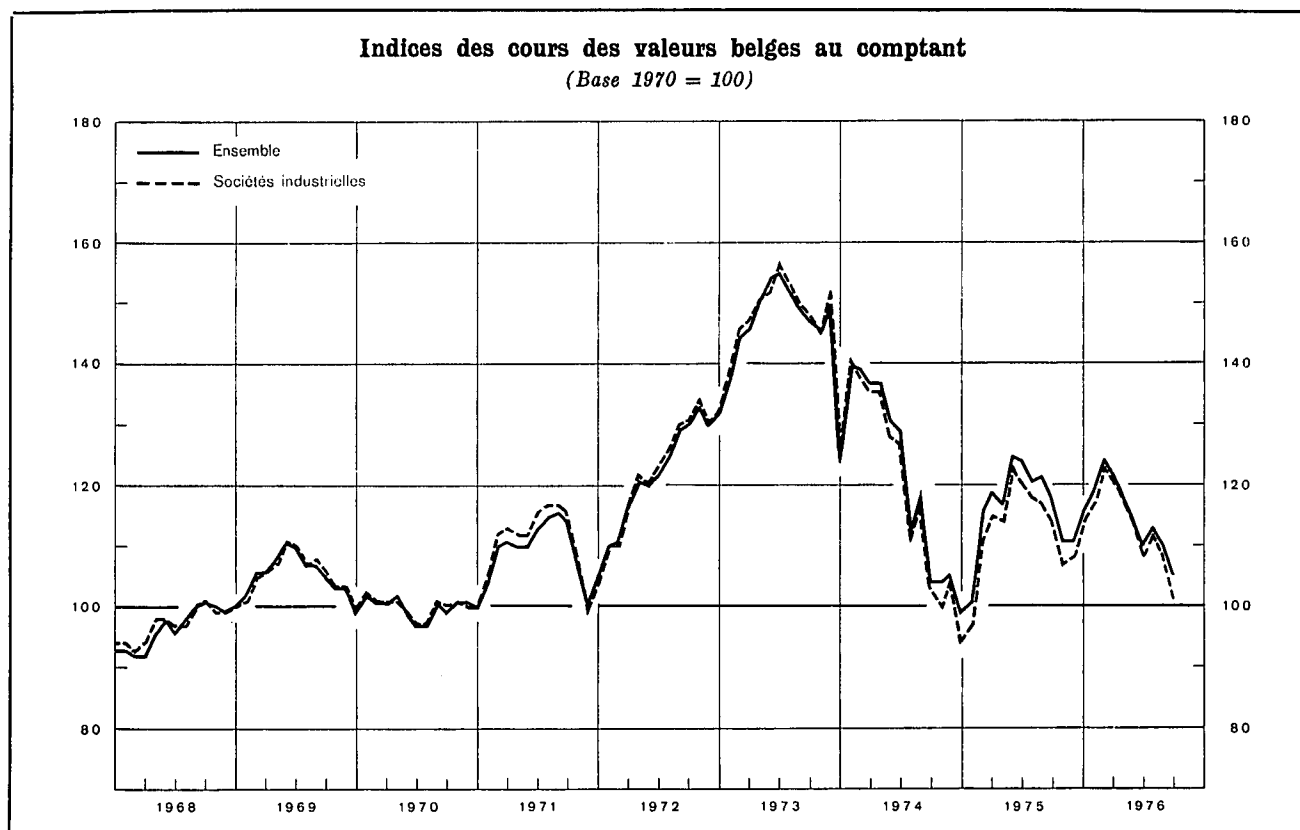
⁴ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XLII^e année, vol. I,

n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, n° 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités moyennes par séance (millions de francs) 1	Valeurs belges										
		Indices des cours 2						Taux de rendement 3				
		Au comptant				A terme	Ensemble		Sociétés industrielles			
		Ensemble		Sociétés industrielles			en p.c.					
(Base 1970 = 100)												
1968	134	97	97	92	3,8	3,8						
1969	149	105	106	105	3,7	3,4						
1970	112	100	100	100	4,9	5,2						
1971	169	110	111	103	5,2	5,9						
1972	199	123	124	118	4,1	3,9						
1973	276	147	148	144	3,8	3,7						
1974	185	121	119	125	5,3	5,4						
1975	205	117	113	123	5,8	6,6						
		1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976	
Janvier	165	316	101	119	97	117	104	125	5,9	5,3	6,3	5,9
Février	197	331	116	124	111	123	122	131	5,8	5,4	6,3	6,0
Mars	197	294	119	122	115	121	125	127	5,8	5,6	6,3	6,3
Avril	226	226	117	118	114	118	125	122	5,5	5,6	5,8	6,3
Mai	277	253	125	114	123	114	133	118	5,8	4,9	6,6	4,0
Juin	243	200	124	110	121	108	135	114	5,8	4,9	6,4	3,9
Juillet	229	179	121	113	118	112	130	119	5,5	5,0	6,5	3,8
Août	169	195	122	110	117	108	127	116	5,5	5,1	6,7	4,0
Septembre	185		118	105	114	101	122	109	5,9		7,2	
Octobre	172		111		107		113		6,0		7,3	
Novembre	207		111		108		114		5,8		6,9	
Décembre	193		116		114		122		5,8		6,9	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant) à la Bourse de Bruxelles.

2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois ; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement (Bourses de Bruxelles et d'Anvers).

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé (Bourse de Bruxelles).

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0

Sociétés financières et immobilières ⁵

1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	54,4	3,3

Industries des fabrications métalliques

1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	4,8	0,2

Métallurgie du fer

1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2

Industrie textile

1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII-2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1

Industrie chimique

1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3

Electricité

1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5

Industrie du charbon

1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶

1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	148,6	8,5

Notes : voir fin du tableau XVII-2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	5,1	0,2

C. — Total général ⁶

1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	153,7	8,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971 3 premiers mois	1.489	33,2	25,8	6,6	0,9	2,8	1,1
6 premiers mois	10.439	306,3	169,3	43,3	6,6	20,5	2,3
9 premiers mois	11.693	322,1	179,7	45,6	7,1	21,2	3,2
12 mois	12.892	345,2	193,6	49,1	7,8	23,0	5,1
12 mois (avec supplément) ⁵	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972 1 ^{er} mois	185	3,2	2,0	0,4	0,1	0,1	0,6
2 premiers mois	429	14,6	13,4	2,6	0,5	0,9	1,2
3 premiers mois	1.963	41,2	33,1	7,2	1,5	3,0	1,9
4 premiers mois	5.281	124,7	83,0	17,4	3,6	7,4	2,5
5 premiers mois	10.492	264,3	149,4	34,1	9,0	14,7	3,0
6 premiers mois	13.738	351,3	205,2	46,4	11,0	21,4	3,6
7 premiers mois	14.560	363,0	213,5	47,9	11,4	21,9	4,1
8 premiers mois	14.812	366,0	214,9	48,4	11,5	22,1	4,5
9 premiers mois	15.262	369,6	219,4	49,4	11,7	22,3	5,1
10 premiers mois	15.817	380,1	228,4	51,1	12,1	22,9	5,6
11 premiers mois	16.200	386,4	233,4	52,2	12,3	23,4	6,2
12 mois	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971 3 premiers mois	15	0,4	0,2	...	...	...	0,1
6 premiers mois	160	34,9	23,4	6,5	0,2	3,4	0,1
9 premiers mois	188	37,4	25,9	6,6	0,2	3,5	0,1
12 mois	223	41,9	28,4	7,0	0,3	3,8	0,2
12 mois (avec supplément) ⁵	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972 1 ^{er} mois	1	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	2	...	...	...	...	...	0,1
3 premiers mois	14	0,3	0,2	...	...	...	0,1
4 premiers mois	32	2,5	0,7	0,1	...	0,1	0,1
5 premiers mois	84	21,8	11,2	2,6	...	1,9	0,2
6 premiers mois	163	39,4	26,9	4,8	0,1	3,4	0,2
7 premiers mois	187	41,9	28,5	5,0	0,2	3,5	0,2
8 premiers mois	190	42,3	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
9 premiers mois	194	42,5	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
10 premiers mois	209	44,0	29,9	5,2	0,2	3,6	0,2
11 premiers mois	216	45,2	30,7	5,2	0,2	3,7	0,2
12 mois	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2

C. — Total général ⁴

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971 3 premiers mois	1.504	33,6	26,0	6,6	0,9	2,8	1,2
6 premiers mois	10.599	341,2	192,7	49,8	6,8	23,9	2,4
9 premiers mois	11.881	359,5	205,6	52,2	7,3	24,7	3,3
12 mois	13.115	387,1	222,0	56,1	8,1	26,8	5,3
12 mois (avec supplément) ⁵	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972 1 ^{er} mois	186	3,2	2,0	0,4	0,1	0,1	0,6
2 premiers mois	431	14,6	13,4	2,6	0,5	0,9	1,3
3 premiers mois	1.977	41,5	33,3	7,2	1,5	3,0	2,0
4 premiers mois	5.313	127,2	83,7	17,5	3,6	7,5	2,6
5 premiers mois	10.576	286,2	160,6	36,7	9,0	16,6	3,2
6 premiers mois	13.901	390,7	232,1	51,2	11,1	24,8	3,8
7 premiers mois	14.747	404,9	242,0	52,9	11,6	25,4	4,3
8 premiers mois	15.002	408,3	243,8	53,4	11,7	25,6	4,7
9 premiers mois	15.456	412,1	248,3	54,4	11,9	25,8	5,3
10 premiers mois	16.026	424,1	258,3	56,3	12,3	26,5	5,8
11 premiers mois	16.416	431,6	264,1	57,4	12,5	27,1	6,4
12 mois	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁵ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	p 20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	p 43,3	45,5
1973	39,1	p 19,7	p13,6	p 3,2	p10,4	p6,3	p16,7	p 36,4	p 38,8

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	...	...	0,4	-0,4	...	-0,4	-0,4	-0,4
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	-1,4	...	-1,4	1,2	1,2
1972	0,5	p 0,1	2,9	0,1	2,8	...	p 2,8	p 2,9	2,9
1973	9,4	p 0,3	p ...	p 0,1	p-0,1	p ...	p-0,1	p 0,2	p 0,2

Total général

1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	p 20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	p 46,2	48,4
1973	48,5	p 20,0	p13,6	p 3,3	p10,3	p 6,3	p16,6	p 36,6	p 39,0

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres mensuels ²)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1974 3 premiers mois	6,6	3,3	1,0	4,3	...	...	...	...
6 premiers mois	20,6	7,1	4,0	11,1	0,5	...	...	...
9 premiers mois	31,1	12,9	4,3	17,2	0,5	...	...	...
12 mois p	49,6	19,3	9,3	28,6	0,5	...	...	...
1975 3 premiers mois ... p	6,8	3,1	0,8	3,9	...	...	...	...
6 premiers mois ... p	17,7	6,2	14,6	20,8	...	...	...	...
9 premiers mois ... p	25,2	10,3	17,6	27,9	...	...	...	...
12 mois p	39,1	17,4	24,7	42,1	...	...	...	...
1976 3 premiers mois ... p	9,9	4,7	0,4	5,1	...	...	...	...
1975 Mars p	2,8	1,3	...	1,3	...	...	...	...
Avril p	2,8	0,7	2,7	3,4	...	...	...	...
Mai p	3,1	0,7	2,7	3,4	...	...	...	...
Juin p	5,0	1,7	8,4	10,1	...	...	...	...
Juillet p	2,9	2,1	0,8	2,9	...	...	...	...
Août p	1,4	0,8	1,5	2,3	...	...	...	...
Septembre p	3,2	1,2	0,7	1,9	...	...	...	...
Octobre p	3,1	3,1	1,8	4,9	...	...	...	...
Novembre p	3,7	1,1	0,2	1,3	...	...	...	...
Décembre p	7,1	2,9	5,1	8,0	...	...	...	...
1976 Janvier p	4,5	1,3	0,2	1,5	...	...	...	...
Février p	2,5	1,9	...	1,9	...	...	...	...
Mars p	2,9	1,5	0,2	1,7	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

**XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES**

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine ²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁵
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers	Total		
					les crédits professionnels (4) = (1) à (3)	le crédit à l'habitation (5)						
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5) à (9)	(11) = (4) + (10)	(12)	
1969	2,8	1,5	214,5	218,8	147,8	56,9	107,4	80,4	0,9	393,4	612,2	24,0
1970	2,7	1,7	243,6	248,0	169,1	62,6	112,5	90,9	0,7	435,8	683,8	29,1
1971	3,7	2,1	279,4	285,2	182,3	70,9	120,8	100,7	1,0	475,7	760,9	38,1
1972	3,9	3,8	338,5	346,2	190,8	79,0	138,8	116,2	1,8	526,6	872,8	47,1
1973	4,0	8,2	395,6	407,8	212,2	88,3	161,6	136,2	1,9	600,2	1.008,0	52,6
1974	3,5	7,8	448,6	459,9	240,4	98,0	180,2	158,1	1,5	678,2	1.138,1	58,4
1975	2,1	14,4	524,2	540,7	262,7	110,3	201,0	183,9	1,8	759,7	1.300,4	64,6
1973 Décembre .	4,0	8,2	395,6	407,8	212,2	88,3	161,6	136,2	1,9	600,2	1.008,0	52,6
1974 Mars ⁴	3,1	6,4	411,4	420,9	220,3	91,7	166,1	141,6	1,9	621,6	1.042,5	54,1
Juin ⁴	1,8	9,4	420,8	432,0	225,9	94,9	171,5	148,6	1,8	642,7	1.074,7	53,8
Septembre .	1,5	12,8	427,6	441,9	233,5	97,9	176,3	152,8	1,6	662,1	1.104,0	54,0
Décembre .	3,5	7,8	448,6	459,9	240,4	98,0	180,2	158,1	1,5	678,2	1.138,1	58,4
1975 Mars ⁴	3,1	6,9	457,4	467,4	243,4	101,6	183,6	161,5	1,1	691,2	1.158,6	62,2
Juin	1,9	9,1	474,9	485,9	250,4	104,9	187,2	168,3	1,0	711,8	1.197,7	65,1
Septembre .	1,0	12,6	487,0	500,6	254,0	107,7	192,2	174,2	1,3	729,4	1.230,0	63,9
Décembre .	2,1	14,4	524,2	540,7	262,7	110,3	201,0	183,9	1,8	759,7	1.300,4	64,6
1976 Mars	1,7	14,3	544,8	560,8	p 274,3	p 114,0	p 207,3	p 190,8	p 1,8	p 788,2	p 1.349,0	p 64,0

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à court terme émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11).

⁴ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁵ Non compris les certificats à court terme émis par les organismes publics d'exploitation.

N. B. — Les données publiées dans ce tableau forment une nouvelle série non comparable à celle publiée avant janvier 1976 (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976).

**XVII - 7. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1968	5,1
1969	5,9
1970	4,9
1971	5,6
1972	7,4
1973	10,1
1974	10,4
1975	9,7
1974 2 ^e trimestre ..	10,4
3 ^e trimestre ..	12,0
4 ^e trimestre ..	9,9
1975 1 ^{er} trimestre ..	7,0
2 ^e trimestre ..	8,0
3 ^e trimestre ..	10,7
4 ^e trimestre ..	13,0
1976 1 ^{er} trimestre ..	13,8
2 ^e trimestre ..	15,8

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse

de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ²	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ³	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1968	2,1	1,5	3,0	2,4	...	3,1	1,1	6,6
1969	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1975	6,5	5,7	3,4	4,1	0,1	10,4	1,0	15,6
1974 2 ^o trimestre	5,4	...	4,6	2,5	5,8	1,3	0,4	10,0
3 ^o trimestre	7,5	...	3,7	2,7	3,4	4,3	0,8	11,2
4 ^o trimestre	6,1	5,7	3,8	4,5	0,3	10,2	0,6	15,6
1975 1 ^{er} trimestre	6,9	5,3	3,3	4,1	...	10,4	1,0	15,5
2 ^o trimestre	6,9	4,9	3,7	4,4	...	10,0	1,1	15,5
3 ^o trimestre	5,8	5,0	3,5	4,1	0,5	8,9	0,8	14,3
4 ^o trimestre	6,5	7,5	3,2	4,0	...	12,1	1,1	17,2
1976 1 ^{er} trimestre	6,2	1,5	3,7	4,1	0,4	5,9	1,0	11,4
2 ^o trimestre	7,7	0,3	3,9	4,5	0,2	6,5	0,7	11,9
1975 Août	4,1	6,5	3,4	5,0	...	8,4	0,6	14,0
Septembre	5,0	5,5	3,9	4,2	...	9,4	0,8	14,4
Octobre	4,9	9,7	2,5	5,4	...	10,3	1,4	17,1
Novembre	6,8	8,9	3,9	3,2	...	15,7	0,7	19,6
Décembre	7,7	3,9	3,3	3,4	...	10,3	1,2	14,9
1976 Janvier	7,2	3,6	3,8	3,4	0,2	10,0	1,0	14,6
Février	6,5	0,5	4,4	3,6	0,5	6,3	1,0	11,4
Mars	4,7	0,5	2,8	5,2	0,5	1,4	0,9	8,0
Avril	7,5	...	3,6	4,4	0,1	6,3	0,3	11,1
Mai	10,0	...	4,8	3,4	0,4	10,4	0,6	14,8
Juin	5,3	1,0	3,5	5,6	...	2,9	1,3	9,8
Juillet	6,4	0,2	2,7	4,4	0,2	3,6	1,1	9,3
Août	3,6	...	3,6	5,2	0,1	1,1	0,8	7,2

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,7	171,6
1973	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1975	167,1	8,8	38,0	10,5	224,4
1974 2 ^e trimestre	164,0	1,4	28,7	27,9	222,0
3 ^e trimestre	161,7	4,1	26,0	27,3	219,1
4 ^e trimestre	153,5	11,8	29,0	24,7	219,0
1975 1 ^{er} trimestre	156,8	7,5	47,0	11,3	222,6
2 ^e trimestre	165,3	5,6	43,0	10,1	224,0
3 ^e trimestre	175,4	9,2	30,1	7,9	222,6
4 ^e trimestre	170,8	12,8	31,8	12,8	228,2
1976 1 ^{er} trimestre	179,9	7,7	39,3	22,7	249,6
2 ^e trimestre	178,1	5,7	37,0	33,4	254,2

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particulières (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafinanciers d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réeompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte									Quotas mensuels d'avances en compte courant d'acomptés au taux normal	
	Plafonds calculés selon la formule générale : pourcentages appliqués aux moyens d'action retenus 1	Ensemble des plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
					Effets visés 2	Effets non visés rées- comptés 3	Total (5) = (3) + (4)				
		(2)	(3)	(4)				(5) = (3) + (4)	(6) = (2) - (5)		(7)
(1)	(milliards de francs)										
1969	12	44,0			29,7	4,2	33,9	10,1			—
1970	9	38,0			20,7	6,2	26,9	11,1			—
1971	9	43,9			19,0	9,4	28,4	15,5			—
1972	8	46,2			20,4	14,6	35,0	11,2			—
1973	5 1/2	37,8			14,4	18,0	32,4	5,4			—
1974 Mars	5 1/4	37,4 ⁴			13,8 ⁴	18,5 ⁴	32,3 ⁴	5,1 ⁴			—
Juin	4 1/2	32,1 ⁵			2,6 ⁵	25,6 ⁵	28,2 ⁵	3,9 ⁵			—
		Sous-plafond A 6 (2a)	Sous-plafond B 6 (2b)	Total (2) = (2a) + (2b)	Sous-plafond A 6 (3)	Sous-plafond B 6 (4)	Total (5) = (3) + (4)	Sous-plafond A 6 (6a)	Sous-plafond B 6 (6b)	Total (6) = (6a) + (6b) = (2) - (5)	
Septembre	4	15,4	15,4	30,8	14,0	11,6	25,6	1,4	3,8	5,2	19,5
Décembre	4	15,7	15,7	31,4	13,9	12,4	26,3	1,8	3,3	5,1	20,7
1975 Mars	4 1/4	24,1 ⁷	10,3 ⁷	34,4 ⁷	14,8 ⁷	6,3 ⁷	21,1 ⁷	9,3 ⁷	4,0 ⁷	13,3 ⁷	21,2
Juin	4 3/4	—	—	39,0	—	—	13,6	—	—	25,4	21,6
Août	5 1/4	—	—	39,3 ⁸	—	—	17,5 ⁸	—	—	21,8 ⁸	21,2
Septembre	5 1/4	—	—	43,1	—	—	18,3	—	—	24,8	25,1
Octobre	5 1/4	—	—	43,1	—	—	29,3	—	—	13,8	25,1
Novembre	5 1/4	—	—	46,4 ⁹	—	—	28,8 ⁹	—	—	17,6 ⁹	25,1
Décembre	5 1/4	—	—	49,5	—	—	26,1	—	—	23,4	25,7
1976 Janvier	5 1/4	—	—	50,6 ¹⁰	—	—	27,6 ¹⁰	—	—	23,0 ¹⁰	25,7
Février	5 1/4	25,7 ¹¹	25,7 ¹¹	51,4 ¹¹	24,7 ¹¹	11,5 ¹¹	36,2 ¹¹	1,0 ¹¹	14,2 ¹¹	15,2 ¹¹	25,7
Mars	4 3/4	23,6	23,6	47,2	21,9	20,3	42,2	1,7	3,3	5,0	25,7
Avril	4 3/4	23,6	23,6	47,2	20,5	20,1	40,6	3,1	3,5	6,6	25,7
Mai	4 3/4	25,2	25,2	50,4	21,0	14,9	35,9	4,2	10,3	14,5	25,7
Juin	4 3/4	—	—	50,4	—	—	36,4	—	—	14,0	27,2
Juillet	4 1/4	22,9 ¹²	22,9 ¹²	45,8 ¹²	22,0 ¹²	19,2 ¹²	41,2 ¹²	0,9 ¹²	3,7 ¹²	4,6 ¹²	27,2
Août	4 1/4	23,0	23,0	46,0	22,0	20,9	42,9	1,0	2,1	3,1	27,2

1 Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

2 Cette rubrique comprend :

a) jusqu'au 30 mars 1970, les effets visés réescomptés ou non ayant moins de deux ans à courir (y compris les effets Creditexport);

b) du 31 mars 1970 au 31 mars 1974, les effets visés Creditexport réescomptés ou non ayant un an au plus à courir et les autres effets visés réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir;

c) à partir du 1er avril 1974 les effets visés ou certifiés Creditexport ayant un an au plus à courir non nourris par le Pool et les autres effets visés, réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir.

3 Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G. (à partir du 1er avril 1974 à l'exclusion des effets certifiés Creditexport).

4 Situation au 29 mars 1974.

5 Situation au 28 juin 1974.

6 a) du 8 juillet 1974 au 31 janvier 1975, du 12 février au 16 juin 1976 et à partir du 23 juillet 1976, le plafond de chaque banque était utilisable :

— par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la B.N.B. aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligi-

bilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir (sous-plafond A);

— par moitié pour le réescompte effectif auprès de l'I.R.G. et aux taux fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Credit-export » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

b) du 1er février au 31 mars 1975, le plafond de chaque banque était utilisable à concurrence de 70 p.c. pour le sous-plafond A et de 30 p.c. pour le sous-plafond B.

c) du 1er avril 1975 au 11 février 1976 et du 17 juin au 22 juillet 1976, la répartition en sous-plafonds A et B ayant été supprimée, chaque banque a disposé d'un plafond unique utilisable pour le réescompte :

— soit directement à la B.N.B., d'effets des types définis sous a) et n'ayant pas plus de 120 jours à courir;

— soit auprès de l'I.R.G. pour les effets de même nature et pour le papier « Creditexport » dont la durée ne dépasse pas un an.

7 Situation au 28 mars 1975.

8 Situation au 29 août 1975.

9 Situation au 28 novembre 1975.

10 Situation au 30 janvier 1976.

11 Situation au 27 février 1976.

12 Situation au 30 juillet 1976.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1980 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1982. « La réforme du 1er janvier 1982 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1987 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin*

de la Banque Nationale de Belgique. XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971 « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». XLIX^e année, tome I, n° 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances » — Le même, tome I, n° 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, n° 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, n° 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte		Avances en compte courant et prêts sur			Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit ⁷	
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées ¹ ou certifiées ² représentatives d'opérations de commerce extérieur	Autres traites et promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours ³	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 374 jours ³	autres effets publics ⁴	Dates des changements	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1969	7,50	9,50	9,00	9,25	9,50	1974 8 juillet	13,25
1970 22 octobre	7,00	9,00	8,50	8,75	9,00	15 juillet	14,00
10 décembre	6,50	8,50	8,00	8,25	8,50	16 juillet	13,75
1971 25 mars	6,00	7,50	7,00	7,25	7,50	17 juillet	13,50
23 septembre ...	5,50	7,00	6,50	6,75	7,00	23 juillet	13,00
1972 6 janvier	5,00	6,50	6,00	6,25	6,50	14 août	13,25
3 février	4,50	6,00	5,50	5,75	6,00	19 août	13,00
2 mars	4,00	5,00		5,00		22 août	12,75
23 novembre	4,50	5,50		5,50		3 septembre ...	12,50
21 décembre	5,00	6,00		6,00		6 septembre ...	12,00
1973 10 mai	5,50	7,00		7,00		18 septembre ...	11,75
5 juillet	6,00	7,50		7,50		10 octobre	11,50
2 août	6,50	8,00		8,00		21 octobre	11,25
4 octobre	7,00	8,50		8,50		29 octobre	11,00
29 novembre	7,75	8,50		8,50		30 octobre	10,75
1974 1 ^{er} février	8,75	9,50		9,50		4 novembre	10,50
	⁵	⁵		⁶		5 novembre	10,25
8 juillet	8,75	9,50		9,50		1975 10 janvier	10,00
1975 30 janvier	8,25	9,00		9,00		13 janvier	9,75
13 mars	7,50	8,00		8,00		30 janvier	9,25
24 avril	7,00	7,50		7,50		13 mars	8,25
29 mai	6,50	6,50		6,50		15 avril	8,00
21 août	6,00	6,00		6,00		25 avril	7,75
1976 18 mars	7,00	7,00		7,00		16 mai	7,50
23 juillet	8,00	8,00		8,00		29 mai	7,00
13 août	9,00	9,00		9,00		17 juin	6,75
						9 juillet	7,00
						21 août	6,50
						1976 30 janvier	7,50
						11 février	8,00
						24 février	7,50
						15 mars	8,00
						17 mars	9,00
						19 mars	10,00
						21 avril	9,00
						19 mai	8,00
						23 juillet	9,50
						30 juillet	10,50
						13 août	11,50
						27 août	13,00
						6 septembre ...	13,50

¹ Le visa a été supprimé le 1^{er} avril 1974.

² La procédure de certification a débuté le 1^{er} juin 1970.

³ Quotité maximum : 95 p.c.

⁴ Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

Quotité maximum : 80 p.c.

⁵ Du 8 juillet 1974 au 31 mars 1975, du 12 février au 16 juin 1976, et

à partir du 23 juillet 1976, pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur les sous-plafond de réescompte A (cf. tableau XVIII-3).

⁶ Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la Banque leur a attribué.

⁷ Taux existant depuis le 8 juillet 1974.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes ¹	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁴		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1968	2,84								
1969	5,40								
1970	6,25								
1971	3,70								
1972	2,48								
1973	4,81								
1974	9,25								
1975	4,63								
1974 2 ^e trimestre	9,45								
3 ^e trimestre	9,86								
4 ^e trimestre	9,25								
1975 1 ^{er} trimestre	5,15								
2 ^e trimestre	4,55								
3 ^e trimestre	4,79								
4 ^e trimestre	4,11								
1976 1 ^{er} trimestre	5,48								
2 ^e trimestre	7,10								
1975 Août	5,10								
Septembre	4,33								
Octobre	4,50								
Novembre	3,88								
Décembre	3,94								
1976 Janvier	3,99								
Février	5,41								
Mars	7,56								
Avril	7,74								
Mai	6,52								
Juin	7,16								
Juillet	7,14								
Août	10,28								
1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1970	6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1970 8 déc.	7,45	*	7,75
1971	4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15
1972	3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85
1973	7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	1973 11 déc.	*	*	8,10
1974	10,00	10,25	10,50	11,00	10,85	1974 11 Juin	*	*	*
1975	5,55	5,80	6,05	6,20	7,14	10 sept.	12,00	11,75	9,00
1974 2 ^e trim.	11,00	11,25	11,25	11,50	9,87	10 déc.	*	*	*
3 ^e trim.	11,50	11,75	11,75	12,00	11,96	1975 11 mars	8,00	*	*
4 ^e trim.	10,00	10,25	10,50	11,00	11,60	10 juin	6,50	6,75	*
1975 1 ^{er} trim.	6,90	7,15	7,30	7,40	9,46	9 sept.	6,75	7,00	*
2 ^e trim.	5,25	5,50	6,00	6,25	7,03	14 oct.	6,75	6,90	*
3 ^e trim.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,32	13 nov.	6,75	6,90	*
4 ^e trim.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	9 déc.	6,75	*	*
1976 1 ^{er} trim.	9,00	9,00	9,00	9,25	6,87	1976 13 janv.	6,75	6,90	*
2 ^e trim.	8,50	8,75	9,00	9,50	9,80	10 févr.	7,10	*	*
1975 Août ...	5,55	5,80	6,05	6,20	6,44	9 mars	7,10	*	*
Sept. ...	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	13 avril	*	*	*
Oct. ...	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	11 mai	*	*	*
Nov. ...	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	8 juin	10,00	*	*
Déc. ...	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	13 juill.	9,75	*	*
1976 Janv. ...	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	10 août	10,50	*	*
Févr. ...	6,00	6,20	6,40	6,55	6,54	14 sept.	*	*	*
Mars ...	9,00	9,00	9,00	9,25	7,62				
Avril ...	9,25	9,25	9,25	9,50	9,44				
Mai ...	9,00	9,25	9,50	10,00	10,00				
Juin ...	8,50	8,75	9,00	9,50	9,84				
Juillet ...	10,00	10,00	10,00	9,50	9,50				
Août ...	11,00	11,25	11,50	11,75	11,62				

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles).

² Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3283).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes par des institutions du secteur public, des banques et des caisses d'épargne privées. Ces deux

types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁶ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 2-11-1971	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75	5,50
1972 15 janvier	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50	5,40
13 mars	0,50	0,75	1,75	2,75	3,75	5,00
1 ^{er} décembre	0,50	1,00	2,00	3,00	4,00	5,00
1973 15 janvier	0,50	1,35	2,40	3,50	4,50	5,25
4 juin	0,50	1,75	2,90	4,00	5,00	5,50
16 août	0,50	2,75	3,90	5,00	5,75	6,25
15 décembre	0,50	3,50	4,65	5,75	6,40	6,75
1974 6 février	0,50	4,00	5,15	6,25	6,90	7,25
8 avril	0,50	4,50	5,65	6,75	7,15	7,25
20 mai	0,50	4,50	5,65	6,75	7,40	8,00
1 ^{er} juillet	0,50	5,00	6,00	7,00	7,50	8,00
15 septembre	0,50	5,25	6,25	7,25	7,75	8,25
12 novembre	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 ^{er} avril	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75
10 octobre	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25
23 août	0,50	3,75	4,75	5,90	6,25	7,25
20 septembre	0,50	4,75	5,75	6,75	7,00	7,25

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements

et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Période	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1 ^{er} janvier au 15 mars 1972	3,50	0,75	2,50	0,75
16 mars 1972 au 31 mai 1973	3,25	0,75	2,25	0,75
1 ^{er} juin au 31 août 1973	3,50	0,75	2,50	0,75
1 ^{er} septembre au 31 décembre 1973	4,00	0,75	3,00	0,75
1 ^{er} janvier au 15 février 1974	4,25	0,75	3,25	0,75
16 février au 31 mai 1974	4,50	0,75	3,50	0,75
1 ^{er} juin au 15 septembre 1974	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre au 31 décembre 1974 ⁴	4,75	1,50	3,75	1,50
1 ^{er} janvier au 15 mars 1975	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars au 30 avril 1975	4,75	1,25	3,75	1,25
1 ^{er} mai au 15 juin 1975	4,50	1,25	3,50	1,25
A partir du 16 juin 1975	4,25	1,25	3,25	1,25

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ Une « prime d'encouragement 1974 » au taux de 1 p.c. l'an est attribuée, prorata temporis pour la période du 16 septembre au 31 décembre 1974, sur l'accroissement moyen pondéré de l'avoir en compte par rapport au solde existant à la date du 15 septembre 1974.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1968	—	—	6,58	6,68	7,62	6,64
1969	6,61	6,62	6,65	6,71	7,69	6,69
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1971	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1976	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
1974 Juillet	8,56	8,87	8,86	9,15	10,90	8,93
Octobre	9,06	9,55	9,12	9,65	11,95	9,32
1975 Janvier	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
Avril	8,16	8,64	8,71	8,86	9,94	8,69
Juillet	7,75	7,73	8,07	8,17	9,57	8,05
Septembre	8,18	8,20	8,41	8,47	9,98	8,41
Octobre	8,28	8,39	8,50	8,61	10,38	8,53
Novembre	8,12	8,41	8,50	8,65	10,28	8,51
Décembre	8,12	8,33	8,53	8,66	10,24	8,52
1976 Janvier	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
Février	8,38	8,43	8,80	8,96	10,32	8,75
Mars	8,42	8,80	8,96	9,03	10,57	8,91
Avril	8,34	8,89	9,00	9,01	11,21	8,94
Mai	8,52	9,13	9,19	9,28	11,47	9,15
Juin	9,32	9,25	9,35	9,52	11,77	9,39
Juillet	8,97	9,16	8,94	9,41	11,65	9,10
Août	9,00	8,93	8,81	9,00	11,57	8,93
Septembre	9,43	9,21	9,21	9,41	11,98	9,32

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement,

intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1968	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre ..	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre ..	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ..	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ...	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier ...	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre ..	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ..	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février ...	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre ..	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février ...	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier ...	7,00	100,00	7,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	99,00	9,11
20 avril	7,25	100,00	7,25	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placés institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXVI^e année, vol. I, n° 6, juin 1951 : « Le marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. I, n° 2, février 1956 : « Statistique des

rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	Allemagne 1		Etats-Unis 2		France		Royaume-Uni 3		Italie 4		Pays-Bas 5		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1973 .		7,00		7,50		11,00		13,00		9,50		8,00		7,25		4,50
1974 Janvier ...							4	12,75							21	5,50
Février ...							1	12,50		20	12,00					
Mars																
Avril							5	12,25								
Avril			25	8,00			11	12,00					15	8,25		
Mai							24	11,75					13	8,75		
Juin					20	13,00								24	9,25	
Juillet																
Septembre .							20	11,50								
Octobre ..	25	6,50									28	7,00				
Novembre .													18	8,75		
Décembre ..	20	6,00	9	7,75						27	11,00					
1975 Janvier ...			10	7,25	9	12,00	17	11,25						13	8,25	
Janvier ...							24	11,00								
Février ...	7	5,50	5	6,75			7	10,75								
Février ...					27	11,00	14	10,50								
Mars	7	5,00	10	6,25			7	10,25			7	6,00			3	5,00
Mars							21	10,00								
Avril					10	10,00	18	9,75								
Mai	23	4,50	16	6,00			2	10,00	28	10,00					20	4,50
Juin					5	9,50										
Juillet							25	11,00								
Août	15	4,00									15	5,50			25	4,00
Septembre .	12	3,50			4	8,00			15	9,00	15	4,50	3	9,00	29	3,50
Octobre ..							3	12,00							29	3,00
Novembre .							14	11,75								
Novembre .							28	11,50								
Décembre ..							24	11,25								
1976 Janvier ...			19	5,50			2	11,00							13	2,50
Janvier ...							16	10,75								
Janvier ...							23	10,50								
Janvier ...							30	10,00								
Février ...							6	9,50	2	10,00	2	4,00				
Février ...							27	9,25	25	11,00						
Mars							5	9,00	18	15,00			8	9,50		
Avril							23	10,50								
Mai							21	11,50								
Juin											1	4,50			8	2,00
Juin											18	5,00				
Juillet					22	9,50										
Août											2	5,50				
Août											16	6,50				
Août											20	7,00 ⁶				
Septembre .					23	10,50	10	13,00								

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « *International Financial Statistics* » (F.M.I.).

1 Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

2 Federal Reserve Bank of New York.

3 En principe, la Bank of England annonce chaque vendredi un taux minimum de prêt, qui est basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

4 Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

5 Le 1er septembre 1973, la Nederlandsche Bank a instauré une commission spéciale applicable aux banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée. Cette commission, qui s'élevait à l'origine à ¼ p.c. par mois, a été réduite à 2 p.c. l'an à partir du 10 octobre 1973 et à 1 p.c. à partir du 1er mars 1974. A partir du 13 décembre 1973, ce taux pénalisateur ne concerne plus que les dépassements à concurrence de 75 p.c. de la quotité et à partir du 1er mars 1974, il ne s'applique plus qu'à des dépassements de 50 p.c. Au-dessus de ces pourcentages, ce taux augmente; la Nederlandsche Bank s'adapte de façon souple.

6 Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 8,00 p.c.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 10 juillet	1976 8 juillet	1975 7 août	1976 5 août
ACTIF						
Or et créances sur l'étranger	42.896	100.098	98.353	87.804	95.474	88.016
Or	} 35.230	63.168	69.183	60.300	69.183	60.327
Disponibilités à vue à l'étranger		31.898	19.166	19.814	19.407	18.515
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ^{1 2}		4.856	9.813	7.607	6.693	9.091
Annuités de prêt de la B.I.R.D.	342	176	191	83	191	83
Créances sur le Trésor	6.944	10.697	21.717	18.604	25.541	17.439
Monnaies divisionnaires	110	71	196	211	133	173
Comptes courants postaux	134	43	293	110	241	193
Concours au Trésor Public ^{3 4}	6.700	9.650	20.516	17.199	24.438	15.976
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ⁵	—	933	712	1.084	729	1.097
Créances provenant d'opérations de refinancement	111.710	68.745	62.922	62.866	63.434	67.682
Effets escomptés ⁶	14.032	18.262	15.638	21.215	16.176	21.938
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁶	81.785	38.035	42.551	34.120	42.806	39.334
Avances sur titres	58	40	44	52	41	44
Effets en cours de recouvrement	15.835	12.408	4.689	7.479	4.411	6.366
Divers	2.600	3.304	2.798	3.455	2.878	3.222
Total ...	164.150	182.844	185.790	172.729	187.327	176.359

PASSIF

Billets en circulation	96.955	106.742	102.070	112.762	103.389	114.443*
Comptes créditeurs extérieurs	5.270	6.814	4.432	5.756	4.419	5.892
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	1.195	922	821	513	808	649
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	2.694	2.540	2.411	2.635	2.411	2.635
Dépôts en devises des banques et institutions étrangères	1.381	3.352	1.200	2.608	1.200	2.608
Compte courant du Trésor public	3.022	4.719	...	...	1	1
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	47.720	12.767	23.704	7.936	24.719	8.695
Compte courant des établissements astreints à la constitution de réserves	44.801	10.175	21.951	6.085	22.991	6.970
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	2.919	2.592	1.753	1.851	1.728	1.725
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	—	43.553	49.568	40.663	49.568	40.663
Capital et fonds de réserve	1.021	1.243	1.243	1.368	1.243	1.368
Divers	10.162	7.006	4.773	4.244	3.988	5.297
Total ...	164.150	182.844	185.790	172.729	187.327	176.359

¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

² Concours au Fonds Monétaire	2.487	3.348	2.528	4.349	2.592	4.271
Acquisition de droits de tirage spéciaux	1.123	1.260	1.061	1.041	1.061	1.041
Autres opérations	8.714	228	6.224	2.217	3.040	3.779

³ Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.

⁴ Montant maximum des concours au Trésor public : 23,03 milliards de F, dont 13,03 milliards de F non rémunérés.

⁵ Loi du 27 décembre 1974.

⁶ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :

Effets publics	2.682	20.328	1.548	19.384	8.957	26.321
Obligations	21	15	17	14	17	14
Bons à moyen terme	5.037	699	4.926	1.215	1.047	1.469
Crédits à moyen terme	24.957	22.208	22.935	23.038	22.700	25.548
— Prêts spéciaux à la construction	90	26	85	25	75	25
— Crédits à l'exportation	14.033	18.262	15.638	21.215	16.176	21.938
— Autres crédits	10.834	8.920	7.212	2.608	6.449	8.595
Crédits à court terme	63.120	13.047	28.763	10.784	31.261	7.920
— Crédits à l'exportation	11.401	4.005	9.029	4.017	10.145	3.635
— Autres crédits	51.719	9.042	19.734	6.767	21.116	4.285

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1972 February 28	1973 February 28	1974 February 28	1975 February 28	1975 July 9	1976 July 7	1975 August 6	1976 August 4
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------	----------------	------------------	------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.217	3.486	3.513	4.625	5.278	5.787	5.258	6.052
Other Securities	497	703	1.076	739	561	752	706	712
Total ...	3.723	4.200	4.600	5.375	5.850	6.550	5.975	6.775

Notes Issued :								
In Circulation	3.698	4.187	4.573	5.355	5.822	6.534	5.934	6.748
In Banking Department	27	13	27	20	28	16	41	27
Total ...	3.725	4.200	4.600	5.375	5.850	6.550	5.975	6.775

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	419	1.096	1.645	949	1.294	1.478	1.213	1.616
Advances and Other Accounts	27	37	155	452	289	235	299	220
Premises, Equipment and Other Securities	94	88	188	200	124	84	87	84
Notes	27	14	27	20	28	16	41	27
Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	567	1.235	2.015	1.621	1.735	1.813	1.640	1.947

Capital	15	14	15	15	15	15	15	15
Public Deposits	56	60	82	64	22	19	22	18
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	714	1.368	936	966	999	960	1.008
Bankers Deposits	199	177	250	217	303	312	295	357
Reserves and Other Accounts	297	270	300	389	429	468	348	549
Total ...	567	1.235	2.015	1.621	1.735	1.813	1.640	1.947

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1972 December 31	1973 December 31	1974 December 31	1975 December 31	1975 July 9	1976 July 7	1975 August 6	1976 August 4
ASSETS								
Gold certificate account	10.303	11.460	11.652	11.599	11.620	11.598	11.608	11.598
Special Drawing Rights certificate account	400	400	400	500	500	700	500	700
Cash	313	271	240	347	315	336	339	351
Discounts and advances	1.981	1.258	298	229	80	70	117	769
Acceptances :								
Bought outright	70	68	579	741	686	351	664	320
Held under repurchase agreement	36	...	420	385	...	209	...	479
Federal agency obligations :								
Bought outright	1.311	1.937	4.702	6.072	5.084	6.805	5.083	6.805
Held under repurchase agreement	13	42	511	118	...	...	...	166
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	29.664	36.897	36.765	37.207	31.991	-38.334	31.415	36.690
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	965	...
Notes	36.681	38.412	40.009	43.989	42.886	45.749	42.886	45.749
Bonds	3.463	3.149	3.284	5.521	4.522	6.097	4.522	6.097
Total bought outright ...	69.808	78.458	80.058	86.717	79.399	90.180	79.788	88.536
Held under repurchase agreement	98	58	443	1.217	...	1.401	...	4.755
Total U.S. Government securities ...	69.906	78.516	80.501	87.934	79.399	91.581	79.788	93.291
Total loans and securities	73.317	81.821	87.011	95.479	85.249	99.016	85.652	101.830
Cash items in process of collection	9.172	7.954	8.312	9.210	8.315	9.459	7.706	8.889
Bank premises	194	223	263	319	290	345	300	347
Operating equipment	—	—	—	13	—	18	—	18
Other assets	1.066	929	2.932	2.980	2.772	4.175	2.926	3.723
Total assets ...	94.765	103.058	110.810	120.447	109.063	125.647	109.033	127.456
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	58.757	64.262	70.916	77.159	73.444	80.201	73.066	79.773
Deposits :								
Member bank reserves	25.647	27.060	25.825	26.097	24.779	27.203	27.001	31.811
U.S. Treasurer - general account	1.855	2.542	3.113	7.285	1.381	7.478	...	5.856
Foreign	325	251	418	353	239	260	259	264
Other	840	1.419	1.275	1.090	694	800	665	1.063
Total deposits :	28.667	31.272	30.631	34.825	27.093	35.741	27.925	38.994
Deferred availability cash items	5.198	4.855	6.328	5.495	5.504	6.571	5.147	5.543
Other liabilities and accrued dividends ...	557	981	1.141	1.110	1.067	1.100	983	1.163
Total liabilities ...	93.179	101.370	109.016	118.589	107.108	123.613	107.121	125.473
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	793	844	897	929	909	959	912	959
Surplus	793	844	897	929	897	929	897	929
Other capital accounts .....	...	...	...	...	149	146	103	95
Total liabilities and capital accounts ...	94.765	103.058	110.810	120.447	109.063	125.647	109.033	127.456
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	179	581	981	...	...	...	...	...

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX · 5. — NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1972 31 december	1973 31 december	1974 31 december	1975 31 december	1975 7 juli	1976 5 juli	1975 4 augustus	1976 9 augustus
ACTIVA								
Goud	6.829	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	4.557	9.339	8.782	9.160	8.104	6.443	8.063	6.064
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	1	1
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	2.352	1.595	1.630	1.638	1.591	1.661	1.642	1.638
Reservepositie in het I.M.F.	—	1.038	1.482	2.350	1.586	2.598	1.660	2.670
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	171	134	62	456	...	157	...	185
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4° van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	673	1.256	1.258	1.812	9	2.091	7	2.362
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	37	19	13	12	16	14	15	14
Belegging van kapitaal en reserves	382	424	462	515	514	598	514	599
Gebouwen en inventaris	195	195	235	235	235	260	235	260
Diverse rekeningen	104	140	870	82	118	98	82	105
Totaal ...	15.300	20.989	21.643	23.109	19.022	20.769	19.068	20.747

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	11.251	11.873	12.827	14.560	14.228	16.313	13.948	15.613
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.944	3.757	4.971	3.964	1.357	822	1.112	1.480
's Rijks schatkist	1.858	3.694	4.890	3.828	487	775	10	1.425
Banken in Nederland	47	26	34	99	668	12	820	5
Andere ingezetenen	39	37	47	37	202	35	282	53
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	358	388	159	184	92	99	111	202
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	224	282	84	93	55	69	63	59
Andere niet-ingezetenen	134	106	75	91	37	30	48	143
's Rijks schatkist, bijzondere rekening u.h.v. overdracht I.M.F.-positie	—	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400	1.295	1.400
Krediet aan het I.M.F. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	52	1.574	1	5	7	28	4	49
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	856	793	793	744	723	739	746	729
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	404	404	442	495	495	579	495	579
Diverse rekeningen	415	780	1.030	1.737	700	769	1.337	679
Totaal ...	15.300	20.989	21.643	23.109	19.022	20.769	19.068	20.747

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten

1972	1973	1974	1975	1975	1976	1975	1976
31 december	31 december	31 december	31 december	7 juli	5 juli	4 augustus	9 augustus
14	14	13	13	13	13	13	13

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1972 31. Dez.	1973 31. Dez.	1974 31. Dez.	1975 31. Dez.	1975 7. Juli	1976 7. Juli	1975 7. August	1976 7. August
AKTIVA								
Währungsreserven	72.908	88.179	71.805	74.614	72.580	78.181	71.198	78.239
Gold	13.971	14.001	14.002	14.002	14.002	14.002	14.002	14.002
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechte	6.712	8.354	8.055	9.309	8.445	11.483	8.402	11.456
Devisen und Sorten	52.225	65.824	49.748	51.303	50.133	52.696	48.794	52.781
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	4.480	4.279	11.636	11.804	11.054	14.191	11.054	14.385
Kredite an inländische Kreditinstitute ...	20.178	11.216	15.516	8.521	8.380	11.605	5.667	14.233
Inlandswechsel	17.847	10.435	12.305	5.910	7.642	10.262	5.009	13.193
Im Offenmarktgeschäft angekaufte In- landswechsel mit Rücknahmeverein- barung .....	...	...	...	...	...	...	8	...
Auslandswechsel	1.185	460	877	903	717	799	638	988
Lombardforderungen	1.146	321	2.334	1.708	21	544	12	52
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	9.123	11.535	9.915	9.044	9.351	8.788	12.314	8.702
Kassenkredite (Buchkredite)	440	2.852	1.232	361	668	105	3.631	19
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Kredite an Bundesbahn und Bundespost Kassenkredite (Buchkredite)	318	300	...	...	...	...	...	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	318	300	...	...	...	...	...	...
Wertpapiere	53	25	469	7.953	341	6.239	2.348	6.218
Deutsche Scheidemünzen	344	584	423	946	833	694	928	700
Postcheckguthaben	525	466	647	358	189	281	284	178
Sonstige Aktiva	4.686	4.882	7.115	8.139	3.929	4.984	4.033	4.116
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und ver- bindlichkeiten — Bilanzverlust	3.101	10.279	14.004	8.931	8.931	—	8.931	—
Ingesamt ...	115.716	131.745	131.530	130.310	115.588	124.963	116.757	126.771
PASSIVA								
Banknotenumlauf	44.504	46.247	50.273	55.143	52.212	56.389	52.661	57.581
Einlagen von Kreditinstituten	46.388	51.913	46.504	44.591	40.232	47.930	41.008	46.856
auf Girokonten	46.364	51.892	46.483	44.563	40.210	47.897	40.983	46.831
sonstige	24	21	21	28	22	33	25	25
Einlagen von öffentlichen Haushalten ...	7.083	11.298	11.742	8.256	9.160	7.161	8.181	7.905
Bund	97	204	139	2.291	90	1.890	176	2.614
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	197	174	163	358	546	134	555	391
Länder	2.543	2.403	643	2.106	3.264	3.450	2.399	3.634
Andere öffentliche Einleger	58	51	44	46	29	33	31	27
Sondereinlagen	4.188	8.466	10.753	3.455	5.231	1.654	5.020	1.239
Einlagen von anderen inländischen Ein- legern	3.214	2.932	2.739	2.502	1.646	2.089	1.929	2.191
Bundesbahn	5	16	5	5	5	7	3	3
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postsparkassenämter)	2.703	2.455	2.227	1.962	1.283	1.624	1.588	1.751
Sonstige Einleger	506	461	507	535	358	458	388	437
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot ...	1.336	244	127	256	117	226	114	141
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft	916	918	1.284	840	601	456	1.154	1.039
Einlagen ausländischer Einleger	898	735	1.268	828	591	445	1.033	709
Verbindlichkeiten gegenüber dem Euro- päischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit .....	...	...	...	...	—	—	—	—
Sonstige	18	183	16	12	10	11	121	330
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonder- ziehungsrechte	1.855	1.747	1.600	1.665	1.600	1.665	1.600	1.665
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobili- sierungs- und Liquiditätspapieren	4.465	9.860	8.867	4.173	5.358	4.290	5.095	4.159
Rückstellungen	1.296	1.296	1.485	1.670	1.670	1.835	1.670	1.835
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	929	929	929	929	1.100	929	1.099
Sonstige Passiva	3.289	4.071	5.690	9.995	1.773	1.532	2.126	2.010
Ingesamt ...	115.716	131.745	131.530	130.310	115.588	124.963	116.757	126.771

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 7 juillet	1976 7 juillet	1975 7 août	1976 6 août
ACTIF								
Encaisse or	11.880	11.893	11.893	11.893	11.893	11.897	11.893	11.897
Devises	12.323	12.520	11.571	14.706	10.100	13.710	9.972	13.978
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	4.278	4.613	5.403	5.403	5.403	5.403	5.403	5.403
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	784	898	2.210	1.712	213	274	215	282
Bons du Trésor de la Confédération ...	152	200	484	227	16	...	...	...
Avances sur nantissement	419	558	700	200	21	27	6	26
Titres :								
pouvant servir de couverture .....	—	—	...	...	...	...	...	...
autres	—	—	92	3	...	53	...	64
Correspondants en Suisse	142	282	167	136	66	36	15	7
Correspondants à l'étranger	27	—	—	—	—	—	—	—
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	1.244	1.243	622	622	622	622	622	622
Autres postes de l'actif	89	66	94	64	90	95	93	92
Total ...	31.338	32.273	33.236	34.966	28.424	32.117	28.219	32.371

PASSIF

Fonds propres	64	65	66	67	67	68	67	68
Billets en circulation	16.635	18.296	19.436	19.128	17.610	17.699	17.273	17.468
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	9.313	8.235	9.505	11.479	5.074	6.212	5.398	5.829
Autres engagements à vue	1.708	801	862	1.817	1.910	3.955	1.686	4.345
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse	1.449	1.600	...	...	...	...	...	...
les engagements envers l'étranger	580	1.272	348	165	250	231	221	656
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	73	121	247	380	490	1.580	490	1.580
Comptes spéciaux	2	83	986	...	856	5	858	...
Comptes de stérilisation de l'adminis- tration fédérale	—	26	—	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	1.514	1.774	1.786	1.930	2.167	2.367	2.226	2.425
Total ...	31.338	32.273	33.236	34.966	28.424	32.117	28.219	32.371

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 31 juillet	1976 31 juillet	1976 31 août	1976 31 août
I. Or	4.136	3.917	4.100	4.103	4.105	4.189
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	143	83	56	64	62	59
III. Bons du Trésor	515	363	488	164	512	96
IV. Dépôts à terme et avances	30.034	32.432	30.590	33.228	31.476	33.786
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	2	76	...	45	...	45
b) à plus de 3 mois	69	...	69	...	69	...
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	22.578	25.291	22.668	26.049	23.041	26.524
b) à plus de 3 mois	7.385	7.065	7.853	7.134	8.366	7.216
V. Titres à terme	8.253	5.761	4.598	4.399	4.110	3.942
a) à 3 mois au maximum	7.838	4.991	3.784	3.938	3.346	3.620
b) à plus de 3 mois	415	770	813	461	764	322
VI. Divers	80	159	173	353	170	338
<i>Total de l'actif</i> ...	43.161	42.715	40.005	42.311	40.435	42.410

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 31 juillet	1976 31 juillet	1975 31 août	1976 31 août
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	301	301	301	301	301	301
II. Réserves	666	821	821	952	821	952
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	309	371	371	424	371	424
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	75	75	75	75	75	75
4. Fonds de Réserve Libre	252	345	345	423	345	423
III. Dépôts (or)	3.572	3.370	3.501	3.392	3.504	3.452
1. Banques centrales :						
a) à vue	3.134	2.993	2.941	2.938	2.986	3.123
b) à 3 mois au maximum	199	345	390	421	430	296
c) à plus de 3 mois	206	—	137	—	55	—
2. Autres déposants :						
à vue	33	33	33	33	83	33
IV. Dépôts (monnaies)	37.479	37.064	34.345	37.194	34.746	37.212
1. Banques centrales :						
a) à vue	193	266	409	452	521	333
b) à 3 mois au maximum	29.092	31.807	26.424	30.603	26.889	30.535
c) à plus de 3 mois	7.173	3.298	6.536	4.269	6.278	4.494
2. Autres déposants :						
a) à vue	22	24	21	41	32	35
b) à 3 mois au maximum	877	1.515	733	1.535	814	1.639
c) à plus de 3 mois	122	154	222	294	212	176
V. Effets	667	641	625	—	626	—
a) à 3 mois au maximum	667	641	625	—	626	—
b) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
VI. Divers	379	451	338	415	363	438
VII. Dividende payable le 1^{er} juillet 1976	—	—	—	—	—	—
VIII. Provisions	97	67	74	57	74	55
<i>Total du passif ...</i>	43.161	42.715	40.005	42.311	40.435	42.410

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 28 avril 1976

fixant le montant d'impôts à affecter à l'alimentation du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, pour l'année budgétaire 1976 (Moniteur du 18 août 1976, p. 10336).

.....

Article 1^{er}. — Le montant à prélever au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale sur le produit du décime additionnel à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des non-résidents, instauré par l'article 2, § 1^{er}, 1^o, a, de la loi du 31 mars 1967 attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire, est fixé, pour l'année budgétaire 1976, à 4.000 millions de francs.

.....

Loi du 11 juin 1976

portant approbation des « Options du Plan 1976-1980 » (Moniteur du 26 août 1976, p. 10593).

Loi du 18 juin 1976

modifiant la loi du 23 août 1948, tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes (Moniteur du 14 août 1976, p. 10193). (Voir aussi rubrique 3.)

Article 1^{er}. — Dans l'intitulé de la loi du 23 août 1948 tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes, les mots « et de la construction maritime » sont supprimés.

Art. 2. — A l'article 1^{er} de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1^o A la phrase liminaire, les mots « et, en général, la construction maritime » sont supprimés;

2^o A la subdivision *a*), alinéa 3, les mots « de préférence par construction sur chantiers belges » sont supprimés;

3^o La subdivision *e*) est abrogée.

Art. 3. — L'article 2 de la même loi, modifiée par la loi du 13 juillet 1971, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. Le montant des garanties visé à l'article 1^{er}, *b*), est fixé à 12 milliards de francs. Au-delà d'un montant de 8 milliards de francs, le montant de ces garanties ne peut être relevé que par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres et par tranches successives de 2 milliards de francs ».

Art. 4. Dans l'article 4, 1^{er} alinéa, de la même loi, modifiée par la loi du 7 juin 1949; les mots « et *e*) » sont supprimés.

Art. 5. A l'article 4 de la même loi, modifié par la loi du 13 juillet 1971, sont apportées les modifications suivantes :

1^o A l'alinéa 1^{er}, les mots « 8 milliards de francs » sont remplacés par les mots « 14 milliards de francs »;

2^o A l'alinéa 2, les mots « cinq milliards de francs » et « un milliard de francs » sont remplacés respectivement par les mots « dix milliards de francs » et « deux milliards de francs ».

Art. 6. Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « toute intervention de l'Etat, prévue à l'article 1^{er}, littéra *d*) et *e*) » sont remplacés par « L'intervention de l'Etat prévue à l'Article 1^{er}, *d*) ».

Loi du 5 juillet 1976

octroyant à l'Office belge de l'économie et de l'agriculture (O.B.E.A.), les moyens financiers nécessaires à son fonctionnement (Moniteur du 4 août 1976, p. 9824).

Article 1^{er}. Dans les conditions à déterminer par voie de convention entre les ministres des Finances, des Affaires économiques et de l'Agriculture, d'une part, et l'Institut national de crédit agricole ou tout autre organisme de crédit agréé par le Ministre des Finances, d'autre part, le Ministre des Finances est autorisé à garantir vis-à-vis de ces institutions le

remboursement en capital, intérêts et accessoires, des crédits ou avances consentis par elles en vue du financement des opérations de l'Office belge de l'économie et de l'agriculture. Le montant de cette garantie est fixé à 3 milliards de francs.

Art. 2. Sont affectés au fonds de roulement de l'Office belge de l'économie et de l'agriculture, pour lui permettre de remplir ses obligations statutaires et contractuelles :

1° les reliquats des crédits budgétaires alloués à l'Office commercial du ravitaillement et non utilisés au 31 décembre 1967, tels qu'ils apparaissent dans les comptes arrêtés à cette dernière date;

2° *a)* l'avance consentie par l'Etat à l'Office de récupération économique, en vertu de l'article 10 de la loi du 6 juin 1959 contenant le budget du Ministère des Affaires économiques pour 1959;

b) le reliquat du solde bénéficiaire des importations de charbons allemands d'ordre et pour compte du Gouvernement, effectuées à l'intervention de l'Office de récupération économique ainsi que les intérêts produits par ces fonds.

La répartition du fonds de roulement entre le secteur des produits et industries agricoles et alimentaires et le secteur de l'économie industrielle est déterminée par un arrêté royal pris sur proposition du Ministre des Affaires économiques et du Ministre de l'Agriculture.

Art. 3. Les fonds laissés à la disposition de l'Office belge de l'économie et de l'agriculture au titre de fonds de roulement feront retour au Trésor en cas de suppression de cet Office.

Art. 4. Dans les cas d'urgence justifiés par les exigences du ravitaillement du pays, le Ministre des Finances est autorisé à consentir les avances que nécessiterait une position débitrice du compte ouvert dans les opérations de trésorerie, qui enregistre les opérations au profit ou à la charge de l'Office belge de l'économie et de l'agriculture.

Loi du 13 juillet 1976

portant approbation de l'Accord relatif à un programme international de l'énergie, et de l'Annexe, faits à Paris le 18 novembre 1974 (Moniteur du 26 août 1976, p. 10594).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Caisse nationale de Crédit professionnel. Augmentation du plafond des engagements (Moniteur du 24 août 1976, p. 10493).

Augmentation du plafond des engagements

Par arrêté royal du 11 juin 1976 le montant du plafond des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel est porté, par libération d'une première tranche de trois milliards de francs à cinquante et un milliards de francs.

Arrêté royal du 13 juillet 1976

modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (Moniteur du 17 août 1976, p. 10312).

Article 1^{er}. — Le tableau en annexe II de l'arrêté royal du 26 septembre 1975 modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement, est remplacé par le tableau en annexe du présent arrêté.

Annexe
TABLEAU

Echelle du maximum des taux de chargement pouvant être appliqués aux contrats de ventes, de prêts et de prêts personnels à tempérament :

Montants	Périodes de remboursement						
	Jusqu'à 6 mois	Plus de 6 à 9 mois	Plus de 9 à 12 mois	Plus de 12 à 15 mois	Plus de 15 à 18 mois	Plus de 18 à 24 mois	Plus de 24 mois
Jusqu'à 5.000 F	1.38	1.30	1.20	1.15	1.09	1.06	1.03
De 5.001 à 10.000 F	1.33	1.25	1.17	1.12	1.06	1.03	1.01
De 10.001 à 15.000 F	1.25	1.18	1.13	1.09	1.04	1.01	0.99
De 15.001 à 20.000 F	1.19	1.13	1.08	1.05	1.00	0.98	0.96
De 20.001 à 25.000 F	1.14	1.09	1.05	1.01	0.97	0.95	0.93
De 25.001 à 35.000 F	1.10	1.05	1.01	0.98	0.94	0.92	0.90
De 35.001 à 50.000 F	1.06	1.01	0.98	0.96	0.92	0.90	0.88
De 50.001 à 70.000 F	1.01	0.97	0.95	0.92	0.88	0.87	0.86
De 70.001 à 100.000 F	0.97	0.94	0.92	0.90	0.86	0.85	0.84
Plus de 100.000 F	0.93	0.90	0.89	0.87	0.84	0.83	0.82

Arrêté royal du 25 août 1976

modifiant l'arrêté royal du 20 mai 1976 limitant le montant des inscriptions hypothécaires, par rapport à la valeur vénale des immeubles grevés (Moniteur du 28 août 1976, p. 10765).

Article 1^{er}. — Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 20 mai 1976 limitant le montant des inscriptions hypothécaires par rapport à la valeur vénale des immeubles grevés, sont apportées les modifications suivantes :

a) Au 2^e, les mots « en pleine propriété ou copropriété, un ou plusieurs autres immeubles (à l'exclusion du terrain s'il s'agit d'un immeuble à construire) », sont remplacés par les mots « en pleine propriété ou en usufruit, un ou plusieurs autres immeubles d'habitation »;

b) au 3^e :

1^o la mention du littéra « a) », lequel devient le seul alinéa, est supprimée et, le mot « ou » est inséré entre les mots « activités professionnelles » et « en vue de l'achat »;

2^o le littéra b), est abrogé.

Art. 2. — L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Le montant de l'inscription hypothécaire en principal prise en garantie de prêts ou d'ouverture de crédit consentis par des entreprises ou organismes visés à l'article 1^{er} après l'entrée en vigueur du présent arrêté ne peut avoir pour effet de porter le total des inscriptions hypothécaires en principal grevant l'immeuble ou les immeubles dont question ci-après, par rapport à la valeur vénale de ces immeubles, au-delà d'une quotité maximum, déterminée selon les distinctions qui suivent :

» 1^o lorsque l'inscription en principal est prise en garantie d'emprunts contractés par une personne physique majeure et éventuellement par son conjoint en vue de l'achat, de la construction, de la transformation ou de la restauration d'une habitation unifamiliale ou d'un appartement, et pour autant que l'inscription en principal soit prise exclusivement sur cet immeuble, la quotité maximum de la ou des inscriptions hypothécaires est fixée comme suit, si l'emprunteur et son conjoint ne possèdent ensemble ou séparément en pleine propriété ou en usufruit aucun autre immeuble d'habitation :

» En cas d'acquisition, de construction, de transformation ou de restauration d'une habitation, lorsque la valeur vénale, le cas échéant après construction, transformation ou restauration (y compris le terrain) :

- » ne dépasse pas 3.000.000 de francs 60 p.c.;
- » est comprise entre 3.000.001 et 4.000.000 de francs 55 p.c.

» Le montant de l'inscription en principal pourra en tout cas atteindre celui qui aurait pu être admissible si la valeur vénale de l'immeuble avait été comprise dans la catégorie inférieure.

» L'entreprise ou l'organisme prêteur à la faculté de majorer les pourcentages ci-dessus de deux unités par personne fiscalement à charge de l'emprunteur, au-delà de la seconde, à la date de l'octroi du prêt;

» 2° dans les autres cas, l'inscription, prise en garantie d'un prêt ou d'une ouverture de crédit consenti par une entreprise ou un organisme visé à l'article 1^{er} ne peut avoir pour effet de porter le total des inscriptions hypothécaires en principal grevant l'immeuble ou les immeubles sur lesquels inscription est prise à une quotité supérieure à 50 p.c. de leur valeur vénale.

» En cas de pluralité d'immeubles affectés à la garantie d'une même créance, aucune mainlevée ne pourra être donnée avant que le total des inscriptions hypothécaires en principal grevant l'immeuble ou les immeubles restant hypothéqués n'ait été ramené à la quotité autorisée par le présent article.

» En cas de contrat d'assurance du solde restant dû annexé au prêt, le montant de l'inscription hypothécaire déterminée en application des quotités visées ci-dessus peut être majoré du montant de la prime unique de ce contrat d'assurance. »

Art. 3. Dans l'article 4 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le littéra *b)* est remplacé par la disposition qui suit :

« *b)* Lorsque la valeur vénale de l'immeuble à construire, à acquérir, à transformer ou à restaurer, est supérieure au montant du prêt pouvant être accordé en fonction d'un contrat d'épargne-logement, d'assurance-logement ou d'un contrat semblable, le montant de l'inscription hypothécaire peut être majoré en appliquant les quotités fixées par l'article 3, 1°, à la différence entre la valeur vénale de cet immeuble et le montant dudit prêt »;

2° il est inséré un littéra *c)* rédigé comme suit :

« *c)* Tout immeuble d'habitation que l'emprunteur et son conjoint possédaient en pleine propriété ou en usufruit, ensemble ou séparément, et dont ils ont cédé une part indivise au cours des deux années qui précèdent la demande d'emprunt, est aussi considéré comme « autre immeuble d'habitation », au sens des articles 2, 2°, et 3, 1° ».

Art. 4. — Dans l'article 6, 1°, le mot « usufruit » est inséré entre les mots « pleine propriété » et « ou copropriété ».

Art. 5. — Le délai de trois mois, fixé par l'article 11 du même arrêté, est prolongé jusqu'au 30 septembre 1976.

.....

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 10 juin 1976

autorisant l'Institut des Services communs de la Radiodiffusion-Télévision belge à conclure, sous la garantie de l'Etat, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un montant total de 4.950 millions de francs (Moniteur du 10 août 1976, p. 10012).

Loi du 15 juin 1976

ajustant le budget de l'Education nationale, régime néerlandais, de l'année budgétaire 1975 (Moniteur du 7 août 1976, p. 9953).

Loi du 30 juin 1976

modifiant la loi du 19 novembre 1974 autorisant le Ministre des Finances à accorder la garantie de l'Etat aux emprunts du Fonds de Développement des Universités libres (Moniteur du 5 août 1976, p. 9875).

Loi du 30 juin 1976

contenant le budget des Dotations pour l'année budgétaire 1976 (Moniteur du 11 août 1976, p. 10068).

*Crédits pour les dépenses courantes (TITRE I)
et pour les dépenses de capital (TITRE II)*

Article 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses de l'année budgétaire 1976 afférentes au budget des Dotations et énumérées au tableau ci-annexé, des crédits s'élevant aux montants ci-après:

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Dépenses courantes (Titre I)	2.382,3	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	4,0	—	—
Total ...	2.386,3	—	—

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

Loi du 6 juillet 1976

ajustant certains crédits du budget du Ministère de la Prévoyance sociale de l'année budgétaire 1976 (Moniteur du 5 août 1976, p. 9872).

Loi du 9 juillet 1976

autorisant l'Etat à garantir des emprunts à contracter par les sociétés de transports intercommunaux pour un montant global de 7,5 milliards de francs (Moniteur du 6 août 1976, p. 9921).

Loi du 13 juillet 1976

ajustant certains crédits du budget du Ministère de l'Emploi et du Travail de l'année budgétaire 1976 (Moniteur du 28 août 1976, p. 10758).

Loi du 14 juillet 1976

relative aux marchés publics de travaux de fournitures et de services (Moniteur du 28 août 1976, p. 10729).

Arrêtés royal et ministériel du 27 août 1976

relatifs à l'émission de l'emprunt 10 p.c. 1976-1985 (Moniteur du 31 août 1976, pp. 10797 et 10798).

.....
Art. 4. — L'emprunt est amortissable suivant les modalités ci-après.

Une dotation annuelle de 5 p.c. du capital nominal émis, augmentée chaque année des intérêts des capitaux amortis est selon un étalement annuel normal si nécessaire adapté à l'état du marché, affectée au rachat des obligations à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Si le cours dépasse le pair, Notre Ministre des Finances peut déterminer sous quelles conditions l'amortissement par rachat peut éventuellement être poursuivi.

Les Fonds destinés aux amortissements annuels sont mis à la disposition de la Caisse d'amortissement, à partir du 22 mars de chacune des années 1978 à 1984 au fur et à mesure des besoins qu'elle aura notifiés au Service de la Dette publique.

La partie non utilisée des dotations d'amortissement n'est pas reportée.

Les obligations restant en circulation le 22 mars 1985 sont remboursables à cette date au pair de leur valeur nominale.

Les dotations d'amortissement de cet emprunt pourront être confondues avec celles d'autres emprunts portant le même taux d'intérêt et remboursables au pair, à la même échéance et selon les mêmes modalités d'amortissement.

.....
**

Article 1^{er}. — La souscription publique aux obligations de l'emprunt 10 p.c. 1976-1985 sera ouverte le 6 septembre 1976; elle sera close le 21 septembre 1976. Il pourra toutefois être mis fin à la souscription avant cette dernière date.

Les souscriptions seront reçues à la Banque Nationale de Belgique à Bruxelles et en province, chez les banques et agents de change établis en Belgique, ainsi que chez les établissements financiers du secteur public et caisses d'épargne privées établis en Belgique qui sont autorisés à participer au placement de l'emprunt.

Art. 2. — Les obligations de l'emprunt pourront également être cédées ferme ou données en option.

Art. 3. — Le prix d'émission, payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions, sera fixé au plus tard le 31 août 1976.

.....
Art. 6. — Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont effectués aux guichets du Caissier de l'Etat à la Banque Nationale de Belgique à Bruxelles et en province.

Art. 7. — Il est alloué une commission de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, agents de change et caisses d'épargne privées visés à l'article 1^{er}, ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

Une commission de 1 p.c. peut être allouée aux investisseurs institutionnels.
.....

6. — TRAVAIL

Loi du 28 juin 1976

portant réglementation provisoire du travail temporaire, du travail intérimaire et de la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs (Moniteur du 7 août 1976, p. 9968).

9. — TRANSPORTS

Loi du 18 juin 1976

modifiant la loi du 23 août 1948, tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant, à ces fins, un Fonds de l'armement et des constructions maritimes (Moniteur du 14 août 1976, p. 10193). (Voir texte rubrique 1.)

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Décision du Conseil du 26 juillet 1976 (76/646/C.E.E.)

portant sur la préparation des budgets publics de 1977 (Journal officiel du 20 août 1976, n° L 229, p. 1).

Décision du Conseil du 27 juillet 1976 (76/641/C.E.E.)

modifiant la décision 73/391/C.E.E. relative aux procédures de consultation et d'information dans les domaines de l'assurance-crédit, des garanties et des crédits financiers (Journal officiel du 16 août 1976, n° L 223, p. 25).

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de juillet-août 1976. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

**

BEAUFAYS, J.

Le fédéralisme - le régionalisme; bibliographie.

Liège, Département de Science Politique de l'Université de Liège, 1976, 280 p.

WERIN, L. and JUNGENFELT, K.G.

Tjalling Koopman's Contribution to Economics.

(In : The Scandinavian Journal of Economics, Stockholm, No. 1, March 1976, pp. 81-93.)

SUEDE 7 A

050. - 333.846.0 - 336.61
339.312.3 - 338.8

08

COMMITTEE ON THE BUDGET.

Seminars : Effects of Fiscal and Monetary Policies on Capital Formation and Economic Growth.

*(Task Force on Capital Needs and Monetary Policy. Sept. 10, 11, and 17, 1975, 94th Congress, 1st session.)**Washington, U.S. Government Printing Office, 1975, X+192 p.*

Who's who in Banking in Europe.

Guernsey (British Isles). Francis Hodgson, 1976, 521 p.

08

305.2

JOHANSEN, L.

L.V. Kantorovich's Contribution to Economics.

(In : The Scandinavian Journal of Economics, Stockholm, No. 1, March 1976, pp. 61-80.)

SUEDE 7 A

MOORE, G.H. and KLEIN, Ph. A.

International Economic Indicators.

(In : National Bureau of Economic Research - 55th Annual Report, New York, September 1975, pp. 29-35.)

USA. 33

08 - 338.8

305.4 - 339.21

JUNGENFELT, K.G.

Koopmans and the Recent Development of Growth Theory.

(In : The Scandinavian Journal of Economics, Stockholm, No. 1, March 1976, pp. 94-102.)

SUEDE 7 A

MIYAZAWA, K.

Input-output Analysis and the Structure of Income Distribution.

Berlin, Springer Verlag, 1976, IX+135 p.

330.00

330.46

de BRUNHOFF, S.

Etat et capital. Recherches sur la politique économique.
Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1976, 126 p.

ELLIOTT, J.E.

Marx and Contemporary Models of Socialist Economy.
(In : *History of Political Economy*, Durham, No. 2, 1976,
pp. 151-184.)

USA. 26 A

330.00

330.46 - 333.432.8 - 333.451.6

PAGE, A.

Economie politique. 5^e édit.
(Mémentos Dalloz.)
Paris, Dalloz, 1976, 171 p.

Keynes and International Monetary Relations.
(The second Keynes Seminar held at the University of
Kent at Canterbury 1974.)

London, Macmillan Press, 1976, VIII + 126 p.

330.00

330.47

RHODEN, Ch. C.

Economics : Facts, Theory, and Policy.
London, Wiley, 1976, XIII + 411 p.

BOMBACH, G.

Ist Keynes überholt ?

(In : *Wirtschaftsdienst*, Hamburg, n^o 7, Juli 1976,
S. 329-340.)

DEUTSCHL. 30 A

330.01

330.47 - 333.403.0 - 330.00
08

FELS, G. u.a.

Eine neue Ordnung der Weltwirtschaft ?
Die zukünftige Zusammenarbeit zwischen Rohstoff-
und Industrieländern.
Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1975, 150 p.

PATINKIN, D.

Keynes' Monetary Thought. A Study of its Develop-
ment by Don Patinkin.
(In : *History of Political Economy*, Durham, No. 1, 1976,
150 p.)

USA. 26 A

330.581. - 336.61

331.061. - 331.30

Un avis du Conseil supérieur des Finances : les problèmes globaux de la programmation financière.

(In : *Bulletin de Documentation-Ministère des Finances, Bruxelles, n° 6, juin 1976, pp. 47-60.*)

BELG. 99

The O.E.C.D. Economy to the End of the Decade.

(In : *Economic Outlook, Paris, No. 19, July 1976, pp. 5-123.*)

O.C.D.E. 13

330.581.

331.061. - 338.8

BELGISCH INSTITUUT VOOR VOORLICHTING EN DOCUMENTATIE.

Met Planbureau en de Planning.

(Wat men moet weten over...)

Brussel, B.I.V.D., 1972, 13 blz.

Un scénario de croissance à l'horizon 1980.

(In : *Perspectives Economiques de l'O.C.D.E., Paris, n° 19, juillet 1976, pp. 139-170.*)

O.C.D.E. 13

331.061. - 331.30

331.30

L'économie des pays de l'O.C.D.E. jusqu'à la fin de la décennie.

(In : *Perspectives Economiques de l'O.C.D.E., Paris, n° 19, juillet 1976, pp. 5-137.*)

O.C.D.E. 13

CLARK, C.

Economic Development in Communist China.

(In : *Journal of Political Economy, Chicago, No. 2, April 1976, pp. 239-264.*)

USA. 30

331.061. - 338.8

331.30 - 333.846.0 - 333.825.
333.841.

A Growth Scenario to 1980.

(In : *Economic Outlook, Paris, No. 19, July 1976, pp. 125-152.*)

O.C.D.E. 13

GHYMERS, Chr.

Conjoncture de l'économie belge.

(In : *S.E.D.E.I.S.-Chroniques d'actualité, Paris, n° 14-15-16, 31 juillet-août 1976, pp. 524-549.*)

FR. 10 B

332.620. - 333.846.0 - 333.845.
338.021.

333.130. - 334.151.22

ROMA, J.-J.

Stagflation et politique monétaire.

(In : *S.E.D.E.I.S.-Chroniques d'Actualité, Paris, n° 13, 15 juillet 1976, pp. 478-495.*)

FR. 10 B

ABRAHAM, J.-P.

Le serpent européen : Carcan ou instrument valable de politique monétaire ?

Bruxelles, Centre d'Etudes Bancaires et Financières, Cahiers des conférences, n° 264, juin 1976, 31 p.

333.101. - 333.110. - 333.105.
333.111.0 - 333.139.2

333.130. - 333.407. - 333.820.
333.420.1

PROST, G.

Das Kreditwesen in der Bundesrepublik Deutschland; Aufgaben, Organisation, Rechtsgrundlagen.

Wiesbaden, Gabler, 1975, 88 S.

de STRYCKER, C.

Equilibre monétaire interne et externe.

Bruxelles, Centre d'Etudes Bancaires et Financières, Cahiers des conférences, n° 266, août 1976, 24 p.

333.110. - 333.70 - 333.78
333.820. - 333.830.

333.130.1 - 333.841.

FOURCANS, A.

Un modèle théorique et économétrique du système monétaire français. L'influence des instruments de politique sur le taux d'intérêt, le crédit et la monnaie.

(In : *Economie Appliquée, Paris, n° 1, 1976, pp. 9-126.*)

FR. 23

MARTIN, G.

Incidence de l'inflation sur les institutions de crédit.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, n° 3, juillet 1976, pp. 169-179.*)

BELG. 131 A

333.111.0 - 333.111.7 - 333.18

333.132.

Les services d'intérêt général gérés par la Banque de France.

(In : *Banque de France - Note d'Information, Paris, n° 29, juillet 1976, 1 p.*)

FR. 6 C

BAUER, H.-P.

What is a Merchant Bank ?

(In : *The Banker, London, No. 605, July 1976, pp. 795-799.*)

G.B. 3

333.132. - 333.138.2 - 333.113.
334.154.0

333.403.0 - 333.480. - 333.481.
333.844.

IMMENGA, U.

Participations des banques dans d'autres secteurs économiques.
(Etudes, série Concurrence-Rapprochement des législations, 25.)

Bruxelles, Office des Publications officielles des Communautés Européennes, 1975, V+147 p.

HANSON, J. L.

An Outline of Monetary Theorx. 3rd edit.
London, Macdonald and Evans, 1976, VIII+136 p.

333.132.

333.423. - 338.733.31

MUELHAUPT, L.

In Defence of Universal Banks.

(In : *The Banker*, London, No. 605, July 1976, pp. 775-782.)

G.B. 3

VICKER, R.

The Realms of Gold.
New York, Scribner, 1975, 244 p.

333.138.2

333.432.0 - 333.451.6 - 333.451.1
333.820.

JACOBS, D. P. a.o.

The Financial Structure of Bank Holding Companies.
Evanston (Ill.), Association of Reserve City Bankers, 1975, IV+53 p.

TOWER, E. and WILLETT, T. D.

The Theory of Optimum Currency Areas and Exchange-Rate Flexibility.
(Special Papers in International Economics, 11.)
Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1976, 98 p.

333.139.2 - 347.734. - 333.139.1

333.432.7 - 333.432.8 - 333.481.
333.844.

KELLER, Th. u.a.

Revision und Sicherheit im Bankbetrieb.
Bern, Verlag Paul Haupt, 1976, 103 S.

ECKES, A. E. Jr.

A Searchm for Solvency : Bretton Woods and the International Monetary System, 1941-1971.
Austin, University of Texas Press, 1975, XIII+355 p.

333.432.7

333.451.1

JELOWICKI, J.

Réformes du système monétaire international.

(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances, Bruxelles, n° 6, juin 1976, pp. 23-45.*)

BELG. 99

BARATTIERI, V.

Effective Exchange Rates in 1975.

(In : *Review of the Economic Conditions in Italy, Roma, No. 1, January 1976, pp. 29-34.*)

ITAL. 19

333.432.7

333.451.5 - 333.825.

ROSSOLA, R.

The Kingston Agreement.

(In : *Review of the Economic Conditions in Italy, Roma, No. 1, January 1976, pp. 9-13.*)

ITAL. 19

BOLL, F.

On the Small Discrepancies between the Official and the Free Rate in the BLEU's Dual Exchange Rate System.

(In : *Recherches Economiques de Louvain, Louvain, n° 4, décembre 1975, pp. 313-340.*)

BELG. 34

333.432.7 - 333.421.0 - 333.432.0

382.257. - 333.454.0 - 333.451.0

334.151.20

333.451.5 - 333.825.

SAMUELSON, A.

Economie monétaire internationale. 2^e édit.

Paris, Dalloz, 1976, 186 p.

La réglementation des changes en Belgique.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 29, 6 août 1976, pp. 1-5.*)

BELG. 33

333.432.8 - 382.256. - 347.720.1

338.340.

333.451.7 - 650.

World Politics and International Economics.

Washington, Brookings Institution, 1975, XI + 359 p.

PRINDL, A.R.

Foreign Exchange Risk.

London, Wiley, 1976, 169 p.

333.481. - 333.432.8 - 333.451.1

333. 41. - 382.257. - 382.242.4

333.820. - 333.432.0

World Monetary Disorder; National policies vs. International Imperatives.

New York, Praeger Publishers, 1976, XV+269 p.

333.841. - 333.403.0

FLEMMING, J.S.

Inflation.

London, Oxford University Press, 1976, 136 p.

333.110. - 333.452.1 - 333.830.0

339.312.2 - 333.451.7

European Finance Association.

(Proceedings of the meetings held in Jouy-en-Josas, October 31st - November 2nd, 1974.)

Amsterdam, North-Holland Publishing Company, 1975, X+402 p..

333.841.

Inflation in the World Economy.

Manchester, Manchester University Press, 1976, XVII+334 p.

333.70 - 333.712.2

VADOT, J. H.

Le crédit inter-entreprise - le fournisseur doit-il être le banquier de ses clients ?

(*In : S.E.D.E.I.S.-Chroniques d'Actualité, Paris, n° 14-15-16, 31 juillet-août 1976, pp. 550-578.*)

FR. 10 B

333.841. - 333.820. - 333.451.6
333.482.

The « New Inflation » and Monetary Policy.

(Proceedings of a Conference organised by the Banca Commerciale Italiana and the Departement of Economics of Università Bocconi in Milan, 1974.)

London, Macmillan Press, 1976, XVII+307 p.

333.841.

CURWEN, P. J.

Inflation.

London, Macmillan, 1976, XII+180 p.

333.841.

SIAENS, A.

L'inflation « structurelle » — ses conséquences délétères.

(*In : Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, n° 3, juillet 1976, pp. 157-168.*)

BELG. 131 A

333.841. - 333.820. - 333.841.0
333.420.1

334.153.0

VON HAYEK, A.

Choice in Currency : a Way to stop Inflation.
London, Institute of Economic Affairs, 1976, 48 p.

DENTON, G. and PEETERS, Th.

The Foreign Economic Policy of the European Community.
Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de Katholieke Universiteit te Leuven, 1976, 32 blz.

334.150.0 - 334.154.0

334.154.0

BLECKMANN, A.

Europarecht : Das Recht der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft.
Köln, Carl Heymanns Verlag, 1976, XV+404 S.

La protection des droits fondamentaux dans la Communauté Européenne.

(In : Bulletin des Communautés Européennes, Luxembourg, supplément n° 5, 1975, 73 p.)

C.E. 1 A

334.150.0

336.61

Documents et rapports écrits de la XXIX^e Table Ronde des Problèmes de l'Europe. (Bonn, 2 et 3 avril 1976) (Thème : « Le rapport Tindemans et les institutions européennes »).

(In : Les Problèmes de l'Europe, Varis, n° 72, 1976, pp. 33-86.)

FR. 50 B

McKINNON, R.I.

The Limited Role of Fiscal Policy in an Open Economy.

(In : Banca Nazionale del Lavoro-Quarterly Review, Roma, No. 117, June 1976, pp. 95-117.)

ITAL. 4

334.151.20

336.61

ALLEN, P.R.

Organization and Administration of a Monetary Union. (Princeton Studies in International Finance, 38.)

Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1976, 89 p.

VEACOCK, A. and SHAW, G.K.

The Economic Theory of Fiscal Policy. 2nd ed.
London, Allen and Unwin, 1976, 192 p.

336.830.

338.43

SALMON, J.

Les subventions.

Bruxelles, Bruylant, 1976, 122 p.

DENIL, B.

Intégration des marchés régionaux dans la Communauté des six 1958-1970.

(In : *Revue Economique du Sud-Ouest, Bordeaux, n° 2, juin 1976, pp. 277-287.*)

337.553.

338.755.3

FRATERMAN, K.

Quel avenir pour le Benelux ?

(In : *Benelux, Bruxelles, n° 3, septembre 1976, pp. 23-30.*)

BELG. 18 A-I

L'industrie belge du meuble en bois.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 28, 30 juillet 1976, pp. 1-5.*)

BELG. 33

338.030. - 338.8 - 382.10

339.231.

SWEENEY, R.J.

On Some Relationships Among Capital Theory, Growth and the Theory of International Trade.

(In : *Weltwirtschaftliches Archiv, Tübingen, Nr. 2, 1976, S. 359-382.*)

DEUTSCHL. 29

THONON, A.

Analyse des fluctuations annuelles du revenu agricole belge — Incidence du progrès technique et des variations de prix 1954-1972.

(In : *Revue de l'Agriculture, Bruxelles, n° 3, mai-juin 1976, pp. 537-554.*)

BELG. 132

338.340. - 338.341.1

339.311.0 - 333.44

KALECKI, M.

Essays on Developing Economies.

Hassocks (Sussex, England), Harvester Press, 1976, 208 p.

L'épargnant et l'épargne dans la société de demain. Journées d'études du Bischenberg 1976.

(In : *Eurépargne, Luxembourg, n° 7-8, juillet-août 1976, pp. 1-94.*)

LUX. 4

339.311.3

382.242.4 - 347.728.5 - 333.66

334.151.25 - 333.131.6

NEIRYNCK, M.

Het sparen.

(In : *De Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel*, n° 1-7, juni-juli 1976, blz. 633-151.)

BELG. 71

JACQUEMONT, A.

L'émission des emprunts euro-obligataires; pouvoir bancaire et souveraineté étatiques.

Paris, *Librairies Techniques*, 1976, 509 p.

339.312.3

382.242.4

Les investissements en Belgique. Problèmes de leur financement.

(In : *Bulletin Financier - Banque Bruxelles Lambert, Bruxelles*, n° 27, 30 juillet 1976, pp. 1-4.)

BELG. 34 A

McKENZIE, G.W.

The Economics of the Euro-Currency System.

London, *Macmillan*, 1976, 141 p.

339.4

382.242.4 - 333.407.

DE CLERCQ, W.

Heeft beleggen nog zin ? (Toespraak door dhr. W. De Clercq, Minister van Financiën, voor de Ladies Investment Club te Gent op 17 februari 1976.)

(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances, Bruxelles*, n° 6, juin 1976, pp. 3-21.)

BELG. 99

WILLMS, M.

Money Creation in the Euro-Currency Market.

(In : *Weltwirtschaftliches Archiv, Tübingen*, Nr. 2, 1976, S. 201-229.)

DEUTSCHL. 29

348.2

383.846.0 - 333.846.7

MARICQ, L.

Droit communal.

Louvain, *Oyez*, 1976, XIX + 345 p.

HENNEBERRY, B. and WITTE, J.G.

Stabilization Policies : Complications of Balance of Payments Constraints.

(In : *Weltwirtschaftliches Archiv, Tübingen*, Nr. 2, 1976, S. 231-257.)

DEUTSCHL. 29

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 250,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 300,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 25,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 30,—.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
